



## LES MANŒUVRES AMÉRICAINES EN MÉDITERRANÉE

### Tripoli appelle à des représailles après l'affrontement avec la VI<sup>e</sup> flotte

#### La doctrine Reagan

M. Reagan se déchaîne : ayant fait, au moins partiellement, le ménage dans son camp en envoyant sur les routes de l'Exil Jean-Claude Duvalier et Ferdinand Marcos, il paraît maintenant vouloir « nettoyer » le camp d'en face en venant à bout des sandinistes et du colonel Kadhafi. Telle est l'impression qui se dégage de l'activisme débordant manifesté ces derniers jours par M. Reagan aussi bien auprès du Congrès, complice à ses yeux de trop traîner les pieds dans l'affaire de l'aide aux « contras », que dans le golfe de Syrie.

Les incidents militaires intervenus en Méditerranée dans la nuit de lundi à mardi ne sont pas dus en effet au hasard. Ils ont été soigneusement prémédités par la Maison Blanche, qui, certes, a le droit international pour elle mais qui cherchait aussi à démontrer depuis plusieurs semaines sa supériorité militaire face aux fanfaronnades du colonel Kadhafi. L'affrontement ira-t-il plus loin ? Personne ne peut le dire encore, mais le président Reagan paraît bien déterminé à ne pas en rester là dans sa démonstration.

Reste à savoir si celle-ci ne se retournera pas contre ses auteurs. Les manœuvres ordonnées à la VI<sup>e</sup> flotte constituent clairement une mesure de représailles après les attentats effectués le 27 décembre dernier contre les aéroports de Vienne et de Rome, attentats dans lesquels la responsabilité libyenne paraît avoir été lourde. Mais que valent des représailles, si l'on enlève le principe, lorsque l'on intervient près de trois mois après les crimes qu'il s'agit de châtier ? Le colonel Kadhafi ne risque-t-il pas de faire bientôt figure de martyr, au moins aux yeux d'un monde arabe pourtant plus que divisé à son endroit ?

Le comportement de M. Reagan ne traduit pas seulement un durcissement à l'égard de ses deux « bêtes noires » mais aussi envers Moscou, auquel il est tout simplement demandé d'accepter une réduction de sa zone d'influence. Comme il est peu probable que M. Gorbatchev se rallie autrement que contraint et forcé à ce point de vue, il faut s'attendre à une nouvelle période de tension américano-soviétique.

Les prémisses en sont d'ailleurs visibles depuis quelque temps : la réponse de Washington au plan de désarmement nucléaire présenté par le Kremlin a été plus que circospecte et a consisté à demander d'abord aux Soviétiques de faire les premiers pas ; est venue ensuite l'injonction des Etats-Unis à Moscou de réduire considérablement les effectifs de sa dérogation à l'ONU ; le 13 mars, deux navires de guerre américains pénétraient au large de la Crimée dans les eaux territoriales soviétiques, arguant de la notion de « passage innocent » ; samedi dernier enfin, les Etats-Unis procédaient à un essai nucléaire dans le Nevada, rejetant ainsi ou peut-être plus clairement le moratoire proposé et observé par l'URSS depuis le mois d'août.

Autant de gestes qui seront difficilement « digérés » à Moscou. Les dirigeants soviétiques soupçonnaient-ils au tel état d'esprit offensif chez M. Reagan dès le lendemain de la rencontre de Genève ? C'est fort possible, et cela expliquerait leur manque d'empressement pour fixer la date du voyage que le secrétaire général doit effectuer à Washington. Cette date en tout cas paraît aujourd'hui encore plus lointaine qu'hier.

Au lendemain du grave affrontement armé qui les a opposés le lundi 24 mars à la Libye, les Etats-Unis ont fait part de leur intention de poursuivre leur série de manœuvres aéro-maritimes dans la partie des eaux internationales que revendique Tripoli, au large des côtes libyennes. Lundi, après que cinq missiles sol-air libyens eurent été tirés sur des avions américains, des chasseurs de la VI<sup>e</sup> flotte ont bombardé une base de missiles Sam-5 en Libye et ouvert le feu sur deux vedettes libyennes. L'une d'elles a été coulée et les marins auraient été tués. Tripoli d'elles a été coulée et les marins auraient été tués. Tripoli d'elles a été coulée et les marins auraient été tués.

#### De notre correspondant

Washington. — Il y a deux gouvernements sur terre qui sont insupportables à M. Reagan et dont il souhaiterait clairement débarrasser le monde : ceux du Nicaragua et de la Libye. Dans bien des domaines (les relations avec l'Union soviétique notamment), le président américain sait préférer le verbe à l'action et la raison à la passion, mais à l'égard de MM. Ortega et Kadhafi, il fait ce qu'il dit avec une constance ignorante toute objection.

Le Congrès peut, depuis trois ans, freiner des quatre fers devant l'aide militaire à la guérilla anti-sandiniste, l'opinion américaine y

être hostile et la Chambre des représentants venir de la refuser une fois de plus la semaine dernière, le plus âgé des présidents qu'aient connus les Etats-Unis n'en met pas moins l'ardeur d'un jeune militant à vouloir toujours — et avec de solides chances — arracher aux élus des crédits pour les « contras ».

La Libye, suffisamment éloignée de Washington pour n'avoir pas à craindre un appui américain à d'éventuels « combattants de la liberté », n'a pas pour autant échappé à l'épreuve du feu qui lui avait été promise depuis cinq jours déjà.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

## LA CONTESTATION AU COMITÉ CENTRAL DU PCF

### M. Marchais a endigué la critique des « rénovateurs »

Le Parti communiste français tenait ce mardi 25 mars la seconde journée de son comité central d'après élections. La première avait été consacrée à la présentation du rapport de M. Paul Laurent, « Dans la voie du vingt-cinquième congrès, rassembler, agir », et à l'intervention de vingt-deux orateurs. Parmi eux, MM. Marcel Rigout, Claude Poperen et Lucien Sève ont fait part, avec des nuances, de leurs critiques et souhaité l'ouverture d'un débat. M. Pierre Juquin, l'un des chefs de file des « rénovateurs », nommé accusé d'organiser la contestation, devait intervenir mardi. Selon un membre du comité central, l'équipe de M. Marchais a d'ores et déjà « verrouillé le parti ». (Lire nos informations page 36.)



BRUNO

## CONSTITUTION ET COHABITATION

### Cinq innovations de l'alternance

par OLIVIER DUHAMEL (\*)

L'alternance parlementaire vient d'intervenir comme prévu. Elle a aussitôt donné lieu à la fabrication du premier gouvernement de cohabitation. Cette toute première phase a d'ores et déjà apporté cinq innovations à la pratique constitutionnelle de la Ve République.

1. Le choix comme premier ministre du chef du parti majoritaire dans la nouvelle majorité.

Jusqu'à présent, les élections à l'Assemblée nationale avaient donné lieu à un changement de gouvernement, mais non du premier ministre. En 1962, le gouvernement Pompidou 1 succède au gouvernement Pompidou 2. En 1967, Pompidou 4 à Pompidou 3. En 1973, Messmer 2 à Messmer 1. En 1978, Barre 3 à Barre 2. En 1981, Mauroy 2 à Mauroy 1. (Voir notre tableau page 7.)

(\*) Professeur à l'université Paris-X-Nanterre et à l'Institut d'études politiques de Paris ; directeur de la revue *Pouvoirs*.

En ne changeant pas de premier ministre, les présidents attestent le caractère secondaire des élections législatives — pourvu que la majorité présidentielle soit victorieuse. Et l'exception de 1968 venait précisément sanctionner l'importance trop grande prise par Georges Pompidou. Pour le reste, l'arrivée d'un nouveau titulaire à Matignon se faisait précéder hors des législatures, afin de bien marquer combien il devait être tenu pour une créature du président.

L'alternance parlementaire impose évidemment le changement. Mais la courte victoire de l'opposition d'hier et le fait qu'elle compte deux partis (ou plutôt un parti, le RPR, et une nébuleuse à fractions variables, l'UDF) laissent au président une certaine liberté pour exercer son pouvoir constitutionnel de nomination du premier ministre. M. François Mitterrand a néanmoins choisi M. Jacques Chirac, comme en 1978 M. Valéry Giscard d'Estaing eût choisi François Mitterrand en cas de victoire de la gauche. Ce faisant, le président indique qu'il respecte scrupuleu-

sément le résultat du scrutin et désire une cohabitation un tant soit peu durable. Car elle a évidemment plus de chances de durer si le parti structuré de la nouvelle majorité parlementaire voit son chef au pouvoir.

2. La désignation du premier ministre en deux temps. D'emblée, le chef de l'Etat a voulu préserver ses prérogatives constitutionnelles. Pour ce faire, il a imposé à M. Jacques Chirac un petit écart par rapport à la lettre de l'article 8. Celui-ci prévoit d'abord, en son article 8 alinéa 1, la nomination du premier ministre par le président de la République, puis, en son article 8 alinéa 2, la nomination des ministres par le président et sur proposition du premier ministre.

On aurait donc pu penser que, le mardi 18 mars, M. Mitterrand nommerait M. Chirac, le gouverneur étant, lui, constitué un ou deux jours plus tard. Tel ne fut pas le cas. M. Jacques Chirac n'a pas été nommé le 18 mars, mais appelé pour procéder à un tour d'horizon au sujet de la formation d'un gouvernement. Cette formule sans précédent sous la

Ve République permettait au chef de l'Etat de subordonner la nomination effective de M. Chirac au caractère acceptable du gouvernement qu'il proposerait. Elle prévoyait une marge de négociation pour le président, assortie de la menace de recourir à un autre homme — ou à une femme — en cas d'exigences chiraquiennes excessives.

3. L'inversion de la dyarchie dans la fabrication du gouvernement. Tous les gouvernements de la Ve sont le produit d'une dyarchie, puisque deux hommes concourent à les former : le président, qui choisit le premier ministre et nomme les ministres ; le premier ministre, qui propose les ministres et contresigne leur nomination. Ces vingt-sept dernières années, la dyarchie était inégalitaire au profit du président, puisque la toute-puissance de la majorité présidentielle faisait du premier ministre l'obligé du président. L'hôte de Matignon ne disposait guère que d'une sorte de veto, pour écarter quelques-uns de ses ennemis, et de quelques postes concédés, pour placer ses meilleurs amis.

(Lire la suite page 7.)

## Les Parisiens à l'assaut de l'Etat

Hommes politiques et hauts fonctionnaires de la capitale occupent des postes-clés.

PAGE 9

## Pétrole : nouvelle chute des prix

L'échec de la réunion de l'OPEP a entraîné une baisse des cours de près de 2 dollars.

PAGE 31

## L'éruption de la Fournaise

Les origines de la coulée de lave.

PAGE 13

## M. Guillaume à Bruxelles

La ligne demeure, mais le ton change.

PAGE 32

## 4 000 hectolitres de vin frelaté

La cargaison d'un navire italien a été mise sous séquestre à Sète.

PAGE 32

## Le Monde MÉDECINE

Ces bébés qu'on laisse mourir : SIDA : le match des tests (Pages 11 et 12)

Débats : Terrorisme (2) ● Etranger (3 à 6) ● Politique (7 à 10) ● Société (13) ● Culture (14) ● Edition (15) ● Economie (31 à 35)

Programmes des spectacles (16) ● Radio-télévision (18) ● Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (17 à 18) ● Carnet (18) ● Annonces classées (20 à 30)

## LA FOIRE DU LIVRE DE LEIPZIG

### Des Allemands de l'Est avides, rassasiés et avertis

De notre envoyée spéciale

Leipzig. — De tous temps, les foules allemandes se sont précipitées vers Leipzig pour la Foire de printemps. Fondée dès 1165 au croisement de deux anciennes routes commerciales importantes, la voie Regia, allant d'Europe centrale à Moscou en passant par Varsovie, et la voie Imperii, allant d'Italie vers l'Europe du Nord, la Foire de Leipzig avait commencé, dès le Moyen Âge, à devenir une place importante de commerce sur l'axe Est-Ouest.

Située depuis la fin de la guerre en République démocratique allemande, la grande ville de la Saxe veut toujours une plaque centrale du commerce Est-Ouest. La Foire, sur une superficie de quelque 110 000 m<sup>2</sup>, est essentiellement tournée vers les biens

d'équipement : industries électriques, machines agricoles, grosses constructions mécaniques, électrotechnique, télécommunications, etc., mais aussi vers les textiles, l'habillement, la fourrure, la verrerie, etc. (quelque 9 000 exposants).

Pourtant, selon la tradition ancienne, une place reste réservée chaque année à la Foire internationale de livre, place réduite certes (quelque 20 pays sur 4 500 m<sup>2</sup>), mais symboliquement importante, parce qu'elle maintient le lien avec un glorieux passé. « Lorsque j'arrivai à Leipzig (en 1765), écrit Goethe, la Foire avait justement lieu : j'ai vu passer sous mes yeux toute ma patrie allemande... »

C'est là, en effet, que le commerce du livre, chassé de Francfort en 1667 par une censure trop

sévère, s'était fixé et, au vingtième siècle, entre les deux guerres, il existait plus de quatre cents maisons d'édition dans cette ville prestigieuse où Jean-Sébastien Bach fut « cantor » de l'église Saint-Thomas pendant vingt-sept ans, où Felix Mendelssohn fonda le premier conservatoire de musique d'Allemagne — dont un des professeurs était Robert Schumann — où naquirent Richard Wagner, Leibnitz et Karl Liebknecht...

L'important, pour l'Allemagne de l'Est, est à l'inverse de l'idée de réunification, de conserver ce passé prestigieux, de mieux affirmer son identité et d'approfondir la coupure (Abgrenzung) avec la RFA tout en exaltant son enracinement dans la culture allemande.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 15.)









# étranger

## L'AFFRONTEMENT ARMÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA LIBYE

### Radio-Tripoli appelle à « l'exécution dans tout le monde arabe des espions américains »

Am lendemain de l'affrontement américain-Libyen dans le golfe de Syrte, Tripoli a appelé, mardi 25 mars, à « l'exécution dans tout le monde arabe des espions américains qui se présentent comme des experts et des conseillers ». Selon la radio libyenne, « toute la nation arabe » va bientôt « se ruer vers les champs de bataille et se préparer en masse à la guerre contre l'Amérique ». « Le pétrole exploité et usurpé par l'Amérique devrait maintenant être détruit ; les bases américaines dans la nation arabe devraient être dévastées », a poursuivi la radio, réaffirmant que l'aviation libyenne avait contre-attaqué, lundi, en Méditerranée, et abattu trois avions américains - ce que dément Washington.

La radio a encore dénoncé « l'arrogance des États-Unis et la folie de leur président, qui leur a fait penser que l'agression contre le peuple arabe libyen ressemblerait à un pique-nique et serait une opération facile ». « La flotte américaine en Méditerranée est maintenant à portée de nos armes (...). Nous tiendrons la promesse que nous nous sommes faites : transformer la Méditerranée en mer de feu ».

Dès l'annonce de l'affrontement, le « numéro deux » libyen, le commandant Abdelkader Jalloud, s'est entretenu avec l'ambassadeur d'URSS à Tripoli. Simultanément, le chef de la diplomatie libyenne, M. Kamal Hassan el Makhour, transmettait un message de protestation au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. Ce texte stigmatisait « l'agression américaine » et assurait que la Libye fera usage de son « droit de légitime défense, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies ».

L'ambassadeur américain à l'ONU, M. Vernon Walters, a exposé, de son côté, à M. Perez de Cuellar, que les États-Unis n'avaient fait qu'exercer leur droit de légitime défense en conformité avec cet article 51.

● A MOSCOU, l'agence Tass a dénoncé « la provocation et l'action agressive des États-Unis contre la Libye ». Pour l'agence officielle soviétique, l'escadron américain « effectuait des manœuvres provocatrices à proximité immédiate des côtes libyennes ». Les États-Unis, écrit Tass, se sont livrés à « un acte de piraterie » et les arguments qu'ils utilisent pour « tenter de le justifier (ressemblent) beaucoup à ceux employés par Washington pour faire négocier du prétendu incident du golfe du Tonkin un prétexte au déclenchement de la sale guerre contre le Vietnam ».

● A ALGER, le président Bendjedid Chadli, a eu, mardi soir, une longue entretient téléphonique avec le colonel Kadhafi. L'affrontement américain-Libyen intervient au lendemain d'une visite de trois jours en Libye du premier ministre algérien, M. Abdelhamid Brahimi, qui a permis une amélioration des relations entre les deux pays.

● A DAMAS, la radio officielle a accusé les États-Unis et Israël de « maintenir la tension en Méditerranée et au Proche-Orient ». « Aucune logique ne peut justifier les manœuvres américaines, sinon le plan américano-israélien d'imposer l'hégémonie sur notre région », assure la radio.

● A TUNIS, où la Ligue arabe est réunie en session ministérielle depuis lundi, l'affaire n'avait pas encore suscité de commentaires ce mardi matin. Les ministres se bornaient à indiquer qu'ils « suivaient attentivement » l'évolution de la situation.

● Enfin, le Canada a demandé aux États-Unis et à la Libye « de faire preuve de retenue » ; cependant que, à Rome, le président du conseil, M. Bettino Craxi, a convoqué un conseil des ministres restreint pour examiner, ce mardi, l'évolution de la situation. - (AFP, Reuters, AP.)

### Menaces de représailles

(Suite de la première page.) Dès le jeudi 20 mars, en effet, la chaîne de télévision CBS avait pu apprendre auprès du département d'État, et le faire bien sûr savoir, qu'un cours de nouvelles manœuvres aéro-maritimes qui allaient débuter trois jours plus tard, le dimanche, au large des côtes libyennes, les forces américaines pénétreraient dans le golfe de Syrte et riposteraient à toute tentative de les en empêcher.

Moins de trois semaines plus tôt, le colonel Kadhafi avait menacé de frapper de ses missiles Sam-5 et Sam-7, de fabrication soviétique, tout appareil ou bâtiment des États-Unis qui franchirait la « ligne de la mort » en entrant dans les eaux du golfe qu'il a proclamées unilatéralement. M. Kadhafi ne parlait pas là en l'air puisque la VI<sup>e</sup> Flotte, à cette date, venait de procéder (fin janvier et début février) à deux longs exercices consécutifs devant la Libye.

Imperturbablement, Washington avait alors organisé une troisième série de manœuvres, qui n'étaient pas encore terminées lorsque les fuites du département d'État ont annoncé que les quatre-vingt, devant durer jusqu'au 1<sup>er</sup> avril prochain, passeraient au cran supérieur. Officiellement, il ne s'agissait que de réaffirmer le droit de passage de la flotte américaine dans des eaux considérées, par le monde entier ou presque, comme internationales, puisque s'étendant bien au-delà de la limite des 12 milles fixés par une convention des Nations unies.

Officiellement, on ne cachait pourtant nullement que l'objectif était de déconstruire le colonel Kadhafi, soit en faisant apparaître, s'il ne bougeait pas, que ses menaces n'étaient que rodonnantes, soit en démontrant, s'il actionnait ses missiles, que sa puissance militaire n'était guère inquiétante pour les États-Unis.

#### La contre-attaque américaine

Sur fond de ballet de navires d'observation soviétique, le scénario était donc, des deux côtés, écrit d'avance. Dimanche, des chasseurs américains survolent le golfe sans riposte, mais, lundi matin - selon la déclaration faite après les affrontements par les porte-parole de la Maison Blanche, - deux missiles sol-air Sam-5 sont tirés depuis la ville côtière de Syrte « sur des avions américains opérant au-dessus des eaux internationales du golfe ». Cinq heures plus tard, à 12 h 45, heures de Washington, deux autres missiles sont lancés et un troisième suit à 13 h 14.

Quarante-cinq minutes après, un appareil américain tire deux missiles air-mer Harpoon sur une vedette lance-missiles libyenne, qui « constituait une menace pour les forces navales américaines ». Le navire a été touché, précise le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes, en indiquant qu'il « n'y a apparemment pas de survivants ». Il est 15 heures, c'est-à-dire 21 heures dans le golfe de Syrte ou à Paris, lorsque « les forces américaines opérant au sud des trente-deux degrés de latitude (la « ligne de la mort »), à 200 milles des côtes libyennes » répondent aux attaques de missiles en lançant deux missiles anti-radars Harm sur le site de Sam-5 de Syrte - à partir duquel, déclare le communiqué de la Maison Blanche, on « tentait d'abattre nos avions ».

D'autres informations américaines feront état d'une seconde vedette libyenne touchée, mais

sans être coulée, et la radio de Tripoli, démentie à Washington, assurera que trois appareils américains ont été abattus, deux dans l'après-midi et un dans la soirée.

« Ce n'est pas la guerre », déclare M. Spokes, en répondant à une question avec autant de calme que s'il rendait compte des positions du président sur le budget ou les relations avec le Canada : « Guerre », c'est vrai, serait - pour l'instant en tout cas - trop dire, mais M. Spokes indique néanmoins : « Les forces américaines n'avaient pour intention que de souligner un point de droit (...). Nous condamnons les actions de la Libye (et) considérons maintenant que toute force libyenne s'approchant d'une intention hostile. Nous avons pris des mesures appropriées pour des mesures défensives dans ce cas. Nous ne nous sommes, bien sûr, pas engagés dans cette région les yeux fermés. Nous nous réservons le droit de prendre les mesures supplémentaires qui pourraient s'imposer ».

En clair, l'épreuve de force se poursuit. Elle doit démontrer que M. Kadhafi n'est qu'un « tigre de papier ». Le colonel libyen est, en effet, tenu à Washington pour l'un des principaux commanditaires et bailleurs de fonds des actions terroristes dont le monde occidental est la cible. C'est d'ailleurs au lendemain des attentats du 27 décembre dernier, contre les comptoirs romains et viennois de la compagnie aérienne d'Israël El Al (20 morts, dont une petite fille américaine, et plus de cent blessés), que cette épreuve de force militaire avait commencé d'être planifiée.

Parallèlement, M. Reagan avait demandé aux sociétés américaines travaillant en Libye, pétrolières notamment, d'y cesser leurs activités et appelé l'Europe à isoler économiquement Tripoli. Cet appel n'avait pas été suivi, mais début février, on assurait officiellement au département d'État que la décision de ne plus relâcher l'effort contre M. Kadhafi était prise et qu'on s'y tiendrait.

Le dirigeant libyen, avec un œil sur la Tunisie, des ambitions bien connues sur le Tchad et une frontière commune avec une Égypte à l'équilibre précaire, représente, selon Washington, un danger sérieux pour l'équilibre régional à la jonction du Maghreb et du Proche-Orient. Tout ce qui peut occuper son énergie et son argent à autre chose que la subversion est, en conséquence, bienvenu.

La volonté américaine de circonscrire et d'éliminer, si possible et dès que possible, les gouvernements de petits pays opposés aux intérêts des États-Unis, vise, dans le cas du Nicaragua, à empêcher la stabilisation en Amérique centrale - même à l'intérieur de ses frontières - d'un État idéologiquement proche de l'URSS.

Les pressions qui sont exercées sur les deux pays s'inscrivent dans une stratégie plus générale, consistant à faire bien comprendre à Moscou qu'il n'est pas sûr d'avoir de réels accords stratégiques sans liquidation des foyers de tension régionaux. Le meilleur moyen de le manifester avant toute négociation est de démontrer, pense-t-on, ici, que les engagements de régime dans le monde ne se font pas seulement en faveur du Kremlin.

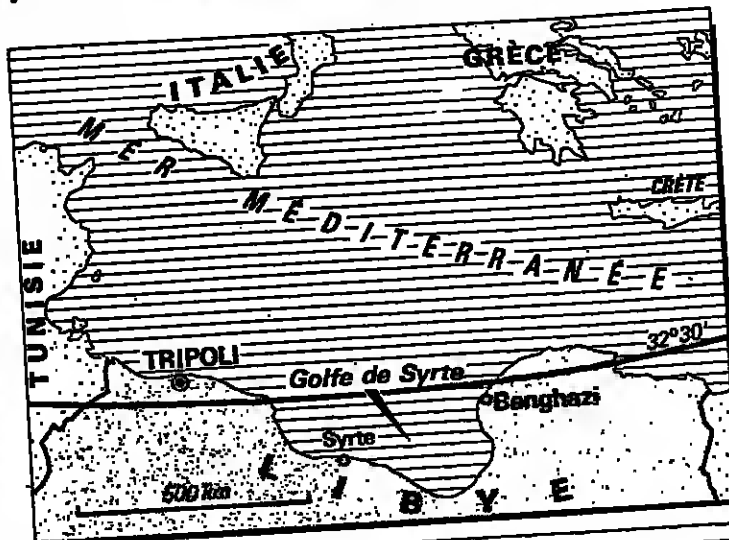
Le raisonnement a sa logique, que conforte une profonde croyance dans l'efficacité de la force militaire, mais il évolue dans d'étroites limites. Même en

admettant que le Congrès finisse par voter l'intégralité des 100 millions de dollars demandés pour les « contras », cette somme et les instructeurs américains fournis avec elle ne suffiraient pas à faire tomber le régime sandiniste. L'Amérique risque, à terme, d'avoir à choisir entre jeter le gant et intervenir directement, attitudes également détestables de son point de vue.

De la même manière, la démonstration - belle découverte ! - que l'armée américaine est supérieure à celle de Tripoli n'est pas particulièrement humiliante pour M. Kadhafi. Il dispose d'ailleurs de moyens de riposte si évidents qu'on n'écarte pas ici une vague d'attentats sur le sol américain.

Ne sachant trop où conduirait la logique du président, le Congrès traîne les pieds pour accorder une aide aux « combattants de la liberté », alors que les sandinistes n'ont plus aucun appui en son sein. Cette même incertitude teinte d'une inquiétude diffuse la très massive approbation rencontrée lundi par M. Reagan auprès des sénateurs et représentants. Mais la force, en l'affaire, du président américain est d'agir - quitte à savoir, le cas échéant, « digérer » ses échecs, avec une rapidité qui fait merveille.

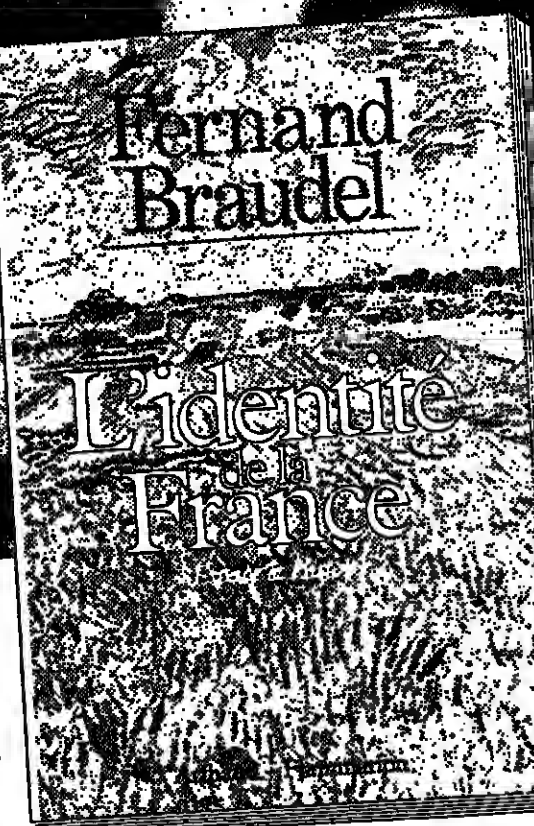
BERNARD GUETTA.



### LA QUÊTE DE L'HOMME DE CŒUR AUTANT QUE CELLE DE L'HISTORIEN.



Au soir de sa vie, le grand historien nous livre avec rigueur et passion les clefs de notre pays. Un voyage dans une France multiséculaire pour saisir les forces et les méandres de la France du XX<sup>e</sup> siècle. Fernand Braudel. L'identité de la France: "Espace et histoire." 368 pages, 15,5 x 23,5 avec 16 pages de hors-texte couleurs, broché, 98 F.



Arthaud-Flammarion



# PROCHE-ORIENT

## L'AFFRONTEMENT ARMÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA LIBYE

### « Gesticulation »

Depuis le début de l'année, les États-Unis maintiennent en Méditerranée orientale une escadre, forte de trois porte-avions escortés par vingt-sept navires de guerre et par des bateaux de soutien logistique, dont c'est le deuxième exercice devant la Libye. Cette « gesticulation » navale est née de la volonté du président Reagan de ne pas admettre la décision unilatérale, qui remonte maintenant à 1981, du colonel Kadhafi de tirer ce qu'il a appelé le « ligne de la mort », à environ 100 milles (soit 185 kilomètres) des côtes libyennes, en deçà de laquelle Tripoli assimile la zone ainsi délimitée (par le parallèle 32 degrés 30 minutes latitude nord) à des eaux interdites à la navigation.

La convention internationale sur le droit de la mer a introduit une certaine appropriation de la mer dans la limite des eaux territoriales (soit 12 milles, ou 22 kilomètres) et a concédé, avec la création de « zones économiques exclusives » jusqu'à 200 milles (370 kilomètres), des droits au pays riverain sur l'exploitation des ressources assorties de garanties, pour tous les autres États, sur le libre circulation de leurs navires de guerre. D'un commun accord, les pays qui baignent la Méditerranée ont choisi de ne pas exercer leurs droits sur la zone économique des 200 milles pour éviter tout malentendu.

Qu'il s'agit ou non d'une convention internationale, la plupart des pays respectent la frontière des 12 milles et ses restrictions, à l'exception, dans ce cas précis, de la Libye en Méditerranée qui a dressé sa « ligne de la mort », assimilant en quelque sorte le golfe de Syrte à une mer intérieure où Tripoli exerce ses droits souverains, y compris le refus du libre

passage de navires de guerre. Cette initiative est notamment contestée par les États-Unis, qui, à plusieurs reprises depuis 1981, ont organisé de grandes manœuvres aéronavales pour démontrer que le droit international a instauré la liberté de navigation même si, unilatéralement, un pays peut se comporter autrement.

Ce n'est pas le premier incident du genre entre les Américains et les Libyens. Mais c'est celui qui, jusqu'à présent, a mobilisé le plus grand nombre de forces venues, dans les airs comme sur l'eau, puisque des missiles SAM-5 (d'une portée de 300 kilomètres) ont été tirés contre des avions américains et que la réplique des États-Unis a consisté à couler des canonniers libyens lance-missiles et à s'en prendre à une base de missiles sol-air dans la banlieue de la ville de Sidra. C'est donc un engagement relativement sérieux entre les deux armées.

Contre les porte-avions américains Saratoga, Coral Sea et America, et leur escorte, le colonel Kadhafi a dépêché ses canonniers lance-missiles, de fabrication française ou soviétique, et ses missiles de défense aérienne SAM-2, SAM-3 ou SAM-5, dont il possède un grand nombre de batteries. Ces derniers matériels sont entretenus par des conseillers soviétiques, mais servis par des personnels libyens, à l'exception, peut-être, du dernier site de SAM-5, à Sidra, qui est devenu récemment opérationnel et qui semble encore servi par des techniciens soviétiques si l'on en croit les interceptions électroniques américaines. On notera que le site n'a pas réagi à l'attaque américaine.

J. L.

### Six années de tensions et d'incidents

Voici une chronologie des principaux incidents intervenus entre les États-Unis et la Libye au cours des dernières années :

2 décembre 1979. - Une foule scandant des slogans pro-khémalistes incendie l'ambassade américaine à Tripoli.

6 février 1980. - Les États-Unis ferment pratiquement leur ambassade à Tripoli après les attaques de deux missions françaises en Libye.

6 mai 1981. - Le gouvernement américain ferme le bureau du peuple libyen (ambassade) à Washington et expulse son personnel, dont plusieurs membres sont accusés de comportement contraire aux règles diplomatiques.

19 août 1981. - Deux F-14 américains abattent deux SU-22 libyens dans le golfe de Syrte, considéré unilatéralement par Tripoli comme faisant partie de ses eaux territoriales.

11 décembre 1981. - Washington limite l'usage des passeports américains en ce qui concerne les voyages en Libye.

10 mars 1982. - Le gouvernement américain annonce l'interdiction des importations de pétrole brut libyen.

Février 1983. - Washington expulse quatre avions-radar AWACS en Egypte, alors que l'Égypte était de concentration de troupes libyennes près de la frontière sudanaise. Deux F-14 obligent à s'écarter deux Mig-23 libyens qui s'étaient approchés du porte-avions Nimitz, près du golfe de Syrte.

4 juin 1985. - Washington expulse un diplomate de la mission libyenne à l'ONU. Il aurait été impliqué dans des activités hostiles aux dissidents libyens vivant aux États-Unis.

27 décembre 1985. - Deux attentats contre les aéroports de Vienne et de Rome font dix-neuf morts. Le président Reagan

accuse la Libye de complicité dans cette double opération.

1986

7 janvier. - Le président Reagan rompt toutes ses relations économiques avec la Libye, et ordonne aux quelque mille Américains qui y résident de regagner leur pays.

8 janvier. - Washington bloque les avoirs du gouvernement libyen dans les banques américaines et leurs filiales étrangères.

15 janvier. - Le colonel Kadhafi menace de lancer des commandos-suicide aux États-Unis en cas d'attaque américaine en Libye.

24 et 31 janvier. - Manœuvres aéronavales de la VI<sup>e</sup> flotte américaine en Méditerranée, au large des côtes libyennes. Les navires de guerre américains ne franchissent pas le parallèle 32,5, limite nord du golfe de Syrte que la Libye considère comme faisant partie de ses eaux territoriales.

12 et 16 février. - Nouvelles manœuvres aéronavales américaines en Méditerranée.

2 mars. - Le colonel Kadhafi menace d'envoyer ses missiles SAM-5 et SAM-7 de fabrication soviétique contre les navires et avions américains qui franchiraient la « ligne de la mort », le parallèle 32,5.

19 et 21 mars. - Reprise des manœuvres de la VI<sup>e</sup> flotte américaine.

23 mars. - Début d'une nouvelle série de manœuvres qui doivent durer dix jours. M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la Défense, déclare que les forces aéronavales américaines pourraient entrer dans le golfe de Syrte.

Depuis 1981, les États-Unis ont organisé à dix-huit reprises des manœuvres aéronavales au large de la Libye. (AFP, Reuters.)

## LE SORT DES OTAGES FRANÇAIS DU LIBAN

### « L'affaire pourrait prendre une tournure positive dans les prochains jours », affirme Cheikh Fadlallah

Beyrouth (AFP, AP). - Cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, guide spirituel du parti intégriste pro-iranien, le Hezbollah, a estimé que « l'affaire des otages français pourrait prendre dans les prochains jours une tournure positive », ajoutant qu'il était personnellement intervenu pour leur libération, « toutefois sans succès ».

Dans un entretien avec le quotidien libanais *Al-Ahram* (indépendant), publié lundi 24 mars, Cheikh Fadlallah a affirmé que « les actes d'enlèvement ne peuvent servir une cause politique (...) ; ils ont un côté négatif. Toutefois, ils peuvent permettre, comme c'est le cas, de débloquer les détenus en France contre les otages, mais ceci ne justifie nullement l'enlèvement ».

Il a en outre affirmé que « les otages français ont été libérés ».

### « LE NOUVEL OBSERVATEUR » RÉPLIQUE AUX ATTAQUES ANTISÉMITES DU HEBZOLLAH

Après les déclarations du Hezbollah (le « parti de Dieu » pro-iranien), parti des extrémistes chiites libanais, selon lesquelles « Jean Daniel a transformé son journal (le *Nouvel Observateur*) en synagogue politique », la direction de cet hebdomadaire a publié le communiqué suivant :

« Depuis quelques mois, répondant à un appel publié par plusieurs grands intellectuels dans le *Nouvel Observateur*, de nombreux intellectuels musulmans ont décidé de témoigner contre les interprétations intégristes du message coranique, interprétations qui, aux yeux de certains d'entre eux, caricaturent dangereusement l'islam ».

Certains adeptes du Hezbollah vivant en France ont d'ailleurs participé dans notre « courrier » à ce véritable débat intellectuel et idéologique. Les autres ont choisi l'anathème et l'anathème.

Pour le reste, c'est-à-dire la forme antisémite de la mise en cause, il est devenu évident d'observer que les extrémistes qui utilisent leur religion à des fins de subversion et de haine préfèrent s'entre-tuer d'ultra-nationalisme plutôt que de débattre sur le fond ».

bles de s'adresser à ceux qui sont considérés comme étant les ravisseurs ». « L'affaire est traitée au niveau des moyens d'information », a dit Cheikh Fadlallah, précisant que la prise d'otages est une pièce du contentieux irano-français.

Le guide spirituel du Hezbollah a enfin estimé que les deux opposants irakiens n'ont pas été libérés, « car ils sont toujours en Irak et les ravisseurs exigent leur départ » de ce pays.

Revenant sur les résultats des élections du 16 mars, Cheikh Fadlallah a encore ajouté : « La victoire de la droite aux élections législatives françaises est un élément positif si toutefois le nouveau gouvernement adopte la conception de de Gaulle d'une indépendance totale de la politique française et sa croyance aux principes de la Révolution française qui l'ont amené à mettre un terme aux ventes d'armes à Israël après la guerre de 1967, à un moment où la France était le seul marché où le meilleur des marchés pour Israël ».

« Lorsque le Parti socialiste était au pouvoir, nous avons découvert qu'il était étroitement lié au Parti travailliste israélien, qui est le responsable de tous nos problèmes et massacres. Par conséquent, nous ne voyons pas pourquoi la défaite de la gauche pourrait être négative pour notre cause », a-t-il conclu.

● Anniversaire de l'enlèvement du journaliste Alec Collett. - M. John Gray, ambassadeur de Grande-Bretagne au Liban, a lancé lundi 24 mars, un appel pour la libération du journaliste britannique Alec Collett, seize ans, enlevé au Liban il y a un an. Alec Collett ne se trouvait à Beyrouth que depuis un mois, pour le compte de l'Agence des Nations unies pour les secours aux réfugiés de Palestine (UNRWA). Jusqu'à lui, enlevé, le 25 mars, dans le bâtiment du Beyrouth, un mouvement islamiste, l'Organisation révolutionnaire des musulmans socialistes revendiquait son enlèvement, réclamant la libération de « tous les combattants musulmans de la liberté » détenus en Grande-Bretagne en échange de sa libération. De son côté, l'UNRWA a également lancé un appel en faveur de la libération du journaliste. (Reuters.)

## DIPLOMATIE

### LA VISITE DU PRÉSIDENT ALGÉRIEN A MOSCOU

#### Premier entretien entre le président Chadli et M. Gorbatchev

De notre correspondant

Alger. - Le président Bendjedid Chadli est arrivé, ce mardi 25 mars, à Moscou pour une visite officielle de trois jours. Il est notamment accompagné par le ministre des affaires étrangères, le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, les ministres des finances et de l'énergie, et le général Kamel Abderrahim, chef d'état-major adjoint. Celui-ci, qui est plus particulièrement chargé de l'armement, avait déjà suivi M. Bendjedid Chadli à Washington au mois d'avril 1985, peu de temps après la conclusion d'un accord prévoyant l'achat d'armements américains par l'Algérie.

Il apparaît probable que le président Chadli abordera avec ses interlocuteurs le problème de la modernisation de son armée, qui est équipée à 90 % de matériel soviétique.

Les relations de l'Algérie avec l'URSS ont toujours été bonnes, et Alger souligne les convergences qui existent entre la politique extérieure de Moscou, dont « l'appui aux causes justes dans le monde est l'une des principales constantes », et le mouvement des non-alignés. Les seules notes discordantes

concernent l'occupation soviétique de l'Afghanistan qu'Alger, bien que discrètement, a toujours critiquée, et le conflit du Sahara occidental, Moscou, en effet, ne s'est jamais engagé pour le Front Polisario, protégeant ainsi ses relations avec Rabat.

La coopération économique entre l'URSS et l'Algérie est cependant importante. En 1985, le montant des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint quelques 300 millions de dollars, principalement constitué par la fourniture de machines-outils à l'Algérie et la vente de 250 000 tonnes de pétrole algérien à l'URSS.

Le président Chadli qui s'était rendu à la visite officielle à Moscou en juin 1981 rencontrera pour la première fois M. Gorbatchev.

Les liens entre les deux pays sont également entretenus par la formation de cadres algériens civils et militaires en Union soviétique, la présence de quelque mille étudiants, dont la moitié bénéficie de bourses soviétiques, ainsi que par les coopérations soviétiques en Algérie, dont le nombre est estimé à quatre mille.

FREDERIC FRITSCHER.

### M. George Shultz à Ankara et à Athènes

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, en visite à Ankara les 24 et 25 mars, s'est entretenu avec les dirigeants turcs de l'aide américaine à ce pays. Les dirigeants turcs ont rappelé le demande d'Ankara de voir l'aide américaine, qui était de 739 millions de dollars l'année dernière, portée à plus d'un milliard de dollars. M. Shultz a indiqué que Washington ferait son possible pour augmenter cette aide, tout en indiquant qu'on ne souhaitait pas aux États-Unis lier la question de l'aide militaire aux questions commerciales comme le demande Ankara, qui réclame une plus grande ouverture du marché américain aux produits turcs, en particulier les textiles.

Aucun accord ne devait être signé au cours de cette visite de M. Shultz à Ankara, et les pourparlers se poursuivront au cours des prochaines semaines.

Mardi soir, le secrétaire d'Etat américain devait quitter Ankara pour Athènes, troisième étape de sa tournée en Europe, où il séjournera pendant deux jours. Une manifestation doit être organisée mercredi dans le centre d'Athènes pour protester contre cette présence.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un attentat à la bombe a détruit la statue de l'ancien président Harry Truman à Athènes. Une organisation s'intitulant « Groupe révolutionnaire Christos Kassimis », du nom d'un jeune anarchiste tué par la police en 1977, a revendiqué l'attentat contre ce monument, « symbolisant pour la Grèce le début de la souveraineté de l'impérialisme américain dans ce pays ».

L'avenir des bases américaines en Grèce devrait être au centre des entretiens que M. Shultz aura avec le premier ministre, M. Papandréou, et le ministre grec des affaires étrangères, M. Papoulas. (AFP.)

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### La percée du groupe LaRouche met en émoi le Parti démocrate

La consternation règne dans les rangs du Parti démocrate. A Chicago, les responsables de la machine électorale du parti, qui en ont pour leur part, d'extrêmes, viennent de se laisser surprendre comme des « bleus » par deux intrus, à l'occasion d'une élection primaire dans l'Etat d'Illinois : il s'agissait de désigner les deux candidats démocrates aux postes de lieutenant-gouverneur et de secrétaire d'Etat, les deux fonctions politiques les plus importantes de l'Etat, après celle de gouverneur. Contre toute attente, la victoire est revenue à deux membres du Parti ouvrier américain de Lyndon LaRouche, dont la branche en France est connue sous le nom de Parti ouvrier européen.

Généralement classée à l'extrême droite par ses adversaires, la formation de Lyndon LaRouche se caractérise par une idéologie assez confuse, où dominent des visions d'apocalypse et la hantise des complots fomentés contre l'espèce humaine, pétrie par la KGB, les sionistes, la Commission trilatérale et le royaume d'Angleterre. Ancien trotskyste ayant appartenu au Parti ouvrier socialiste, puis administrateur de Mao, LaRouche, devenu obsessionnellement anticommuniste, s'est retrouvé dans les années 70 dans un camp totalement opposé. Bien que partisan ardent de l'arme nucléaire, il n'en a pas moins été ces dernières années l'un des supporters les plus zélés du projet Reagan de « guerre des étoiles ».

Trois candidatures malheureuses à la présidence des États-Unis n'ont pas découragé LaRouche de tenter une nouvelle fois sa chance. Dès le mois d'octobre dernier, prenant tout le monde de vitesse, il s'est mis sur les rangs pour 1988. L'un de ses chevaux de bataille préférés est le SIDA. Il dénonce le « dissimulation » par les autorités de cette maladie, qu'il considère comme « potentiellement plus mortelle qu'une guerre nucléaire totale ». Et il estime que c'est sur la question du SIDA que, au cours des douze mois à venir, « les deux grands partis politiques améri-

cains se diviseront ». Preuve de l'importance accordée par les partisans de LaRouche à ce thème : dans l'Illinois, les deux candidats se réclamant de lui prévoyaient dans leur programme un examen obligatoire pour tous les Américains, en vue de dépister cette maladie.

Par une bizarrerie du système politique américain, l'étrange politique d'un individu est celle qu'il déclare au moment de son inscription sur les listes électorales. Or, Dieu sait pourquoi, les amis de LaRouche se font passer pour démocrates. Dans le passé, les responsables du parti ont souvent soutenu des extrémistes de ses allées et venues, tandis que le vote-surprise de l'Illinois, ils ont juré. Le sénateur de New-York, M. Daniel Moynihan, vient de lancer une sévère mise en garde. Qualifiant LaRouche de « fasciste » et d'« antisémite », il a vivement critiqué les dirigeants du parti pour ne pas avoir lancé contre ce personnage et son mouvement une campagne de dénonciation politique plus vigoureuse.

Diverses raisons sont avancées pour expliquer ce qui vient de se passer à Chicago : selon certains, cela pourrait être le résultat d'une réaction xénophobe de l'électorat démocrate, d'autant que l'appareil du parti est en décalage avec le milieu de la ville, un Noir. Les deux candidats de LaRouche s'appellent Mark Fairchild et Janice Hart, leurs adversaires officiels avaient pour nom George Sangmeister et Aurelia Pucinski. Un électeur a déclaré avoir voté pour Fairchild et Hart « parce que leurs noms sonnaient bien ».

Fort de ce premier succès, LaRouche compte bien ne pas en rester là. Pour les élections au Congrès, en novembre prochain, son mouvement présente cent quarante-cinq candidats à la Chambre des représentants, le plus sous l'étiquette démocrate, quatre pour le Sénat et plus de six cents pour des postes dans des assemblées locales, dans vingt-neuf États.

MANUEL LUCBERT.

### LA GUERRE DU GOLFE

#### L'imam Khomeiny appelle les Iraniens à se mobiliser davantage

« En cas de victoire de Saddam Hussein (le président irakien) en Iran ni l'Irak ni aucun autre pays de la région ne connaîtront la paix », a déclaré, le lundi 24 mars, l'imam Khomeiny, dans un discours diffusé par Radio-Téhéran.

« Les pays du Golfe ne se rendent pas compte du sort qui leur infligera Saddam Hussein en cas de victoire », a ajouté le dirigeant iranien. S'en prenant par ailleurs à « ceux qui s'opposent à la guerre sous prétexte que le peuple y est hostile », il a déclaré que « le peuple opprimé irakien, les gardiens de la révolution et les volontaires sont pour la défense du pays et pour la poursuite de la guerre. Ceux qui sont contre sont opposés à l'islam », a-t-il souligné.

« La chute du parti et du régime baasistes irakiens est l'objectif de l'Irak », a affirmé l'imam Khomeiny, qui a appelé la population à se mobiliser davantage, « alors que le pays et la religion sont en danger (...) ». Tous ceux qui le peuvent, doivent aller au front et ceux qui ne le peuvent pas doivent servir sur les lignes arrière », a-t-il déclaré.

« La guerre se poursuivra jusqu'à la victoire », a indiqué l'imam Khomeiny, et « les grandes puissances qui complètent contre l'islam ont vu se mobiliser contre eux 44 millions d'Iraniens ».

M. Rajad Khorassani, ambassadeur iranien à l'ONU, a affirmé de son côté que son pays n'attaquerait aucun pays du Golfe, à moins qu'il ne soit attaqué, après avoir évoqué les risques de débordement de la guerre irano-irakienne sur d'autres pays de la région. Au cours d'une conférence de presse lundi, M. Khorassani a jugé insuffisante la condamnation vendredi, par le Conseil de sécurité (le *Monde* daté des 23-24 mars), du recours aux armes chimiques par l'Irak. « A force de vouloir contenir tout le monde, le Conseil finit par se satisfaire personne », a-t-il déclaré.

L'Irak a vivement critiqué la déclaration du Conseil, auquel il a reproché de n'avoir pas établi les

responsabilités iraniennes dans la poursuite de la guerre. Aux yeux de l'imam, le Conseil porte une lourde responsabilité dans ce conflit, notamment pour son refus d'établir nominalement qui est l'« agresseur », a-t-il ajouté. (AFP.)

### BUVEZ DU VIN... POUR QUE L'AFRIQUE AIT DE L'EAU

Des producteurs de vin français vont participer à une campagne de collecte de fonds pour apporter des secours aux victimes de la famine en Afrique, avec pour slogan : « Pour leur donner de l'eau, buvez du vin », a annoncé, lundi 24 mars, le bureau français de Band-Aid, l'association de secours aux victimes de la famine créée par le chanteur irlandais Bob Geldof.

Pendant cette campagne, qui sera lancée en juin, du bordereau, du bouillotte, du bouillotte, et d'autres vins seront vendus dans des bouteilles étiquetées Band-Aid, a précisé M. Lionel Rotegge, qui dirige le bureau français de ce mouvement. Plus de deux cents producteurs de vin indépendants et une douzaine de fabricants de bouteilles ont annoncé leur participation. Band-Aid-France espère vendre 14 millions de bouteilles en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ce qui représenterait 50 millions de francs. (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES



# NOUS SAVIONS.

Les Anglais aussi. Suite à une indiscretion, les lecteurs du Daily Mirror ont eu connaissance samedi 15 Mars, des résultats d'un sondage confidentiel réalisé par IPSOS. Sondage qui cernait au plus près les intentions de vote et la composition de la nouvelle assemblée qui est sortie dimanche soir des urnes.

Pas de surprise donc pour eux, comme pour nous. D'autant que ces derniers chiffres s'inscrivaient dans la suite logique des différents sondages que nous avons effectués depuis Janvier.

Les Français ont voté comme nous l'avions mesuré. C'était clair. Clair comme IPSOS.



Jean-Marc LECH Didier TRUCHOT

Les intentions de vote des Français	Janvier 86	Février 86	6 Mars 86	Dernier sondage confidentiel
Listes d'extrême-gauche.....	3,-	1,-	1.5	2,-
Listes du Parti Communiste ....	9,-	10,-	10,-	10.5
Listes du Parti Socialiste et du MRC .....	30,-	31,-	31,-	31,-
Listes divers gauche .....	2,-	2,-	2,-	1.5
Listes écologistes .....	4,-	3,-	2.5	2.5
Listes RPR/UDF .....	44,-	43,-	42,-	41,-
Listes divers droite .....	3,-	4,-	5,-	4.5
Listes du Front National.....	5,-	6,-	6,-	7,-
	100.0	100.0	100.0	100.0

**ipsos**



DAILY MIRROR, 15 MARS 86.

C 5862  
PUBLICIS

هكذا من الأصل



# EUROPE

## Tchécoslovaquie

### LE DIX-SEPTIÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

## Pas de réformes en vue

#### De notre envoyé spécial

Prague. — On ne peut pas dire que le gouvernement et le Parti communiste tchécoslovaques aient multiplié les efforts pour améliorer leur image hors des frontières du « camp socialiste ». La présence d'observateurs occidentaux à Prague pour le dix-septième congrès du PCT semble, en effet, plus tolérée que vraiment souhaitée : les envoyés spéciaux de la presse occidentale n'ont pas eu l'autorisation de se rendre, comme leur confrères des « pays frères », au Palais de la culture, où le congrès s'est ouvert lundi 24 mars (1).

Ils doivent se contenter d'assister à la retransmission télévisée des séances au centre de presse de l'hôtel Intercontinental. Auparavant, on leur a fait d'abord savoir qu'il serait « regrettable qu'ils profitent de leur séjour à Prague pour rencontrer des éléments hostiles au socialisme ». On se refuse, bien sûr, à préciser l'extension de ce concept.

Malgré le calendrier, ce n'est pas encore le printemps à Prague. La météorologie est exécrable, et rien dans les discours d'ouverture du secrétaire général du parti, M. Gustav Husak, ne rappelle, même de très loin, un certain printemps de 1968.

Présentant le rapport du comité central dans un discours de quatre heures, M. Husak a centré l'essentiel de son propos sur l'évolution de l'économie du pays depuis le sei-

zième congrès, qui s'était tenu en 1981.

Il a procédé à une sorte de bilan de la politique de rigueur imposée par le gouvernement depuis le renchérissement des matières premières et la détérioration des conditions d'échanges, notamment avec l'Union soviétique, principal fournisseur d'énergie à un pays qui en est presque totalement dépendant. Hausse des prix, réductions des importations, chasse aux gaspillages, ont permis selon M. Husak à la Tchécoslovaquie de rétablir ses équilibres extérieurs, autant avec les pays du Comecon qu'avec les pays occidentaux.

#### Pas de renouvellement au sommet

La traditionnelle revue de tous les secteurs de l'activité économique et sociale, de l'industrie lourde à la culture, a permis au numéro un tchécoslovaque d'insister à plusieurs reprises sur la restauration de la « morale socialiste du travail », véritable litane de ce congrès.

Le discours de M. Husak avait parfois des accents que ne renieraient pas les plus conservateurs des hommes politiques occidentaux. Il a stigmatisé cette partie de la jeunesse « qui fait passer ses droits avant ses devoirs », et s'est même ému du « nombre trop élevé des divorces » dans son pays.

Les évictions de responsables intermédiaires du parti (cadres diri-

geants des districts et des régions) pour « entorses aux normes morales et économiques du parti » sont présentées comme autant de victoires. Chaque province du pays annonce fièrement son nombre de limogés, comme s'il y avait là aussi un plan à remplir...

Le vingt-septième congrès du PCUS est interprété ici comme un encouragement à poursuivre le nettoyage des sous-films corrompus dans le parti et dans l'économie.

Mais on souligne que l'on n'a pas attendu l'arrivée à Moscou de M. Gorbatchev pour s'engager dans cette voie. Les mises à l'écart, toutefois, n'atteignent pas le sommet de la hiérarchie, comme c'est le cas dans d'autres pays socialistes, notamment l'URSS.

Le rapport du comité central ne fait qu'une brève allusion à la persistance dans le pays de courants opposés, au chapitre de « la lutte contre la désinformation et les calomnies des adversaires du socialisme qui accusent avec malveillance notre pays de violer les droits de l'homme, les libertés individuelles et religieuses ».

Cette inquiétude face à l'émergence de contestations religieuses réapparaît toutefois lorsque le comité central invite les membres du parti à approfondir leur action de propagande fondée sur l'« athéisme scientifique ».

Enfin, les développements de M. Husak sur la politique extérieure ont mis l'accent sur l'« harmonie sans équivoque qui règne entre la

Tchécoslovaquie et l'URSS ». Il a décerné quelques bons et mauvais points aux gouvernements et partis communistes et socialistes du monde entier. Au tableau d'honneur : le Parti communiste français, avec qui les rapports se sont « normalisés et relativement réchauffés ». Et le SPD ouest-allemand, avec qui « le dialogue actif a été engagé à tous les niveaux ». En revanche, le Parti communiste chinois — absent du congrès — et le Parti communiste italien sont placés dans la catégorie des formations politiques avec lesquelles le PCT n'a que des « rapports formels », même si on note dans l'un et l'autre cas des progrès sur la voie de la normalisation.

Dix-huit ans après l'intervention des chars soviétiques, la troïka dirigeante issue de l'écrasement des réformateurs est toujours aux commandes. Gustav Husak, Vasil Bilak, Lubomir Strougal, n'ont pas lâché les rênes. C'est pourquoi on ne s'attend pas ici que le bureau politique et le comité central soient bouleversés. Armée de certitudes idéologiques inébranlables, mais faisant preuve d'un certain pragmatisme dans la gestion quotidienne de l'économie, l'équipe dirigeante de Prague ne semble pas du tout prête à s'engager sur le chemin des réformes en profondeur.

LUC ROSENZWEIG.

(1) La procédure était la même au vingt-septième congrès du PC soviétique, qui s'est tenu à Moscou au début du mois.

# ASIE

## Malaisie

### Accord pour mettre fin aux affrontements confessionnels du Sabah

Kota-Kinabalu (AFP). — Le premier ministre malaisien, M. Mahathir Mohamad, a annoncé, lundi 24 mars, que les trois principaux partis politiques du Sabah étaient parvenus à un accord visant à mettre fin aux violences entre les communautés musulmanes et chrétiennes qui ont fait récemment cinq morts dans cet Etat de l'est de la Malaisie.

Le premier ministre a eu des entretiens avec le chef du gouvernement local, M. Joseph Kitingan, et avec les présidents de deux partis musulmans, MM. Mustapha Harun, de l'Organisation nationale du Sabah uni (USNO), et Mohamad Nour Mansour, du Parti Berjaya.

Ces deux partis avaient demandé l'intervention du gouvernement fédéral, reprochant à la formation de M. Kitingan, à majorité chrétienne, — et qui a remporté une victoire contestée aux élections d'avril 1985, — de mener une « politique anti-islamique ». Les communautés chrétienne et musulmane représentent chacune environ 40 % de la population de l'Etat.

D'autre part, selon notre envoyé spécial aux Philippines, Philippe Pons, la situation au Sabah préoccupe les autorités de ce pays. Les émeutes ayant été en partie le fait d'émigrés philippins, Manille redoute une nouvelle tension avec la Malaisie et des expulsions massives.

En effet, quelque trois cent mille Philippines se trouvent au Sabah, Etat dont la population totale s'élève à 1,2 million d'habitants. Il s'agit, pour la plupart, de musulmans de Mindanao qui ont fui, dans les années 70, les combats entre l'armée gouvernementale et la rébellion musulmane du Front de libération Morn. Entrés illégalement au Sabah, ils sont souvent venus grossir les rangs des chômeurs. Leur retour à Mindanao ne ferait qu'aggraver une situation politique, économique et sociale déjà délicate, et cela au moment où le gouvernement de M<sup>re</sup> Aquino tente de renouer le dialogue avec les séparatistes musulmans.

## Inde

### L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE BHOPAL

### La dernière offre d'Union Carbide est jugée « totalement inacceptable »

#### De notre correspondant

New-Delhi. — « Inadéquante et totalement inacceptable ». C'est là la réponse offensée faite, lundi 24 mars, par les autorités indiennes à l'offre de 350 millions de dollars avancée par Union Carbide à titre de compensation pour la catastrophe de Bhopal il y a quinze mois (mille huit cents morts et deux cent mille personnes affectées).

L'offre américaine est non seulement rejetée pour cause d'insuffisance mais aussi dénoncée comme un stratagème visant à payer la dette possible. « Union Carbide fait tout ce qu'elle peut pour régler le problème à un très bas niveau », précise un communiqué publié à New-Delhi.

Les Indiens ont l'impression que la firme américaine a cherché à doubler le gouvernement de M. Gandhi en négociant directement avec les victimes sans lui demander son avis. L'offre, en effet, ne s'adressait pas aux avocats de New-Delhi mais à ceux des victimes « privées » de la catastrophe. Or le communiqué indien insiste bien : « Aucun règlement ne peut avoir lieu sans notre accord. Seul le gouvernement peut représenter toutes les victimes ».

Et de rappeler qu'une loi, dite du « désastre de la fuite de gaz à Bhopal », avait été spécialement votée par le Parlement après la tragédie. Ce texte officialisait la qualité de « partie civile » du gouvernement et lui donnait toute latitude pour négocier « une compensation juste et équitable » au nom de toutes les victimes. Il mettait également fin à « la chasse aux victimes » déclenchée dans les heures qui suivirent le drame par les dizaines d'avocats américains. En quelques jours, cent trois mille victimes ou parents de victimes, pour la plupart illettrés, avaient « signé » des mandats présentés par les chasseurs de commissions, faisant ainsi

deux leurs défenseurs officiels devant les tribunaux américains.

D'après la presse indienne, déchaînée ce mardi contre la partie américaine, « c'est précisément pour toucher rapidement leurs commissions que les avocats américains des victimes auraient transigé à 350 millions de dollars avec ceux d'Union Carbide. Le juge américain chargé de l'affaire doit encore, en effet, se prononcer sur l'opportunité de traiter le dossier aux Etats-Unis, ou devant les tribunaux indiens ».

« Si jamais l'affaire était plaidée ici, écrit mardi le Times of India, les chasseurs d'ambulations américains savent que leurs commissions seraient beaucoup plus faibles. »

De fait, le gouvernement indien lui-même souhaite que le dossier soit réglé, même hors tribunal, aux Etats-Unis et selon des critères américains. Théoriquement, certes, le compromis tenté par Union Carbide avec les victimes privées n'empêcherait pas l'action légale entreprise par le gouvernement indien. Mais, s'il était accepté, cela affaiblirait sérieusement ses chances d'obtenir ce qu'il demande : 1 milliard de dollars plus 200 à 230 millions payables plus tard. Cette requête a été rejetée trois fois par Union Carbide l'an dernier, la multinationale offrant alors 100 millions de dollars « cash » pour mettre un point final à l'affaire, somme sèchement refusée.

D'après les spécialistes, New-Delhi pourrait obtenir, si ses avocats plaident bien leur dossier, autour de 600 millions de dollars. La presse indienne compare cette somme aux 2,5 milliards de dollars versés par la firme US Masville Corporation l'automne dernier à soixante mille plaignants américains empoisonnés à des degrés divers par de l'amiante de mauvaise qualité.

PATRICE CLAUDE.

**MAINTENANT POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN HEWLETT-PACKARD.**

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. **PERFORMANCES A L'APPLI.**

**Vos vacances cet été dans le paradis alpin des Aravis. Un village riche de traditions**

**la Clusaz**

MAISON DU TOURISME 50.02.60.92

**NOUVELLE-CALÉDONIE**

L'un des plus beaux pays de la France dans le Pacifique, une climat, une végétation de 400 kilomètres de long sur 50 kilomètres de large. Ses paysages sont d'un aspect unique. Zones maritimes de 250000 km², riches en ressources naturelles (pêche, tourisme, etc.). Une terre d'avenir pour ceux qui cherchent la détente et le bien-être.

**LA FRANCE 3 SUPERPUISSANCE DE FRANCE 3 DE PREUIL**

49500 NUIEL-SUR-LAYON

# A TRAVERS LE MONDE

## BULGARIE

### Un nouveau dirigeant pour les Jeunesses communistes

Sofia. — M. Andreï Boundjoulou a été élu, lundi 24 mars, premier secrétaire du comité central de l'Union de la jeunesse communiste de Bulgarie, en remplacement de M<sup>re</sup> Stanka Chopova. M<sup>re</sup> Stanka Chopova avait récemment été élue secrétaire du comité urbain du parti à Sofia et libérée de la direction des Jeunesses communistes. M. Boundjoulou, assistant de sociologie à l'université de Sofia, est né le 27 novembre 1955. Il a été secrétaire du comité urbain des Jeunesses communistes en 1980 et 1981, puis secrétaire à leur comité central. M. Boundjoulou a par ailleurs travaillé à l'Académie des sciences sociales auprès du comité central du Parti communiste. Ce changement à la tête des Jeunesses communistes fait suite à l'importante restructuration gouvernementale du 21 mars par laquelle l'ancien premier ministre, M. Gricha Philipov, a été remplacé par M. Guerguï Atanasov, membre du bureau politique (Le Monde daté 23-24 mars). — (AFP.)

## ÉTHIOPIE

### Addis-Abeba renoncerait au transfert forcé de populations

Addis-Abeba. — Le chef de l'Etat éthiopien, le colonel Mengistu, recevant, le samedi 22 mars, les membres d'une délégation parlementaire canadienne, a assuré que la réinstallation dans le sud du pays des populations victimes de la sécheresse serait, à l'avenir, opérée sur la base du seul volontariat. Pratiquement interrompu depuis le début de l'année pour une pause de « consolidation », le programme éthiopien de transfert de populations a été l'objet de violentes critiques dans de nombreux pays occidentaux. D'octobre 1984 à décembre 1985, 205 000 familles, soit 594 190 personnes, avaient été déplacées. M. David MacDonald, qui dirigeait la délégation canadienne, a indiqué que le président Mengistu lui avait affirmé que, si des « violations » avaient été commises dans le passé, elles étaient le fait de « fonctionnaires trop zélés » et qu'elles ne se reproduiraient plus. Selon plusieurs témoignages, ces déplacements de population — qui s'effectuaient parfois à pied — ont été organisés par la force et sous la menace. Les responsables éthiopiens indiquent que ce ne sont pas les accusations occidentales de non-respect des droits de l'homme qui ont momentanément interrompu le programme, mais le coût considérable de celui-ci. Le programme initial, prévoyant le déplacement de 300 000 familles (1,5 million de personnes), représente une charge de 1,2 milliard de dollars pour le budget éthiopien, soit 4 000 dollars par famille pour cinq ans. — (AFP.)

## JAPON

### Roquettes contre le palais impérial et l'ambassade américaine

Tokyo. — L'ambassade des Etats-Unis et le palais impérial de Tokyo ont été, mardi 25 mars, les cibles d'attentats à la roquette qui n'ont pas fait de victimes. La police les rapproche des avertissements formulés par l'extrême gauche japonaise, qui a menacé de perturber le sommet économique des Sept, qui doit avoir lieu à Tokyo en mai. Deux roquettes ont été tirées contre l'ambassade des Etats-Unis. Elles ont atterri dans le parc et une seule a explosé. Trois autres ont été tirées contre la résidence de l'empereur Hirohito. L'attentat contre le palais impérial pourrait avoir un rapport avec le soixantième anniversaire du règne de l'empereur, qui sera fêté le 29 avril. Au mois de janvier, le mouvement d'extrême gauche Chūkoku-ha (Noyau), avait menacé : « Nous forçons voler en éclats le sommet de Tokyo et le soixantième anniversaire de l'accession de l'empereur au trône », avait-il écrit dans son hebdomadaire Zenshin. — (Reuters.)

## PHILIPPINES

### Le PCP disposé à négocier avec M<sup>re</sup> Aquino

Manille. — Les organisations militaires et politiques du Parti communiste des Philippines (PCP), la Nouvelle Armée du peuple (NAP) et le Front démocratique national (FDN), ont annoncé séparément, lundi 24 mars, qu'elles étaient disposées à négocier avec le nouveau régime de M<sup>re</sup> Aquino. Ces jours derniers, alors que les affrontements meurtriers se poursuivaient dans l'archipel entre communistes et forces gouvernementales, la présidence avait multiplié les appels au cessez-le-feu. Un communiqué de la NAP déclare : « Avec des mesures justes, sincères et prudentes des parties concernées, il est possible de négocier un cessez-le-feu à l'échelle nationale. » La guérilla ne paraît cependant pas, à ce stade, prête à se désarmer de ses armes. On s'attend que la présidence annonce ce mardi, comme prévu, la formation d'un « gouvernement révolutionnaire provisoire » (Le Monde daté 24-25 mars). Enfin, on apprend à Manille que M. et M<sup>re</sup> Marcos ont quitté la base où ils étaient hébergés depuis bientôt un mois par l'US Air Force. Ils se sont installés, sans doute provisoirement, dans une villa à Horokuku. — (AFP, UPI.)

**PROFITEZ-EN POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN SAVANT.**

CALCULATEURS DE POCHES SCIENTIFIQUES 11C, 15C ET 16C.

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP. **PERFORMANCES A L'APPLI.**



# politique

LE COMMERCE ET LA SANTÉ AYANT ÉTÉ « OUBLIÉS »

## CONSTITUTION ET COHABITATION

### Les cinq innovations de l'alternance

(Suite de la première page.)

L'alternance parlementaire inverse la dyarchie. Le président ne fait plus le gouvernement. Il ne peut même pas y laisser quelques proches. Ne lui reste qu'un veto sur les postes touchant des domaines dans lesquels la Constitution lui confie des prérogatives : politique étrangère et défense, comme chacun sait, libertés, y a ajouté M. François Mitterrand dans son allocution du 17 mars au soir, se souvenant qu'il « assure (...) le fonctionnement régulier des pouvoirs publics » (a. 5) et qu'il « est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire » (a. 64). Ainsi réusera-t-il M. Lecanuet aux affaires étrangères, M. Léotard à la justice, M. Dailly à la justice. Mais il acceptera M. Pasqua à l'intérieur, malgré les risques d'affrontements sur les libertés. Parce que l'on sort ici du domaine privilégié du président, et peut-être aussi parce que le président du groupe RPR du Sénat est plus proche du nouveau premier ministre que les UDF précédemment cités.

#### 4. Une transparence inhabituelle dans le choix des ministres.

Les quelque quinze millions de Français et de Français âgés de dix-huit à trente-quatre ans, et qui ont donc connu la formation des gouvernements que sous la V<sup>e</sup> République, ont dû, ne serait-ce qu'un instant, se demander si nous ne changions pas de République en voyant, mardi 18 mars, M. Chirac recevoir M. Jacques Chaban-Delmas, puis les élus RPR, puis négocier avec M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, M. François Léotard, président du PR, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, M. André Rossinot, président du Parti radical. Ils ont dû être confirmés dans leur impression en entendant M. Lecanuet, amer, dire le 19 mars qu'il n'acceptait aucune consolation. Ont-ils suivi les détails jusqu'au bout pour apprendre de M. François Léotard le 23 mars à « 7 sur 7 » qu'il avait demandé que le ministre de la culture soit élargi à la communication et lui soit attribué ? Ou, quelques minutes plus tard, M. Chaban-Delmas confier au journal de TF 1 qu'il avait refusé les affaires étrangères et la défense ?

Le nouveau n'est pas que ce genre de négociations ait lieu, mais qu'il s'affiche. Il faut attendre le colloque Pompidou, organisé en novembre 1983 par la Fondation nationale des sciences politiques pour apprendre de M. Jacques Rigaud que M. Michel Debré avait dû, en

1969, renoncer aux affaires étrangères, parce que M. Jacques Duhamel en avait fait un cas de non-participation des centristes au gouvernement, ou de M. Pierre Messmer qu'au lendemain des législatives de 1973 il avait proposé sans succès à M. Jean Lecanuet l'entrée des réformateurs dans le gouvernement. En mars 1986, M. Jacques Chirac a laissé faire ces choses sous l'œil de la caméra. La transparence y gagne, mais l'image de chef décidé du nouveau premier ministre y a peut-être perdu.

#### 5. « Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation »

La première déclaration du premier ministre de la cohabitation invoque explicitement l'article 20 de la Constitution, révisé au musée des textes insipides par vingt-sept ans de pratique présidentielle. Il lui associe un résumé très directoire de l'article 21 en parlant de « gouvernement dirigé par le premier ministre », alors que la Constitution, dit plus modestement qu'il « dirige l'action du gouvernement ». Et, pour que tous les nouveaux députés comprennent, il ajoute le recours immédiat aux ordonnances. Bref, la fermeté du premier discours et des premières mesures viennent compenser les tergiversations (volontaires) de la fabrication du gouvernement.

Cette affirmation de la prééminence du premier ministre et de son gouvernement visé, à l'évidence, la nouvelle majorité parlementaire, trop courte et trop divisée pour être sûre. Elle vise aussi le chef de l'Etat, trop grand stratège pour ne pas susciter la méfiance des nouveaux gouvernants.

Mais ici l'étonnant est que le président semble admettre parfaitement cette nouvelle répartition du pouvoir. Mieux, qu'il tient à la souligner lui-même, aux antipodes du quinquennat socialiste. Qu'il soit clair qu'il assumait la responsabilité de tout ce qui était fait entre mai 1981 et mars 1988. Qu'il soit clair hors les affaires étrangères, la défense et les libertés, il n'assume plus la responsabilité de rien.

Aussi accepte-t-il sans difficulté la tenue d'un conseil de cabinet à Matignon avant le conseil des ministres. Aussi refuse-t-il qu'une photo officielle soit prise, puisque le nouveau gouvernement, s'il est évidemment celui de la France, n'est plus du tout celui du président. Dans un premier temps, la cohabitation en sera facilitée. En attendant le jour du bilan.

OLIVIER DUHAMEL

Tableau récapitulatif : la nomination d'un nouveau premier ministre sous la V<sup>e</sup> République

Hors élections	Après une présidentielle	Après des législatives
Avril 1962 : Pompidou	Juin 1969 : Chaban-Delmas	Juillet 1968 : Coure de Marville
Juillet 1972 : Messmer	Mai 1974 : Chirac	
Août 1976 : Barre	Mai 1981 : Messmer	Mars 1986 : Chirac
Juillet 1984 : Fabius		

### M. Messmer président du groupe RPR

Les groupes parlementaires de la majorité devaient se réunir séparément mardi après-midi 25 mars à l'Assemblée nationale.

La veille, les dirigeants du groupe RPR de l'Assemblée sortante se sont rencontrés. Ils ont notamment convenu que M. Pierre Messmer,

ancien premier ministre, député de la Moselle, serait candidat à la succession de M. Claude Labbé à la présidence du nouveau groupe RPR. Ce dernier sera présenté par le groupe pour occuper un des postes de vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Jacques Chirac pourrait engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale le mardi 8 avril. Le chef du gouvernement estime que c'est le premier jour « utile » de la nouvelle législature. En effet, les députés qui se retrouveront au Palais-Bourbon le mercredi 2 avril devront d'abord procéder à l'élection du président de l'Assemblée nationale, puis désigner le bureau et pourvoir aux postes dans les commissions.

Ceux qui étaient présents dans les couloirs de l'Assemblée lundi 24 mars, supputaient les chances respectives du candidat officiel du RPR, M. Jacques Chaban-Delmas, et du candidat supposé de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing. Le premier faisait savoir par ses partisans qu'il était déterminé à « aller jusqu'au bout », fort du soutien officiel du RPR et de son président et de l'appui escompté de députés d'autres groupes protégés par l'anonymat du vote à bulletin secret.

Les partisans du second rappelaient selon la formule en usage, que l'élection du M. Giscard d'Estaing au « perchoir » serait une preuve « d'union de la majorité ». Mais ils avouaient aussi qu'ils redoutaient les surprises du vote secret. Aussi les plus lucides reconnaissaient-ils que la tentative du député du Puy-de-Dôme pourrait prendre fin prématurément, si des compensations étaient offertes à l'UDF au moment de la répartition des postes de responsabilité à l'Assemblée nationale.

Les plus concrets prédisaient donc que M. Jacques Chaban-Delmas pourrait bien être le seul candidat de la majorité à la présidence de l'Assemblée nationale pour peu que M. Michel d'Ornano,

député du Calvados, très proche de M. Giscard d'Estaing, obtienne par exemple la présidence de la commission des finances. Il est vrai que, pour cette dernière, M. Robert André Vivien, député RPR du Val-de-Marne, informait les dirigeants de son groupe qu'il était de nouveau candidat, rappelant qu'il avait déjà occupé cette fonction il y a une vingtaine d'années.

#### Nouvelles nominations

Pendant ce temps, à l'hôtel Matignon, M. Chirac qui avait passé la matinée à l'hôtel de ville de Paris, s'entretenait dans son bureau avec ses collaborateurs et poursuivait la constitution de son cabinet de premier ministre. Ainsi M<sup>me</sup> Marie-Hélène Bérard, ancienne élève de l'ENA, ancienne collaboratrice de M. Raymond Soube au cabinet de M. Barre, sera chargée du secteur social, et non M. Soube lui-même.

M. François Heilbrunn, inspecteur des finances, qui a dirigé le cabinet de M. Chirac à l'agriculture et à l'intérieur en 1973 et en 1974 sera chargé du secteur économique, tandis que M. Jacques Foccart, ancien secrétaire général de l'Élysée pour la Communauté, sera le conseiller du premier ministre pour les affaires africaines, et M. Jacques Palissier, ancien préfet, ancien directeur de cabinet de M. Chirac à l'hôtel Matignon en 1974, sera chargé des relations avec le ministère de l'intérieur. Enfin, M<sup>me</sup> Marie-Claude Cabana, diplomate et épouse du nouveau ministre délégué à la privatisation, quittera la direction des relations internationales de la ville de Paris pour rejoindre la cellule diplomatique supervi-

sée par M. Ulrich, directeur du cabinet.

M. Chirac s'entretenait également par téléphone avec divers ministres et mettait au point la nomination de nouveaux membres du gouvernement (le Monde du 25 mars) comme M<sup>me</sup> Barzani (RPR) à la santé et M. Chavanes, (RPR) à la santé et M. Chavanes, député UDF-CDS de Charente, au commerce et à l'artisanat. Un autre secrétaire d'État sera consacré au Tourisme et attribué à un UDF.

M. Chirac a enfin visité les bureaux de l'hôtel Matignon. Hormis les salons du rez-de-jardin réservés aux réceptions, il constatait que les bureaux des collaborateurs du premier ministre n'avaient reçu aucune aménagement depuis qu'il avait lui-même quitté ces lieux en 1976. Il déplorait que la salle de presse ait été fractionnée par des

cloisons de contre-plaqué et que le bureau de l'ancien attaché de presse, aux fresques néo-classiques, soit encombré de tables en formica et de batteries de téléphones. Il promettait de remédier à tout cela.

Auparavant, M. Chirac devra régler la façon dont les comptes rendus du conseil des ministres seront faits à l'hôtel Matignon.

Ces premiers jours de mise en place du gouvernement Chirac illustrent bien la nouvelle logique de la cohabitation : le premier ministre ne peut plus s'appuyer sur la logique système ; son autonomie politique entraîne une certaine solitude matérielle. Paradoxe de la géographie, la rive gauche est passée à droite et les ponts avec l'autre rive ne sont plus un lien entre les pouvoirs.

A. P.

PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN BANQUIER.

CALCULATEUR DE POCHES FINANCIER 12C.

HEWLETT PACKARD

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP.

PERFORMANCES A L'APPEL

## L'Extrême Orient Express.

Paris-Hong Kong. Vol express, confort extrême.



Des le 2 avril, volez de Paris à Hong Kong en temps express. La Cathay Pacific ouvre une nouvelle liaison directe avec une seule escale à Rome. Départs : mercredi et dimanche à 11 heures à partir d'Orly Sud. Sur la Cathay Pacific, confort extrême, courtoisie et cuisine raffinée sont toujours au rendez-vous ; pour que vous arriviez au vôtre, en pleine forme. - Cathay Pacific Airways : 42.27.70.05

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC The Swire Group

PROFITEZ-EN, POUR LE PRIX D'UNE CALCULATRICE PAYEZ-VOUS UN CERVEAU.

ORDINATEURS DE POCHES 41CX ET 41CV.

HEWLETT PACKARD

CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉÉ HP.

PERFORMANCES A L'APPEL

هكذا من الأصل



فكذا من الأصل

## POLITIQUE

### LE VOTE DE CONFIANCE

#### Le « oui » des barristes

« S'il y a une demande de confiance [du premier ministre à l'Assemblée nationale], peut-on se permettre de s'abstenir étant donné que la majorité n'est que d'une voix ? » A cette question posée dans les colonnes du *Matin* (daté 22-23 mars) par M. Charles Millon, député (PR) de l'Ain, les barristes élus au Palais-Bourbon répondent les uns après les autres que, bien évidemment, il ne saurait en être question. « Nous ne voulons pas être d'origine d'une crise gouvernementale et politique... Dans ces conditions, je voterai la confiance : je ne veux pas être responsable d'une IVG, interruption volontaire de gouvernement », explique pour sa part M. Millon.

Comme d'autres de ses collègues qui ont rencontré M. Barre à Paris avant qu'il ne parte se reposer une semaine dans sa maison de Saint-Jean-Cap-Ferrat, il estime que l'ancien premier ministre lui-même, si sa voix est nécessaire, votera la confiance : sinon, il s'abstiendra. Sur ce sujet le député du Rhône ne s'est pas exprimé après les élections du 16 mars. Il a tenu cependant à réaffirmer, après avoir pris connaissance des résultats, qu'il ne jouerait pas les « perturbateurs ». Il avait aussi, au cours de la campagne, précisé qu'il ne donnerait pas à ses « amis » la joie de le désigner du doigt comme le responsable de toutes les avances du gouvernement en se promettant de laisser à la cohabitation toutes ses chances d'échouer seule. Il avait même précisé, au cours du déjeuner pris avec M<sup>me</sup> Marie-France

Garaud, qu'il ne se voyait pas « jouer le rôle de François Mitterrand sous la IV<sup>e</sup> avec l'UDSR. Je me déconsidérerais complètement ».

Ne pus se déconsidérer au moment où le vote des Français et les sondages qui l'ont suivi manifestent clairement qu'ils veulent expérimenter la cohabitation, telle est bien l'intention des barristes. de M<sup>me</sup> Christine Boutin, élue dans les Yvelines et qui s'apparente au groupe UDF, à M. Bernard Stasi (CDS), réélu président du conseil régional de Champagne-Ardenne, en passant par M. Philippe Mestre, député de la Vendée, qui remarque toutefois qu'il n'aurait préféré que M. Chirac utilise une autre procédure que le vote de confiance.

Ni « naufrageurs » de la nouvelle majorité ni « bouées de sauvetage », c'est en quelque sorte la ligne adoptée. Une ligne qui, à l'avenir, pourrait donner lieu à quelques prises de positions subtiles. Mais, pour le présent, il n'y a pas d'autres choix, expliquent les barristes. « Il est indispensable que la majorité manifeste sa confiance et donne toutes ses chances à un gouvernement composé de nos amis, un gouvernement qui est le nôtre », souligne M. Pierre-André Wiltzer, nouveau député de l'Essonne et directeur de cabinet de M. Barre, qui juge peu probable que des probas de l'ancien premier ministre prennent « une position différente de leur groupe » à l'Assemblée nationale.

C. F.-M.

**CRIOUET de steiner**

Convertible à sommier à lattes de bois, matelas en mousse "STEINEX" 12 cm d'épaisseur, se fait en dimensions : 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190, tissu ou cuir

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR  
37, Ave de la République 75001 PARIS  
Tél. (1) 43.57.46.35 Metro : PAINCHENET

## Dans les cabinets ministériels

### • PREMIER MINISTRE

— Directeur de cabinet : M. Maurice ULRICH.

M. Maurice Ulrich, directeur général de l'information et de la communication de la Ville de Paris, a été nommé directeur de cabinet du premier ministre.

[Né le 6 janvier 1925, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et de l'Institut des hautes études internationales, M. Ulrich est diplômé d'études supérieures de droit et d'économie politique. Il commence sa carrière en 1948 au haut commissariat de France au Cambodge, avant d'être affecté au ministère des Etats associés. Il est détaché, en 1956, auprès de l'Institut d'émission de l'Afrique-Occidentale française. Nommé ministre plénipotentiaire en 1969, après avoir été directeur adjoint du ministère des affaires étrangères et représentant adjoint de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles, M. Ulrich dirige le service de la coopération économique du Quai d'Orsay. En 1970, il est nommé directeur du cabinet de M. Olivier Guichard, successeur de M. Olivier Guichard, ministre de l'Éducation nationale et de l'Aménagement du territoire. De 1974 à 1977, il est directeur du cabinet de deux ministres des affaires étrangères successifs, MM. Sauvagepierre et de Guiringaud. De 1978 à 1981, il est président-directeur général d'Antenne 2. Nommé conseiller d'Etat en 1981, il intègre la haute juridiction du Palais-Royal mais revient en 1985 directeur général de l'information et de la communication à la Ville de Paris.]

— Chef de cabinet : M. Michel ROUSSIN.

D'autre part, M. Michel Roussin (quarante-six ans), sous-préfet, ancien officier, docteur ès lettres, ancien directeur du cabinet du directeur général du SDECE de 1977 à 1981, a été nommé chef de cabinet du premier ministre.

### • ÉQUIPEMENT

— Directeur de cabinet : M. Jean-François CARREZ.

M. Jean-François Carrez, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur de cabinet de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

[Né le 17 février 1940 à Lons-le-Saunier (Jura), M. Jean-François Carrez est diplômé de l'Institut d'études

politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Il est conseiller référendaire à la Cour des comptes depuis 1974. Ayant occupé plusieurs postes dans des cabinets ministériels, il a dirigé le cabinet de M. Méhaignerie lorsque celui-ci était ministre de l'Agriculture, de 1978 à 1981. Il a ensuite été directeur des forêts au ministère de l'Agriculture, poste qu'il a occupé jusqu'en mars 1983. Depuis cette date, il était placé en disponibilité, directeur des services du département d'Ille-et-Vilaine, dont le conseil général est présidé par M. Méhaignerie.]

### • MER

— Directeur de cabinet : M. Pierre-Olivier DRÈGE.

M. Pierre-Olivier Drège a été nommé directeur du cabinet de M. Amédée Guellec, secrétaire d'Etat à la mer.

[M. Pierre-Olivier Drège, trente-sept ans, est ancien élève de Polytechnique et ingénieur du génie rural, des eaux et forêts. En 1980-1981, il a appartenu au cabinet de M. Méhaignerie, alors ministre de l'Agriculture, comme chargé de mission pour les affaires européennes. Nommé directeur du cabinet de M. Guellec, il avait travaillé au secrétariat pour la coopération européenne (SGCI), s'occupant des dossiers de la pêche. Depuis 1981, il était directeur adjoint de l'Office des viandes et de l'éleviculture.]

### • SÉCURITÉ

— Directeur de cabinet : M. Pierre JOURDAN.

M. Pierre Jourdan, préfet, a été nommé directeur de cabinet du ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, et M. Philippe Massoni, contrôleur général de la police nationale, directeur adjoint.

[Né le 13 février 1932 à Sfax (Tunisie), M. Pierre Jourdan est diplômé de droit public et d'économie politique et diplômé en sciences politiques. Il a commencé sa carrière comme chef de cabinet du préfet de l'Ardèche (1956), chef de cabinet du préfet de la Vaucluse (1957), chef de cabinet du préfet de Saint-Gard (1960). Il est ensuite directeur du cabinet du préfet de la Val-de-Marne (1965), administrateur civil au ministère de l'Industrie (1968), conseiller technique au cabinet du ministre délégué chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Olivier Guichard (1968), conseiller technique au cabinet

de son successeur, M. Maurice Courbe de Marville (1969), puis chef de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, M. Olivier Guichard (1969-1972), qu'il a remplacé à l'enseignement du territoire, l'équipement, le logement et le tourisme (1972-1973). Secrétaire général des Hauts-de-Seine (1973), préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Ile-de-France (1975), secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France (1978), il est ensuite préfet du Finistère (1978), du Val-d'Oise (1981). Il avait été nommé préfet honoraire en août 1983.]

— Directeur adjoint : M. Philippe MASSONI.

[Né le 13 janvier 1936 à Marseille, M. Philippe Massoni est entré dans la police en 1962 comme commissaire de police, affecté à la préfecture de police de Paris. Il a fait toute sa carrière à la police judiciaire et aux renseignements généraux de la préfecture de police avant d'être nommé, en 1980, directeur des services techniques de la préfecture de police, poste qu'il occupait jusqu'à ce jour. Cependant, de 1976 à 1980, M. Massoni fut chargé de mission, successivement, au cabinet de M. Jacques Chirac, premier ministre, puis de M. Raymond Barre, premier ministre, où il avait en charge les relations avec la police nationale.]

### • ÉCONOMIE

— Directeur de cabinet au ministère de l'économie, des finances et de la monnaie : M. Jean-Claude TRICHET.

M. Jean-Claude Trichet, inspecteur des finances, a été nommé directeur de cabinet de M. Jacques Friedmann, inspecteur-général des finances, a été nommé chargé de mission auprès de M. Balladur.

[Né le 20 décembre 1942, M. Jean-Claude Trichet, après des études d'ingénieur à Nancy, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Inspecteur des finances (1971), il est secrétaire général du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASD) en 1976, puis conseiller technique au cabinet du ministre de l'Économie (1978) avant d'être conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République pour l'industrie, l'énergie et la recherche. Sous-directeur au Trésor, chargé des affaires bilatérales (1981-1984), il est, depuis 1985, chef de service des affaires internationales à la direction du Trésor et président du

Club de Paris, organisme chargé de coordonner les négociations sur le rééchelonnement des crédits garantis des pays endettés.]

— Chargé de mission M. Jacques FRIEDMANN.

[Né le 15 octobre 1932 à Paris, M. Jacques Friedmann, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1957-1958), est inspecteur des finances (1959), chargé de mission, puis conseiller technique au cabinet de M. Giscard d'Estaing, alors ministre des finances (1964-1968) ; il est directeur du cabinet de M. Chirac lorsque ce dernier est secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances (1969-1970), puis ministre chargé des relations avec le Parlement (1971) ; directeur de cabinet de M. Pierre Messmer à Matignon (1972-1974), puis chargé de mission toujours à Matignon lorsque M. Chirac devient premier ministre (1974). M. Friedmann, président depuis 1985 du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'épargne de Paris, très proche de M. Jacques Chirac, suit pour ce dernier les questions économiques.]

### • DÉFENSE

— Directeur de cabinet : M. Jean CLAUZEL.

M. Jean Clauzel, qui était précédemment conseiller de la République de la région Nord-Pas-de-Calais, a été nommé directeur de cabinet du ministre de la défense, M. André Giraud.

D'autre part, M. Pierre Minabaud, qui était jusqu'à présent sous-directeur de la programmation au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, a été nommé chef de cabinet.

[Né le 23 juillet 1924 à Montmercy (Val-d'Oise) et ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Jean Clauzel, après avoir servi au corps des administrateurs civils en 1958 pour prendre successivement les fonctions de secrétaire général de la Manche (1965), secrétaire général de Seine-et-Marne (1968), préfet du Territoire de Belfort (1972), avant de devenir directeur adjoint du cabinet de M. Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, en 1974, M. Clauzel est ensuite directeur central de la sécurité publique, préfet des Hautes-Pyrénées (1975), de l'Essonne (1978), de la région Picardie, de la Somme (1980) ; puis commissaire de la République de la région Aquitaine (1982) et, en mars 1985, de la région Nord-Pas-de-Calais.]

# La Secrétairerie

**COMPAG PORTABLE**

- 640 Ko mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 360 Ko
- Ecran bi-fonction
- Sortie parallèle
- Clavier AZERTY
- Livré avec MS DOS et GW-Basic

22950 F. HT  
ou Portable DUAL de base 640 Ko  
17400 F. HT

**"SUPER" IBM XT\***

- 640 Ko mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Disquette 360 Ko
- Clavier AZERTY
- Ecran couleur ou monochrome
- Adaptateur couleur ou monochrome

39424 F. HT  
Version monochrome :  
35197 F. HT

**STM 286 COMPATIBLE AT**

- 3,5 Mo mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80286
- Vitesse 6 et 8 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Ecran et carte couleur
- Livré avec MS DOS 3.1 et GW-Basic

39500 F. HT  
ou la version de base 640 Ko monochrome 286  
27960 F. HT



# POLITIQUE

## SÉANCE HISTORIQUE AU CONSEIL MUNICIPAL

### Les Parisiens à l'assaut de l'Etat

Le Conseil de Paris a connu, lundi 24 mars, une séance à la fois historique et paradoxale. Jamais sans doute l'ordre du jour n'avait été aussi mince. Pourtant, les trévires étaient pleines, la tribune du public comble et une foule compacte de fonctionnaires municipaux emplissait les espaces libres.

De mémoire de Parisien, un d'avant pas vu en cette enceinte un plateau politique aussi brillant. M. Jacques Chirac, souverain, présidait la séance. Pour bien montrer qu'il entendait rester, comme il l'a dit, « présent et attentif à la conduite des affaires de la capitale », il a mené les débats pendant plus d'une heure, ce qui est pour lui un record.

Devant lui, il y avait de quoi constituer un mini-Parlement : douze sénateurs, vingt députés élus à Paris et six autres élus en province. Sans compter une brochette d'une quinzaine d'anciens et de nouveaux ministres, et les secrétaires des deux plus grands partis : MM. Lionel Jospin pour le Parti socialiste et Jacques Toubon pour le RPR.

Ceux qui assistaient à cette séance mémorable en avaient bien conscience. L'irruption massive des Parisiens dans les affaires de l'Etat est un phénomène sans précédent. Certes, au cours de la longue histoire de la capitale, beaucoup ont tenté d'utiliser le pouvoir municipal comme un tremplin, mais ils n'avaient toujours fait, jusqu'ici, à titre individuel. C'est la première fois qu'un maire entraîne avec lui une équipe aussi étoffée.

En outre, dans le passé, les échecs sanglants n'ont pas manqué. Le célèbre prévôt des marchands, Etienne Marcel, au XIV<sup>e</sup> siècle, y laissa la tête, tout comme le premier maire de Paris, Jean-Sylvain Bailly, qui perdit la sienne sous la guillotine en 1793. Quant aux membres de la Commune...

Ces fâcheux précédents ont-ils longtemps tempéré les ambitions des notables parisiens ? Les a-t-on volontairement tenus en laisse ? De 1800 à 1985, on ne recruta guère parmi eux qu'un vice-président de la République (Henri Boulay de La Meurthe

en 1849), six présidents du conseil Barrot, (le comte Molé, Camille, Charles, Jules Méline, Jules Ferry, Charles Floquet, Georges Clemenceau et André Le Troquer) ainsi qu'une quarantaine de ministres et secrétaires d'Etat.

Sur près de deux siècles, c'est peu. Et encore, sept d'entre eux étaient-ils d'anciens préfets de la Seine. Or voici un gouvernement qui compte sept Parisiens sur trente-huit membres, soit 18 % de son effectif. Du jamais vu !

Cette situation résulte de la volonté de Jacques Chirac et des circonstances politiques. Mais aussi des réformes qui, depuis 1977, ont donné à Paris l'autonomie municipale, un maire authentique et vingt maires d'arrondissement. Résultat : les hauts fonctionnaires de la Ville, autrefois sous tutelle du préfet, peuvent désormais suivre leur patron. Les adjoints, comme par exemple M. Alain Juppé, se font les dents sur des budgets qui valent ceux de bien des ministères.

#### Prudence et concertation

Quant aux personnalités élues dans les arrondissements, elles y prennent de l'expérience et un certain poids politique. MM. Didier Bariani et Alain Devaquet sont directement issus de cette promotion-là.

Les notables parisiens, autrefois sous surveillance, se trouvent aujourd'hui libres de leurs mouvements et parfaitement ministériels. Leur présence massive au gouvernement devrait faciliter les rapports, toujours conflictuels, entre la Ville et l'Etat. « La concertation sera la règle, alors qu'elle était l'exception », souligne M. Tibéri, premier adjoint du maire. « Vous verrez comme par enchantement cesser toute campagne contre les projets parisiens du président », prédit malicieusement M. Georges Sarre, patron du groupe socialiste au Conseil de Paris.

La capitale et l'Ile-de-France (dirigée par le RPR Michel

Giraud) vont-elles devenir les enfants gâtés du pouvoir ? « Jacques Chirac est trop avisé et il a suffisamment le sens de l'Etat pour ne pas arbitrer systématiquement en faveur de sa ville », dit-on dans l'entourage du premier ministre. « Au reste, ajoutons, ses amis politiques des autres régions et villes de France le rappelleront vite à la raison. »

#### Aides en hausse, impôts en baisse

M. Jacques Chirac se gardera donc de réveiller le vieux conflit Paris-province. Voici un premier exemple : le maire s'est souvent plaint que la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux départements défavorisait Paris. On assure autour de lui qu'il n'est pas question d'en changer les quotas.

Qu'ils soient de gauche ou de droite, les élus parisiens savent pertinemment (même s'ils le disent quand ils sont à la barre) que la capitale est puissamment aidée par l'Etat dans plusieurs domaines qui coûtent fort cher aux métropoles de province. C'est vrai pour la police, les sapeurs-pompiers, les transports, les hôpitaux, la culture.

Le précédent gouvernement socialiste n'a pas manqué à la règle. Rappelons le contrat passé entre M. Quilès et M. Chirac pour la construction de dix mille logements sociaux en deux ans, les terrains libérés de bon gré par la SNCF et les aides de M. Lang à généreusement accordées à une foule d'initiatives culturelles parisiennes (même si elles ont été contestées). Sans compter les grands chantiers du président. Paris se transforme, foisonne, s'enrichit et rayonne alors que les impôts des Parisiens tendent plutôt à diminuer.

MM. François Mitterrand et Jacques Chirac continueront à favoriser cet essor sans précédent. Il serait imprudent qu'ils l'affichent trop ostensiblement.

MARC AMBROISE-RENDU.

## LE DÉPART DE MOSCOU DU NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### M. Raimond a été reçu par MM. Gorbatchev et Chevardnadze

De notre correspondant

Moscou. — M. Jean-Bernard Raimond a été reçu, le lundi 24 mars, pendant environ une heure, par M. Mikhaïl Gorbatchev. Le ministre français des affaires étrangères était revenu passer vingt-quatre heures à Moscou pour y faire ses adieux. Il y était ambassadeur depuis janvier 1985.

Les Soviétiques avaient bien fait les choses. Arrivé dimanche soir, le ministre a été aussitôt informé qu'il serait reçu le lendemain par le « numéro un ». Cette officialité équivaut ici à un long tapis rouge. Une photo de la rencontre occupe, ce mardi, le centre de la première page de la Pravda. M. Gorbatchev a « chaleureusement félicité » M. Raimond de sa nomination, et « exprimé la certitude que les relations traditionnelles entre l'URSS et la France continueront à se développer dans tous les domaines ». Le

secrétaire général estime que « cela répond aux intérêts des deux pays et prend aujourd'hui une importance encore plus grande vu le caractère urgent et aigu des problèmes qu'engendre la course aux armements ». L'entretien s'est déroulé « dans une atmosphère d'amitié constructive », conclut la Pravda.

Le nouveau chef de la diplomatie française a, d'autre part, eu lundi une conversation suivie d'un déjeuner avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze.

Tous les signaux sont donc positifs dans la perspective du voyage du président de la République en URSS en juin prochain, dont le principe a été réaffirmé.

M. Raimond, qui est entré à Paris lundi soir, n'était porteur d'aucun message particulier du monde soviétique à M. Mitterrand. M. Gorbatchev a seulement réaffirmé les positions habituelles du Kremlin sur

les grands problèmes d'actualité. Les relations entre la France et l'URSS, fort mauvaises pendant les premières années du mandat de M. Mitterrand, se sont améliorées à partir du milieu de l'année 1984, et uiti, en apparence au moins, retrouvé le rythme de croisière qui était le leur du temps de Georges Pompidou et de M. Giscard d'Estaing.

Cela n'empêche pas les arrières-pensées des deux côtés. Les Soviétiques ne sont pas prêts d'oublier, que M. Mitterrand a soutenu bec et ongles l'installation des euro-missiles de l'OTAN en Europe occidentale. Le président français, de son côté, ne se berce sans doute pas des mêmes illusions que M. Giscard d'Estaing sur la possibilité de voir un jour les « managers » remplacer les « communistes » et les « idéologues » à la tête de l'URSS.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## RADIOS PRIVÉES LOCALES

### Préjugé favorable pour M. de Villiers

M. Philippe de Villiers, « le premier membre d'un gouvernement issu des rangs de la FM », malgré leur surprise, et les préventions de la plupart contre les attaches à une droite plutôt « réactionnaire » du nouveau secrétaire d'Etat, les « radioteurs » réunis à Paris vendredi 21 mars pour la Semaine de la communication ne cachaient pas une certaine satisfaction.

Le nom de Philippe de Villiers est connu des amateurs de radio. Alouette-FM, créée le 28 novembre 1981 aux Herbiers par cet ancien sous-préfet démissionnaire de ses fonctions en l'attente de l'élection de M. Mitterrand, n'a, en effet, cessé d'étonner : style atypique, sacrage populaire, mélange de chansonnière colorée d'intégrisme.

« Villiers est un entrepreneur. Et sa confrontation passée avec tous les types de problèmes soulevés par la radio — mise en marche, d'une rédaction, puissance d'émission,

mesure de l'audience, diversification des ressources, barrages bureaucratiques — lui donne une bonne expérience pour le dossier radio », explique Georges Polinsky, directeur de Radio-Nantes. « C'est un professionnel, plus marqué par la FM que par son passage à l'ENA, observe Eric Hanville, directeur de RVS à Rouen.

« C'est avant tout un Vendéen, un homme qui a toujours milité pour la région, l'enracinement local de la radio, et lutté contre les réseaux nationaux », continue Pierre Gilboire, le patron rennais de Fréquence-bleu. « Quelles que soient ses idées, il faut lui reconnaître une constance et une volonté hors du commun pour défendre envers et contre tout un modèle de radio très intéressant », admet de son côté Pierre Crisol, fondateur de plusieurs radios et directeur d'Audiovisuel-diffusion. « C'est un de ceux qui, dès

le départ, ont eu un point de vue, un dessin pour la FM et qui ont tenu la part d'une radio d'information et d'expression », reconnaît Patrick Farbiat, pirate de la première heure.

Préjugé favorable donc, quelles que soient les tendances et les clans : M. de Villiers, « anarcho-chouan-provocat de droite », selon un proche, devrait être pour l'ensemble des radios commerciales et associatives, un « interlocuteur valable ».

« J'ai failli crever de l'ENA, déclarait-il le 11 octobre 1983, dans une interview à la Croix. C'est le lieu de l'ambition, mais le souffle ; un lampion très bien mis au point, dont sort un langage unique. Celui de Jacques Chirac et Jean-Pierre Chevènement. J'en ai réchappé à justesse ». Un tel discours ne pouvait évidemment que séduire les aventuriers des ondes.

ANNICK COJEAN.

# livre tous les jours...



**VICTOR V 286**

- 512 Ko mémoire de base
- Disque dur 20 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Ecran monochrome
- Clavier AZERTY
- Série série parallèle
- Livré avec MS DOS 3.1 et GW - Basic

39 500 F. HT  
27 960 F. HT



**VICTOR VPC 2**

- 640 Ko mémoire de base
- 2 unités de Disquettes 360 Ko
- Interface série parallèle
- Clavier AZERTY
- Ecran monochrome
- Livré avec MS DOS 3.1 et GW - Basic

10 000 F. HT

Avec disque dur 10 Mo. **14 520 F. HT**  
Avec disque dur 20 Mo. **18 500 F. HT**  
Avec disque dur 40 Mo. **22 900 F. HT**



**VICTOR VPC 2**

- 640 Ko mémoire de base
- 2 unités de Disquettes 360 Ko
- Interface série parallèle
- Clavier AZERTY
- Ecran monochrome
- Livré avec MS DOS 3.1 et GW - Basic

10 000 F. HT

Avec disque dur 10 Mo. **14 520 F. HT**  
Avec disque dur 20 Mo. **18 500 F. HT**  
Avec disque dur 40 Mo. **22 900 F. HT**

**Dernière Minute**

également disponible le VPC avec 8088 256 K - en 2 x 360 Ko ou disques durs 10,20 ou 40 Mo mêmes conditions que le VPC 2.

Suppléments :  
Couleur : 3 900  
Sauvegarde : 7 900

**...ET VOUS?.. QU'ATTENDEZ-VOUS?..**

**COMMANDEZ, AUPRÈS DE LIEN OU ISABELLE, VOTRE MICRO-ORDINATEUR.**

Téléphone 16 (1) 42.77.85.00  
Téléc 240.537  
43, rue Beaubeurg 75003 PARIS

*La Secrétaire*

هكذا من الأصل



## POLITIQUE

## DANS QUATRE RÉGIONS

## La droite attribue des postes de vice-président au Front national

Les élus du Front national sont entrés, le lundi 24 mars, au bureau de plusieurs régions, à des postes de vice-président ou de secrétaire, en bénéficiant des voix RPR et UDF. C'est le cas en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où MM. Gabriel Domenech et Claude Scannapieco ont été élus vice-présidents avec respectivement 66 et 63 voix (Front national, UDF et RPR). M. Alain Jamet l'avait été dans les mêmes conditions en Languedoc-Roussillon le 21 mars.

En Franche-Comté, où les élus du Front national avaient permis la réélection de M. Edgar Faure, à la présidence, le parti de M. Le Pen n'a obtenu aucune vice-présidence. Un de ses élus, M. Hervé Lavenir, ancien collaborateur de M. Faure, a obtenu la présidence de la commission des affaires internationales.

Au conseil régional de Midi-Pyrénées, où siègent trois élus du Front national, ce parti n'a obtenu aucune des dix vice-présidences, mais M. Bernard Antony, alias Romain Marie (Tarn) s'est vu confier l'un des trois postes de secrétaire. Les commissions n'ont pas encore été formées, mais, selon le responsable régional du FN, M. Gilbert Melac, « l'accord passé avec les partis de la majorité prévoit l'attribution au Front national de la présidence d'une commission ainsi que la présidence d'un groupe de travail ».

En Haute-Normandie, M. Dominique Chaboché a obtenu un poste de vice-président, sans délégation, avec 27 voix (soit tous les suffrages des élus RPR, UDF et FN de cette assemblée régionale). En Picardie, M. Guy Harlé d'Ophove, lui aussi, élu vice-président du conseil régional grâce aux voix de l'UDF et du RPR.

## EN PICARDIE

## Les socialistes refusent toute responsabilité au bureau du conseil régional

De notre correspondant

Amiens. — Le conseil régional de Picardie a élu le lundi 24 mars les membres de son bureau. M. Charles Baur (UDF-PSD) avait été réélu président, le 21 mars, grâce aux quatre voix du Front national, le RPR et l'UDF ne disposant, au total, que de vingt-cinq voix contre vingt-six pour la gauche. Cette deuxième séance, comme la première, a été marquée par le harcèlement des socialistes, qui ont rappelé continuellement à M. Baur son alliance avec l'extrême droite.

Il était prévu de désigner un bureau de vingt et une personnes. Ont été élus, d'abord, treize membres d'une majorité que M. Baur appelle d'« action régionale », car y figurent, outre cinq RPR, cinq UDF, deux CNIP et M. Guy Harlé d'Ophove (Front national, Oise), qui a obtenu la place de sixième vice-président, avec vingt-huit voix contre dix-huit au candidat du PS; il y a eu un bulletin blanc, et les huit élus du PC n'ont pas pris part au vote. Ensuite, les huit membres

socialistes du bureau, refusant d'être « élus par la droite et l'extrême droite », n'ont pas accepté les deux postes de secrétaire proposés par la majorité. Ils ont attendu que celle-ci épuise le contingent que lui alloue la représentation proportionnelle; les huit postes restants, ceux de simples membres, leur sont, alors, revenus de droit, sans élection. Les élus socialistes entendaient, ainsi, s'élever contre la place accordée au Front national; « La proportionnelle », a souligné M. Michel Fransaix (Oise), « donnait droit au Front national d'être au bureau, mais en aucun cas vous n'auriez dû lui confier une vice-présidence ».

M. Baur a seulement affirmé qu'il n'avait de leçon de morale à recevoir de personne et répété ce qu'il avait dit le 21 mars: « La loi électorale votée par le PS a eu pour résultat, en Picardie, qu'il n'y a pas de majorité à gauche et qu'il n'y en a pas, non plus, pour l'intergroupe UDF-RPR-CNIP-non-inscrits. Quelle région peut être dirigée sans majorité de gestion ? »

MICHEL CURIE.

## M. BLANC « OTAGE » DE L'EXTRÊME DROITE ?

(De notre correspondant.)

Mende. — M. Michel Monod, élu (divers gauche) du canton de Barre-des-Cévennes, a annoncé, le lundi 24 mars, à l'ouverture de la session du conseil général de la Lozère, sa démission du poste de vice-président de cette assemblée (que préside M. Joseph Caupert, UDF-PR). M. Monod proteste ainsi contre l'accord passé avec le Front national par M. Jacques Blanc, député (UDF-PR) et conseiller général de la Lozère, pour être élu président du conseil régional du Languedoc-Roussillon (le 21 mars).

« Nous n'admettons pas qu'un conseiller général de la Lozère (...) soit désarmé (il) dans le département, l'otage du Front national », a déclaré M. Monod. « On ne peut, à l'ajouté, au nom de la démocratie, accepter un mandat de ceux qui la détruisent ! » M. Blanc a répondu qu'il avait signé avec le Front national « un accord régional, qui n'a rien à voir avec l'idéologie ». « C'est un accord avec les hommes », a ajouté M. Blanc, qualifiant de « faux débat » le problème soulevé par M. Monod.

J.-M. G.

## Inquiétude dans la communauté juive

L'élection de trente-cinq députés du Front national à l'Assemblée nationale, le 16 mars, a provoqué des réactions parmi les organisations juives. Tout en se félicitant « que les élections se soient déroulées conformément aux règles démocratiques prévues par la Constitution de notre pays et que les électeurs se soient prononcés dans une très forte proportion pour des partis politiques qui ont, sur le plan des droits de l'homme, des conceptions proches de celles qu'il défend », le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) exprime le regret « que des électeurs aient égaré leur vote en faveur d'un parti qui a intro-

duit dans la vie politique française des concepts de discrimination dont le simplisme est certainement trompeur et recèle des facteurs de division et de haine ».

Dans le mensuel *l'Arche* (numéro d'avril), M. Roger Assol, rédacteur en chef, écrit : « Le danger est là. Nous nous refusons — à l'heure qu'il est — à chercher les coupables d'une situation nouvelle, qui écorne la France des droits de l'homme. (...) Il importe que les hommes de bonne volonté — et les juifs particulièrement, qui savent que la discrimination conduit fatalement à Auschwitz — se regroupent et passent

afin que la doctrine « sécuritaire », marche-pied du racisme, reste isolée, marginalisée. »

Enfin, les associations B'nai B'rith « lancent un appel à la vigilance, attirent l'attention des partis de la nouvelle majorité contre toute tentation de siège à l'Assemblée, et les élus extrémistes sur l'insécurité et les idées xénophobes à l'encontre des immigrants » et « rappellent aux représentants de ces partis leurs engagements pris, au cours des forums du B'nai B'rith, devant la communauté, de ne pas lâcher le Front national ».

## POINT DE VUE

## Pour une cohabitation minimale garantie

par J.-H. CHATEL (\*)

Nous voici donc à cet insolite rendez-vous auquel le V<sup>e</sup> République, depuis sa fondation, avait convié la nation.

Que faut-il en attendre : le pire, le meilleur ou pas grand-chose ? Les experts sont partagés. Les plus prudents conjecturent une combinaison aléatoire de concessions, conjurations et blocages. Pour leur part, les non-initiés présentent que la période qui s'ouvre pourrait être placée sous le signe du contingent. Pain béni pour les politologues. Le problème est de savoir si le pays peut s'offrir un tel luxe. L'attention des pouvoirs publics peut-elle impunément se laisser distraire par des agaceries institutionnelles, alors que tant d'épreuves — chômage, problèmes de société, terrorisme — appellent des réponses fortes et cohérentes ?

C'est ici que l'histoire attend les principaux protagonistes au tournant. Car il n'est vrai ni que la Constitution réduise le chef de l'Etat, privé de majorité parlementaire, à inaugurer

les chrysanthèmes, ni qu'elle soit ce poème érotique dont chaque exagération pourrait faire sa lecture, ni qu'elle partage les compétences à ce degré de précision que chacune des deux têtes de l'andorci pourrait valuer, indépendamment de l'autre, à la gestion d'un domaine réservé.

La vérité — et les experts sont pour une fois d'accord — est que la Constitution condamne le président et le premier ministre à coopérer. Elle les enchaîne ensemble, comme ces deux évadés d'un pénitencier héros d'un film célèbre. Sans un minimum d'entente, chacun entravera l'autre et la déconfiture sera commune.

Mais cette coopération minimale est-elle possible ? Président et gouvernement sauront-ils (les laisseront-ils) surmonter leurs allégeances partielles ? La défense à l'illustration ici d'un bien, d'une plate-forme, cèderont-elles le pas devant les mesures dictées par l'intérêt national ? Sauront-ils que chacun s'abaîsserait en tentant d'abaisser l'autre ?

Il conviendrait que les responsabilités les plus éminentes de la classe

politique acceptent de reconnaître que la partie qui s'engage confronte beaucoup moins un parti, qui aurait son siège à l'Assemblée, qu'un autre, qui aurait le sien à l'Elysée, que la France avec elle-même ; qu'il décident le message du 16 mars comme enjoignant aux deux principales forces politiques de se mobiliser ensemble contre la crise, puisque aucun bien n'est entre elles n'a reçu le mandat franc et massif de l'affronter toute seule.

(Ceurminisme anglophone ricaneur les « pros » de la scène politique, pour lesquels la bipolarisation conflictuelle est une donnée millénaire de notre histoire nationale, en même temps que le ressort de toute action militante.

La classe politique avait pourtant tort de traiter avec condescendance une aspiration dont toutes sortes d'indices attestent la profondeur. Les sondages ne révélaient-ils pas le souhait d'une majorité de nos concitoyens de voir non sans doute se constituer le gouvernement électif et empirique auquel on peut bien rêver en dépit des fins de non-recevoir opposées par tous les porte-

parole, mais au moins intervenir une trêve entre deux forces politiques également héritières des traditions démocratiques et dont, perçant l'écran de la polarisation électorale, les Français devaient les confusions d'analyse ?

Frustrer une telle demande en cultivant artificiellement les antagonismes, alors même qu'existerait un accord latent sur la manière de prendre à bras-le-corps les grands problèmes, serait alimenter un rejet du débat politique, dont le succès du Front national est un signe annonciateur. Pour relever les défis les plus urgents.

Pour ne pas discréditer les institutions, pour sauvegarder leur propre image au yeux de la postérité, les principaux responsables politiques doivent s'efforcer de l'art du compromis.

Sans trop y croire, les Français se placent à imaginer une cohabitation minimale garantie, débouchant sur une alternance douce. S'ils le veulent, le président et le nouveau gouvernement peuvent exaucer ce vœu. (\*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

## Les socialistes veulent se transformer en « parti de masse »

Les socialistes, une semaine après les élections, sont à la recherche des moyens de transformer le PS en un « grand parti de masse », selon la formulation utilisée samedi 22 mars devant le comité directeur par M. Lionel Jospin. M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du PS, a confirmé lundi le lancement d'une campagne d'adhésions. L'un des objectifs est de récupérer électeurs et militants communistes qui

ont déserté le PCF ou qui sont tentés de le faire. « Votre place est à nos côtés », leur dit M. Queyranne.

M. Jean Poperen, numéro deux du Parti socialiste, veut « grossir le PS sur sa petite gauche ». A cet effet, il a lancé dimanche un « appel du 23 mars ».

## M. Poperen lance « l'appel du 23 mars » pour recruter « à gauche »

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a réuni, dimanche 23 mars, au Palais de la Mutualité à Paris, plusieurs centaines de personnes — socialistes « popérenistes » ou d'autres tendances, quelques anciens communistes, etc. — afin de lancer « l'appel du 23 mars ».

Pour M. Poperen, qui est député socialiste du Rhône, il s'agit notamment d'utiliser au profit du PS les « réserves importantes » qui sont apparues, pendant la campagne électorale, par exemple dans le cadre des comités de soutien aux listes socialistes. « Il faut que l'on continue comme en campagne électorale. Les gens sont disponibles, mais cela ne durera pas éternellement », souligne, de son côté, M. Jean-Marc Ayrault, nouveau

député « popéreniste » de Loire-Atlantique. Dans l'esprit de M. Poperen, il ne s'agit « surtout pas d'une structure de club », assure que le député du Rhône voit dans la dynamique qu'il tente de lancer une sorte de « sas d'entrée », destiné à « grossir le PS sur sa petite gauche ». M. Poperen ne cache pas qu'il veut aussi contrebalancer l'éclosion des clubs et structures diverses qui se situent dans la mouvance de la « gauche gauche » — la gauche rousseffienne — qu'il combat depuis toujours. « Il est temps, lance M. Poperen, que, dans le mouvement socialiste, se construise et existe la vraie gauche ».

L'appel, note que les socialistes ont « rempli leur contrat » et souli-

gne que l'une des « faiblesses » de la gauche a été que « les forces populaires n'ont pas été suffisamment actives ». « Dans la situation nouvelle, le PS peut unir, rassembler des forces puissantes (...), hommes et femmes des courants démocratiques les plus divers », ajoutent les auteurs, qui appellent « socialistes » « non-socialistes », à « élever le ton et à se battre avec les autres ». « Les réponses de la gauche, du réalisme, qui sont celles de l'humanité moderne ».

L'appel conclut : « Il faut renforcer le PS, qui est la grande force d'alternance. Pour aller de l'avant, il est urgent que la gauche socialiste fasse le ménage des utopies, des modes rétro, qu'on veut lui vendre pour du neuf, à la place de ses acquis culturels (...) ».

## M. JOSPIN : le premier ministre n'est pas totalement maître du jeu

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, invité, lundi 24 mars, de l'émission *Face au public* de France Inter, a affirmé que, si le gouvernement de M. Jacques Chirac est un gouvernement « très orienté à droite », il se refuse aux « procès d'intention » et jugera sa politique « sur pièces ». M. Jospin constate que la droite est « très puissante (...) », trop puissante « en France ». Il estime que des « autres pouvoirs » ne peuvent venir que du monde syndical ou de la gauche.

Pour le premier secrétaire du PS, la prochaine échéance à préparer est l'élection présidentielle, « au plus tard en 1988 », sauf s'il devait y avoir « un accident de la vie politique qui provoquerait des élections

législatives avant 1988 ». « Si la droite au pouvoir, a continué M. Jospin, fait preuve d'un certain réalisme, ne va pas jusqu'au bout de ce qui, à l'évidence, entrerait (...) en collision avec ce que croient toute une série de forces importantes dans ce pays (...) alors peut-être cela peut aller jusqu'à un terme normal. En 1988, les Français décideront. Ils ont voulu cette situation inédite, ils diront comment ils la démontent. Si la droite fait preuve d'une volonté de tout dominer, de tout contrôler, d'une volonté d'abandonner la politique du président de la République, d'une volonté idéologique étroite, partisane et sectaire, je crains que cela ne produise conflit.

Le PS lance une campagne d'adhésions

M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du PS, a annoncé, lundi 24 mars, que le PS va lancer une campagne d'adhésions. Cette campagne sera confiée à quatre membres de la direction. M. Marcel Deburge (idéologues), André Laignel (trésorier), Michel Pezet (communication et propagande) et Jean-Jacques Queyranne. Il s'agira, selon le porte-parole du PS, d'une « campagne de communication ».

Cette initiative fait suite au comité directeur socialiste de samedi dernier (*Le Monde* du 25 mars) où s'est notamment exprimé le besoin d'améliorer le « ratio » adhérents-électeurs du PS. Lors de cette réunion, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, avait annoncé la tenue, au mois de juin, d'une convention nationale du PS. Cette convention s'initiera « Le Parti socialiste, la force pour réélire la nation de la France ».

Convention et campagne d'adhésions s'inscrivent dans la logique d'un « nouveau dialogue » que les socialistes veulent entretenir avec les Français, selon la formule de la résolution adoptée par le comité directeur de samedi et rendue publique lundi.

M. Queyranne a estimé que militants et électeurs communistes ont leur place au PS s'ils veulent agir dans un « grand parti d'opposition unifié à gauche ». « La direction communiste, a continué M. Queyranne, paraît murie dans ses certi-

et il faudra que le peuple soit juge plus tôt.

M. Jospin a encore affirmé que M. Chirac « n'est pas toujours maître du jeu, lorsqu'il prétend utiliser des méthodes sur lesquelles le président a, constitutionnellement, un droit de regard ». Pour le premier secrétaire du PS, le premier ministre « aurait voulu procéder par ordonnances dans des sujets plus vastes, par exemple, touchant aux libertés ». « Je ne crois pas qu'il persiste dans ce projet », a souligné M. Jospin, qui a ajouté que, pour la remise en cause de certains « acquis sociaux », M. Chirac « n'était pas certain d'obtenir la signature de ces ordonnances par le président de la République ».

M. Jospin a évoqué les demandes de « déposition » du vocabulaire socialiste faites par M. Paul Quilès dans le journal *le Matin* du 22 mars, puis devant le comité directeur du PS (voir *Le Monde* daté 23-24 mars et 25 mars), pour affirmer : « Nous sommes décidés, sur la base de l'expérience gouvernementale que nous avons acquise pendant cinq ans, à réviser un certain nombre de nos textes fondamentaux. Je ne pense pas pour autant que cela doive nous conduire à écarter trop vite un certain nombre de références et de valeurs qui, historiquement, ont constitué le socialisme. Le débat aura lieu. »

## EN MARGE DU PC

## Lancement d'un mensuel et d'un comité international pour les gauches européennes

La culture communiste s'est-elle un avenir en dehors du PCF ? Arrive une nouvelle fois à l'un des nombreux carrefours de son histoire, le peuple communiste s'interroge. Fer de lance de cette réflexion, découlant de la dernière convention du PCF, est le mensuel *la gauche*, qui se fera bien comprendre de ses lecteurs invisibles, il donne le coup de grâce au glissement qu'une politique sans idées ne va pas loin.

Alors que l'avenir immédiat du PCF se joue entre les murs de l'Assemblée nationale, le comité central, place du Colonel-Fabien à Paris, l'intelligentsia communiste prépare l'avenir.

Le reste, c'est-à-dire la réunion actuelle du comité central, est, à la limite, d'importance à ses yeux. Dans le langage propre aux communistes, cela peut signifier que ces intellectuels ne se font guère d'illusions sur les décisions — ou non-décisions — qui seront arrêtées par le « parlement » du PCF.

Cette distance à l'égard de l'écume des choses n'exclut pas la réflexion. Sa traduction plus immédiate est le lancement du mensuel *la gauche*, « attaché à un marxisme vivant » (1), et la création par la revue *Politique aujourd'hui* (2) d'un comité international, véritable passerelle entre les différentes composantes de la gauche européenne (« l'eurogauche »).

Le mensuel *la gauche* (*Le Monde* du 25 mars), qui ne se définit pas, selon ses promoteurs, « par rapport à ce qu'on peut faire ou ne pas faire à l'intérieur du PCF », veut favoriser « l'éclosion d'une nouvelle culture politique ». L'idée motrice développée par son directeur, le philosophe Henri Lefebvre, qui, selon ses propres termes, a « toujours eu beaucoup d'ennuis » avec ce parti, est l'élaboration d'un « contrat de citoyenneté », une idée « résiste en panne depuis deux siècles ».

Plein d'humour et d'un rien provocateur, M. Lefebvre considère que

pour la rénovation du PCF « c'est un peu tard », mais il ajoute qu'il n'est « jamais trop tard ». Loin de penser qu'il poignarde le parti, il affirme à destination de la direction : « Je voudrais lui apporter le soutien de la pensée marxiste ». Et, pour se faire bien comprendre de ses lecteurs invisibles, il donne le coup de grâce au glissement qu'une politique sans idées ne va pas loin.

Prolongement de cette réflexion aux accents « rénovateurs », la revue *Politique aujourd'hui*, revue indépendante des partis et des organisations, « crée une passerelle entre les différents courants de la gauche européenne ». Elle vise à la création d'un nouveau pôle pour les gauches européennes. Une sorte de cinquième internationale. Les noms que l'on retrouve dans le comité international de cette revue montrent à l'évidence que des passerelles sont en construction entre les partis socialistes, les partis sociaux-démocrates et certains partis communistes européens. Le PCF est absent de ce comité. A côté de socialistes français, d'ex-communistes ou ex-écologistes, ce comité rassemble des ministres socialistes suédois, belges et grecs, d'anciens ministres socialistes espagnols et portugais, l'état-major du Parti socialiste suisse, le SPD allemand, des travailleurs anglais, des membres du Parti communiste (intérieur) grec et quelques représentants du Parti communiste italien et du syndicat CGIL des membres des organisations de gauche danoises et finlandaises.

O.B.

(1) Parution en mai 1986. Vente uniquement sur abonnement. Renseignements auprès de M<sup>lle</sup> Catherine Régulier, 30, rue Rambuteau, 75001 Paris.

(2) Numéro 13 de mars-avril 1986 (50 francs). Renseignements : *Politique aujourd'hui*, 14-16, rue des Petites-Halles, 75001 Paris.



# Le Monde MEDECINE

## Ces bébés qu'on laisse mourir

Après quatre ans de polémiques et un combat judiciaire sans précédent, le gouvernement américain régleme l'euthanasie passive des nouveau-nés anormaux.

UN soir de printemps 1982 naît à terme, à la maternité de Bloomington, dans l'Indiana, un petit garçon de 2,700 kg. L'enfant est flasque, cyanosé, et son cœur bat très lentement. Il présente à l'évidence un syndrome de Down (mongolisme), avec d'importantes déformations crâniennes. Lors des efforts de réanimation pratiqués, il se révèle impossible d'introduire une sonde dans l'estomac. Les radiographies indiquent la présence d'une large fistule entre l'œsophage et la trachée. Elles indiquent aussi l'existence d'anomalies cardiaques.

Pour que l'enfant puisse survivre, une opération visant à reconstruire l'œsophage et à réparer la fistule est indispensable. Informés de toutes ces données médicales, les parents refusent l'intervention. Ils ont déjà deux enfants normaux, et la mère n'a que trente et un ans. Le bébé reçoit dès lors de la morphine et un somnifère (phénobarbital) visant à supprimer agitation et douleurs. Ses parents ne quittent pas son chevet. Il décède six jours plus tard, et l'autopsie confirme le diagnostic et l'importance de l'atrophie cérébrale. Un violent débat juridique, éthique et médical s'ensuit défilé entre-temps, car l'administration hospitalière avait sollicité l'avis du juge des enfants devant le refus thérapeutique opposé par les parents. Un tribunal de l'Indiana avait reconnu - en urgence - le droit des parents à juger du destin de leur enfant. Mais les avocats de la partie civile entendaient faire casser ce jugement à Washington. L'enfant mourut alors qu'ils étaient dans l'attente.

Un an plus tard, une petite fille nommée Baby Doe naît à Jefferson (Albany), atteinte d'une hernie de la moelle épinière (ou Spina bifida) (1), accompagnée en outre d'importantes lésions cérébrales. Elle sera promise qu'on l'entend, estimant les pédiatres, à un retard mental profond, accompagné de crises d'épilepsie, de paralysie totale des

membres inférieurs et d'incontinence. Soutenus par le clergé catholique, par des organismes sociaux et par le corps médical, les parents décident de s'opposer à toute intervention chirurgicale, laquelle, estiment-ils, ne pourrait qu'aggraver les souffrances de l'enfant et la priver d'une existence misérable.

Des militants du Droit à la vie (l'équivalent du mouvement Laïcs pour la vie française, qui luttent contre l'avortement) alertent les autorités judiciaires, et un magistrat surgit un samedi après-midi à l'hôpital, entouré d'avocats, pour ordonner aux responsables hospitaliers de se présenter deux jours plus tard devant le tribunal avec le dossier médical de l'enfant, que les médecins refusent de fournir au nom du secret médical d'abord, du « droit absolu à l'intimité » ensuite. L'affaire monte à Washington, où la presse s'empare de l'histoire. Les groupes de pression du Droit à la vie multiplient les interventions judiciaires, au nom de l'article de la loi (dit 504) qui vise à la protection des handicapés et à leur intégration dans le monde du travail.

### L'affiche et la ligne rouge

Le président de la commission de bioéthique, qui siège à la Maison Blanche, estime publiquement qu'il s'agit « pour le moins paradoxal qu'une loi destinée à accorder à chacun le traitement qu'il désire et que son état requiert puisse être utilisée pour imposer des traitements indésirables et tenus par les spécialistes comme contre-indiqués ».

L'affaire a pris entre-temps une ampleur nationale, et c'est tout le problème fondamental de l'attitude que devrait avoir l'Etat, le corps médical et la société à l'égard des nouveau-nés gravement handicapés qui se trouve en présence, sous le terme général, tiré de la jurisprudence, du « cas de Baby Doe ».

Dessin de CAGNAT.

Pressé par le président Reagan lui-même et par son entourage, le ministère de la Santé (Department of Health and Human Services) promulgue une « Baby Doe Regulation » ordonnant l'affichage obligatoire, dans les six mille huit cents hôpitaux recevant des subventions fédérales, d'une notice rédigée en gros caractères et placée en un lieu où tout le public puisse la voir. L'affiche indique que « l'abandon discriminatoire de nourrir et de soigner les enfants handicapés est interdite dans ce service par la loi fédérale ».

Toute infraction à cette règle, indique l'affiche en caractères plus petits, doit être signalée au ministère de la Santé grâce à une « ligne rouge ». (« Infant Doe Hotline ») dotée d'un numéro d'appel gratuit : ligne au bout de laquelle se trouve, jour et nuit, un « escadron spécial » (« Baby Doe Squad ») prêt à enquêter sur-le-champ en cas de violation de cette règle.

### L'escadron du salut

Des centaines d'appels parviennent au service concerné, pour la plupart non motivés. Quatre font l'objet d'un déplacement immédiat de l'« escadron Baby Doe ». Le Strong Memorial Hospital, de Rochester, dans l'Etat de New York, voit ainsi surgir un beau jour trois enquêteurs - venus en avion de Washington - pour s'informer du sort réservé à des nouveau-nés siamois nés avec un seul tronc et deux têtes.

L'escadron de Washington met tout le service sous des yeux et fait venir de Virginie, au milieu de la nuit, un pédiatre spécialisé dans la néonatalogie. Lequel repart bredouille au petit matin, car les enquêteurs avaient omis de demander aux parents s'ils autorisaient l'examen de leur enfant. Lesquels malheureux parents se trouvent soumis à un véritable interrogatoire de police et voient leur drame traîné sur la place publique, la presse s'étant emparée de l'affaire après avoir été obligamment informée par les militants du Droit à la vie. L'enquêteur consultant de Virginie rend alors publique une déclaration par laquelle il marque son accord complet sur les décisions médicales adoptées à Rochester, sur la

façon dont les parents ont été associés à cette épreuve, entre toutes douloureuse, et, d'une façon générale, sur le comportement humain ou technique de tous.

Aucune suite n'est donnée à l'affaire, sinon que l'affolement règne parmi les parents de tous les autres enfants en traitement dans cet hôpital, qu'il faut désigner un médecin à plein temps aux seules fins de les rassurer et que plusieurs d'entre eux décident, en dépit de tout, de faire transférer ailleurs, dans des conditions dramatiques, des bébés gravement atteints.

De semblables « descentes » se multiplient dans de nombreux hôpitaux dont elles perturbent, pour un résultat nul, le fonctionnement. A ce stade, les puissantes associations médicales américaines, à commencer par l'Académie américaine de pédiatrie, voient rouge.

### Les médecins contre l'Etat

Appuyée par l'Association nationale des hôpitaux et des instituts pédiatriques et par l'ensemble des associations de médecins, l'Académie de pédiatrie traîne le ministère de la Santé devant les tribunaux... et gagne. Les juges déclarent le « règlement Baby Doe » illégal et arbitraire, donnant ainsi raison à ceux qui refusaient « une intrusion sans précédent du gouvernement fédéral dans des situations qui relèvent de la vie privée et qui doivent, traditionnellement, se voir réglées par la confiance et la responsabilité mutuelles des parents et des médecins ». Qui refusait aussi de voir les médecins réduits au rôle de simples techniciens, dont la mission exclusive serait de réparer un organe, ou une parcelle d'organe, sans tenir compte de l'individu auquel ils s'adressent, de sa souffrance et du destin (ou du calvaire) auquel pourraient le condamner leurs exercices techniques.

Devant cet échec juridique, le gouvernement fédéral, loin de s'avouer vaincu, recommence sa copie en édictant une nouvelle « Baby Doe Regulation », selon laquelle les affiches rappelant le caractère illégal de l'abandon de soins aux nouveau-nés handicapés seront plus petites et placées non plus dans les lieux publics, mais dans les locaux réservés aux professionnels des services pédiatriques et des maternités.

La polémique recommence dès lors avec une vigueur accrue entre les représentants des médecins et des hôpitaux, d'une part, et les organisations de lutte contre l'avortement, de défense des handicapés et le gouvernement, d'autre part. Les grandes revues médicales publient des éditoriaux

francassants. De part et d'autre, les manifestations succèdent aux proclamations et, devant toute cette agitation, les élus nationaux se saisissent de l'affaire (« pour tout compliquer », disent les médecins) en créant des commissions spéciales tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants.

### Les chemins de l'euthanasie

Les organisations médicales et hospitalières proposent que des « comités d'éthique », locaux ou régionaux soient créés, auxquels pourraient être soumis les cas les plus difficiles. Mais les associations de défense des handicapés refusent catégoriquement cette solution « qui consisterait à donner un blanc-seing au pouvoir médical ». « Il ne s'agit pas de cela, rétorquent les médecins, mais d'un projet inacceptable d'invasion de l'Etat dans la vie privée des citoyens... »

La Cour suprême s'en mêle, qui approuve le refus du corps médical de remettre à des représentants gouvernementaux les dossiers des malades, qui déboute l'Etat de sa requête et qui refuse d'ordonner une intervention chirurgicale chez un enfant atteint de Spina bifida.

Le Vatican s'en mêle aussi, et l'Osservatore Romano écrit que « si la conscience n'est le bon sens ne peuvent approuver une abstention chirurgicale qui pourrait ouvrir une voie dangereuse menant à la légalisation de l'euthanasie de l'égard des handicapés et de sujets atteints de malformations congénitales ou acquises ». Le clergé catholique de Jefferson persiste néanmoins à soutenir la position des parents et des médecins qui continuent à préconiser l'abandon de tout acte chirurgical chez la petite Doe, qui survit toujours dans cet hôpital.

Après quatre ans de querelles, de confrontations sans précédent, de procès impliquant toute la hiérarchie judiciaire et d'auditions parlementaires ou sénatoriales, et après les rejets successifs de quatre « règlements » fédéraux, les parties en présence viennent de s'accorder, provisoirement à tout

le moins, sur une règle que vient de promulguer le ministère américain de la Santé, concernant le « programme de prévention et de traitement des négligences ou des brutalités envers des enfants ».

Un certain degré de liberté est laissé à la conscience des médecins et des parents par la formulation de cette « règle », dont on trouvera l'essentiel ci-dessous. Son acceptation par les parties en présence permet de résoudre, provisoirement, un débat juridique comme les organisations médicales et les tribunaux américains n'en avaient jamais connu auparavant.

Le problème éthique ainsi posé reste néanmoins entier, car il est douteux qu'une loi puisse jamais évaluer le poids des souffrances qu'impliquent éventuellement la survie d'un nouveau-né, la capacité d'une famille à assumer ce poids et le droit qu'elle pourrait avoir, ou que pourrait avoir la société, à partager une décision d'abandon ou d'abstention thérapeutique.

Ce que l'on nomme autrefois la « saga de Baby Doe » reflète en réalité, par-delà le conflit juridique ou politique, par-delà l'affrontement entre le public et le pouvoir médical, la profonde ambivalence des sentiments individuels ou collectifs à l'égard des êtres humains victimes d'imperfections du corps ou de l'esprit.

Le développement continu des diagnostics prénatals (2) et de l'élimination des foetus anormaux trouvés comme anormaux avant l'ouverture de la voie à une forme d'eugénisme dont il importe de comprendre les dangers.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(1) La Spina bifida représente à elle seule le quart de toutes les anomalies embryonnaires. Leur incidence en France est de 1 à 4 (selon les régions) pour 1 000 naissances vivantes.

(2) 90 000 amniocentèses (prélèvement de liquide amniotique pendant la grossesse) sont pratiquées chaque année aux Etats-Unis pour la seule détection du mongolisme, et pour un coût de 50 millions de dollars. 800 se terminent par un diagnostic positif et un avortement.

### J + 3

APPELANT qu'il naît en France quinze mille handicapés chaque année et « qu'ils représentent une source incalculable de douleur », une Association pour la prévention de l'enfance handicapée (1) s'est créée en France il y a un an, qui incite ses membres à signer une « déclaration d'intention ou de volonté de ne donner la vie qu'à des enfants normaux ».

digne d'être vécue ». Cette interruption de soins sera soumise à deux conditions.

« 1) Un certificat d'invalidité explicite et détaillé devra être signé par deux médecins ayant chacun sept ans d'exercice, dont l'un devra être un pédiatre qualifié.

« 2) Le père et la mère ou, à leur défaut, toutes les personnes ayant autorité parentale sur l'enfant devront avoir signé une autorisation d'interruption des soins entretenant la vie. » Une proposition de loi de même inspiration a été déposée au Parlement britannique.

(1) BP 18, 94802 Villejuif. Tél. : 46-78-95-69. Le président d'honneur de l'association est le sénateur Caillaud.

### La réglementation américaine

SECON les termes du compromis édicté par le gouvernement américain, les médecins ont l'obligation d'apporter aux nouveau-nés « les traitements (incluant nutrition, hydratation et médicaments appropriés) qui, selon le jugement raisonnable des praticiens, promettent d'être les plus appropriés pour améliorer ou corriger les conditions menaçant la vie de l'enfant.

« Cette règle générale ne s'applique pas, sauf pour fournir nutrition, hydratation et médicaments appropriés dans trois types de situations médicales, soit lorsque :

1) L'enfant est chroniquement et irréversiblement plongé dans le coma.  
2) L'application du traitement ne conduirait qu'à prolonger l'agonie et ne serait pas efficace pour améliorer ou corriger toutes les conditions menaçant la vie de l'enfant.

3) L'administration du traitement ou de l'intervention serait virtuellement futile en ce qui concerne la survie de l'enfant, et le traitement lui-même serait, dans ces situations, inhumain ».

Ce sont les « termes-clés » de ce règlement (le « approprié », le « jugement médical raisonnable », le « inhumain », le « virtuelle-

ment futile ») qui, accordant aux parents et aux médecins une marge d'évaluation personnelle, ont emporté l'adhésion - réticente - des organisations médicales.

Elles déplorent néanmoins que la « qualité de la vie » qu'une intervention chirurgicale pourrait offrir à un enfant malformé ne soit pas envisagée dans les critères de décision thérapeutique.

Le dispositif américain prévoit, comme dans les versions précédentes, que les cas d'abstention thérapeutique ou de négligence à l'égard d'un nouveau-né handicapé doivent être signalés par ceux qui en ont connaissance, mais aux organismes locaux ou régionaux de protection de l'enfance.

Les médecins français quotidiennement confrontés à ces problèmes difficiles et que nous avons interrogés considèrent pour leur part que toute tentative de législation ou de réglementation ne peut être que négative et que les situations en question relèvent de la compétence et de la conscience médicale, et du dialogue singulier (et confidentiel) avec les parents et leurs conseils.

D'E-L.

guide pratique  
MEDICAMENTS  
Prescrire est votre métier  
DOROSZ 1986  
Une description comparée des médicaments  
Un volume 115 x 17 - 1028 pages - Reliure souple  
Prix de lancement : 225 F (à partir du 5 mai 1986)  
maloine 27, rue de l'Ecole de Médecine - 75006 Paris



# SIDA : le match des tests

**Le dépistage du SIDA fait l'objet d'une compétition acharnée entre les principaux fabricants mondiaux de réactifs biologiques. Les gouvernements s'en mêlent.**

UNE véritable course contre la montre avec, pour les vainqueurs, de jolies parts de marché et de solides bénéfices en perspective : entre autres conséquences, l'épidémie de SIDA suscite aujourd'hui ou sera de l'industrie du réactif biologique une intense bagarre scientifique et commerciale à l'échelle internationale. La mise au point d'un vaccin protecteur n'étant pas encore véritablement d'actualité, c'est le marché du diagnostic qui, actuellement, est en pleine effervescence.

Comment - pourquoi - diagnostiquer une maladie virale ? Le plus souvent, la clinique est suffisante. C'est le cas, par exemple, de la rougeole, de l'herpès labial, de la grippe ou du zona. Parfois, le recours à la biologie s'avère indispensable. C'est notamment vrai lorsque les symptômes ne sont pas assez évocateurs et qu'un geste thérapeutique ou préventif peut être mis en œuvre (exemple de la rubéole chez la femme enceinte, de l'encéphalite herpétique, etc.).

Le SIDA se range, lui, dans une troisième catégorie. Les symptômes cliniques (fatigue, fièvre, amaigrissement, sueurs nocturnes, apparition de ganglions...) ne sont pas suffisants, à eux seuls, pour faire le diagnostic de la maladie. En revanche, la biologie (examens traduisant l'état du système immunitaire) permettrait, associée à la clinique, d'établir l'existence d'un syndrome d'immuno-déficience acquise. Faire la preuve biologique d'une contamination de l'organisme par le virus du SIDA présente donc un intérêt préventif. Il s'agit, en d'autres termes, d'établir qu'il y a contamination avant l'apparition des symptômes.

Cette recherche permet ainsi d'informer la personne concernée de son état et d'un éventuel risque de contagion pour son entourage. Elle permet aussi de faire bénéficier le malade d'une surveillance biologique régulière et - éventuellement - de l'intégrer dans un protocole thérapeutique expérimental. Elle offre enfin l'avantage d'éliminer les échantillons sanguins potentiellement infectieux provenant de dons de personnes ignorantes leur état. Sur ce plan, le SIDA ressemble trait pour trait à l'hépatite virale de type B, dont on recherche systématiquement

les « marqueurs biologiques » depuis plusieurs années dans l'ensemble des centres de transfusion sanguine.

L'extension actuelle de l'épidémie (plus de vingt mille personnes atteintes à travers le monde) et l'inquiétude croissante des autorités sanitaires face à cette pathologie d'un nouveau genre font de la recherche de la contamination par le virus du SIDA un nouvel impératif sanitaire. Limitée il y a peu encore aux seules banques de sang, cette recherche est aujourd'hui proposée à l'ensemble de la population à haut risque.

Les autorités médicales américaines ont ainsi recommandé, le 13 mars, que toutes les personnes « à haut risque » pour le SIDA (1) soient soumises à des examens sanguins périodiques de dépistage. « Il est de plus en plus évident », a expliqué le docteur Donald Hopkins, du Centre de contrôle des maladies d'Atlanta, qu'une grande partie du problème réside dans les personnes qui sont infectées mais ne présentent pas de symptômes. « Selon les recherches récentes, pratiquement toutes les personnes « à haut risque » infectées peuvent transmettre la maladie », a affirmé le docteur Hopkins. On estime, aux États-Unis, entre dix millions à vingt millions le nombre de per-

sonnes concernées par un tel dépistage. Le Parlement européen estime, pour sa part, que le virus contaminé plus d'un million de personnes de ce côté-ci de l'Atlantique.

En France, après que le gouvernement de M. Laurent Fabius eut mis en place le dépistage systématique au niveau des dons de sang, la prise en charge par la Sécurité sociale des examens biologiques diagnostiques du SIDA vient d'être décidée (le Monde du 21 mars). Une décision curieusement caractérisée par un évident souci de protectionnisme puisque le remboursement ne sera - en théorie du moins - possible que si le test est effectué avec un produit français.

## Un nouveau marché

Le dépistage des marqueurs biologiques du SIDA constitue donc, à l'évidence, un nouveau et très large marché. Celui-ci est estimé en France à 55 millions de francs et, à l'échelon mondial, à 150 millions de dollars. Il est de plus, selon toute vraisemblance, appelé à grandir encore. Déjà, les forces armées américaines envisagent de tester systématiquement leurs deux millions de nouvelles recrues, et certains responsables sanitaires américains projettent de recommander le test lors de l'examen pré-nuptial. Dans cette optique, on pourrait également le proposer à la femme enceinte, la grossesse étant un facteur aggravant de l'évolution de la maladie. « Après l'hépatite virale de type B, le SIDA constitue le marché du siècle pour les fabricants de réactifs de laboratoire », estime un spécialiste hospitalo-universitaire.

## Les « faux » d'Abbott

L'ÉTUDE menée sous l'égide de la Société nationale de transfusion sanguine, qui sera prochainement publiée dans la presse scientifique, établit pour la première fois sur un grand nombre d'échantillons (1007 échantillons sanguins positifs ou « suspects » obtenus à partir de plus d'un million et demi de dons de sang) l'équivalence d'un « hit-parade » des tests présents sur le marché. Elle souligne notamment la fréquence comparative - et plus élevée des faux positifs - obtenus avec l'écuelle technique de la firme américaine Abbott.

Chacun des 1007 sérums a été réétudié dans le laboratoire de Mme Anne-Marie Couroucé avec chacun des trois tests Diagnostics-Pasteur, Abbott et

Organon-Teknika. Des tests de confirmation (par Western-Blot ou Riba) ont ensuite été effectués.

Au total, sur 1007 sérums a priori positifs ou « suspects », seuls 54,4 % ont pu être confirmés comme étant réellement positifs. Le test Abbott apparaît comme celui donnant le plus de « faux positifs ». Diagnostics-Pasteur et Organon-Teknika donnent de meilleurs résultats. Les auteurs précisent toutefois que leurs conclusions ne sont pas définitives et que les conseils qu'ils préconisent pourraient être modifiés « au fur et à mesure des progrès de la science et de la technologie ».

J.-Y. N.

كذا من الأصل

Jamais, dans l'histoire de la virologie, la mise en point et la fabrication industrielle de méthodes de dépistage n'ont suivi d'aussi près la découverte du virus lui-même. Recherche fondamentale et recherche appliquée sont ici intrinsèquement mêlées. De plus, alors même que le dépistage systématique est tout juste mis en place, les premiers tests, dits de « deuxième génération », vont commencer à apparaître sur le marché.

Cette compétition technique et commerciale n'est pas sans clause-trappe politique ou protectionniste. En toile de fond : le contentieux franco-américain opposant les équipes de professeurs Luc Montagnier et Robert Gallo (et, à travers elles, l'Institut Pasteur de Paris à l'Institut national américain de la santé), à propos de l'antériorité de la découverte du virus du SIDA et - surtout - des droits commerciaux qui en résultent.

L'affaire, d'emblée, avait été mal engagée, la Food and Drug Administration américaine privant la firme Abbott puis trois autres firmes américaines (Electro Nucleonics, Du Pont de Nemours, Litton Bionetics) en leur accordant, au début de 1985, la licence permettant la commercialisation sur le territoire américain. Un test français de diagnostic Pasteur (dénommé Elavia) était disponible peu après. La France dut toutefois attendre, par l'intermédiaire de la société Genetix Systems, près d'un an pour avoir l'autorisation de commercialiser son test outre-Atlantique. Entre-temps, toutefois, Abbott avait sans mal obtenu l'autorisation de commercialiser son test en France, suivi, au moment de la mise en place du dépistage obligatoire dans les centres de transfusion sanguine, de la firme hollandaise Organon Teknika.

L'heure, aujourd'hui, est à l'évaluation des différents tests présents sur le marché. Une évaluation qui ne va pas sans surprise. Déjà, le 9 octobre 1985, les autorités britanniques avaient publié dans The Lancet une étude comparative préalable, expliquant, à toute recommandation officielle, la principale difficulté tient en effet à la fréquence des « faux positifs », résultats conduisant - à tort - à une contamination de l'organisme par le virus du SIDA. Un important travail similaire vient d'être réalisé en France sous la direction de Mme Anne-Marie Couroucé, du Centre national de transfusion sanguine (voir encadré « Les faux d'Abbott »).

Aux États-Unis, où la firme Abbott occupe une position dominante, les responsables de la trans-

fusion sanguine s'inquiètent aujourd'hui publiquement de la fréquence des faux positifs. Les banques de sang américaines font état d'un taux de résultats positifs de 0,3 %. « Mais, en fait, sur 10 « positifs », 8 ou 9 sont faux », explique M. Robert W. Kelly, président de l'American Blood Resources Association cité par Business Week (2). Ce qui amène les banques de sang à détruire des échantillons qui ne devraient pas l'être. L'idéal, en fait, serait de disposer d'un test de masse suffisamment fiable et performant pour ne pas nécessiter de confirmer les résultats positifs.

D'ores et déjà, de nombreuses firmes - Abbott en tête - annoncent le sortie de tests dits « de deuxième génération » théoriquement plus spécifiques, utilisant différentes protéines du virus du SIDA obtenues par génie génétique (3). D'autres projets sont également à l'étude, comme la recherche directe de l'antigène viral (seul témoin du caractère véritablement contagieux du sang étudié). Ou encore un couplage des tests de l'hépatite B et du SIDA, qui rencontrerait, selon toute évidence, un accueil favorable.

## « Western blot » et ELISA

DEPUIS une dizaine d'années, c'est la technique dite ELISA (Enzyme Linked Immunosorbent Assay) qui est, en pratique courante, utilisée pour le diagnostic de nombreuses maladies infectieuses. Ou plus exactement pour détecter la présence dans la « sang » d'anticorps dirigés contre un micro-organisme pathogène. La technique ELISA consiste à mettre en présence des protéines (celles du LAV dans le cas du SIDA) et le sérum de la personne étudiée. Si ce dernier contient des anticorps anti-LAV, ces anticorps vont se fixer sur les protéines virales.

Suit alors une série de réactions complexes qui ont, au total, comme conséquence en cas de positivité, de colorer la préparation. Il s'agit d'une technique simple, aisément mise en œuvre en laboratoire, les fabricants proposant des « kits » permettant de grouper les examens et de donner une réponse facile à lire en deux à quatre heures. Cette méthode peut toutefois, si elle est sensible ou pas assez spécifique, donner des « faux positifs ». Inversement, des « faux négatifs » peuvent aussi être obtenus (résultats négatifs alors qu'il y avait des anticorps anti-LAV dans le sérum).

ble dans les centres de transfusion sanguine, puisque les anticorps correspondant à ces deux virus sont systématiquement recherchés dans ces établissements.

Les spécialistes espèrent ainsi, grâce à cette « surveillance microscopique » de la présence des structures virales - et de ses conséquences - dans l'organisme humain, déceler d'éventuels critères de pronostic. Le tout dans l'attente d'un vaccin protecteur.

JEAN-YVES NAU.

(1) La liste officielle des personnes « à haut risque » pour le SIDA comprend : les homosexuels et bisexuels ; les utilisateurs de drogues par injection intraveineuse ; les personnes nées dans des pays où la transmission du SIDA est considérée comme commune (Sud ou les pays d'Afrique centrale) ; les prostituées (hommes ou femmes) et leurs partenaires, ainsi que les hémophiles et les bébés nés de mères infectées.

(2) Business Week du 17 mars 1986. (édition américaine).

(3) Pour des renseignements plus techniques concernant les futurs tests « de deuxième génération », on se reportera au mensuel Biotechnology de février 1986.

# Transfusion sanguine : le don à soi-même

**L'autotransfusion préalable pourrait permettre de pallier en partie la pénurie actuelle de sang. Cette méthode risque-t-elle de servir de prétexte à une désaffection pour les dons de sang « classiques » ?**

SE faire transfuser avec son propre sang. De prime abord, l'idée peut paraître saugrenue : à quoi bon puisqu'il existe des banques de sang et qu'en cas de besoin - lors d'une intervention chirurgicale - il suffit d'y faire appel pour aussitôt recevoir la quantité de sang nécessaire ? Certes, et cela est d'autant plus vrai qu'en France la collecte du sang - qui se fait sous l'égide du Centre national de la transfusion sanguine - est organisée de façon tout à fait remarquable. Le problème est que depuis plusieurs mois les responsables de la trans-

fusion sanguine notent une certaine désaffection pour les dons de sang. Des baisses de l'ordre de 20 % ont été constatées dans certains centres. Cet hiver, on a même tout bonnement failli manquer de sang.

Or, dans une certaine mesure, l'autotransfusion préalable, cette technique qui consiste à prélever environ 600 ml de sang à un futur opéré quinze jours avant l'intervention et à les lui réinjecter - en cas de besoin - au cours de celle-ci, permettrait, au dire des spécialistes de la transfusion, de pallier en partie cette pénurie.

Preuve en est les résultats d'une expérience menée depuis environ cinq ans au centre de transfusion sanguine de l'hôpital Boucicaut, à Paris : dans cet établissement hospitalier à vocation essentiellement chirurgicale, l'autotransfusion préalable est aujourd'hui assez couramment pratiquée. « Les avantages de cette méthode sont multiples », explique le docteur Monique Thuillier (CTS de l'hôpital Boucicaut). Elle prévient tout risque de transmission virale et parasitaire. En outre, elle permet d'éviter les réactions allergiques et immunitaires, classiques en cas de transfusion. « Sans compter qu'elle s'avère parfois, lorsque le groupe sanguin du patient est très rare ou lorsque le malade est un témoin de Jéhovah, être la seule solution. » Enfin, ajoute le docteur Thuillier, cette méthode tend à favoriser les dons de sang : en un an, à Boucicaut, le nombre de donneurs est passé de 2 700 à 2 600, soit une diminution plus faible que celle que l'on a pu observer dans d'autres centres.

En pratique, cela se passe d'une manière très simple : le futur opéré consulte tout d'abord son chirurgien et son anesthésiste. Ces derniers l'informent de l'existence de cette technique et de ses avantages. Si le patient accepte cette formule, il revient alors aux médecins, de la même façon que pour n'importe quel autre donneur de sang, de dépister toute contre-indication au don de sang. Le principe étant que, si l'on ne peut pas donner son sang aux autres, on ne peut pas s'en donner à soi-même.

Cette recherche étant faite, un premier prélèvement de sang (d'environ 300 ml) est effectué quatorze jours avant l'intervention ; puis un deuxième - lui aussi de 300 ml - sept jours plus tard. Ces deux flacons de sang sont aussitôt étiquetés au nom du patient et conservés à la banque de sang (le culot globulaire peut être conservé pendant un mois, et le plasma, qui aura été congelé, pendant un an). Ensuite, lors de l'intervention, le chirurgien et l'anesthésiste peuvent, s'ils le jugent utile, réinjecter ces deux

flacons au malade. Bien entendu, si ces 600 ml s'avèrent insuffisants, ils doivent recourir à une transfusion homologue - c'est-à-dire en utilisant du sang autre que celui du patient. Dans ce cas, ils annulent les effets bénéfiques de l'autotransfusion. Parfois encore, il arrive que ces flacons ne soient pas utilisés. Ils sont alors mis à la disposition du centre de transfusion, comme n'importe quel autre don de sang anonyme.

Ainsi, sur les deux cent vingt-huit personnes à qui l'on a prélevé du sang et qui ont été opérées à l'hôpital Boucicaut, cent ont été

autotransfusées uniquement avec les deux flacons. Chez quatre-vingt-quatre patients, l'autotransfusion s'est révélée insuffisante, et il a fallu recourir à une transfusion homologue. Enfin, dans quarante-quatre cas, les flacons n'ont pas été réinjectés.

En général, cette méthode se pratique pour des interventions de chirurgie réparatrice (sein, abdomen, tendons, cloisons nasales, etc.) ; voire en cas d'amygdalectomie faite sur un adulte. « L'utilisation de cette méthode », explique le docteur Thuillier, suppose une parfaite entente entre l'équipe chirurgicale, les anesthésistes et les responsables de la transfusion sanguine.

Pourtant, dans bien des cas, les chirurgiens semblent assez réticents à l'idée de recommander à leurs patients une autotransfusion préalable. Et ce alors que la grande majorité des spécialistes de la transfusion y sont favorables, sans d'ailleurs en masquer les inconvénients : il s'agit d'une technique qui, bien entendu, ne s'applique pas à l'urgence et qui ne concerne que des malades en bon état clinique et biologique. En outre, elle n'est pas encore reconnue sur le plan médico-légal.

Il ne faudrait en tout cas pas que l'éventuelle extension de cette méthode serve de prétexte à une quelconque désaffection pour les dons de sang « classiques ». L'urgence, aujourd'hui, c'est au contraire de donner son sang aux autres.

FRANCK NOUCH.

## Vingt ans avant

« L'AUTOTRANSFUSION ? Et comment que je connais. Cela fait vingt ans que j'en fais ! » Le docteur Henri Arion, un chirurgien toulonnais, est un des rares médecins français à avoir recouru à cette technique. Véritable précurseur en la matière, il se défend de tout prosélytisme. « Simplement, dit-il, je considère que les patients doivent être informés de l'existence - et des bienfaits - de cette technique : meilleure cicatrisation, absence de risque de transmission infectieuse... ». Et la communauté médicale toulonnaise, comment réagit-elle ? « Oh, vous savez, je travaille tout seul, dans mon coin. J'évite au maximum la publicité. Au début, j'ai eu un peu de mal à convaincre le centre de transfusion sanguine. Mais

aujourd'hui, je n'ai plus aucun problème. » Spécialiste de chirurgie réparatrice, il n'a recours à cette technique que dans certaines indications bien limitées. « Il faut bien comprendre qu'à l'échelle de la transfusion sanguine, l'autotransfusion, c'est de l'homéopathie. En général, je me limite à 400 cc. »

Ma-t-il pas l'impression de priver les banques de sang d'un certain nombre de donneurs potentiels ? « Absolument pas. Le plus souvent, les gens ayant recours à l'autotransfusion préalable ne sont pas des donneurs de sang. Mais à leur arrivée, parfois de ravalin, plus tard pour donner leur sang, cette fois de manière anonyme. Plutôt qu'un frein au don de sang, j'y verrai plutôt une manière d'encouragement. »

F. N.

**PICARD**

**LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !**

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +



# société

## L'éruption du piton de la Fournaise continue

### Des laves dans le champ de vanille

De notre correspondant

Saint-Denis. - C'est le stupéfait à Saint-Philippe, petite bourgade de 3 500 âmes, plantée sur la côte sud-est de la Réunion, qui vit depuis le 20 mars, au rythme des soubresauts du piton de la Fournaise.

Le 23 mars au matin, la fêbriilité a atteint un paroxysme dans cette petite localité qui tire ses maigres ressources de la culture de la vanille et de la pêche. « Chez nous, la nature est rude : il y a des cyclones, la mer qui chaque année prend une ou deux personnes et puis le vol-

can », explique M. Wilfrid Bertille, le maire de Saint-Philippe. Ces derniers jours, ses administrés ont découvert avec inquiétude qu'ils vivaient vraiment sur un volcan et que le sol pouvait se dérober à n'importe quel moment sous leurs pieds.

Une dame qui était son linge au soleil, a vu des fissures déchirer le sol, à quelques mètres seulement de sa maison. Des fissures qui lézardaient aussi en trois points la route nationale 2 et dont les lèvres s'écartaient à raison de dix centimètres par heure. Du jamais vu dans l'île, à une alt-

tude voisine de celle du niveau de l'océan tout proche. Un agriculteur contemple le regard vide, sa ruine : de la lave en fusion jaillit de son champ de vanille. Le torrent rougeoyant mord avec appétit la végétation qui gémait dans l'effroi. Sans parler des pillards qui précèdent la lave.

Un centre de secours installé dans une école, la vie des sinistrés s'organise tant bien que mal. Le ballet d'hélicoptères qui amène des secours et des personnes rassurées. Le conseil général et la région ont promis d'aider au relogement des familles qui ont quasiment tout perdu.

Devant la nature en furie, les barrières sociales s'estompent. La lave menace aussi bien la maison bourgeoise bordant la route nationale que l'humble case de tôle ondulée perdue dans la végétation.

Le 24 mars au soir, 130 familles étaient toujours abritées dans le centre de secours. Le maire ne souhaite pas qu'elles émigrent hors de la commune. Il projette de les reloger sur place et de conserver en l'état le paysage ravagé par l'éruption. Un clin d'œil aux touristes.

ALIX DLOUX.

A ISSOIRE (Puy-de-Dôme)

## Explosion dans une usine Pechiney

### Un mort, trois disparus, quinze blessés

De notre correspondant

Issoire. - Un des huit fours de l'usine Cagden-Pechiney d'Issoire (Puy-de-Dôme) a explosé, lundi 24 mars peu avant 18 heures, provoquant la mort d'un agent de maîtrise, Gérard Raymond. Trois personnes vraisemblablement présentes lors des décombres ont été portées disparues. Le nombre des blessés s'élève à quinze dont deux grièvement atteints.

Le four de l'usine, spécialisée dans la production d'aluminium destiné à l'industrie aéronautique, contenait environ 50 tonnes de métal en fusion au moment de la déflagration, qui a totalement détruit le bâtiment dans lequel se trouvait une centaine d'ouvriers. Sept jours au total, distants d'une quinzaine de mètres l'un de l'autre et installés dans des bâtiments séparés, étaient en activité au moment de l'accident. L'explosion a soulevé la plupart des

toitures métalliques et des vitres des ateliers de l'entreprise, qui emploie au total mille cinq cents salariés. Classée en tête des producteurs européens de tôles fortes pour l'aéronautique, celle-ci participe notamment à la construction des Airbus.

Une centaine de pompiers et des militaires participent aux opérations de secours et de recherche, et un important dispositif de sécurité a été mis en place tout autour de l'usine.

Les causes de l'explosion étaient encore inconnues mardi en fin de matinée. Dans un communiqué, la direction de l'entreprise, cependant, évoque plusieurs témoignages selon lesquels la fin du travail aurait frappé la toiture de l'atelier au moment où de violents orages s'abattaient sur Issoire. De son côté, la CGT a demandé qu'une commission d'enquête soit immédiatement mise en place pour déterminer les véritables causes du drame.

L. T.

## Attaqué dans un parking en Seine-Saint-Denis

### BLESSE MORTellement L'UN DE SES DEUX AGRESSEURS

Un gardien de la paix, M. Joseph Méranget, a mortellement blessé, dans la soirée du dimanche 23 mars, un Guadeloupéen qui l'avait blessé lui-même à l'aide d'un pistolet à gresilles alors qu'il regagnait son domicile à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Le policier, touché à la main et à la cuisse « à bout portant », a été admis à l'hôpital de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne).

Selon les premiers éléments de l'enquête, M. Méranget, trente-deux ans, affecté dans le secteur arrondissement de Paris, regagnait dans son véhicule son domicile à Noisy-le-Grand. Sur le parking du RER de cette localité, peu après 23 heures, un véhicule avec deux hommes à bord lui a bloqué la route.

Les agresseurs « voulaient lui dérober son véhicule », M. Méranget a déclaré son identité. L'un des deux hommes, Jacques Édouard, vingt-trois ans, originaire de Basse-Terre (Guadeloupe), a alors fait feu avec un pistolet à gresilles sur le policier, tandis que son complice prenait la fuite. Le policier a riposté et mortellement touché M. Jacques Édouard.

Un automobiliste, qui venait de subir une agression de la part des deux malfaiteurs dans la même localité, mais avait réussi à s'enfuir, a déposé plainte auprès du commissariat de police. Les deux agresseurs, a-t-on précisé, circulaient dans un véhicule volé.

● Les cinq auteurs de l'incendie d'une permanence du PC interpellés. - Les cinq auteurs de l'incendie criminel de la permanence du PCF à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), pendant la nuit du samedi 22 au dimanche 23 mars (le Monde du 25 mars), ont été interpellés et placés en garde à vue. Il s'agit de jeunes gens âgés de dix-sept et vingt et un ans, domiciliés à Paris et dans la région parisienne, proches des « hoodlums » : l'un d'entre eux avait d'ailleurs été interpellé lors d'un match de football disputé par l'équipe du Paris-Saint-Germain.

Les jeunes gens avaient, dans un premier temps, saccagé le local de la section communiste de Livry-Gargan puis, deux heures plus tard, étaient revenus pour l'incendier.

● Attentat près de Bayonne. - Une voiture appartenant à un handicapé, M. Jean-Pierre Etchehoury, a été détruite par une explosion à l'aube du 25 mars à Saint-Etienne-de-Baigorri (Pyrénées-Atlantiques). Bien que l'attentat n'ait pas été revendiqué, les gendarmes l'attribuent au groupe clandestin Iparristak. - (Corresp.)

● Tempête sur l'ouest de l'Europe. - La violente tempête qui a balayé l'ouest de l'Europe du 22 au 24 mars a tué onze personnes : des marins, qui ont péri dans le naufrage de leur navire, ou des personnes qui, sur la terre ferme, ont été écrasées par des chutes d'arbres, de grue ou de bâtiment léger. - (AFP.)

## JUSTICE

### APRÈS LE MEURTRE DE DEUX POLICIERS AU MOIS DE MAI 1983

#### Les auteurs de la fusillade de l'avenue Trudaine vont être renvoyés devant la cour d'assises de Paris

M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction au tribunal de Paris, a clos, lundi 24 mars, l'information sur la fusillade de l'avenue Trudaine à Paris (9<sup>e</sup>) : deux policiers avaient été tués et un troisième blessé le 31 mai 1983.

Le magistrat a rendu une ordonnance transmettant les pièces de la procédure de la chambre d'accusation de Paris, en vue du renvoi des auteurs de la fusillade, devant la cour d'assises de Paris sous l'accusation d'homicide volontaire, tentative d'homicide volontaire, vol aggravé et tentative de vol aggravé par port d'armes.

Les auteurs de cette fusillade sont les militants du mouvement d'Action directe : Régis Schelcher, vingt-neuf ans, sans profession, les frères Claude, trente ans (documentaliste) et Nicolas Halfer, vingt-deux ans, sans profession, Mohamed Hammani, trente ans, de nationalité algérienne, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international depuis le 4 décembre 1984.

Dans son ordonnance, M. Bruguière a disjoint en cas de deux Italiens accusés également d'avoir participé à la fusillade : Franco Florina, quarante ans, détenu à la prison de San-Vittore à Milan, et Gloria Argano, vingt-cinq ans, détenu à la prison de Voghera près de Pavie. Ces deux cas ont été disjoint, car

l'Italie ne pratique pas l'extradition de ses nationaux.

La fusillade, qui a fait deux morts - le gardien de la paix Claude Calais et le brigadier Emile Gondry, fut provoquée par une banale interpellation.

Cette fusillade avait provoqué, le 3 juin 1983, un mouvement de révolte chez certains policiers répondant à l'appel de syndicats proches de la droite. Des centaines d'entre eux n'avaient pas hésité à aller manifester devant les ministères de la justice et de l'intérieur.

## SCIENCES

● Les raisons du repurt d'Ariane. - Selon les enquêtes, l'arrêt du compte à rebours du 19 mars est dû au fonctionnement d'un relais de commande d'ouverture d'une vanne placée sur le bras de remplissage du réservoir liquide du troisième étage. Ce bras ne se sépare de la fusée que dans les toutes dernières secondes, ce qu'il n'avait pas fait lors de la dernière tentative de lancement.

Cet équipement devrait donc être changé ou réparé dans les prochaines heures pour que la fusée européenne soit lancée de Kourou (Guyane) dans la nuit du 28 au 29 mars.

## SPORTS

## Le premier opéra vertical de Vaulx-en-Velin

De notre correspondant

Vaulx-en-Velin. - Le Palais des sports de Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, a abrité le 23 mars la première compétition d'escalade jamais organisée en France. Jacky Godoffe et Isabelle Patisier sont entrés dans l'histoire en devançant trente-six autres garçons et neuf autres filles à l'assaut d'une impressionnante paroi artificielle de 12 mètres de hauteur. Il s'agissait également d'une première mondiale en salle. L'escalade a franchi un pas de plus dans une voie qui est une illustration des sports nouvelles des grimpeurs.

La paroi peinte renvoie des reflets bleutés comme ceux d'une mer de glace. Les projecteurs éclairaient le mouvement en progressant de Jacky Godoffe à travers le réseau de prises griffées à son insu. Le public est subjugué car chaque geste est saisi en slow et à la légèreté. Moult dans un coït coulé en pastel, l'homme-araignée qui est en train de gagner change en opéra vertical.

L'escalade nouvelle est arrivée et rien ne pourra sans doute l'arrêter. C'est un danseur étoile qui évolue sur le mur. Le spectacle est dans les airs avec juste ce qu'il faut pour « brancher » la petite sœur de l'alpinisme.

Patrick Edlinger a prouvé. L'éthique du désintéressement complet et de la relation pure avec la

nature a évolué jusqu'à passer un pacte avec le diable, la compétition. Tout est allé très vite. Malgré ses imperfections et en particulier sa durée, l'épreuve de Vaulx-en-Velin sera date, au moins parce qu'elle officialise l'existence d'une escalade en paliettes qui ne sonne pas pour autant le glas de la « grimpe » écologiste. Il aura fallu trois ans et demi pour en arriver à ce point de non-retour.

Septembre 1982 : trois grimpeurs français se rendent à Yalta sur invitation des Soviétiques rompus aux courses de vitesse sur les parois. Et 1983 : les sentiments rapportés de ce voyage alimentent une polémique féroce qui fait apparaître une large majorité de pratiquants hostiles à la compétition. Les grimpeurs sont dans la mesure où aucun ne manque jamais de comparer sa performance à celle du voisin. Il y a tout juste un an, un virulent « manifeste des 19 », un virulent « manifeste des 19 », est publié pour s'opposer à l'organisation d'épreuves qui risqueraient de ruiner « l'essence de l'escalade ».

Mais, cinq mois plus tard, plusieurs des signataires se sont flanqués sur la falaise italienne de Berdinecchia en quête d'un classement !

Français et Transalpins ont tranché quant à la nature de la performance recherchée. Les Soviétiques et les Japonais se départagent au championnat du monde de la difficulté. Le vainqueur est celui qui atteint le plus haut point de la voie offerte. Cela comporte quelques inconvénients lorsque plusieurs concurrents maîtrisent de bout en bout. Toutefois, à quelques détails près, la

trame de course est gagnée. La Fédération française d'escalade (1) s'emploie à la codifier avec davantage de précision. Si elle tâtonne, c'est parce qu'elle sort à peine du berceau. Sa création remonte au mois de janvier dernier ; elle est née d'une scission au sein de la Fédération française de la montagne, qui était en retard d'une guerre au sujet d'un phénomène allant s'amplifiant d'un phénomène à l'autre. Cette depuis le début des années 80. Cette émanation de l'escalade avait émané de l'escalade précédente au cours de la décennie précédente en ne s'affirmant plus comme la « gymnastique de l'alpinisme », sorte d'exercice préparatoire à la conquête des sommets, mais comme une activité pleine et entière, dès

lors que les pitons fixés au rocher servent plutôt de points d'attache pour éviter les chutes que de moyen de progression.

Cette révolution portait en germe cette escalade qui s'offre en spectacle aujourd'hui. La création d'un grand prix serait imminente. Avec commanditaires et renommée à la clé. On ne se fait déjà pas de cadeau. A Vaulx-en-Velin, certains soupçonnaient Patrick Edlinger d'avoir éviscé cette première confrontation car sa réputation avait plus à y perdre qu'à y gagner.

LIBERT TARRAGO.

## DÉFENSE

### M. Giraud demande aux armées de redoubler d'imagination et d'efficacité

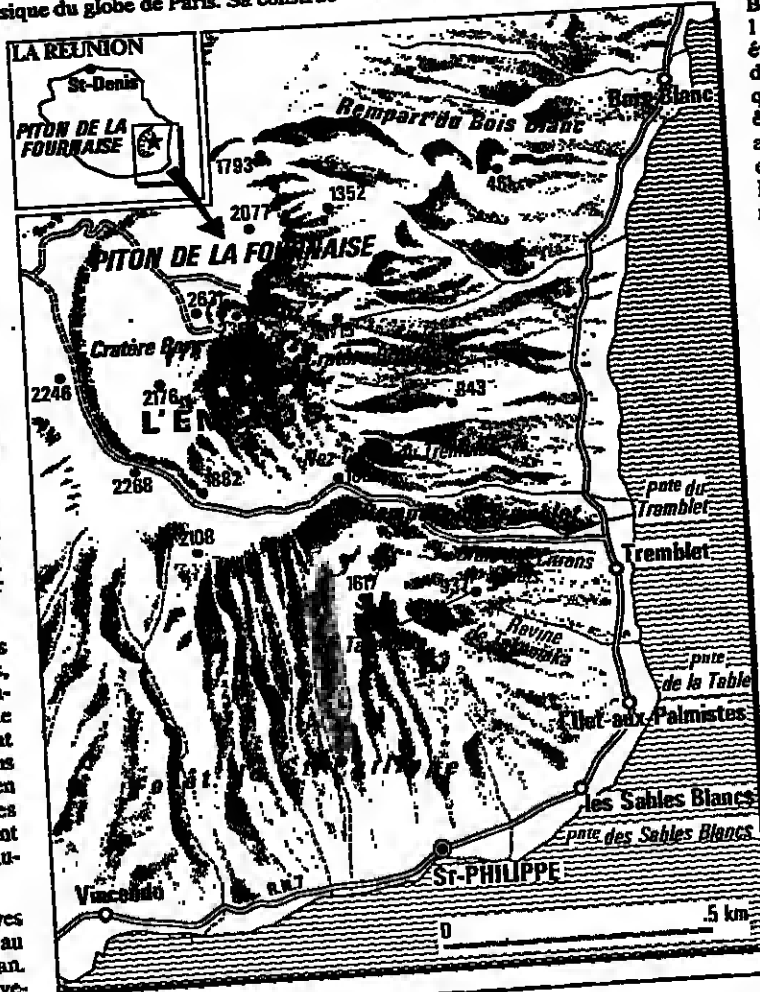
Dans le message qu'il a adressé, lundi 24 mars, aux armées françaises à l'occasion de sa nomination au poste de ministre de la défense, M. André Giraud écrit notamment :

« Le progrès technologique marche accélérée et la transformation du monde nous impose de porter la plus grande attention à la modernisation de nos matériels et au perfectionnement de nos personnels. Dans les choix que nous ferons et les décisions que nous prendrons, nous avons le devoir de redoubler

d'imagination et d'efficacité pour y parvenir dans le cadre de l'effort que la nation consacrera à sa défense. »

« Ensemble nous ferons en sorte que l'armée, fière de sa tradition, moderne dans ses entreprises, prenne en charge chaleureusement notre jeunesse à un moment de sa vie, soit toujours l'armée de la nation, à laquelle la nation fait confiance et en laquelle elle se reconnaît », conclut M. Giraud.

(1) Fédération française d'escalade, 35, boulevard Henri-IV, 75004 Paris, tél. : 48-87-00-17.



gnant parfois plusieurs décimètres, qui gonflent ou dégonflent des portions du volcan. Enfin, plusieurs stations détectent les variations locales du champ magnétique terrestre. Ainsi l'équipe de l'Observatoire peut-elle souvent prévoir quelques jours à l'avance le moment et le site d'une éruption.

De son côté, le service géologique régional de l'océan Indien (Bureau de recherches géologiques et minières) a mis sur fichier informatisé l'activité historique - depuis 1644 - du piton de la Fournaise. Bientôt, il va sortir une carte au 1 : 25 000 des quelque cent soixante événements éruptifs qui se sont produits pendant ces trois cent quarante-deux ans. La carte peut être mise à jour par cartographie automatique, grâce au fichier. Carte et fichier ont été cotés par le BRGM et la délégation aux risques naturels majeurs.

Selon les observateurs et les études, il semble que tout le bloc oriental du volcan, depuis Saint-Philippe jusqu'au sommet, et, de là, jusqu'à Sainte-Rose, glisse vers l'est, donc vers la mer.

L'essentiel, actuellement, est de veiller à la sécurité de la population. Pour cela, le Comité supérieur d'évaluation des risques volcaniques a créé un groupe spécial d'intervention qui réunit des spécialistes de l'Observatoire, de l'Institut de physique du Globe de Paris, du Service géologique régional et de l'université de la Réunion. Le groupe a désigné un scientifique qui est le seul interlocuteur du préfet et des responsables de la sécurité civile.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le manteau, épais de 2 900 kilomètres, encadre le noyau, dont le rayon est de 3 470 kilomètres. Sur le manteau, flottent les croûtes : croûte océanique, épaisse d'une dizaine de kilomètres, et croûte continentale, épaisse d'une trentaine de kilomètres.

هكذا من الأصل



## culture

## DIGRESSIONS par Bernard Frank

## 1 QUAND JEAN-MARIE ROUART INVENTE LE FIL À COUPER LE BEURRE

VOUS êtes sans doute quelques-uns à vous souvenir encore de cette manie qu'avait le PCF, à la Libération, de faire voter les morts en sa faveur. Descartes, par exemple, à lire les *Lettres françaises*, n'aurait pas hésité un instant à quitter son poêle pour donner un coup de main à Maurice Thorez. Nos communistes ne faisaient d'ailleurs que copier le grand parti frère du général Staline. Popov et les siens avaient pratiquement tout inventé avant tout le monde, depuis la charrie jusqu'à la pénicilline. Et sans la mort prématurée du Petit Père des peuples en 1953, Trofim Denisovitch Lyssenko aurait pu mettre à bas la génétique occidentale, et l'on aurait vu de quel blé alors l'agriculture russe allait se chauffer ! En Jean-Marie Rouart, Robert Herxant a trouvé son Lyssenko. Depuis que le *Figaro littéraire* est passé « sous sa responsabilité », les communiqués de victoire ne cessent de chanter. A l'occasion du Salon du livre, Rouart titre sur cinq colonnes : « Le *Figaro*, journal des écrivains ». Et nous apprenons avec stupeur et respect que pratiquement toute la littérature française moderne, de 1850 à nos jours, est née du *Figaro*. Les photos de Claudel, Valéry, Mauriac, Malraux, Bernanos, Verlainne, Sartre, Proust et Balzac illustrent avec superbe ce propos.

S'il n'y a plus de ministres femmes dans le gouvernement de Jacques Chirac, c'est qu'elles sont accaparées, retenues par ce sacrifiant de Rouart. On ne peut pas être au four et au moulin. « Les femmes écrivains », note Jean Chalon, ont toujours occupé une place privilégiée dans le *Figaro*, et cela dès le commencement (...). Et de nommer alors George Sand, qui défia le préfet de police en se moquant de ses ordonnances de mars 1831 destinées, pourtant, à assurer la sécurité des passantes dans la rue ; Colette, Anna de Noailles, Adrienne Monnier, Louise de Vilmorin, Marguerite Yourcenar et bien d'autres.

Le *Figaro* est enfin le journal des poètes. Avec beaucoup d'honnêteté, Jean-Marie Rouart reconnaît que Joseph Bourdin, journaliste au *Figaro*, écrivait dans ce journal, lors de la parution des *Fleurs du mal*, des horreurs sur ce livre. Mon Dieu, Bourdin n'est pas si coupable. Affirmer : « Ce livre est un hôpital ouvert à toutes les démenties de l'esprit, à toutes les purifications du cœur » est une réaction saine. Et si nous admettons aujourd'hui sans broncher les turpitudes des *Fleurs du mal*, c'est que nous ne les prenons plus au sérieux. Un chapitre de la littérature, c'est comme un maréchal : un dignitaire de l'Eglise, c'est un partisan de l'ordre, c'est forcément moral. S'indigner comme le faisait Bourdin, c'était une façon de comprendre Baudelaire, de mettre en valeur ce que ce livre avait de subversif. Et j'aime mieux ses invectives que le quasi-silence de Sainte-Beuve, qui n'avait que trop compris, lui, l'étendue des dégâts.

Sainte-Beuve préférerait que Baudelaire fût considéré comme un pauvre type doué mais qui n'avait pas eu de chance, et sur lequel il serait lâche de s'acharner, plutôt que le rival heureux des *Poésies* de Joseph Delorme et des *Consolations*. Rouart aurait tort de se croire supérieur dans ses jugements à son collègue Joseph Bourdin. S'entousiasmer aujourd'hui sur Proust et Céline, pleurer sur le destin malheureux de Drieu la Rochelle, saluer avec mille courbettes ses futurs confrères de l'Académie, Déon, Jean d'Ormesson et Michel Mohrt, tapoter affectueusement l'épaule de jeunes cadets qui pensent comme vous et dont on espère que, devenus grands, ils vous rendront au centuple la monnaie, c'est sans doute classique, mais ça n'indique pas un talent particulier, enfin n'insultons pas l'avenir ! Le *Figaro littéraire* de Rouart ou d'un autre n'est ni meilleur ni plus mauvais que la plupart de ses confrères. Mais cette façon qu'il a de dire : « Depuis bientôt deux siècles, la littérature française c'est nous, nous sommes ses légitimes héritiers ; Bernanos, Verlainne et Malraux étaient les plus fidèles abonnés du *Figaro* » a un côté si ridicule qu'il mériterait peut-être de retenir votre attention.

## 2 MÉPRISE

LA bête est donc en verve depuis quelque temps. Elle a pris un coup de jeune. Elle a du mal à tenir en place. Elle a des fourmis dans les jambes. Ce n'est pas tant la lecture du *Figaro* qui m'en a persuadé — achetant tous les jours ce quotidien pour ses annonces immobilières, plus rien de lui ne peut m'étonner — mais des revues relativement récentes où l'on peut se débarrasser de ses complexes. Le renouveau,

nous prévient Jean-Claude Valla, son directeur, en fidèle disciple de Mao, « sera une longue marche ». *Marianne* vend la mèche, non pas tant dans le sommaire, riant comme la pluie, que dans ses mille placards publicitaires, où revient en leitmotiv ce gai slogan : « L'intelligence est à droite ». Comme Valla y va : si c'était vrai, *Marianne* serait toutement à gauche !

Mais c'est dans une autre revue, où j'ai d'ailleurs mon verre, ma fourchette et mon couteau, l'*Eventail* de mars, que cette intelligence de droite m'a semblé s'exprimer avec le plus de naturel. Jean-Edern Hallier, qui vient juste d'être reçu à ses cinquante ans, aimerait bien que cet âge tout neuf lui serve à quelque chose. Qu'il soit un titre, une rente, un droit de cuisine. Il s'y emploie avec ses beaux sabots de toujours, en préfaçant Besson, Neuhoff et Tillman.

Du haut de son demi-siècle, le général Hallier harangue et enrôle sous sa bannière un siècle de jeunes gens. Il les invite d'une façon pressante à rejoindre son nouveau régiment : « Les *Aristos libertaires* ». Besson, malgré ses origines croates, a l'âme russe. Il est né quelque part entre Nimier et Pouchkine. Il est la preuve par neuf que le PCF n'est plus ce qu'il était. En 1945, on n'imaginait pas ce parti s'interroger, avec des battlements de cœur d'amoureux, sur les variations de Patrick Besson à son égard. Le soupçonne-t-on d'avoir un père banquier à Lincoln, dans le Nebraska, très lié avec la famille Laft. Si jamais un des descendants de cette illustre dynastie républicaine redevient président, Eric Neuhoff pourra réaliser le rêve de sa vie : être ambassadeur des Etats-Unis en France. La résidence de l'ambassadeur ne sera plus avenue Gabriel, mais place Vendôme, au Ritz, racheté aux Arabes après que le prix du baril est descendu en dessous de 10 dollars.

La ferme de Tillman est située entre Barrès et Chirac. « Comprenez qui Pourrat ! », me souffle Blondin, qui est son grand homme. Qu'il s'agisse de Dammesnil, de Tahiti ou de centre de la France, Tillman a la description heureuse. « En hiver, mon village corrèzien retrouve sa mélancolie. Il pleut : le vent hurle dans les gorges. Les touristes ont regagné leurs pénates. Restent des moissons de famille aux volets clos. » C'est peu, mais ça sonne juste. Tillman a le sens de sa narration. Les idées ne lui valent rien. Quand est-ce que les jeunes comprendront que, depuis un siècle, nous sommes littéralement tués à les essayer toutes, et que, en définitive, pour l'existence de tous les jours, il n'y a plus que la démocratie et un traité de morale en moins de deux pages qui tiennent de coup ?

## 3 UNE CERTAINE JOIE

DEPUIS le 16 mars, et surtout depuis le 22, j'y reviendrai, il y a bien eu un changement. Mais je ne le vois pas tant dans le score effectivement surprenant du PS, compte tenu des circonstances, ni dans les trente et quelques députés de M. Le Pen, ni dans l'anémie persistante du PC, ni même dans le fait que ce soient M. Chirac et l'ancienne opposition qui gouvernent désormais notre pays, tout cela compte — et comment ! — mais la vraie surprise, c'est l'humour provisoire, incertain, qui se dégage de cette nouvelle donne. La chose était sensible, le samedi 22 mars, quand nous avons pu voir à l'Elysée M. Mitterrand et son conseil des ministres. Plus de trente hommes assis en cercle autour d'un homme. Comme si ce pays — pour combien de temps ? — avait voulu s'offrir un feuilleton politique. Non pas tant le retour à la IV<sup>e</sup>, mais à Alexandre Dumas.

Plutôt que de parler de libéralisme ou de socialisme, parlons des hommes du cardinal et de ceux du roi. De la petite bande de Henri III et des hommes de main du duc de Guise. Une guerre de religion pour rire. En 1981, les Français ont voté contre vingt-trois ans de certitudes autoritaires, de suffisance, de « nous nous, deviendrait la France et l'économie ? ». Ils ont voté, comme on dit « Chiche ! », pour le changement, pour que ce ne soit pas toujours le seizième et ses annexes qui les gouvernent. Et comme ils imaginaient bien que la gauche serait maladroite, ils lui ont donné de la marge, ils l'ont vêtue large. Elle n'a pas assez bien compris qu'on l'avait élue plus pour respirer enfin que pour appliquer un programme. Elle a cru que c'était arrivé. Elle a décliné docilement sa leçon. Certes, elle s'est reprise, et le vote du 16 mars l'indique assez. Les autres avaient cru qu'ils allaient pouvoir recommencer sans se gêner, de par la grâce du droit divin. Cohabitation ? Disons vengeance assez raffinée des Français contre leurs chefs : quand il y a tant de chômeurs, disent-ils, n'ayez pas cette joie sans partage. Soyez humbles. Faites-nous rire. Maintenant que vous êtes dans la même fosse, que les meilleurs gagnent !

## EXPOSITIONS

## FRANÇOIS MORELLET AU CENTRE POMPIDOU

## Quand le hasard fait bien les choses

NON, NUL, CUL, CON : en appuyant convenablement sur la pédale, les quatre mots finissent par sortir de la succession de formes géométriques simples, en lettres lumineuses, dans des tubes d'argon blanc fixés sur quatre panneaux de bois. La sélection des mots n'est évidemment pas justifiée par le seul caractère géométrique des lettres inscrites dans les carrés. La pièce (de 1967), dont le côté éminemment français ne saurait échapper, appartient à une série que François Morellet a qualifiée de « néons bavards » (à « programmation aléatoire, poétique, géométrique »). Elle relève en effet quelque peu de l'anecdote, ce qui n'est pas dans l'ordinaire de l'artiste, lequel n'est par ailleurs et même à jamais grossier ni vulgaire. Bien au contraire. Si Morellet aime le calembour, cela ne l'empêche pas d'être un artiste des plus raffinés qui soient.

L'œuvre en question n'est évidemment pas fondamentale, mais elle

du *hard edge*, du *colour field* et du *minimal* : les compositions à chevrons chez Joseph Stella — mais dans une relation à la forme du support ; les peintures à bandes parallèles horizontales chez Kenneth Noland ; les lignes tramées chez Sol Le Witt. Avec le formalisme en plus.

On n'a jamais tellement prêt attention à cela en France, où généralement on retrouve Morellet classé parmi les artistes cinétiques, pour son appartenance dans les années 60 au Groupe de recherche d'Art Visuel dans lequel l'artiste s'est embarqué pour être autant pour échapper à la solitude provinciale — il a toujours vécu à Cholet — que par croyance profonde en un art rétinien, du mouvement, et de progrès social. Cela l'agace d'ailleurs d'être qualifié de cinétique. Et de remarquer à juste titre que s'il avait voulu perturber les yeux, il aurait pu « inventer des trucs plus efficaces que ses petites lignes parallèles ».

Parallèlement à ces « désintégrations architecturales », Morellet s'est employé à déconstruire le tableau de ses fonctions habituelles de support de figures et de traits, disposant au sol, contre le mur, en plans inclinés des châssis blancs reliés par une ligne droite, matérialisée ou virtuelle, selon des combinaisons calculées pour mettre tout l'espace en balance.

Puis, de ces propositions d'une beauté simple et évidente, l'artiste a cherché à s'échapper avec ses *Geometries*. Les *Geometries* — lire *tree*, comme « arbre » en anglais — ce sont deux ans (de 1983 à 1985) de constructions à base de brindilles, de branches d'arbres, de tiges naturelles et de figures géométriques établies à partir des ramifications, des nœuds du bois. On ne se sent finalement plus trop ce qui est le plus naturel : des segments de bois collés dans le tableau on des artifices de composition.

Ces œuvres qui font figure de divertissement pouvaient être multipliées à l'infini. Mais Morellet a décidé de s'arrêter à une centaine d'exemples et d'aller vers autre chose, encore une fois. En notant au passage : « Ces étranges exercices de style (...) ne valaient un moment permis (pour m'échapper du champ où tout était devenu art) de me raccrocher aux branches (où tout est bientôt devenu par ma faute géométrie) ».

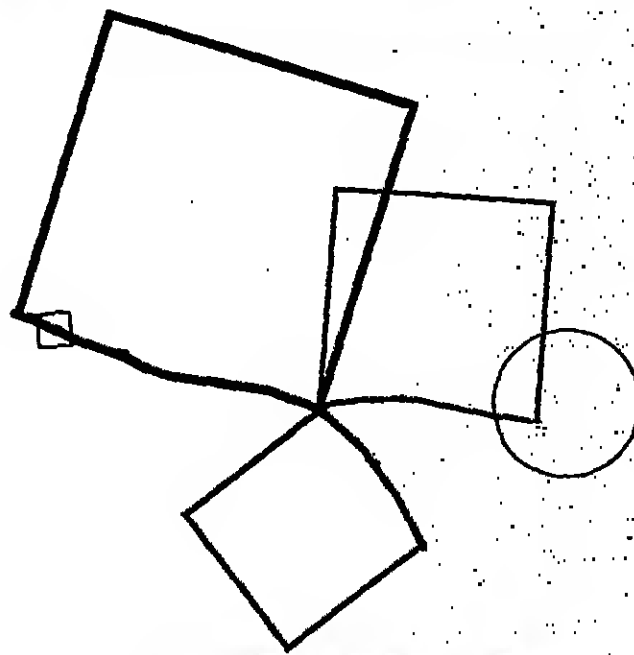
L'aventure de Morellet, qui est sans doute une des plus riches dans le domaine de l'art géométrique — qui plus est sans peine — est celle d'un artiste indépendant, presque celle d'un autodidacte ; voire, à ses débuts, celle d'un peintre du week-end. C'est en effet depuis une dizaine d'années seulement que cet industriel vendéen a cessé de gérer l'entreprise familiale : une usine de voitures d'enfants. Cette situation assez particulière n'explique pas tout, mais permet tout de même de mieux saisir dans quelle disposition l'artiste a pu aborder la création : en dilettante, et surtout pas comme un métier susceptible d'être rentable.

## GÉNÉRIE BRUNETTE

\* François Morellet. Rétrospective. Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 11 mai. Catalogue : n° 8 de la collection « Contemporain », aux éditions du Centre, avec notamment une étude de Bernard Blistène sur les rapports de Morellet avec l'Oulipo et la pataphysique.

\* A noter également le catalogue des *Geometries* établi à l'occasion de leur exposition au FRAC des Pays de Loire, en décembre 1985.

\* François Morellet, par Serge Lemoine. Première grande monographie consacrée à l'artiste (Weber Verlag, à Zurich, édition trilingue).



François Morellet : « Géométrie n° 51 » (1964).

permet de situer le « look » (LHOQO aurait-on dit en d'autres temps) de son œuvre, qui est prise depuis nombre d'années entre le sérieux que l'on prête à l'art géométrique, à ses maîtres (à commencer par Mondrian) et une irrésistible réaction à ce sérieux. Selon une tonne d'esprit foncièrement dadaïste, qui l'a fait dériver vers des constructions (mentales) à base de systèmes où le hasard fait les choses à la place de l'artiste. Par exemple, en prenant les numéros d'un annuaire téléphonique pour répartir des milliers de carrés ou de triangles sur la toile (1958).

C'est vers la fin des années 50 que se situe à peu près ce moment où le constructivisme dur et pur de Morellet « s'est lézardé », comme il dit aujourd'hui lorsqu'il s'interroge sur le sens ou l'absence de sens d'œuvres comme *Trois lignes verticales et trois lignes horizontales formant seize carrés* (1953). Ce qu'il laisse au spectateur le soin d'établir, en vertu de cette idée de base que « les œuvres d'art sont des coins à pique-nique, des auberges espagnoles où l'on consomme ce que l'on apporte soi-même ».

Des coins à pique-nique nets et propres, dans lesquels il a décidé une bonne fois d'intervenir le moins possible. « J'ai toujours cherché à réduire à un minimum mes décisions subjectives et mon intervention artisanale pour laisser agir librement mes systèmes simples, évidents, de préférence absurdes. » Les mêmes systèmes depuis trente ans, mais appliqués différemment, à la géométrie plane, à la géométrie dans l'espace, dans le tableau et hors du tableau, en fixant toujours de nouvelles règles à ses jeux de construction-destruction, qui remettent en question à la fois les données picturales classiques et une conception de la création romantique, avec patios, inspiration, etc.

## Minimal ou cinétique ?

Tel radicalisme, adopté de bonne heure, dès le début des années 50, a peu cours en France, dans les arts visuels, et embarrassé bien. Au point qu'on n'a jamais trop su comment situer Morellet, reconnu aujourd'hui comme un des grands pionniers de l'art systématique, à l'étranger d'abord (comme c'est souvent le cas pour les plus grands). Récemment, les Américains ont pu, à l'occasion d'une rétrospective, mesurer par exemple combien sa réduction du langage pictural à des signes et des figures géométriques répétitives se retrouve plus tard chez les peintres

Il reste que les activités de Morellet avec le GRAV lui ont sûrement permis de se libérer en souplesse du cadre du tableau et d'opérer dans l'espace architectural, qu'il s'emploie par ses dispositifs linéaires à déstabiliser. On l'a vu dès le début des années 70, avec le mur-pignon rouge et bleu, aujourd'hui détruit, à proximité du Centre Georges-Pompidou. On peut le voir maintenant à nouveau à Paris avec son intervention à la Grande Halle de La Villette (inaugurée il y a quelques jours) dont il a souligné l'architecture de traits de néons rouges et jaunes.

## CINÉMA

## LES OSCARS A HOLLYWOOD

## Que viva Africa

L'Afrique en tête... Les cinquante-huitièmes Oscars de l'Académie du cinéma américain ont été décernés la nuit dernière au Music Center de Los Angeles. Out of Africa, un des films favoris, qui totalisait onze nominations, a obtenu six récompenses : celles du meilleur film, du meilleur metteur en scène pour Sydney Pollack, ainsi que celles des meilleurs adaptation, bande originale, bande sonore, direction artistique et photographie.

L'oscar du meilleur acteur revient à William Hurt (*Le Baiser de la femme arabe*), celui de la meilleure actrice à Geraldine Page (*The Trip in Bonifant*). Don Ameche, soixante-dix-huit ans, a été distingué pour son second rôle dans *Cocoon*, et Angelica Huston pour sa participation au film de son père, John Huston, *L'Honneur des Prizzi*.

Paul Newman a reçu un oscar d'honneur « pour l'ensemble de sa carrière ». C'est la moindre des choses. A noter enfin une déception et une gifle. L'oscar du meilleur film étranger n'est pas revenu à *Trois hommes et un couffin*, de Coline Serreau, mais à un film argentin de Luis Puenzo, *L'Histoire officielle*, voilà pour la déception. Quant à la gifle, c'est Steven Spielberg qui l'a reçue. Onze fois sélectionné pour un beau inédit d'ailleurs entièrement joué

par des Noirs, *The Color Purple*, il n'a obtenu aucune récompense. On n'est jamais trahi que par les siens...

## ROCK

## Matt Bianco BC-BG

Après deux années d'existence, deux albums et une série de 45 tours de leurs derniers « tubes », le groupe londonien Matt Bianco effectue une première tournée européenne. Chacun de leur concert est curieusement précédé par un *disco-jockey* anglais s'agitant aux platines pour échauffer la salle et diffusant un peu d'importe quoi, *Sex Machine*, *la Bamba*.

Il faut ainsi attendre trois quarts d'heure avant de voir arriver sur scène Mark Reilly, le chanteur, cheveux pointus et regard féroce, pantalon noir, ceinture rouge, cravate et veste écossaise, et Mark Fisher, l'homme des claviers, l'animateur des neuf musiciens d'une solidité à toute épreuve.

C'est propre avec déjà, au coin d'une note, le goût des vacances au bord de la mer. C'est parfaitement mis au point avec juste ce qu'il faut d'harmonie et de rythme. C'est en fait la perfection par des « requins » des studios londoniens. Et c'est extrêmement fragile.

## CLAUDE FLEGOUTER

\* Mardi 25 mars au Grand Rex, 20 h 30.



ÉDITION

AU VI<sup>e</sup> SALON DU LIVRE

# Le baptême d'Electre

Electre a été baptisée le 24 mars au Salon du Livre. Electre, c'est le système électronique de transmission des commandes et des renseignements bibliographiques réalisés à la demande du Cercle de la librairie, l'organisme interprofessionnel des métiers du livre.

M. Yvon Chotard, président du Cercle de la librairie, a donc présenté lundi à la presse l'outil qui va, dans les années à venir, alléger considérablement les tâches administratives et commerciales des libraires, améliorer la qualité des services rendus aux lecteurs et, à terme, peut-être entraîner une baisse du prix des livres.

Dés maintenant, les libraires qui s'abonnent à Electre disposent, sur simple appel passé sur Minitel, de la totalité des renseignements bibliographiques concernant tous les livres parus en langue française, en cours de parution ou à paraître, la base de données étant réactualisée chaque semaine. Au milieu de l'été prochain, la totalité des livres disponibles seront inscrits au répertoire informa-

tique, qui comportera 275 000 références sur la production de 5 700 éditeurs. Electre est capable de donner la liste de tous les livres d'un auteur, celle de tous les ouvrages traitant d'un sujet, et peut-être retrouver un titre sur la simple frappe d'un des mots qu'il contient.

## Une manière d'exploit diplomatique

Pour l'instant, les dirigeants du Cercle de la librairie et ceux de l'Électre, qui ont conçu Electre, en réservant les services aux seuls professionnels du livre - libraires, bibliothécaires, centres de documentation, journaux, - mais il n'est pas exclu qu'Electre soit dans un proche avenir à la disposition du public. Vous pourrez par exemple, de chez vous, pour préparer vos vacances, consulter la liste des ouvrages qui traitent des curiosités touristiques du Japon ou de l'histoire de l'Islande.

# L'essor français du XIX<sup>e</sup> siècle

Ce n'est pas seulement l'édition manuscrite des lettres d'œuvre de l'histoire de l'édition française, dont Promodis poursuit la publication, qu'il faut saluer : c'est aussi la remarquable qualité de fabrication et de présentation de cet ouvrage. Objet de première nécessité on ne peut, en fait, en croire les idéologues d'une modernité prématurément vieillie, le livre n'aurait-il bien l'hommage amoureux de ce monument.

Après les deux premiers tomes (voir le Monde des 29 avril 1983 et 25 mai 1984), qui nous menaient jusqu'en 1830, voici le troisième, intitulé *Le Temps des éditeurs, du romantisme à la Belle Époque*. Comme l'espéranto dans la préface Henri-Jean Marrou et Roger Chartier, qui dirigent avec Jean-Pierre Vivet cette somme, le dix-neuvième siècle voit surgir cette « figure nouvelle de l'éditeur » qui « s'émancipe des autres métiers du livre ».

C'est l'époque des grandes dynasties naissantes : celles de Pierre Larousse, de Louis Hachette ou de Michel et Calmann Lévy. Mais à côté de ces entrepreneurs avisés, il y a aussi de bien piètres professionnels : Honoré de Balzac, par exemple,

imprimeur à Paris de 1826 à 1828, éditeur de deux cents quatre-vingt-deux livres, dont un *Art de mettre sa cravate* ; il y a encore des personnalités singulières, comme l'abbé Jean-Paul Migne, qui publia dans les années 1840-1860 une *Encyclopédie théologique* ou eut soixante et onze volumes et une *Patrologie grecque* et latine en trois cents tomes et onze volumes.

« L'entrée dans la culture écrite », due notamment à l'augmentation du taux d'alphabétisation, les mutations techniques de l'imprimerie et la modification des dispositions législatives sont à l'origine d'un véritable « envol de la production » éditoriale au vingtième siècle.

Avant les deux derniers tomes qui traitent du dix-neuvième siècle, le présent volume - exposé au Salon du livre - permet d'évaluer avec précision les mutations du siècle passé à été le porteur.

PATRICK KÉCHICHIAN.  
« Histoire de l'édition française », tome III : le Temps des éditeurs, 539 p., nombreuses illustrations en noir et blanc, et plusieurs hors-texte en couleur, 802 F. Éditions Promodis, 18 rue Dauphine, 75006 Paris. Tél. : 46-34-77-68.

Dans l'immédiat, Electre va surtout révolutionner le système de commande des libraires, souvent débordés par la quantité des « produits » qu'ils distribuent et par la multiplicité de leurs fournisseurs. A partir de la rentrée prochaine, les libraires pourront, avec un simple crayon lecteur, le code-barres inscrit au dos des livres, commander au vrac, sans se soucier du nom de l'éditeur ou du distributeur, les ouvrages qu'ils désirent. C'est le centre serveur national du Cercle de la librairie qui se chargera ensuite de répartir ces commandes, de dire dans les six heures - si le livre est disponible, et d'adresser, dès le lendemain, un relevé normalisé des commandes aux libraires : un gain de temps important, la fin de toute une paperasserie fastidieuse, encombrante et souvent à la source de nombreuses erreurs, et, pour la clientèle, l'assurance d'être renseignée dans les meilleurs délais sur l'existence du livre qu'elle cherche.

Electre n'est pas seulement un incontestable progrès technique, pas important vers le rapprochement du livre et du lecteur, c'est aussi une manière d'exploit diplomatique. En moins de trois ans, les dirigeants du Cercle ont réussi à mettre d'accord des professions traditionnellement divisées, à dégrader des normes communes de rationalité dans des métiers où l'on cultive volontiers la fantaisie gestionnaire et l'individualisme. Lundi, M. Chotard insistait sur le fait que la mise en place d'Electre ne touchait en rien à l'indépendance et aux politiques des distributeurs. On peut pourtant penser que l'informatique, désormais introduite dans la bergerie de l'édition, va y développer des habitudes et des logiques nouvelles. Peut-être dans quelques années ne faudra-t-il plus trois semaines pour qu'un livre commandé à Perpignan parvienne à son lecteur.

PIERRE LEPAGE.

Le prix des Libraires a été attribué le 24 mars, dans le cadre du Salon du livre, à Robert Mallet pour son roman *Elynn* (Gallimard).

Le British Council et le Centre Georges-Pompidou organisent, le 26 mars à 21 heures et le 27 à partir de 14 h 30, une série de rencontres sur le thème « Londres créations » à l'occasion de la publication de *Londres, capitale des styles à la recherche d'une âme* par les Éditions Autrement.

## A LEIPZIG

# Les Allemands de l'Est avides rassasiés et avertis

(Suite de la première page.)

En ce qui concerne les maisons d'édition, la plupart ont quitté Leipzig - comme Beudorff ou Rowohlt - mais d'autres existent encore sous leur nom d'autrefois, comme la maison B.G. Teubner, qui célèbre cette année ses cent cinquante-cinq ans ou bien les éditions médicales Georg Thieme, centennaires cette année. D'autres encore, qui ont émigré, continuent, nationalisés, à exister sous l'ancienne appellation dans les deux États allemands : Reclam à Stuttgart et à Leipzig, Insel à Francfort et à Leipzig, etc. Nombre de maisons d'édition nées après la guerre (étaient cette année leur 40<sup>e</sup> anniversaire, comme Aufbau Verlag, Volk und Welt, Minedeutscher Verlag, Neues Leben, Verlag für die Frau, etc.).

Le visiteur occidental ne peut être que frappé par la diversité des ouvrages publiés en RDA, aussi bien dans le domaine des nouveautés allemandes que des traductions - souvent négociées avec la RFA, - même s'il sait que certains titres « sont épuisés », comme *Horns Ende* de Christoph Heinke, le second roman de l'auteur de *Ami étranger*, qui a paru chez Suhrkamp à l'Ouest et chez Alina en France, ou bien la version complète de *Henze et Kunze*, du poète Volker Braun, distribuée à la Didaktik entre un appart-chik et son chauffeur qui aurait été tiré à 15 000 exemplaires chez Mitternachts Verlag et qui est maintenant introuvable.

On pouvait remarquer aussi, à côté des « classiques » de la génération précédente - *Die Aula*, du président de l'Union des écrivains Hermann Kant, *Die Biennale* de Erwin Strittmatter, des titres de Gunter Ruckert, etc. - un nouveau livre de Stefan Hermlin près d'un ouvrage de son ami Honecker, la présence de son ami Suhrkamp à l'Ouest et chez Aufbau, coup, Uwe Kolbe, qui avait été exclu de la SED, le parti communiste est allemand depuis l'affaire Biermann en 1976 (1) : *Une nostalgie sans entraves*, tous les romans de Gunter de Bruyn, la correspondance du poète tchèque de langue allemande Louis Fühberg, *Matthias und Busch*, de Klaus Schöninger, un romancier qui vit à l'Ouest avec un passeport est-allemand et qui est aussi publié chez Fischer, en RFA.

On notait aussi la renaissance des langues nationales, par exemple les livres de Jure Brezan, représentant des écrivains sorabes, une ethnie slave d'un grand nombre de titres ayant trait au romantisme allemand, à la Révolution française (pour le bicentenaire), et, presque partout, des ouvrages sur Berlin, dont on prépare

actuellement, à l'est encore plus qu'à l'Ouest, le 750<sup>e</sup> anniversaire pour l'année prochaine.

La France (2), honorée par la visite de M. Honecker, chef du parti et de l'État, sur ses stands industriels, était également présente à la Foire du Livre avec les stands parisiens de Larousse, Bordas, les oullets de Larousse, et autres PUF, ainsi que par un stand collectif qui regroupait cette année une quarantaine d'éditeurs. On vit même parler longuement en français, sur le stand de l'Édition française, M. Kurt Hager, membre du bureau politique responsable à l'idéologie, ravi de recevoir en cadeau *Paroles*, de Prévert (Folio), et *Des barbares à l'ami* (de Mazenod).

Pourtant, on peut s'étonner que les éditeurs français (les plus nombreux des Occidentaux représentés à Leipzig) n'aient pas envoyé une production plus représentative : à quoi bon montrer *SCBG* ou même les *Misérables* à des Allemands de l'Est avides de découvrir la littérature, la philosophie et les sciences sociales d'aujourd'hui ? On ne sait pas assez que les éditions Volk und Welt, par exemple, spécialisées dans les littératures étrangères, ont déjà traduit plusieurs centaines de grands titres français : Aragon et Vladimir Pozner bien sûr, mais aussi Camus, Nathalie Sarraute, Simone de Beauvoir, Jean Genet, Alain Robbe-Grillet, Raymond Queneau, le *Chien d'Edmond* Charles-Roux, une anthologie d'essais contemporains, Merleau-Ponty, Sartre, Barthes, Lacan, Althusser, Foucault, Boulez, Derrida, etc. ! Les derniers titres parus ou annoncés : *L'Amant* et *Douleur*, de Marguerite Duras, *Dans la main de l'ange*, de Dominique Fernandez.

Finalement, cette République démocratique allemande, si fermée, si avide de devises, où il est si difficile de voyager, mais qui, grâce à la télévision ouest-allemande, reçue sur tout le territoire, et aux livres entre Allemands des deux côtés du mur, a quelque peu de la 1980 et depuis l'ouverture du centre culturel français de Berlin-Est, ainsi M. Klaus Höpke, directeur du livre de RDA, vient d'arriver à Paris pour visiter le Salon du livre, sur l'invitation de son collègue français, M. Jean Gattegno, qui, pour la deuxième année consécutive, avait fait le voyage de Leipzig.

Leipzig, ville paradoxale où, au-dessous du panneau indiquant *Maurice Thorezstrasse*, on peut lire la plaque de l'église évangélique voisine : « Dieu est avec toi, mon fils ».

NICOLE ZAND.

(1) En 1976, le chanteur contestataire Wolf Biermann s'était vu interdire le retour en RDA après une tournée en RFA. Plusieurs intellectuels est-allemands avaient signé une pétition contre cet exil forcé.  
(2) Outre le traditionnel vol régulier Paris-Leipzig pendant la Foire, à en lieu le 18 mars une liaison en Concorde.

## PRESSE

Fin de la grève à « Stratégies ». - La soixantaine de salariés du groupe Publications professionnelles françaises (PPF), qui édite l'hebdomadaire *Stratégies* - spécialisé dans la publicité et le marketing - la lettre quotidienne *Newsletter* et le mensuel *Création*, ont décidé, le 21 mars, de cesser la grève qu'ils avaient entamée le 26 février (le Monde du 28 février).

La fin du conflit se solda par le départ de Christian Blachas, cofondateur de l'hebdomadaire *Stratégies* en 1971, qui invoque la clause de conscience, par celui de la rédactrice en chef du journal, Françoise Vidal, et de trois membres de l'administration. La rédaction estime, dans un « point de vue » - non signé - de cette semaine, que « les réponses apportées à la plate-forme de négociations » avec M. Henri J. Nijdam, PDG de PPF, étaient « acceptables ». Ces négociations portaient notamment sur des remplacements de postes et la politique salariale. La repartition de *Stratégies* se fait dorénavant sous l'égide de Patrick Collard, nommé éditeur et directeur général.

## MAISON DE LA POÉSIE

101, rue Rambuteau (1<sup>er</sup>) - M<sup>e</sup> Halles - Tél. : 42-36-27-53

## RENCONTRE LISZT/BAUDELAIRE

« Le spleen de Paris »  
du samedi 22 mars au dimanche 6 avril  
Textes dits par JEAN-LOUP PHILIPPE  
Récital de piano par ALAIN KREMSKI  
ŒUVRES DE LISZT ET WAGNER-LISZT  
Tous les jours, en semaine à 21 h, les dimanches et le lundi 31 mars à 17 h  
Association subventionnée par la Ville de Paris

## Concerts Radio France

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE	MUSIQUE DE CHAMBRE
Jeudi 27 mars, 20 h 30 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Dir. Léopold HAGER Michel PORTAL, clarinette MOZART	Jeudi 3 avril, 20 h 30 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES ADEMIA SEXTUOR À CORDES DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE Nelson FREIRE, piano SCHUMANN - BRAHMS
Vendredi 4 avril, 20 h 30 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Dir. David ZINMAN Malcolm FRAGER, piano WEBER - PROKOFEV	Samedi 5 avril, 20 h 30 SALLE PLEYEL PRESTIGE DE LA MUSIQUE Christian ZACHARIAS, piano SCHARLATTI - MOZART SCHUMANN - CHOPIN
Samedi 5 avril, 18 h GRAND AUDITORIUM - Entrée libre MUSIQUE AU PRÉSENT « AUTOUR DE LA MÉDITERRANÉE » T. MARCO - G. AMY - A. BRIZZI - E. MINES J. VANDEVILLE - J.-C. GAYOT D. PATEAU, harpe Dir. Lucie PFÄFF	Mardi 6, 22 et 29 avril 18 h 30 - 20 h 30 - 22 h 30 RADIO FRANCE - Entrée libre 17 MARCHÉS POUR FRANCE MUSIQUE.



SAISON MUSICALE 85-86

# FESTIVAL Mozart

PARIS - 20 MAI / 28 JUIN

## TRILOGIE DA PONTE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Directeur Général : Georges-François Hirsch  
Direction musicale : DANIEL BARENBOIM  
Mise en scène, décors et costumes : JEAN-PIERRE PONNELLE

## LE NOZZE DI FIGARO

20, 22, 24 mai, à 19h30

## COSÌ FAN TUTTE

10, 12, 14 juin, à 19h30

## DON GIOVANNI

Kathleen Battle, Katherine Giesinski, Lella Cubelli, Karen Huffstodt, Yvonne Kenny, Karita Mattila, Susanne Mentzer, Joan Rodgers, Jocelyne Taillon, Federico Davia, Claudio Desderi, Stephen Dickson, Carlos Feller, Ferruccio Furlanetto, Walton Groenroos, Matthias Höller, David Rendall  
ORCHESTRE DE PARIS  
CHOEUR DE L'ORCHESTRE DE PARIS  
(Chef du Chœur : Arthur Oldham)  
Co-production Orchestre de Paris, Théâtre des Champs-Élysées, Washington Opera, avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations, et la participation de Philips et du Cercle de la Librairie de Paris.

## MUSIQUE DE CHAMBRE

Formations de chambre de l'Orchestre de Paris  
9 juin, Château de Versailles, à 21h  
En association avec le Festival de Versailles  
13 juin, Cirque d'Hiver, à 21h15  
En association avec le Festival du Marais



RENSEIGNEMENTS  
DEPLIANT  
45.63.07.40

Avec PHILIPS

LOCATION  
PAR CORRESPONDANCE  
DES MAINTENANT



Directeur : Daniel Barenboim

MUSIQUE SYMPHONIQUE

SALLE PLEYEL - 20H30

9, 10, 11 avril

Carlo Maria Giulini, dir.

Barbara Hendricks, soprano

Hakan Hagegard, baryton

Chœur de l'Orchestre de Paris

Chef du Chœur : A. Oldham

SCHUBERT - FAURE - REQUIEM

16, 17 avril

Semyon Bychkov, direction

Shlomo Mintz, violon

BEETHOVEN - BRUCH

CHOSTAKOVITCH

MUSIQUE DE CHAMBRE

SALLE CHOPIN-PLYEL

18H15

8 avril

Solistes de

l'Orchestre de Paris

BEETHOVEN - GOUNOD

LOCATION

SALLE PLEYEL OU 45.63.07.40

SALES-VOIR PROGRAMMES

Envoyez-vous pour le pays imaginaire.

WALT DISNEY

présente

PETER

PAN

TECHNICOLOR



هكذا من الأصل



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA RÉPÉTITION, Edouard VII (47-42-57-49), le 20 à 20 h 30.  
LES BONNES, Déchargeurs (42-36-00-02), 20 h 30.

### Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : Médée.  
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : La Tragedie de Macbeth.  
CHAILLOT (47-44-24-24), Théâtre d'été : (dim. soir, lun.), 20 h 30 : Madame de Sade.  
ODÉON (43-25-70-32), 20 h 30 : Les Justes, d'A. Camus.  
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Quel amour, de M. Boudot.  
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : 19 h : Oncle Vania.  
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : Le Dragon.  
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Bejazz.

### Les autres salles

ANTOINETTE-SIMONE BERBLAU (42-08-77-71), 20 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Lily et Lily.  
ARCANÉ (43-38-19-70), 1 h 20 h 30 : Jikko fête son anniversaire.  
ARTISTIC ATHEVAIS (43-55-27-10), 20 h 30 : Les Amoureux.  
ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : Le Sexe faible.  
ATELIER (46-06-40-24), 21 h : Hôpital (de Chautour).  
ATHÉNÉE (47-42-67-27), Salle Chabrier, 20 h 30 : L'Indien cherche le Bon.  
BOURVILLE (43-73-47-84), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30, dim. 17 h 30 : Y'en a mar...ez vous.  
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Rétrospective dans les labours ; 22 h : La mort, le mal, le non.  
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-70-00-15), 20 h 45 : Le Bourreau d'Antigone.  
CARTOUCHERIE, Th. de la Soie (43-74-24-08), Tempête (43-18-36-34), 20 h 30 : Pasionale.  
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Revient dormir à l'Élysée.  
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'Ège de moineux est assés.  
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : Richard Wagner ; 22 h : Inter-vue.  
DANON (42-61-49-14), 21 h : Au secours, elle ne veut.  
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Les Bonnes.  
DIX HEURES (46-06-07-48), 18 h : Sem-mence cruel ; 20 h 30 : Le Fournis-sage ; 22 h : l'Homme de paille.  
EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : La Répétition.  
ESCALIER D'OR (45-43-15-10), 20 h 30 : l'Assaut ou quarante ans d'absence.  
ESSAON (42-78-46-42), 19 h : Un amour infini.  
FONTAINE (47-74-74-40), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.  
GAITE-MONTFARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : La Gagne.  
GALERIE 35 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastica.  
GUICHET-MONTFARNASSE (43-27-18-61), 20 h 45 : Chrysalide.  
HUCHETTE (42-61-49-14), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Le Lapon ; 21 h 30 : Rhinocéros Bétan.  
LA BRUYÈRE (47-74-76-99), 21 h : L'Ège de moineux.  
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 1 h 18 h : Les larmes supérieures de Peter von Kant ; 20 h : Le Chien sous la minuterie ; 21 h : Le Complexe de Starkey - IL 19 h, mer., ven., sam., Stratégie pour deux jumeaux ; Enfantsillages ; 20 h 45 : Témoinages sur Billy Budd. Petite salle : 21 h 30 : Ceux qui vivent sont ceux qui luttent.  
MADELINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de mal entendus.  
MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53), 21 h : Extraits de "Spleen", de Baudelaire, dits par J.-L. Philippe, au piano : A. Krensch (Lien, Wagner).  
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), 20 h 30 : Masquillage.  
MARAIS (42-78-03-33), 20 h 30 : l'Éternel Mari.  
MARIE-STUART (45-08-17-80), 18 h 30 : Le Petit Prince ; 20 h 30 : Souvenir de soleil ; 22 h : Cane-Pipe.  
MARGNY (43-56-04-41), 20 h 30 : Népou-leux.  
MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pjéan pour six.  
MICHODÈRE (47-42-95-22), 20 h 45 : la Prise de Berg-op-Zoom.  
MOGADOR (42-83-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.  
MONTFARNASSE (43-20-89-00), Petite Salle, 21 h : Frédéric et Voltaire.  
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFIARD (43-31-11-99), 20 h 30 : la Panthère repénit.  
NOUVEAUTES (47-70-52-76), 20 h 30 : De tous diques.  
ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : l'Esca-lier.  
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : Voisin, voisin.  
PETIT PALAIS (45-40-20-20), 20 h 30 : Deux nous rouges au côté droit.  
POTINÈRE (42-61-44-16), 21 h : Mimi en quète d'histoire.  
SAINT-GEORGES (48-78-43-47), 20 h 45 : Pjéan ou son rêve.  
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'été.  
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : Le Confort intellectuel.  
TAI TH. PESSAI (42-78-10-79), 1 h 20 h 30 : l'Ème des jours ; IL 20 h 30 : Hais clos.

### THÉÂTRE D'ÉDGAR

(43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

### THÉÂTRE DE L'ESCALIER D'OR

(45-43-15-10), 20 h 30 : l'Assaut ou quarante ans d'absence.

### TH. 13

(45-88-16-30), 20 h 30 : le Veilleur de nuit.

### TH. NOIR

(43-46-91-93), 20 h 30 : Boc-tet de trois côtés.

### TH. PARIS-CENTRE

(46-47-50-50), 21 h : Elles nous parlent d'amour.

### TH. PARIS-VILLETTE

(42-02-42-48), 21 h : Finalement, quel.

### TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN

(46-07-37-51), 20 h 30 : le Tambour.

### TINTAMARE

(48-87-33-52), 20 h 15 : le Bal de Néandertal ; 21 h 30 : Linc crève l'écran.

### THÉÂTRE DU ROND-POINT

(42-56-70-80), Grande Salle, 20 h 30 : le Cid ; 18 h 30 : Jacques le Fataliste ; Petite Salle, 20 h 30 : Pour en ouï ou pour un pou ; 18 h 30 : Voyage au bout de la nuit.

### TH. DU TEMPS

(43-55-10-88), 20 h 30 : Gringaire ; 18 h 30 : Agatha ; 22 h 30 : Sale affaire de sexe et de crime.

### TOURTOUR

(48-87-82-48), 18 h 30 : Gringaire ; 20 h 30 : Agatha ; 22 h 30 : Sale affaire de sexe et de crime.

### TRISTAN BERNARD

(45-22-08-40), 21 h : les Aviateurs.

### VALENTIN

(42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

### Les cafés-théâtres

AU REC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tobu-Rabut ; 23 h 22 h : les Jeux de la nuit.

### BLANCS-MANTEAUX

(48-87-15-84), 1 h 20 h 15 : Arenh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikazes de l'Onche Sam ; 22 h 30 : l'Étoffe des héros ; 21 h 30 : les Sœurs Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bêtes femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

### CAFÉ D'ÉDGAR

(42-78-67-03), 1 h 20 h 15 : Tiers vu de deux boudins ; 2 h 30 : Manganes d'homme ; 22 h 30 : Orléan des robes, de M. Sals (v.a. s.-l. aug.) ; 21 h : Hommage à R. Lantier ; Comment j'ai gagné la guerre (v.a. s.-l. aug.).

### PETIT CASINO

(43-78-36-30) (D.), 21 h : Les clés sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

### POINT-VIRGULE

(42-78-67-03), 1 h 20 h 15 : Moi je crève, mais parents rquent ; 21 h 30 : Nos débris font décadence ; 22 h 30 : La balade qui veut du fruit.

### SCÉNARIO DES HALLES

(43-36-27-27), 20 h 30 : La balade qui veut du fruit ; 21 h 30 : Les débris font décadence ; 22 h 30 : Y a-t-il un flic dans la salle ?

### TINTAMARE

(48-87-33-52), 20 h 15 : Ça swingue dans les caves ; 21 h 30 : Y a-t-il un flic dans la salle ?

### Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vin ; DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

### Le music-hall

BOUFFES PARISIENS (42-96-00-24), 20 h 30 : le Grand Orchestre du Splendid.

### CAVEAU DES OUBLIETTES

(43-54-97-21), 21 h : Chansons d'été.

### CENTRE CULTUREL SUISSE

(42-71-44-20), 20 h 30 : Y. Theraulaz.

### DEJAZET TLP

(42-78-33-81), 20 h 30 : Y. Theraulaz.

### ESPACE KIRON

(43-73-50-25), 20 h 30 : Y. Theraulaz.

### GYMNASIE

(42-46-79-79), 21 h : Th. Le Luron.

### LUCERNAIRE

(45-44-57-34), 20 h : L. Le Luron.

### MAISON DES CULTURES DU MONDE

(45-44-72-30), 20 h 30 : Masquillage.

### PALAS DES SPORTS

(48-28-40-90), 20 h 30 : 17 h 30 : 21 h : Holiday on ice.

### TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES

(42-60-44-11), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del centenario.

### La danse

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : C. Bart Herwerden, J.-P. Collas.

### PALAS DES CONGRÈS

(46-60-20-75), 20 h 30 : Ballet de l'XXe siècle (le Concert).

### Opérettes

COMÉDIES MUSICALES

CASINO DE PARIS (42-80-20-89), 20 h 30 : Black and Blue.

### Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 18 h 30 : C. Bastide et C. Paris (Grety, Beldin, Mehul) ; 20 h 30 : Ormindo (Cavalli).

Eglise St-Louis des Invalides, 21 h : Chœur des jeunes de Dusseldorf, Orchestre de chambre de Krefeld (Mozart).

Eglise St-Louis en l'Île, 20 h 30 : Ensemble orchestral Paul Chetail (Mozart).

Centre culturel assés, 20 h 30 : Trio Sue-Ma (Brahms, Rameau).

Eglise St-Germain de Charonne, 20 h 30 : (Ravel, Roussel, Debussy).

### Jazz, pop, rock, folk

REINS (48-87-01-80), 22 h : S. Androm.

BAISER SALE (42-33-71-71), 23 h : Ze Luis.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (42-26-63-05), 21 h 30 : D. Doriz ; M. Saury.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 21 h : Vira Maria.

NEW MORNING (45-25-51-41), 21 h 30 : F. Hopkins, A. Cytelle.

OLYMPIA (42-23-49), 20 h : Sade.

PETIT JOURNAL (42-26-28-59), 21 h 30 : G. Champagne.

PETIT JOURNAL MONTFARNASSE (43-21-36-70), 21 h 30 : J.-L. Longnon.

LA PINTA (43-26-26-15), New Jazz Off.

REX CLUB (42-36-83-93), 20 h : M. Bianchi.

SHOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : D. Doriz Sextet.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Ch. Van der Tric.

## Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 25 mars

### En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (48-34-67-47), 20 h 30 : la Nuit de la 11e Lincione.

BOIGNY, MC. (48-31-11-45), 21 h : l'Homme gris (jeu au 21).

BOULOGNE-BILLANCOURT, THB (46-03-60-44), 20 h 30 : la Café (jeu au 21).

CHARENTAY-VALAIREY, Placée (46-61-33-33), 20 h 30 : Ventrin/Balcan.

NANTERRE, Th. des Américains (47-21-18-81), 21 h : la Ville.

SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (42-43-00-59), 18 h 30 : 20 h 30 : Technique pour un coup d'État. IL 20 h 30 : Entrevue avec M. Descurtes.

VALENTIN (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

VARÈZES (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégâts de la 11.

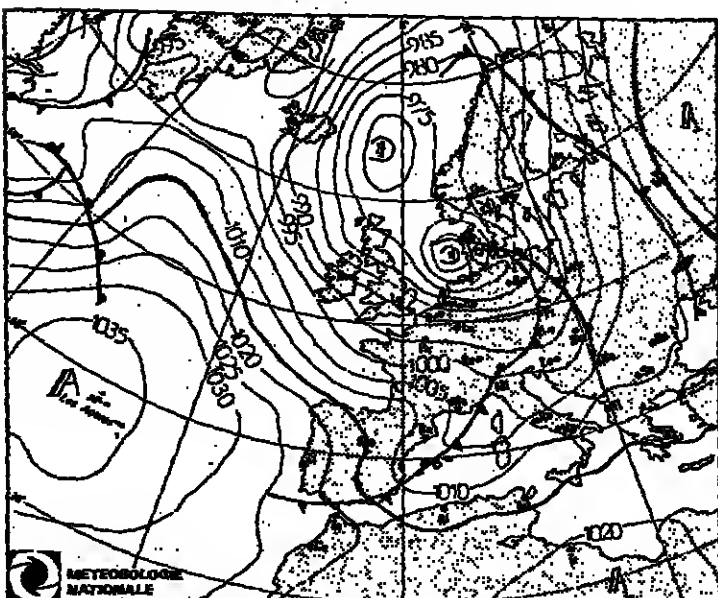
VAR



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 MARS 1986 A 0 h GMT



Evolution probable de temps en France entre le mardi 25 mars à 0 heure et le mercredi 26 mars à 0 heure.

La dépression de la mer du Nord provoque un courant de nord-ouest très instable sur la France. Sur l'Atlantique un flux perturbé d'ouest rapide donnera un passage pluvieux assez marqué sur la France du mercredi soir.

Mercredi matin : Ciel très variable avec des nuages assez abondants sur la moitié est et des averses orageuses fréquentes près de l'Atlantique et de la Manche. De la Normandie au Bassin parisien et au Languedoc, les éclaircies seront plus belles. En bord de Méditerranée le mistral soufflera fort.

En cours de journée, partout les nuages d'instabilité vont se développer, les averses vont reprendre en toutes régions au début d'après-midi. Il y aura des chutes de grêle et de la neige en montagne vers 500 mètres.

Dans l'après-midi, une aggravation débute sur la côte atlantique avec l'arrivée d'un corps pluvieux. Les nuages et la pluie vont gagner une petite moitié ouest en soirée. Le vent de sud-ouest se renforcera.

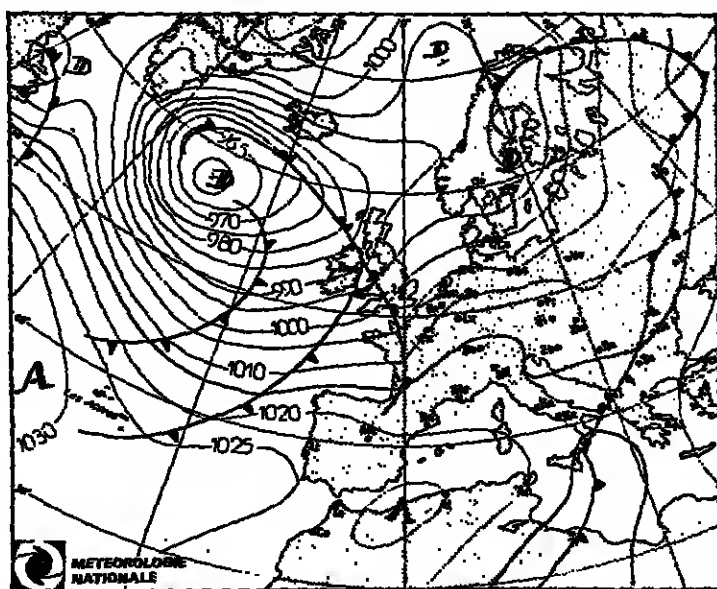
Les températures maximales seront en baisse, il y aura des gelées de -1 à -3 degrés dans l'intérieur. L'après-midi il fera de 8 à 15 degrés du Nord au Sud.

Evolution prévue pour la fin de semaine :

La France restera sous l'influence d'une circulation océanique perturbée, et dans un champ dépressionnaire. Par conséquent, des épisodes pluvieux se succéderont et s'accompagneront jusqu'à la fin de la semaine de vents assez forts, voire forts en Manche.

Jeudi 27 mars : En début de journée, de belles éclaircies se produiront du Nord-Est aux Alpes et à la Corse, mais le temps couvert et pluvieux qui aura déjà affecté les autres régions s'étendra

PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS A 0 h GMT



rapidement vers l'est en cours de matinée. Vers la mi-journée, le ciel deviendra plus variable par le nord-ouest avec alternance d'éclaircies et de nombreux passages nuageux souvent accompagnés d'averses, ce temps gagnant progressivement les Vosges, le nord du Massif Central et l'Aquitaine.

Le vent soufflera de secteur ouest assez fort en général, fort en Manche. Les températures minimales seront comprises entre 0 et 3 degrés du Nord-Est au Centre-Est, 4 et 8 degrés ailleurs. Les températures maximales seront de l'ordre de 12 à 16 degrés en général, elles atteindront 16 à 19 degrés sur les régions méridionales.

Vendredi 28 mars : Le temps couvert et pluvieux, situé le matin du Midi-Pyrénées aux Alpes et au pourtour méditerranéen, s'évacuera en cours de journée vers le Sud-Est. Le temps variable se généralisera alors avec alternance de nombreux passages nuageux, parfois accompagnés d'averses et d'éclaircies

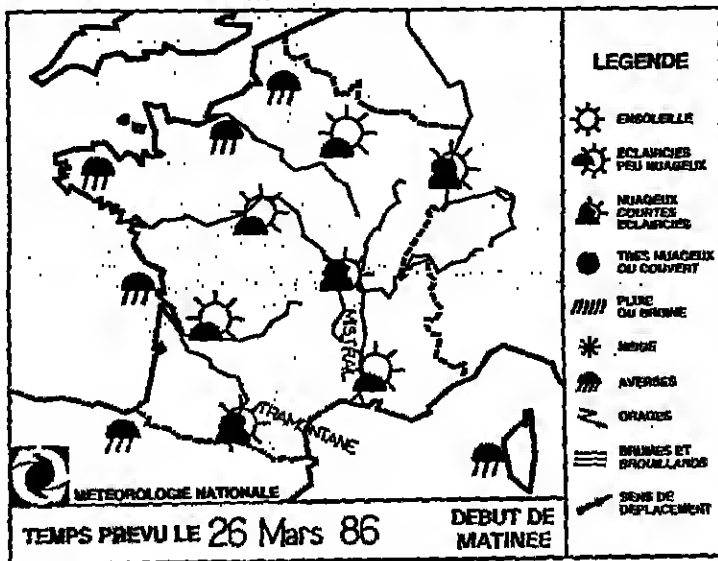
temporaires. Un passage pluvieux plus marqué traversera la moitié nord-ouest du pays, pour atteindre le soir les Ardennes, le nord du Massif Central et les Charentes.

Le vent de secteur ouest ne faiblira pas. Les températures minimales seront en légère baisse, les températures maximales en hausse de 1 à 3 degrés.

Samedi 29 et dimanche 30 mars : Des passages nuageux souvent accompagnés d'ondées alternent avec des épisodes plus ensoleillés. Un passage perturbé accompagné de pluies plus continues traversera toutefois la France d'ouest en est dimanche, le temps redevenant ensuite variable.

Le vent de secteur ouest deviendra modérément dimanche. Les températures minimales varieront peu, les maximales baisseront lentement.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



TEMPÉRATURES		maxima - minima		temps observé			
FRANCE							
ALGER	16	13	N	TOURS	13 2		
MARSEILLE	22	6	A	TOULOUSE	22 4		
BELGRADE	17	5	A	POINTE-AUXERRE	30 16		
BOMBAY	14	2	A	ÉTRANGER			
BREST	11	1	A	ALGER	26 19		
CAEN	12	3	A	AMSTERDAM	11 1		
CHERBOURG	10	3	C	ATLANTA	16 11		
CLERMONT-FERR.	18	3	A	BANGKOK	25 25		
COCHIN	13	3	A	BARCELONE	21 12		
GRENOBLE	16	3	A	BELGRADE	14 9		
LYON	15	3	C	BOMBAY	7 4		
MARSEILLE	11	1	S	BREITENBURG	10 12		
NANCY	16	7	S	CAEN	20 12		
NANTES	13	1	A	CANARIS	17 10		
NICE	19	11	S	CHERBOURG	5 1		
PARIS	13	2	N	DALAK	29 18		
PERPIGNAN	20	8	N	DELSLE	17 10		
RENNES	12	2	P	GENEVE	13 3		
STRASBOURG	15	3	P	HONGKONG	16 14		
				ISTANBUL	11 5		
				JERUSALEM	15 9		
				LYONS	17 12		
				LONDON	11 0		
				LOS ANGELES	22 12		
				LUXEMBOURG	11 1		
				MARSEILLE	19 5		
				MILAN	20 7		
				MILAN	7 5		
				MONTREAL	6 9		
				MOSCOW	1 2		
				MAISON	27 15		
				NEW-YORK	28 15		
				NIENHUIZ	11 4		
				OSLO	5 0		
				PARMA-REMAI	18 10		
				PEKIN	12 4		
				PORT-JANEZ	28 24		
				PRAGUE	11 4		
				STOCKHOLM	5 0		
				STOCKHOLM	30 23		
				SYDNEY	26 18		
				TOULON	10 4		
				TUNIS	23 11		
				VIENNE	9 6		
				YENNE	9 6		
				YENNE	10 6		
A	B	C	N	O	P	S	T
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête
							neige

## EN BREF

**ATELIERS**

**BEAUX PARLEURS.** - L'ARACQ (Association de recherche et d'animation culturelle de quartier) propose des ateliers de courts ou long métrage, de sculpture, de dessin, de formation aux techniques audiovisuelles. Cela s'adresse d'abord aux personnes qui souhaitent acquiescer les bases essentielles à la pratique audiovisuelle pour devenir speaker, réalisateur ou animateur, mais aussi, simplement à ceux qui désirent apprendre à s'exprimer avec plus d'aisance et d'assurance dans la vie quotidienne et professionnelle.

\* Renseignements et inscriptions : ARACQ, 3, rue du Mont-Louis, 75011 Paris. Tél. : 43-70-54-68.

n'est requise, un encadrement étant assuré par des animateurs expérimentés. REMPART offre également à ses adhérents des stages de formation en archéologie, techniques de restauration, techniques artisanales, environnement, etc.

\* Renseignements et inscriptions : REMPART, 1, rue des Guillemines, 75004 Paris. Tél. : 42-71-96-55.

**Comment le marketing a-t-il envahi le monde du bénévolat ?** Pourquoi l'Etat favorise-t-il cette privatisation croissante de l'aide sociale ? C'est l'objet du dossier du numéro 16 de Sciences et vie économique.

\* Sciences et vie économique numéro 16, avril 1986, dans les kiosques, ou 3, rue de la Baume, 75008 Paris.

**implications psychosomatiques, art de l'icône et théologie expérimentale.**

\* Inscriptions et renseignements : Centre de recherche et méditation biblique, Priéret-Salut-Thibault, 57130 Gorze.

**PRESSE**

**AFAIRES DE CŒUR.** - Coluche et les Restaurants du cœur. Bob Geldof et Band Aid... La charité sponsorisée est une affaire qui marche et qui rapporte : trois heures de télévision n'ont pas rapporté moins de 26 millions de francs aux Restaurants du cœur.

**SÉMINAIRES**

**BIBLE ET ICONES.** - Le Centre de recherche et méditation biblique propose des séminaires de cinq jours pour s'initier à la Bible et à la tradition orthodoxe : initiation à la méditation hésychaste et à la sagesse du corps, prière du cœur (trépanation du Saint Nom et ses

**STAGES**

**IMAGES.** - L'Atelier de pédagogie et d'animation (APA) organise pour les jeunes de quatorze à vingt ans deux stages, du 15 au 25 juillet, dans les Vosges. Un stage international de photo noir et blanc avec apprentissage de la technique photo (prise de vue et développement) et réalisation de documents photographiques, et un stage international de cinéma. Les participants réaliseront complètement un film (du scénario à la projection) et seront à tour de rôle, s'ils le souhaitent, cameraman, acteur, preneur de son, réalisateur n'est requis.

\* Renseignements et inscriptions : APA, 29, rue Vanhan, 67 000 Strasbourg. Tél. : (16-68) 60-57-96.

**Ile-de-France**

**TAXIS : NOUVELLE HEURE DE NUIT**

Précédent d'une semaine l'heure d'été (soit de 29 mars au 30 mars, qui verra les pendules avancer d'une heure), les taxis appliquent depuis le 22 mars le tarif de nuit à partir de 20 heures, et non de 21 heures comme précédemment. Ces tarifs sont de 3,80 F (Paris la nuit) et 5,10 F (du banlieue la nuit) depuis le 2 février (le Monde daté 2-3 février).

**Réussissez avec nous**

Vous êtes attirés par l'électronique

**Ingénieurs : Centrale, Supélec, Télécom, ...**

Nous offrons :

1. Un secteur porteur : la maintenance de matériels informatiques.
2. Une intégration dans une équipe jeune et dynamique.
3. Une entreprise à taille humaine.
4. Des salaires motivants.

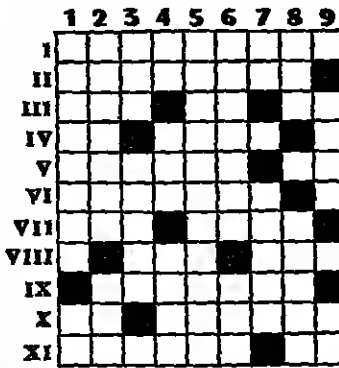
Écrivez à : DMV Communication, 63 bis, rue Joffroy - 75017 Paris qui transmettra en toute discrétion.

**PATRIMOINE**

**REMPART AUX CRENEAUX.** - REMPART (Union pour la réhabilitation et l'entretien des monuments et du patrimoine artistique), d'où le sigla regroupe plus de cent quarante associations locales, départementales ou régionales, qui accueillent chaque année dans leurs chaudières quatre mille bénévoles pour restaurer des châteaux, villages ou sites archéologiques en France et à l'étranger. Aucune compétence particulière

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4190



**VERTICALEMENT**

1. Le bon britannique. Vieux langage.
2. Elle offrait au guerrier un repos relatif. Passage entre les Bots.
3. Porté jadis par le chevalier, il y est toujours par la demoiselle. Le comte en est un, le conte en a un.
4. Possessif. Forme d'avoir. Compagnon hiémal des personnes sur l'hiver.
5. Opération conjurant le mauvais œil.
6. État administratif. Vague de chaleur.
7. Participe passé. Emmagasiner après la fauche.
8. Temps. Fonctionne sans arrêt dans un lieu où l'on s'arrête fréquemment.
9. Pour le voyage ou la vidange. Morceau de sacre.

**HORIZONTALEMENT**

1. Le suspens commence dès qu'elles cessent de suspendre.
- II. Tel l'air de celui qui s'en moque.
- III. Parent royal de Monsieur Jourdain. Début de série. Copulative.
- IV. Possessif. Il en faut généralement plus d'un pour donner la pièce.
- V. Fait naître une place vacante à une académie. Indéfinit.
- VI. Personnage littéraire.
- VII. Imposait une reprise de service. Moderne celibe de Bagdad.
- VIII. Tout ce qui est frais le fait suer. Le dernier tient la tête.
- IX. Telle la vie du père célestin.
- X. Alternative. Les coups qu'il fait subir obligent souvent à rendre.
- XI. Substance. Tenue d'atelier.

Solution du problème n° 4189

**Horizontalement**

1. Orchestre.
- II. Balise.
- III. Séd. Mess.
- IV. Édrédon.
- V. Roucail.
- VI. Va. Serein.
- VII. Armes. Vex.
- VIII. Essai.
- IX. U.T. En. La.
- X. Orée. Lien.
- XI. Nôu. Erre.

**Verticalement**

1. Observation.
2. Raideur.
- III. Clerc. Météo.
4. Hidesous. En.
5. Es. Déesse.
6. Semoir. Iule.
7. Enlevé. Ir.
8. Ras. Iouler.
9. Soins. Ane.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 MARS

« Vie artisanale du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, rue du faubourg Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais : quartier du village Saint-Paul » et « L'hôtel de la Brivellière et l'affaire des poisons », 15 heures, métro Pont-Marie (M.C. Lasserre).

« Le journal du boulanger Poilâne », 15 heures, 2, rue du Cherche-Midi (M. Hager).

« Cinquante rois et princesses de France dans la basilique Saint-Denis », 14 h 30, entrée basilique, et « La Sorbonne et le quartier Latin », 15 heures, place de La Sorbonne devant l'église (Paris et son histoire).

« Exposition L'or des Avars », 14 h 30, pavillon des arts.

« Exposition Les collections du Muséum de La Haye », 17 h 30, Grand Palais.

« Les bibels et l'église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (G. Bouteau).

« Le canal Saint-Martin et l'hôpital Saint-Louis », 14 h 30, métro Jacques Bonsergent (C.A. Messier).

« Le Marais, la place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Réaumur du passé).

« Les Gobelins en activité », 14 h 30, angle avenue des Gobelins-boulevard Arago (AITC).

« Art et religion en Egypte », 14 h 30, musée du Louvre, porte Saint-Germain-Auxerrois, accueil (Approche de l'art).

« La peinture hollandaise au Louvre », 14 heures, bureau information porte Denon (Paris passion).

## CONFÉRENCES

5, rue Laffitte, 19 h 30, « Cycle art et civilisation de l'Égypte : l'architecture sacrée, pyramides et temples », tél. : 42-24-49-08.

26, rue Bergère, 19 h 30, « Courrier clandestin ou lettres à des fantômes », M. François Bort, directeur littéraire du Monde.

## MODE

AUTOMNE - HIVER

## Les longs manteaux

Les superbes imperméables de Givenchy, grand col et manches raglan, ceinturés, en ciré bleu gitan imprimés serpent sur argent, écossais matelassés ou velours façonnés, s'ouvrent sur des robes imprimées d'une charmante discrétion. Ses fourreaux fluides du soir caressent le corps, en pans façonnés dans les tons de pierres précieuses.

imprimée d'oiseaux se porte avec de somptueuses blouses ceinturées.

Chapel bas bleu : les tenues d'intello se complètent de lanières rondes cerclées de métal, sous des cloches de pluie assorties aux innombrables tenues de flanelle grise, aux tailleurs de tweed ou lainages vifs. De longs manteaux s'ouvrent sur de belles tuniques de tricot surtailles, oracles de boutons dorés, de la taille d'une pièce de 5 francs. Des robes de dîner drapées à corselet, opposent le crépe ou le velours au satin - toujours noirs - les manches gigot amovibles animent les robes du soir longues ou courtes.

Marc Bohan, chez Christian Dior, reprend la direction artistique du prêt-à-porter et extrapole les modèles à succès de la haute couture : chevrons, de tweed noir et blanc pour les redingotes étirées sous le genou, et les tailleurs ceinturés à basques. Les trench géants, dont les bavettes atteignant la taille sont particulièrement réussies, en satins vifs sur des robes-polo et des collants de laine noire. Les liquettes de crêpe ou de taffetas jouent la simplicité, comme les collants de danse sous de grandes jupes lamées et façonnées à dessins géométriques.

Dans un cadre intimiste, Gérard Pipart chez Nina Ricci se concentre sur les tenues habillées : robes droites et courtes en velours noir frôlant le corps, manteaux et robes imprimés. Une agréable série de pyjamas d'intérieur en soie façonnés

« Je cherche des silhouettes qui flatteront et sont agréables à vivre ». Il travaille les matières somptueuses : justaucorps de cachemire noir à col roulé sous des vestes-chandails en prince-de-galles géant et en tweed sur jupes ou pantalons déssortis, mais aussi en modèles du soir à grandes incrustations de dentelles rebrodées dans le dos sur jupes de soie bruissement de couleurs ensoleillées.

NATHALIE MONT-SERVAN.

**annonces associations**

**Sessions et Stages**

**CLUB ALPIN FRANÇAIS**  
Pour vos vacances d'été : un grand choix de stages d'été, de l'initiation aux grandes courses. Paris, et les Alpes. Au CAF, 7, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. : 47-42-36-77 (12h-18h). Seul tel.

**SPORTS ETUDES RECS**  
ouvre sa sélection sportive et scolaire, niveau sportif élevé, entraînement sérieux, suivi personnel. Attention : places limitées. Renseignements : 48-57-45-14. Inscriptions : 48-58-89-74.

**ANGLAIS-FRANÇAIS ESPAGNOL-ALLEMAND-RUSSE**  
Apprentissage efficace, joyeux, rapide par la suggestionnisme à la source française. Tél. : 43-20-12-64.

**L'OFFICE**  
proposé du 8 au 27 juillet, un séjour à Thauron (France). Cours de grammaire, de l'art, de la cuisine, de la vie. Grands restaurants, trois excursions, conférences. P. : 4 900F demi-pension (voyage non compris). OFFICE, 3, rue Racine, 75007 Paris. Tél. : (1)43-58-57-57.

**VICTOIRE SUR LE TABAC**

En 4 semaines, sans gros frais, vous pouvez cesser de fumer. Une nouvelle méthode éprouvée et reconnue vous permettra progressivement et confortablement de vous libérer du tabac. Même si vous avez tout essayé, informez-vous : Victoire sur le tabac : Tél. : 45-61-15-13.

● Prix de la ligne 30 F TTC (28 lignes, lettres ou espaces).  
● Veuillez mentionner l'année et le numéro d'abonnement au J.O.  
● Chaque livret à l'ordre de l'Agence Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi daté mercredi à l'Agence Presse LMA, 7, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

**COMÉDIEN**  
**Stage A.F.D.A.**

مكتبة من الأصل







## SECTEURS DE POINTE

### L'INFORMATIQUE AU SECOURS DES FORESTIERS

## Un millefeuille en bois des Vosges

La France croule sous le bois de ses 14 millions d'hectares forestiers, et elle subit en même temps par ses importations une ponction en devises énorme : le fameux déficit de la « filière bois » - 15 milliards de francs en 1984, soit le dixième des dépenses de gaz. Cette situation paradoxale risque de s'aggraver avec l'arrivée à maturité des reboisements entrepris après la guerre et qu'a soutenus le Fonds forestier national. Si l'on ne ralentit pas les importations de bois du Nord (résineux canadiens et scandinaves) et de bois tropicaux (Afrique et Asie du Sud-Est), la France se trouvera, dans les années 1990, avec un surplus de bois « national » impossible à absorber.

C'est pourquoi l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), qui se préoccupe aussi des économies de matières premières - et de devises, - s'efforce actuellement de promouvoir l'utilisation industrielle des « bois de pays ». En 1984, elle a ainsi aidé une entreprise de menuiserie industrielle à informatiser son usage du bois (société Drouot, près de Troyes, dans l'Aube), et elle a versé 3 millions de francs pour l'équipement de la société Weisrock, entreprise familiale vosgienne devenue championne de France du lamellé-collé.

#### Au feu mieux que le fer

La société Weisrock, créée en 1871 à Saint-Dié, s'est lancée dans la technique du lamellé-collé en 1959. Avec du bois suédois, naturellement, puisqu'il était dit que seuls les Scandinaves savaient fournir à bon prix des planches calibrées, bien sèches, prêtes à l'emploi. La technique du lamellé-collé n'est pas nouvelle, puisqu'elle a été inventée en Allemagne dès 1905, sur le modèle d'anciennes charpentes en planches chevillées que l'on trouve encore dans certaines cathédrales. Mais elle est d'introduction récente en France où la menuiserie industrielle naissante. En 1963, Weisrock est encore une entreprise familiale de... trois salariés, dont le chiffre d'affaires plafonne à 80 000 francs !

Portée par le « boom » de la construction des années 60, Weisrock se développe. Les municipalités

Une entreprise vosgienne a découvert comment utiliser les bois français pour fabriquer du lamellé-collé. Sa scierie est ultra-sophistiquée

veulent toutes leur salle polyvalente, leur gymnase, leur stade couvert, leur palais des expositions. Les charpentes en lamellé-collé, beaucoup plus légères - et élégantes - que l'acier ou le béton, se vendent bien. Ce matériau est souvent plus cher que les matériaux traditionnels, mais permet des processus architecturaux (jusqu'à 100 mètres de portée sans appui), avec des fondations moins lourdes et une garantie de durée supérieure. Les charpentes en bois lamellé-collé ne rouillent pas, ne se fissurent pas, résistent aux corrosions chimiques, n'exigent aucun entretien. Et, contrairement aux apparences, elles tiennent mieux au feu que le métal, qui chauffe et se déforme. Les pompiers le savent bien : les charpentes en bois collé résistent beaucoup plus longtemps à l'incendie que les autres matériaux. Elles brûlent superficiellement sans s'effondrer, permettant aux sauveteurs d'intervenir et d'évacuer les matériaux entreposés.

Weisrock « décolle » donc économiquement et se retrouve bientôt à l'étranger dans ses atèles de Saint-Dié. En 1967, l'entreprise emménage à la campagne, à Saulcy-sur-Meurthe, toujours dans les Vosges, où elle peut s'étaler et, finalement, établir une véritable chaîne de fabrication, depuis la graine bruta sortie de forêt jusqu'aux éléments de charpente prêts à monter. Mais cela a demandé des années d'études et des investissements financiers importants (18 millions de francs, fournis par l'AFME, l'ANVAR, le Fonds de développement des industries du bois, et les collectivités locales). Surtout, il a fallu innover pour pouvoir utiliser le bois de pays.

Si le mètre cube de bois vosgien ne coûte aujourd'hui que 400 francs rendus à la scierie, il ne peut pas être utilisé immédiatement comme le bois suédois qui arrive sec et débité au bon calibre - mais coûte 1 800 francs le mètre cube. Le problème, dès lors, était le suivant :

comment faire pour apprêter le bois vosgien de sorte que le différentiel de coût à l'achat (1 400 francs au mètre cube) dégage finalement un solide positif ? Une seule solution : gagner sur la matière première, en l'occurrence le bois, qui entre pour 60 % du prix de revient du produit fini. Or, pour économiser le bois, qui arrive à la scierie sous forme de billes tronçonnées (la forme de l'arbre qui va s'émanciper vers sa cime), il faut pouvoir débiter d'abord le grume en long, normalement, et l'on obtient un lot de planches aux bords irréguliers, qui vont être « défilées ». C'est-à-dire équilibrées, grâce à un système électronique comportant cellules et caméras pour guider la scie au plus près de la forme naturelle du bois.

On obtient ainsi des planches tronçonnées - une extrémité plus large que l'autre - que l'on va coller tête-bêche et bord à bord, afin d'avoir de grands panneaux. Ces panneaux reconstitués sous presse seront ensuite débités en longues planches aux bords parallèles. Le tour est joué : en perdant le minimum de bois sous écorce, on récupère environ 15 % de la matière première. L'économie de bois ainsi réalisée compense largement l'investissement en matériel. Et les planches obtenues, qui sont souvent traversées de longues encoches en diagonales, sont aussi solides que des planches d'un seul tenant.

C'est d'ailleurs du lamellé-collé lui-même : la colle employée est si forte (elle polymérise naturellement sur le bois sous une température constante de 30 °C) qu'une éventuelle déchirure, si on force, se produit toujours dans l'épaisseur du bois et non au contact de deux planches collées.

Avec le système du « panneautage tronçonné », le bois est collé trois fois avant de donner une poutre en lamellé-collé : d'abord les planches à plat, bord à bord, qui donnent les panneaux ; ensuite les panneaux bout à bout, après « entourage », c'est-à-

dire cisaillément en griffes à leur extrémité pour que les deux planches s'encastrent l'une dans l'autre. On obtient ainsi des longueurs illimitées. Enfin, les planches taillées à la longueur voulue sont collées en millefeuille pour donner le produit fini : une poutre reconstituée, qui peut faire plusieurs mètres de large et atteindre 50 mètres de long sans joint (et le double avec).

#### 100 mètres sans appui

C'est ainsi que le complexe sportif de Casablanca, construit pour les Jeux méditerranéens de 1983, comporte une charpente en bois lamellé-collé dont les poutres maîtresses atteignent 100 mètres sans appui. Quant au complexe sportif de Gravelines dans le Nord, un des plus grands d'Europe, il est abrité par une toiture dont les poutres, d'un seul tenant, mesurent 45 mètres sans jointure. Mais ces prouesses, hélas ! ont été accomplies avec du bois suédois, avant la mise en place de la chaîne de panneautage tronçonné. Aujourd'hui, en 1986, Weisrock réussit à glisser dans ses charpentes environ 10 % de bois de pays (pin sylvestre, épicéa ou sapin des Vosges). A terme, l'entreprise compte utiliser 100 % de bois français. Mais il faudra encore plusieurs années, ne serait-ce que pour habituer la clientèle à des charpentes moins homogènes, comportant souvent plus de nœuds. « Ça ne change rigoureusement rien à la solidité du matériau », affirme M. Claude Weisrock, l'actuel PDG, mais on ne passe pas en un jour de 25 000 mètres cubes de bois de Suède - le consommateur annuel - à 25 000 mètres cubes de bois de pays.

En ces temps de crise du bâtiment, Weisrock souhaite aussi élargir sa clientèle, c'est-à-dire dépasser les bâtiments de prestige comme piscines et gymnases et se tourner vers la clientèle industrielle (usines) ou commerciale (grandes surfaces), voire les particuliers qui veulent bâtir leur maison. Le lamellé-collé en bois de pays, grâce aux progrès de l'informatique, sera accessible à tous.

ROGER CANS.

### FORMATIONS D'AVENIR

## Gestionnaires publics : une nouvelle race de « managers »

MANAGER public ? Manager rime avec profit, public avec intérêt général. L'effluve de l'eau et du feu, un accord impossible. Pourtant les formations de « gestion publique » à part entière s'épanouissent dans les universités.

Effet de la houle libérale ? Plutôt de la crise des finances publiques, de la décentralisation, du foisonnement des organisations hybrides mi-privées, mi-publiques et d'une sorte de consumérisme appliqué à l'administration.

De la décentralisation surtout. La responsabilisation accrue des exécutifs locaux, le transfert de nombreuses compétences, autre-

l'environnement... alors que l'entreprise s'y adapte ; le pouvoir et la responsabilité sont politiques.

Confirmation du praticien : « Quand vous envoyez un auditeur « classique » dans une commune, il supportera mal l'ambivalence d'un maire qui est principialement un pharmacien ou un agriculteur et, résiduellement, un gestionnaire. Les problèmes sont bien sûr différents dans les grandes collectivités. Mais alors, il y a toutes les chances que le consultant mette à côté de la plaque en recommandant des solutions incompatibles avec les règles budgétaires et comptables ou avec le statut du personnel », dit François Mouterde, jeune

La décentralisation crée de nouveaux besoins : comment gérer avec efficacité et rigueur les collectivités locales et les services publics ?

fois du domaine de l'Etat, rendent les gestionnaires indispensables.

Indispensables mais rares. « La gestion des collectivités locales nous pose d'énormes problèmes de formation du personnel », raconte Christian Schmitt, directeur général des services de la région Lorraine. « Nous arrivons tant bien que mal à les régler grâce aux instituts d'administration des entreprises et aux DESS de collectivités locales, mais c'est très insuffisant. Préoccupation partagée par les administrations centrales et par les établissements gravitant à leur périphérie. La défense nationale demande des spécialistes de management public », raconte Guy Terny, directeur du DESS de gestion publique de l'université de Paris-Dauphine. Et Alain Pervet, qui fut conseiller technique de Jean Le Garrec, ancien secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, affirme : « En matière de gestion du personnel, nous avons vingt ans de retard sur le privé. »

Dernier secteur intéressé par le profil : les organisations internationales. « Elles recrutent des spécialistes quand nous leur offrons principalement des généralistes », explique Jeanne Penaud, déléguée aux fonctions internationales auprès du premier ministre. « Elles désirent moins embaucher un énarque qu'un gestionnaire du personnel, un auditeur ou un financier. Des formations de gestion publique qui tiendraient compte des spécificités de ces organisations auraient toutes les chances de trouver des débouchés à leurs étudiants. »

Ce déficit des « gestionnaires publics » ne gêne pas tout le monde. « La chance de l'audit public interne », dit Patrick Gilbert, président-directeur général du cabinet Management public-conseil, est que le fonctionnaire est publiciste ou économiste, jamais gestionnaire. »

#### Des polyglottes

Alors, quand un maire ou le président d'un conseil général veut redéployer son personnel, produire un service au moindre coût ; lorsqu'une administration ou une agence nationale veulent évaluer les résultats d'une action, ils ont de plus en plus tendance à faire appel à une expertise externe. Et les spécialistes de gestion publique de rêver d'une initiative made in France semblable à celle qui prit, en juin 1982, le président Reagan : confier à une équipe de « gestionnaires » un audit approfondi de l'Etat fédéral.

La mission Grace - du nom du PDG de la firme privée W.R. Grace qui la présidait - fit 2 478 recommandations et prévoyait que leur mise en œuvre permettrait une économie de... 424 milliards de dollars ! Tous s'accordent sur le besoin d'une gestion digne de ce nom. Mais « on ne peut pas transférer purement et simplement les outils de l'entreprise au public, il faut les adapter », explique Guy Terny. « L'organisation publique est extravertie, elle modifie

auditeur de Public Gestion, une dépendance du célèbre cabinet Arthur et Young.

Pour éviter de telles boucles, les formations de gestion publique ont un souci commun : faire de leurs outils des « polyglottes » parlant la langue du publiciste et celle du gestionnaire. Les moyens de la technique-gestion du personnel, informatique de gestion, etc., sont enseignés avec le souci d'une application aux organisations publiques et chaque étudiant aura droit à une longue immersion en « milieu non marchand ».

#### Une administration à deux étages

Ces formations, dont certaines sont généralistes - DEA (Paris-I) ou DESS (Paris-IX, Caen) de « gestion publique », - d'autres plus spécialisées - DESS d'audit privé et public, de gestion des collectivités locales, de gestion du système de santé, etc., - n'offrent pas les mêmes débouchés à leurs élèves. Quelques-uns, le plus souvent titulaires d'un double diplôme (grandes écoles et DESS) se retrouvent dans un cabinet d'audit ou travailleront dans la mouvance publique. Le reste du contingent devra peser les sacro-saints concours. Pour l'essentiel, la filière « management public » accueillera des fonctionnaires déjà en poste désireux « monter » et des étudiants qui prépareront les concours des fonctions publiques.

Déjà, le DESS de gestion de collectivités territoriales de Metz annonce fièrement 100 % de réussite chez les candidats qu'il présente aux épreuves d'attachés territoriaux.

Certains espèrent que ces formations donneront bientôt directement accès aux emplois supérieurs des fonctions publiques. « Je souhaite qu'au plus vite, dit Christian Schmitt, les fonctionnaires locaux du niveau « attaché », titulaires d'une thèse, n'aient plus qu'à passer un concours sur titres pour accéder au grade d'administrateur territorial. » On aille même plus loin, il y a quelques jours, au secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique : « De nombreux besoins, notamment celui de bonne gestion, restent insatisfaits dans notre administration », regrette Alain Pervet. « Le verrou du concours et, d'ailleurs, l'impossibilité d'embaucher un contractuel sur un contrat à durée indéterminée l'empêche de s'adapter à la modernisation exigée. » Et de penser tout haut à une fonction publique à deux étages : le premier regrouperait, comme aujourd'hui, les fonctionnaires recrutés par concours ; dans le second, on trouverait les agents de haut niveau recrutés de manière plus souple et bénéficiant de garanties moins rigides. C'est l'avenir de la gestion publique qui se joue dans ce débat... Et celui du statut des fonctionnaires !

ÉRIC CAMEL (ZELIG).

## Demain

### Tam-tam télématique

Le premier serveur videotex du continent africain a été mis en service début mars en Côte d'Ivoire. Dénommé Tamtel, ce projet pilote a pour objet de familiariser la population à l'emploi du Minitel et de lui donner accès à divers logiciels éducatifs. Actuellement cinq types de services sont disponibles sur Tamtel : des journaux ; des informations économiques, culturelles, administratives... sur la Côte d'Ivoire ; une démonstration de consultation bancaire ; des programmes éducatifs ; des jeux.

Trois banques de données ivoiriennes (textes administratifs, informations financières, entreprises importatrices et exportatrices) seront rendues accessibles au cours de 1986. Deux cents Miniteils sont actuellement en service, et leur nombre doit rapidement croître.

### Des polymères améliorés

Des latex plus fins, plus stables et obtenus plus rapidement : tels sont les résultats d'une nouvelle méthode de fabrication de polymères hydrosolubles élaborée à l'Institut Charles-Sadron du CNRS à Strasbourg, en collaboration avec l'Institut français du pétrole (IFP), un procédé qui repose sur l'emploi de micro-émulsions.

De quoi s'agit-il ? La synthèse classique des polymères - longues molécules formées d'enchaînements de « motifs » répétés - les monomères - utilise des émulsions. On disperse en effet le (ou les) monomères, préalablement dissous dans l'eau, dans un solvant organique à l'aide d'un agent tensio-actif, et l'on obtient une suspension de particules

de polymères dispersés dans une huile. La méthode a fait ses preuves, mais elle fournit des produits troubles et peu stables.

Pour pallier ces inconvénients, les chercheurs strasbourgeois ont entrepris de substituer aux émulsions classiques des micro-émulsions. Ils ont en effet conçu un millier de grosses gouttelettes (un millimètre de diamètre en moyenne), de tailles variées, par un autre où se côtoient des gouttelettes cent fois plus petites et de dimensions quasi-identiques. Résultat : les micro-particules de latex obtenues sont optiquement transparentes, de faibles dimensions et elles restent stables pendant quelques années.

Ce procédé, qui a fait l'objet de plusieurs brevets déposés par l'IFP, trouve des applications dans des secteurs variés. Les micro-latex peuvent en effet être utilisés pour la récupération assistée du pétrole, servir de coagulant pour séparer des solides en suspension dans des liquides, ou encore être employés dans l'assemblage des fibres de verre, dans l'industrie du cuir et dans celle des peintures.

Collection Mondes en devenir  
**LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN**  
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F  
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE  
Editions Berger-Levrault

### Le marketing à l'ESSEC

L'ESSEC (Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales) vient de créer un master spécialisé en gestion marketing. Ouvert aux étudiants diplômés d'une grande école, d'une école d'ingénieurs ou titulaires d'un deuxième cycle universitaire, le master spécialisé en gestion marketing fait appel aux outils d'analyse et d'aide à la décision les plus modernes.

Pendant 13 mois, une formation à plein temps est assurée par les professeurs du groupe ESSEC et des praticiens. Une formation intensive complétée par une spécialisation dans deux secteurs au choix (produit, distribution, vente ou communication).  
★ Date limite d'inscription : 30 mai 1986. Programme du maître et informations complémentaires sur simple demande à : M<sup>me</sup> Delorme, groupe ESSEC, BP 105, 95021 Cergy-Pontoise CEDEX. Tél. : 30-38-38-00.

### Un aéroport urbain dans les docks de Londres

Le « Stolport » de Londres - abréviation de Short-Take-Off and Landing Airport, premier aéroport urbain du monde pour avions à décollage et atterrissage court, recevra ses premiers passagers en 1987. Son nom officiel sera en principe « London City Airport ».

La Corporation du développement des docks est chargée depuis 1981 de transformer 21 kilomètres carrés de docks désaffectés en une zone résidentielle, commerciale et industrielle moderne. Le Stolport fait partie de cet ensemble. Il sera

construit par John Mowlem and Company, qui réalisera le bâtiment du terminal et les 760 mètres de piste entre deux anciens bassins des Royal Docks.

Brynmor Airways, une compagnie de Plymouth qui exploite le Dash-7 de De Havilland, prévoit de baser six appareils au Stolport. Plusieurs vols quotidiens aller/retour sur Paris, Bruxelles, Rotterdam, Amsterdam et Francfort sont prévus.

### Savoir où ça bouge

Une nouvelle étude de la sismicité en France a été réalisée par le Bureau des recherches géologiques et minières, à la demande de la délégation aux risques majeurs. Actualisant des informations rassemblées depuis plusieurs années, elle établit un fichier de sismicité et permet de calculer pour chaque zone du territoire certains paramètres importants, comme le fréquence des secousses ou leur intensité maximale. On en déduit la nécessité éventuelle de constructions parasismiques et le niveau d'agression que ces constructions doivent supporter.

Des études plus ponctuelles et plus détaillées sont aussi faites pour certains sites industriels. Ainsi vient d'être évalué le secteur sud de Toulouse. L'absence d'activité sismique au cours des vingt-cinq dernières années, une géologie favorable, l'existence dans les archives de séisme destructeur situé à moins de 90 kilomètres confirment que le site peut être classé comme ayant une activité nulle ou négligeable. « L'exigence d'aucune règle de construction parasismique. Une étude analogue sur le site de Lyon-Feyzin a conduit aux mêmes conclusions.

مكتبة من الأصل



Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Oxygénez-vous,  
vivez la grande micro

Bull Micral, c'est la micro-informatique, rien que la micro-informatique, mais, dans l'espace Bull, avec son potentiel de recherche, sa capacité industrielle, ses réseaux de distribution, sa qualité de service, son essai international. Notre équipe, à taille humaine, dynamique et passionnée, pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, recherche des

## INGENIEURS D'ETUDES

Ingenieurs de développement vous travaillerez dans les activités études produits et logiciels.

La connaissance approfondie des processeurs de la famille INTEL ainsi que des procédures de télécommunication est nécessaire.

En raison des implantations internationales du groupe, l'anglais parlé couramment serait très apprécié.

Vous êtes un ingénieur ayant 2 ou 3 ans d'expérience, issu d'une grande école ou université et vous voulez participer au développement soit matériel, soit logiciel, de nos nouveaux produits.

(réf. MD7/386)

Prologue, division de Bull Micral, dont l'activité est de développer et commercialiser des logiciels de base sur toutes les marques de micro, recherche des ingénieurs de développement dans les domaines suivants :

- réseaux locaux

- télécommunication

- bases de données

- systèmes d'exploitation

- traitement de texte

La pratique du langage assembleur est indispensable, celle du langage C est appréciée. Vous avez 1 à 2 ans d'expérience et vous parlez si possible l'anglais.

(réf. MP/386)

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à Bull Micral, Direction du Personnel, B.P. 73, 91943 LES ULIS CEDEX

Bull



Pour le Département Contrôle de Gestion de la Division Espace de VELIZY nous recherchons : (H/F)

## Contrôleur de Gestion

Dans le cadre des projets spatiaux, vos responsabilités sont directement liées à :

- l'élaboration du budget et la détermination des objectifs
- la mise en oeuvre, l'analyse et l'évolution du tableau de bord
- la définition et l'évolution des moyens informatiques associés.

Cette fonction très relationnelle et très impliquée dans la vie des projets, conviendrait à un cadre diplômé (ESC, Dauphine...) ayant une compétence en contrôle de gestion acquise par une expérience de 2 à 5 ans en milieu industriel.

Des qualités de rigueur et de synthèse associées à des facilités relationnelles favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1315 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

## ALSTHOM

## DIVISION MATÉRIELS FERROVIAIRES

recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques complexes située à Villeurbanne (500 personnes dont 100 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN  
SUPELEC ou TELECOM

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité.

Notre activité nécessite des déplacements parfois importants en France ou à l'étranger.

Envoyer curriculum vitae, photo et lettre manuscrite à :  
ALSTHOM - Service du Personnel  
11-13, avenue de Bel-Air,  
69627 VILLEURBANNE CEDEX.

Société leader dans les systèmes de DISTRIBUTION AUTOMATIQUE recrute un

JEUNE INGÉNIEUR  
ELECTRONICIEN

même débutant. Connaissance de l'anglais souhaitée. Ecrire avec C.V. et présentations de S.I.A.A., B.P. 209, 28000 CHARTRES à l'attention de M.F. TORCHEUX.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES pour

1. Développement et Assemblage Microprocesseurs pour protocole de transmission.

2. Ingénieurs systèmes PRO-DUTS IBM VM CMS.

3. Ingénieurs systèmes mesure sur tout de gamme IBM.

Ecrire ou téléphoner : 78-80, avenue Gallieni, Tour Gallieni n° 1, 93174 BAGNOLET CEDEX. 43-60-13-64 ou 56.

## LANDIS &amp; GYR

RESPONSABLE  
SERVICE CONTRÔLE  
ESSAIS

H/F

Après une formation d'INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN vous avez acquis une solide expérience en électronique et en programmation (assembleur et Basic) et de bonnes connaissances en électrotechnique et statistiques ; il est souhaitable que vous connaissiez l'allemand et/ou l'anglais.

Vous aurez à encadrer et à guider techniquement l'équipe de plus de 10 personnes du Service Contrôle Essais.

## 5 ELECTRONICIENS D'ETUDES

H/F

Après une formation B.T.S. ou D.U.T. de la spécialité, vous avez de préférence acquis une bonne expérience en circuits linéaires et logiques, en programmation sur microprocesseurs et micro-ordinateurs ; vous voudrez aussi vous intégrer aux équipes d'études téléphonie et comptage électronique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à LANDIS & GYR - Direction du Personnel et des Relations Humaines - B.P. 208, 03101 Montluçon cedex.

INGÉNIEUR  
D'ETUDES

H/F

Après une formation d'INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN Sup'Élec, Télécom ou équivalent, vous aurez de préférence acquis une première expérience dans le domaine des publicités, des cartes à mémoire ou similaires ; votre candidature sera étudiée même si vous êtes débutant dégage des obligations militaires ; vous avez une bonne connaissance de l'anglais, et si possible de l'allemand.

Vous viendrez accroître le potentiel technique du Service Etudes - Montluçon.

GROUPE APPARTENANT AU MONDE DE L'ENERGIE  
RECRUTEDES INGENIEURS  
CEUX-CI SERONT INTEGRES

• Dans les secteurs d'ingénierie, études ou projets : les postes conviennent à des ingénieurs grandes écoles ayant une spécialisation en génie chimique.

• Dans les centres de recherche : les postes conviennent à des ingénieurs grandes écoles ESPIC, ENSIC. Un poste sera proposé à un ingénieur ayant une expérience en chimie analytique.

• En usines : les postes nécessitent soit une spécialisation en instrumentation et automatisations, soit une formation en génie chimique et une expérience en process contrôle.

Les postes en recherche et process contrôle exigent une très bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire en envoyant C.V. détaillé, photo sous référence 4689 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Préciser date de disponibilité et contraintes géographiques s'il y a lieu.

## TECHNOLOGIE DE POINTE

INGENIEURS D'ETUDE  
ELECTRONICIENS

Importante filiale d'un grand groupe français, nous concevons et réalisons des grands systèmes automatiques et des produits pour l'industrie faisant appel à des technologies de pointe en électronique et en informatique (traitement d'images, processeurs rapides, notamment). De nouveaux investissements impliquent un développement de notre service Etudes Electroniques et la création de plusieurs postes d'ingénieurs.

Intégrés dans des groupes d'études de 3 à 5 ingénieurs, ils prendront en charge personnellement le développement de sous-ensembles. Ils participeront à l'ensemble des choix techniques (souvent en limite de technologie), à l'intégration des matériels et des systèmes, à l'élaboration des devis et à la définition des moyens à mettre en oeuvre dans chaque groupe.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés de grandes écoles ou de l'université ayant une première expérience en électronique dans un service Etudes (2 à 4 ans). Des connaissances dans les domaines suivants ne peuvent être que des atouts supplémentaires : communication de données, réseaux, traitements d'images ou de signaux, vidéo-fréquences.

Les postes à pourvoir sont à Paris Nord. Les perspectives de carrière peuvent être très motivantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 106 CDEF à H-B, 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

INGÉNIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL  
ESSAIS NON DESTRUCTIFS

L'Unité spécialisée d'un puissant Groupe Industriel développe des techniques de pointe dans le domaine des essais non destructifs (ultrasons, courants de Foucault, radio...).

Sa notoriété et sa compétence l'amènent à commercialiser ses services hors du Groupe, expertises, assistance technique, développement de méthodes de contrôle.

Pour prendre en charge cet aspect, il est créé un poste d'ingénieur Technico-Commercial. La mission consiste à prospecter une clientèle, cibler, élaborer les offres, suivre les commandes jusqu'à leur réalisation. Le marché est porteur et permet un fort taux de croissance de ces activités.

L'ingénieur recherché est diplômé d'une grande Ecole, il a de bonnes connaissances en END, une expérience technico-commerciale dans un domaine similaire est souhaitée. Il faut par ailleurs une bonne autonomie et un réel goût d'entreprendre pour saisir l'opportunité de carrière offerte.

Poste basé à Chalou-sur-Saône.

Merci d'adresser C.V. photo et rémunération actuelle, sous réf. 70039 M, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.



Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde

## Ingénieur commercial

400.000 F +

**Cullinet**

Répondre pour la qualité des logiciels et prolonger l'existence commerciale auprès des utilisateurs d'ordinateurs 4321X, 5032X et compatibles, la filiale française (50 millions de francs de chiffre d'affaires au terme de sa troisième année d'existence) du groupe Cullinet software, recherche un ingénieur commercial. Intégré à une équipe commerciale performante, il sera chargé de vendre des solutions logicielles à une clientèle diversifiée (assurance, banque, distribution, industrie, service...) répartie sur le secteur géographique qui lui sera confié. Basé à Paris (92), ce poste s'adresse à un cadre commercial âgé de 29 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ou justifiant d'un niveau équivalent) et maîtrisant bien la langue anglaise. Il doit en outre impérativement avoir acquis une expérience de la négociation de contrats importants chez un grand constructeur ou dans une SSII, ou avoir exercé des responsabilités techniques dans un environnement grand système IBM. A objectif atteint, la rémunération annuelle (fixe + commissions) sera de 400.000 francs la première année (et de 600.000 francs la seconde) + voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R 9138M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

La CNCA

Recherche pour sa Direction Informatique à Saint-Quentin-en-Yvelines

INGENIEUR  
BASES DE DONNEES

Pour prendre en charge l'installation et la maintenance de systèmes de gestion de bases de données ou de dictionnaire de données.  
Pour assurer l'assistance technique ou des développements sur les produits de gestion de données (SGBD - Dictionnaire...).

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ou équivalent ayant une expérience avérée de 3 à 5 ans en application temps réel et bases de données sur système MVS/VS.

La connaissance de CICS, Assembleur est indispensable et des compétences en Cobol, REXX, TSO et SGSD, S Z000, DB 2 ou BULL seraient très appréciées.

Adressez-nous votre lettre de candidature, CV détaillé et rémunération actuelle, sous réf. SB 10305 à CNCA Gestion des Personnes, St Quentin-en-Yvelines - 78280 Guyancourt.

**CAISSE NATIONALE DE  
CREDIT AGRICOLE**Leader sur le marché de la Carte à Microcalculateur  
recherche desINGENIEURS LOGICIEL  
DEBUTANTS

Vous êtes motivé pour participer au développement d'un produit de haute technologie et possédez des connaissances de base en microprocesseur.

Votre tâche sera de concevoir et réaliser en toute autonomie un développement spécifique de logiciel en langage assembleur.

Rejoignez l'équipe Etudes Développement de la Société Bull CPB.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 225 M à :

M. LAVERGNE Gérard  
BULL CPB  
rue Eugène Henaff - BP 45  
78193 TRAPPES CEDEX.

**Bull**

## Informatique technique

Nous sommes l'un des premiers groupes européens d'ingénierie en informatique au service des entreprises privées et du secteur public. Notre division Ingénierie des Systèmes Techniques prend en charge de vastes chantiers d'informatique dans des domaines variés. Notre développement rapide nous amène à rechercher des

## Jeunes Ingénieurs

Diplômés d'une école d'ingénieurs ou titulaires d'un DEA informatique, vous avez acquis une première expérience significative de réalisations utilisant l'un des langages suivants : PASCAL, C, FORTRAN, LTR.

Vous souhaitez accroître votre savoir-faire dans des domaines de pointe, partagez donc notre ambition informatique et adressez votre candidature en indiquant la référence 10704/M à E. PICARD, Département Recrutement, SEMA-METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

**SEMA-METRA****sonauto**

Nous importons et distribuons en France les automobiles PORSCHE, MITSUBISHI, SEAT et les motos YAMAHA et connaissons un fort développement. Nous avons conçu une informatique largement distribuée autour d'un SPERRY 1100/62 supportant un réseau mailé réparti entre la France et l'étranger. Nous entamons une nouvelle étape en accueillant à Cergy-Pontoise (95) :

## un organisateur informaticien

(réf. 4794 LM)

Aux côtés du directeur du département "pièces de rechange" (110 p.), venez vous comporter en responsable informatique, conduire les réorganisations internes, sous-traiter avec l'informatique et doter le département d'outils de gestion, pour optimiser et aider nos décisionnaires en vous appuyant sur les systèmes existants.

## un responsable bureautique

(réf. 4795 LM)

Vous intégrez le service informatique (20 p.) et créez la fonction en mettant en œuvre le plan bureautique : vous arbitrez entre micros et infocentre (mis en œuvre sous MAPPER) et jouez à plein, auprès des utilisateurs, votre rôle de conseil/assistance/formation, tout en vous tenant informé des évolutions du marché.

Ingénieur, vous avez acquis en cinq ans une solide expérience de la conduite de projets en milieu industriel ou dans la distribution et vous êtes éloigné de la technique pour vous consacrer à vos utilisateurs. Si votre évolution passe par l'organisation, le premier poste vous est ouvert ; si elle passe par la mise en œuvre des techniques nouvelles, le second est pour vous.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante, à "Carrières de l'Informatique".



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

**DU PONT**

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. : 3,6 Milliards de C.A., 1300 personnes, 3 usines, 2 établissements. Au sein de cette Société, le Département PROTECTION DES CULTURES, en développement rapide, recherche pour sa Station Expérimentale de Tournai :

## UN INGÉNIEUR AGRONOME

Sous la responsabilité du Directeur de la Station, vous participerez à la définition des programmes d'expérimentation et à leur exécution.

Vous développerez les contacts avec les Laboratoires et les Centres de recherche des services officiels, et superviserez une petite équipe de techniciens.

Vous justifierez d'une première expérience en Agronomie (techniques culturales, semences, parasitologie...).

Vous avez :

- le sens du concret,
- une bonne connaissance des techniques informatiques,
- une parfaite maîtrise de l'anglais, indispensable pour des contacts permanents avec des responsables anglophones.

Rémunération motivante et avantages sociaux importants.

Nous offrons également des opportunités de carrière en matière de Vente et de Marketing à des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et prétentions à DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. - Service du Personnel 137, rue de l'Université, 75334 PARIS CEDEX 07.

Jeunes Diplômé(e)s  
Grandes EcolesNous ferons de vous  
des « hommes et des femmes  
d'affaires »

C'est l'envergure qu'il faut à nos ingénieurs commerciaux pour être les conseils des directions générales d'entreprises qui nous font confiance.

Car les solutions informatiques que nous leur vendons pour améliorer leur productivité sont les clefs de leur compétitivité et de leur avenir.

Vous bâtirez votre réussite sur vos compétences, votre rigueur intellectuelle mais aussi sur vos capacités d'innovation.

Digital vous consacrera 10 mois de formation pour commencer, avant que nos affaires deviennent... votre affaire.

X-Supelec - Centrale - Mines - Télécom - Arts et Métiers - HEC - ESSEC - Sup de Co - IEP.

Ecrivez à Marie-Claire SAN QUIRCE, sous référence MON 176, Service Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

N° 2 mondial de l'informatique

Bougez, Vivez...

**digital****SAT**

Leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles au lithium, SAT investit chaque année plus de 100 millions de francs dans la recherche et le développement. Notre Département Générateurs Spéciaux qui développe des piles à haute performance pour missiles et torpilles, prépare son avenir en recherchant :

INGENIEUR ETUDES  
PILES THERMIQUES

Vous assurerez la responsabilité des études, des procédés et du support technique à la fabrication de ces piles. Vous assurerez les relations techniques de haut niveau avec nos laboratoires français et étrangers. Une formation initiale de 3 mois dans notre Direction Technique Américaine fera de vous le « spécialiste » Piles thermiques.

Pour un professionnel de haut niveau, de formation Chimie/Electrochimie, et possédant 5 ans d'expérience en recherche et développement axés sur l'application industrielle, c'est l'opportunité de carrière sur des produits de technologie avancée.

Poste basé à ROMAINVILLE (proche banlieue Est).

Merci d'adresser votre CV à SAT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers 92200 NEUILLY SUR SEINE (sous la référence G.6.15).



مركز من الأصل



هكذا من الأصل

Le Monde

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde

### SODETEG S.T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique

- 550 personnes dont 250 ingénieurs - 60 % du C.A. réalisé à l'export  
recherche dans le cadre de sa forte expansion

#### INGÉNIEURS LOGICIEL TÉLÉCOM

De formation Grande École, vous avez acquis une expérience significative dans la réalisation des logiciels de Télécommunication, et maîtrisez le modèle OSI, plus particulièrement les couches Transport, Session et Présentation.

Vous avez une bonne connaissance de l'assembleur Z80 et des langages C et Pascal sous environnement UNIX. Vous êtes attirés par les méthodes modernes de développement de logiciel et l'utilisation d'un Atelier Logiciel. Vous serez chargés d'animer une équipe logiciel de haut niveau. (Réf. 01/LM).

#### INGÉNIEURS LOGICIEL MESSAGERIE

De formation Grande École, vous avez acquis une expérience significative dans la réalisation de systèmes de MESSAGERIE privée ou à l'usage des Grandes Administrations: Aviation Civile, Armée...

Vous avez une bonne pratique du développement de logiciels TEMPS RÉEL en langage C et Pascal sous environnement UNIX.

Vous êtes attirés par les méthodes modernes de développement de logiciel et l'utilisation d'un Atelier Logiciel. Vous participerez à des développements de Systèmes de MESSAGERIE au sein d'équipes logicielles de haut niveau. (Réf. 02/LM).

**SODETEG/T.A.I. présente dans 25 pays, offre à des Ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG/T.A.I., Sandrine MANDIN, 283, rue de la Minière, B.P. n° 11, 78530 BUC.

THOMSON  
INDUSTRIE ET INGENIERIE

#### H/F INGENIEURS

**Nous pouvons vous confier la conduite de nos Projets d'Etudes en mini et micro informatique.**

Cette mission va de la définition des produits à la mise en fabrication en usine.

Dans un environnement technologique très à la pointe, sur un secteur en forte croissance, elle implique un très fort goût d'entreprise.

Homme de contact, vous menez les affaires rondement, vous savez «jouer» sur les paramètres coûts/délais. Volontaire, vous savez être le moteur d'une équipe.

Située au carrefour des activités de l'entreprise, la mission

#### «CHEF DE PROJET»

demande la volonté de dialoguer avec le marketing, le bureau d'études, la fabrication.

Nous proposons les deux domaines d'intervention :  
- Intégration des stations de travail et de compatibles PC avec des systèmes de messageries et des systèmes centraux BULL et IBM.  
- Projet logiciel : développement sous UNIX de petits systèmes de gestion.

Vos compétences informatiques et votre expérience professionnelle (5 ans minimum) dans une activité similaire nous intéressent.

Alors la mission de Chef de Projet vous tente ? Adressez-nous dès maintenant votre dossier de candidature sous référence 4975 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.



LA MICRO INFORMATIQUE SUCCES

#### INGENIEUR MARKETING PRODUITS

Les missions qui vous attendent chez ce grand constructeur français, classiques à la fonction, n'en demeurent pas moins très diversifiées.

Au sein de l'équipe marketing, vous recherchez de nouveaux produits, assurez l'évaluation technique et le positionnement sur le marché. C'est vous aussi qui êtes l'interface avec les fournisseurs, et assurez la vie du catalogue produit. Tout proche du commercial, vous analysez l'impact des ventes et procédez à toutes actions allant dans le sens de plus grandes performances.

De telles responsabilités impliquent forcément une expérience de plusieurs années dans des fonctions semblables. Impérativement dans le domaine de la micro-informatique.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui lettre, CV, photo et niveau de rémunération actuelle en précisant sur votre dossier la référence 790M  
ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

#### LABORATOIRE CENTRAL DE RECHERCHES

Nous sommes le premier chercheur industriel français: nous investissons 10% de notre C.A. en Recherche et Développement et nous déposons plus de 600 brevets par an.

Nous recrutons un

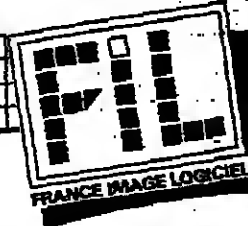
#### INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE OU PHYSICIEN MINES - SUPÉLEC - TÉLÉCOM - ESPCI - ENSCP TITULAIRE D'UNE THÈSE

débutant ou ayant quelques années d'expérience, pour se joindre à une équipe de recherche appliquée en croissance épistémologique de composés III - V par jets moléculaires.

Très bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et lettre manuscrite) à THOMSON-CSF - L.C.R. - Service du Personnel - B.P. 10 - Domaine de Corbeville, 91401 ORSAY.

THOMSON-CSF



#### Développement de logiciels : pour les passionnés de la micro-informatique

Notre activité : la conception et l'écriture de logiciels. Notre objectif : consolider notre position sur le marché des logiciels grands publics et professionnels pour micro. Nous sommes jeunes, compétents, passionnés. Nous avons une croissance rapide sur un marché très important. Nous lançons de nouveaux projets et nous voulons renforcer notre équipe Développement avec

#### Deux jeunes ingénieurs grandes écoles

Vous développerez des logiciels destinés aux principaux micro-ordinateurs du marché, sur DIGITAL VAX sous langage C ou PASCAL dans des domaines d'application pointus : productivité personnelle (tableur, base de données...), télécommunications, CAO, DAO... Une première expérience même brève dans ce domaine serait fortement appréciée. Une bonne connaissance en Assembleur est indispensable. Pour ce poste basé Porte de Bagnolet, adressez votre dossier à : Monsieur Frank O'NEIL FRANCE IMAGE LOGICIEL, 36, avenue Gallieni Tour Gallieni-2, 93175 - BAGNOLET CEDEX.

PARIS

Au Crédit Agricole (Caisse Régionale de l'Ile de France, 2400 personnes, 240 agences) : nous avons le souci permanent d'un service toujours meilleur à la clientèle, ainsi nous recherchons dans un secteur en plein développement un(e)

#### Spécialiste Bourse

Il a la responsabilité d'une équipe avec laquelle il assure le suivi d'opérations importantes et complexes en matière de Bourse.

Chargé des relations avec les agents de change, il répercute les informations et les évolutions du marché auprès du réseau d'agences dont il suit l'évolution des besoins et les attendus. Il enrichit les applications automatisées boursières, ce qui implique une bonne expérience de l'organisation et de l'informatique.

Si votre potentiel est à la mesure de nos attentes, de bonnes perspectives d'évolution s'offrent à vous.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 58, Crédit Agricole, 24, quai de la Rapée 75012 Paris.



Le bon sens près de chez vous.

#### Organisez l'informatique de notre réseau international

Important groupe français international, nous sommes 10 000 répartis dans 40 pays. Notre Division Organisation et Informatique, basée à Paris, recherche un(e)

#### ORGANISATEUR INFORMATIQUE

Véritable interface entre les utilisateurs et les informaticiens, vous êtes responsable de notre secteur réseau international et travaillez de façon autonome : analyse des systèmes d'information, élaboration des propositions, suivi des réalisations et mise en place des solutions.

De formation supérieure, école de commerce (HEC, ESSEC...) ou ingénieur (Centrale ou équivalent) vous avez une expérience similaire de 3 à 5 ans qui a développé votre aptitude à communiquer à tous les niveaux.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 5616 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

POURQUOI ALLER AU JAPON  
DECOUVRIR CE QUI EXISTE EN BOURGOGNE

#### INGENIEURS AM OU EQUIVALENT

Groupe industriel de réputation internationale (4500 personnes, 1,7 MMF de CA), nous produisons en très grandes séries des articles destinés à une clientèle difficile qu'il nous faut séduire et fidéliser.

Notre outil de production, que nous développons nous-mêmes, est surtout fait de machines automatiques, intégrant mécanique de précision, électronique, informatique.

Ingénieur diplômé d'au moins 30 ans, vous avez la maîtrise de l'étude et de la réalisation d'équipements de production automatisés sophistiqués.

A la tête de votre équipe technique, vous êtes le moteur du développement de notre nouvelle génération de machines, très axée productique. Vous déterminez les choix technologiques, dirigez, coordonnez et contrôlez l'activité des intervenants (CSE, avois, mise au point, fabrication...) internes et externes, faites avancer les projets en conciliant les divers points de vue aux objectifs à atteindre.

Vous parlez peut-être allemand ou anglais.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 432 à notre Conseil : Alain LEROUX


SODERHU  
22 rue Saint Augustin  
75002 PARIS

Soderhu  
MEMBRE DU SYSTEC



REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde



## ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

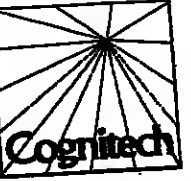
Entreprise en expansion rapide, recherche des **ingénieurs**

ESE-CENTRALE-TELECOM-ISEN...  
débutants ou ayant quelques années d'expérience  
**POUR LA CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS VLSI**

En liaison constante avec les concepteurs d'équipements, ces ingénieurs devront assurer la continuité architecturale, schéma, transmission dans le silicium ou l'architecture de Gallium, tests ainsi que le développement des moyens CAO correspondants. Ils bénéficieront de toute l'expérience d'une équipe de pointe disposant de moyens CAO parmi les plus puissants et les plus modernes.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3177 M, à préciser sur l'annonce - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris



## Intelligence Artificielle

PARIS - Nous sommes une société spécialisée en Intelligence Artificielle (systèmes-experts, interfaces en langue naturelle, communication parlée homme/machine, reconnaissance des formes). Nous recherchons, parmi les diplômés des Grandes Ecoles ou de l'Université un


### Ingénieur-consultant

Rattaché au Département Transfert de Technologie, vous aurez la responsabilité de la conception, de l'organisation et de la réalisation d'opérations de formation et de transfert de technologie.

Ce poste constitue, pour un jeune ingénieur, une réelle opportunité de valoriser une expérience d'environ 4 ans en développement de systèmes avec les techniques télématique, micro-informatique et micro-électronique. Les projets de courte durée qui lui seront confiés feront appel à sa créativité, son autonomie et son implication personnelle.

Basé à PARIS, ce poste, compte tenu d'un contexte de travail international, nécessite une bonne pratique de l'anglais.

Envoyer Curriculum Vitae détaillé avec lettre manuscrite à :  
**COGNITECH, DEPARTEMENT TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, 167 rue du Chevaleret, 75013 PARIS.**  
Ne pas téléphoner



## BETEL INGENIERIE

recherche pour son département

### INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

### INGENIEURS GRANDES ECOLES

(MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEIHT...)  
(Option Informatique ou Automatique)

ayant acquis une première expérience temps réel sous l'un des environnements suivants :  
68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, 8086, 8088, RMX, PDP, MITRA, SOLAR.

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à :  
**BETEL INGENIERIE (s. réf. BO31)**  
23, rue de la Paix - 75002 Paris



## Intelmatique

INTELMATIQUE est l'un des départements spécialisés de FRANCE CABLES ET RADIO. Ayant développé une réelle expertise en marketing international, il est chargé d'assurer la promotion de la télématique française en particulier en Europe et aux Etats-Unis.

INTELMATIQUE renforce ses équipes et recrute un

### Ingénieur développement - Applications Télématiques

Vous serez chargé de concevoir et réaliser des produits spécifiques permettant la compatibilité des systèmes proposés avec des environnements variés. Vous participerez également aux actions de marketing soit en expertisant des équipements existants soit en assurant le support technique d'opérations de promotion.

Ce poste constitue, pour un jeune ingénieur, une réelle opportunité de valoriser une expérience d'environ 4 ans en développement de systèmes avec les techniques télématique, micro-informatique et micro-électronique. Les projets de courte durée qui lui seront confiés feront appel à sa créativité, son autonomie et son implication personnelle.

Basé à PARIS, ce poste, compte tenu d'un contexte de travail international, nécessite une bonne pratique de l'anglais.

Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBR/IT/ID.

## Ingénieurs électroniciens

Société française de dimension internationale spécialisée dans le secteur des télécommunications recherche des

ISEN - ISEP - INSA ou équivalent débutants ou avec une première expérience pour la mise en œuvre de réseaux câbles en fibres optiques.

UN POSTE POUR la mise en place des câbles

• préparation des appels d'offres,

• préparation et suivi des chantiers.

UN POSTE POUR la mise en service des équipements constituant les systèmes de transmission des télécommunications.

Postes basés en région parisienne.

Envoyer lettre de candidature, CV, et prétentions, sous la référence 9860 à :

**(Organisation et Publicité)**  
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



## SF2 industries la maîtrise de l'informatique

Filiale du groupe SG2, nous occupons une place prépondérante dans la conception et la réalisation de grands projets de gestion auprès des entreprises industrielles. Pour faire face à notre développement, nous recrutons :

### Ingénieurs développement - 2, 3 ans d'expérience

De formation supérieure (MAGE, Ecole d'Ingénieur), vous avez une véritable expérience du développement d'applications de gestion (temps réel, base de données) pour prendre une part active dans nos différentes interventions.

Actuellement en SSII ou chez un constructeur, vous souhaitez valoriser votre expérience, en évoluant au sein d'une entité (250 personnes) d'une des plus grandes SSII françaises.

Nadine HOLLANDER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNH/SG/IN.

## LMT - RADIO PROFESSIONNELLE

élaboré des Equipements très complexes dans les domaines des Réseaux et Systèmes de Télécommunications et de Transmissions, de la Radionavigation aérienne, de la Détection et de l'Identification.

Nous recherchons un

### INGENIEUR

responsable, avec une petite équipe, du Développement de programmes de tests appliqués à des Equipements électroniques très complexes.


Rédaction de projets de spécifications, réalisation d'analyses fonctionnelles et organiques, élaboration des arbres de tests et des programmes.

Formation Ingénieur Electronicien, très bonnes connaissances en informatique générale, expérience souhaitée dans le domaine des essais.

Nationalité française.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à LMTFP, Gestion des Cadres, 46, quai Le Gall, 92103 BOULOGNE.

**THOMSON-CSF**



## COFIROUTE

Importante société privée (1.200 personnes)  
Concessionnaire des autoroutes L'AQUITAINE et L'OCEANE

Nous sommes une entreprise récemment informatisée mais dotée d'un réseau important (2 VAX 750, 2 PDP 11/44, 12 PDP 11/23). Nous voulons maintenant renforcer notre équipe en y intégrant un

### Chef de projet

Vous êtes le Responsable du Projet (étude d'organisation - conception - mise en place et suivi). Nous vous offrons la possibilité d'apporter des solutions techniques d'avant garde (bases de données, outils d'infocentre) à des problèmes classiques.

De formation supérieure, niveau ingénieur ou MAGE, avec 5 ans d'expérience minimum, vous avez déjà développé des applications, sur matériel VAX de préférence.

Eric COX vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MEC/COF/CP.

## INGENIEURS D'ETUDES LOGICIEL

Pour sa Direction des Etudes à Grenoble  
BULL SEMS recherche des

diplômés GRANDES ECOLES, débutants ou ayant quelques années d'expérience, pour l'un des domaines suivants :

- systèmes d'exploitation UNIX
- protocoles réseaux
- logiciels CAO
- logiciels graphiques.

Ces développements s'effectuent sur systèmes SPS 7 et SPS 8.

Adressez votre candidature sous référence M 085 à

Martine CALVAS  
BULL SEMS  
BP 208  
38432 ECHIROLLES CEDEX

**Bull**

## ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du Groupe Schlumberger, Etudes et Fabrications Flopetrol conçoit, développe et fabrique des systèmes de mesures destinés à la production et à l'exploration des gisements d'hydrocarbures. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Pour développer notre Direction Manufacturing, nous recherchons aujourd'hui un

### JEUNE RESPONSABLE INDUSTRIALISATION ELECTRONIQUE

Rattaché directement au Responsable du Département Electronique, il est le manager d'une équipe de 8 personnes - dont 4 ingénieurs - industrialisant des équipements électroniques de haute technologie produits en petites séries. Ses missions : choix des options techniques, amélioration des procédés de fabrication, qualité du matériel, gestion des budgets.

Vous avez, au cours d'une première expérience de 4 à 5 ans dans une fonction Etudes ou Fabrication, révélé de réelles qualités techniques et de leadership. Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Ce poste - basé à 30 mn de Paris - ouvre de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe International de tout premier plan. La rémunération est motivante.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel, ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL, BP 592, 77005 MELUN CEDEX.

**FLOPETROL JOINTON**  
**Schlumberger**

هكذا من الأصل



Le Monde

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde

## MISSION DE CONFIANCE POUR CANDIDATS AU SUCCES

**THOMSON SEMICONDUCTEURS** : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSTEK (U.S.A.) devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à devenir ainsi des

## RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU (X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, vous testerez vos capacités d'observation, votre créativité et votre pragmatisme. La qualité des résultats que vous obtiendrez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.

Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Ecoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS  
Direction des Ressources Humaines - 101, boulevard Muret, 75116 PARIS.

**THOMSON  
SEMICONDUCTEURS**

## HALTE au BRUIT et à la Pollution!

Notre Centre de Recherches sur les bruits d'échappement automobile et les silences industriels étudie et met au point les échappements de demain.

Une jeune équipe d'ingénieurs acousticiens travaille dans ce centre et souhaite s'adjoindre un

## ingénieur motoriste

Vous êtes ingénieur mécanicien, diplômé de l'ESTACA, l'ENSPM ou d'une autre école avec une spécialisation « moteurs ». Vous êtes débutant ou possédez quelques années d'expérience. Venez rejoindre notre équipe en Normandie. C'est là que notre Centre de Recherches, loin du bruit et de la pollution, combat ces deux fléaux en liaison étroite avec les grands constructeurs automobiles.

Adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à : **LUCHAIRE S.A.**  
Direction des Relations Humaines - 180 bd Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.

**GROUPE LUCHAIRE**

## CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Au cœur de l'action dynamique de CAP GEMINI SOGETI - groupe puissant, leader européen des sociétés de prestations intellectuelles, 1<sup>re</sup> SSI française - CAP SOGETI INDUSTRIE recherche pour PARIS

## Ingénieur Commercial Expérimenté

Professionnel de la vente, vous avez complété votre formation école d'ingénieur ou de commerce par une solide expérience commerciale acquise soit chez un constructeur, soit dans une SSI. Vos qualités de négociateur et votre dynamisme sont des atouts indispensables pour mener à bien la double mission qui vous sera confiée : d'une part conquérir de nouveaux marchés axés sur l'ensemble

de nos activités (conseils, assistance technique, interventions spécialisées), d'autre part, suivre et développer une importante clientèle du secteur automobile, mécanique et sidérurgique. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à votre futur Directeur d'Agence A. Wilbois 92 bd du Montparnasse 75682 Paris Cedex 14, qui examinera personnellement votre dossier.

**CAP SOGETI INDUSTRIE**

**rep**

Leader mondial des presses à injecter le caoutchouc, 90 % export, 270 personnes en France et à l'étranger, 200 millions de F.

LYON

## Jeune ingénieur automaticien spécialisé en microélectronique automatisées

En liaison étroite avec le Directeur Technique, intégré à l'équipe automatisées (5 ing. et techn.), il sera principalement chargé du développement des automatisées à microprocesseurs appliqués aux produits de la Société. Esprit concret et ouvert aux autres techniques, il a aussi un rôle d'informaticien et de formateur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Une première expérience dans un domaine similaire serait un atout. Bonne connaissance de l'anglais. Merci d'envoyer votre candidature à G. SCHNEIDER qui vous assure toute discrétion. Référence XG.

**SCHNEIDER  
RECRUTEMENT** 55 montée de Choulens  
69323 Lyon Cedex 05.

ARCOREM 555

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE recherche

## 2 INGENIEURS SUP AERO CONFIRMES

Pour étude et coordination technique de systèmes de navigation par satellites et de systèmes optiques intégrant stabilisation et asservissements.

Adresser candidature sous référence 4678 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société française de 3 500 personnes, leader dans le paiement électronique, recherche pour son département monétique - secteur pétrolier - un

## CHEF DE PRODUIT

3 à 5 ans d'expérience commerciale

Ingénieur de formation, âgé de 30 ans environ, il aura pour missions de mener l'action commerciale en vue de promouvoir les ventes en France de systèmes de paiement électroniques adaptés à la distribution de carburant et d'assurer le développement de ces produits.

Poste basé en région parisienne, banlieue Sud. Fréquents déplacements en France. Anglais courant.

Adresser CV détaillé sous n° AB 576 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société française de 3 500 personnes, leader dans le domaine des grands réseaux de transmission de données à l'échelle nationale, recherche pour son centre d'Etudes Paris Banlieue Sud un

## INGENIEUR LOGICIEL TEMPS REEL

De formation grande école ou équivalent, une expérience de 3 ans en informatique temps réel est exigée. Des connaissances en langage C et en microprocesseurs seraient appréciées.

Formation spécifique réseaux assurée. Supervision d'une équipe logistique de 6 ingénieurs. Poste d'avenir.

Adresser CV détaillé sous AB564 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## ROBOTIQUE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Marseille

LIRIAM recherche

## JEUNES INGENIEURS A FORT POTENTIEL HF

Formation Grandes Ecoles ou Université. Spécialisation complémentaire en ROBOTIQUE ou INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. Goût du travail en équipe.

pour gérer son centre de documentation

## DOCUMENTALISTE HF

Familiarisé avec les outils modernes (TEXT, VIDEOTEK...). Anglais lu et écrit indispensable. Allemand souhaité. Expérience en information technico-économique.

Merci d'adresser votre candidature à Pascal TUAIRE  
Institut International de Robotique et d'Intelligence Artificielle  
de Marseille CMCI, 2 rue H. Barbusse 13001 Marseille.

Filiale informatique d'un important établissement financier parisien, nous sommes pour ce dernier une équipe d'intervention à taille humaine. Dans le cadre de l'évolution des marchés financiers, cet établissement intègre un outil informatique original. Dans ce contexte, nous recherchons un

## Ingénieur Réseaux

Au sein de l'équipe chargée du projet, il a pour missions successives :  
- la prise de connaissance de l'existant sur le site homologue en Amérique du Nord ;  
- la responsabilité des problèmes réseaux, dans l'intervalle du rapatriement du système d'informations ;  
- la participation à l'implantation sur Paris ;  
- l'adaptation permanente du réseau à l'évolution technologique.

Nous recherchons un candidat jeune, ingénieur de formation (IE, ESIEE, ESIEG...). Son expérience de 3 à 5 ans lui permet d'évaluer dans un environnement IBM sous DOS - VSE - MVS - VTAM où les connaissances spécifiques de réseaux sont centrées sur SNA - NCP - 3705/3725 - Série I - X25.

Michel DIEUR, notre Conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité, les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8603.09 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

## INGENIEUR COMMERCIAL IAO-CAO Prenez une dimension d'avance!

Nous sommes un grand Groupe Industriel Français, leader dans notre domaine, et nous utilisons nos compétences pour investir dans le développement de Logiciels (2D-3D) en ingénierie.

Aujourd'hui, au stade du lancement de nos produits sur le marché, nous comptons sur vous pour assurer la commercialisation. Responsable intégral du cycle de ventes et des comptes que vous gèrerez, le secteur géographique que vous aurez à couvrir évoluera en fonction de votre potentiel.

Cette proposition intéresse un Homme C.A.O., diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de Commerce.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions), sous réf. 70040 M, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde

**INDUSTRIE TEXTILE**  
**Entreprise GUILLE : COLLEGIEN, STORYTIP**  
 recherche  
**2 ingénieurs**  
 - responsable ordonnancement lancement  
 - responsable atelier de production

Implantée dans la région toulousaine, notre Entreprise de 700 personnes fabrique et commercialise plusieurs lignes de produits : chaussettes, collants, vêtements coordonnés enfant et layette.

Notre développement nous a imposé comme leader au plan national.

Notre développement nous a imposé comme leader au plan national.

Nos candidats devront justifier d'un diplôme d'ingénieur : Textile, Arts et Métiers ou équivalent et d'une expérience de quelques années au sein d'une unité de production dans le secteur de la confection textile.

Adresser dossier complet + photo sous réf. 1001 N/M à  
**nicole dominique**  
**maury sperte**  
 conseil

1 place Wilson,  
 31000 Toulouse.

**Consultant**  
**Service Software**  
**Société de Services**  
 et d'ingénierie en informatique  
 industrielle et scientifique,  
 spécialisée en analyse des signaux,  
 automatisation, télécommunication,  
 recherche

**INGENIEURS**  
 débutants(es) ou confirmés(es)

Connaissance : HP 1000 / HP 9000 - UNIX.  
 Expérience en moyens d'essais.  
 disponibles rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature  
 à Madame Meunier - CS  
 SiliC 560 - 94643 RUNGIS Cedex

Dans le cadre du renforcement de  
 ses activités études, SOPEMEA,  
 laboratoire d'essais d'environnement  
 recherche un

**INGENIEUR MECANICIEN**

Spécialiste en dynamique des structures.  
 Formation Grandes Ecoles, 27 à 35 ans.  
 Homme de contact et d'ouverture, capable de  
 négocier des affaires et d'animer une équipe.

**INGENIEUR INFORMATIEN**

30 ans environ.  
 Ingénieur de bonne culture générale, ayant  
 acquis une spécialisation en informatique  
 (niveau Chef de projet souhaitable), capable  
 de l'évaluation et du choix des matériels, de  
 suivre des développements de logiciels, de for-  
 mer et d'assister les utilisateurs internes.

Sérieuses références exigées.  
 Adresser candidature sous réf. 4677 à  
 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra  
 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Ingénieurs**  
**Grandes Ecoles**

Vous développerez des projets en PASCAL, C, PLM  
 86 et ASSEMBLEUR pour nos applications utilisant  
 les 16 bits INTEL, MOTOROLA et VAX.

Les projets que nous vous confierons vous mettront  
 en contact avec les grands noms de l'industrie et  
 vous feront évoluer dans un environnement de  
 techniques de pointe.

Nous sommes une société de conseil et d'ingénierie  
 à taille humaine. Notre expansion, notre dyna-  
 misme et notre ouverture à l'expression des valeurs  
 personnelles vous permettront d'évoluer au mieux  
 de vos capacités et de vos ambitions.

Postes basés à Paris, Marseille, Toulouse.

Merci de bien vouloir adresser  
 votre CV, photo s/réf. 5746 B  
 à SIVAN 10, Bd. de Strasbourg  
 75010 PARIS.

**SIVAN**

un esprit pour l'informatique

## Prenez la Direction des Etudes avec à la clé, celle d'un Département

La Division chargée du développement de matériels  
 militaires d'une importante société d'électronique, d'élec-  
 tronique et de systèmes (13 établissements et filiales :  
 1.800 personnes) recherche un **INGENIEUR**  
**MECANICIEN/ELECTROMECANICIEN**.

Vous possédez une première expérience dans la  
 conception et la réalisation de matériels intégrant la  
 technologie de la FIBRE OPTIQUE.

D'abord **DIRECTEUR DES ETUDES**, vous serez chargé  
 avec l'aide du B.E. d'une part de la conception, de  
 l'élaboration et de la mise en fabrication de produits  
 nouveaux, et d'autre part, du développement de pro-  
 duits actuels.

Dans un second temps, vous évoluerez vers le poste  
 de **DIRECTEUR DE DEPARTEMENT**.

Vos responsabilités se développeront aux niveaux  
 humains, techniques, commerciaux et de production  
 en liaison directe avec le Directeur de division.

Lieu de résidence : Agréable ville de Savoie.  
 Des déplacements fréquents sont à prévoir en Région  
 Parisienne et en France.

La rémunération attractive est fonction de votre expé-  
 rience et de votre évolution au sein du poste.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 5659 à  
 Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009  
 Paris, qui transmettra.

# Les Grands Moyens

A l'heure où d'autres sociétés se posent des questions  
 sur leur avenir, Télésystèmes recrute. Aujourd'hui,  
 250 postes sont à pourvoir au sein de notre SSII qui marque  
 l'informatique de son empreinte.

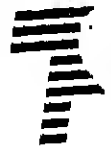
A un professionnel de l'informatique, Télésystèmes  
 offre l'opportunité de sortir de la routine, en exerçant  
 son talent au contact d'entreprises nationales et internationales,  
 toutes à la pointe de leurs secteurs. En fait, Télésystèmes représente  
 à sa manière, la valeur ajoutée que vous recherchez fort justement  
 pour l'évolution de votre carrière. Et chez Télésystèmes, les opportunités  
 sont nombreuses.

Nous recherchons des **ingénieurs** et des **chefs de projets**  
 qui pourront s'exprimer dans le cadre des métiers que nous maîtrisons :  
 banques de données, services télématiques, ingénierie de réseaux et de  
 systèmes, génie logiciel, monétique.

Et nous mettons à leur disposition de grands moyens informatiques  
 intégrés (DPS7, DPS8, IBM.).

Si vous êtes de ceux qui souhaitent aller où le vent  
 souffle, rejoignez-nous.

Envoyez lettre manuscrite et CV sous réf. 86034 à : Télésystèmes, Direction  
 du personnel, 115, rue du Bac - 75007 Paris. Tél. : (1) 45.44.38.98 poste 3413.



**Telesystemes**  
 Membre du Syntec

NOTRE SOCIÉTÉ LEADER  
 DANS LA FABRICATION DE PRODUITS  
 DE HAUTE TECHNOLOGIE  
 POUR LA BUREAUTIQUE  
 RECHERCHE

## GAGNEURS

## Ingénieur opérationnel de développement H/F

issu d'une Grande Ecole (Centrale - AM ou équivalent...). Nous attendons d'un candidat expérimenté  
 (3 ans) des compétences en Mécanique Générale - Résistance des Matériaux et Plastique. Pratique  
 de l'Allemand souhaitée.

Votre mission : au sein d'une équipe compétente vous assurez l'amélioration de nos produits  
 existants et vous participez activement au développement de nos nouvelles technologies.

Poste à pourvoir dans une métropole universitaire du littoral atlantique.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence 10-43 à notre Conseil  
 Michel ORHON, Ce-Te-AFAVE - BP 54 - 44803 Saint Herblain Cedex. Discretion assurée.

## Responsable Méthodes : L'imagination au service de la performance

Lyon  
 200 000 env.

Imagination et compétence : nos 2 atouts maîtres.

Leader sur notre marché - les biens d'équipements électromécaniques - 1500 personnes, CA 880 MF - nous  
 apportons à l'un des plus puissants groupes industriels français. Pour nous, la performance passe par la  
 maîtrise de l'avance technologique et les méthodes modernes de management.

C'est en professionnel rigoureux que vous mènerez les actions destinées à améliorer la productivité :  
 diminution des coûts de production : mise au point de nouveaux produits (en liaison avec le R.E.D.) ;  
 implantation de machines et matériels spécifiques ; développement de nos nouvelles technologies.

Poste à pourvoir dans une métropole universitaire du littoral atlantique.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence 10-43 à notre Conseil  
 Michel ORHON, Ce-Te-AFAVE - BP 54 - 44803 Saint Herblain Cedex. Discretion assurée.



**ALGOE**

9 bis, route de Champagne, 69134 ECULLY CEDEX

MEMBRE DU SYNTec

مركزنا من الأصل



Le Monde

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde

**DIVISION AUTOMOBILE**

Notre atelier flexible de tournage a été exposé au FESTIVAL DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE.

Cet investissement marque la volonté de notre Groupe de se développer en s'appuyant sur les techniques les plus modernes.

Cet atelier et d'autres projets au sein de notre usine de Crézancy (Aisne) permettront à un

**ingénieur automaticien**

de se joindre à l'équipe en place pour étudier et réaliser ces installations.

- Vous êtes ingénieur diplômé.
- Vous possédez une expérience des méthodes d'usinage et de la robotique.
- Vous parlez anglais.

Adressez votre dossier de candidature à  
**LUCHAIRE S.A.**  
Direction des Relations Humaines  
180, bd Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.

**GROUPE LUCHAIRE**

**DIVISION AUTOMOBILE**

Notre Centre de Recherche et Développement Mise en Forme des Matériaux vient d'être créé au sein de notre principale usine à Crézancy (Aisne).

Nous offrons à un

**ingénieur**

**spécialiste des questions de FORGE**

de participer à l'application des études et recherches dans le domaine de la mise en forme des matériaux au sein du département Forge de notre unité de production.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines, Arts et Métiers), titulaire si possible d'un doctorat de spécialité dans les techniques de formage des matériaux.

Quelques années d'expérience dans ce domaine seront appréciées ainsi que la connaissance de l'anglais.

Adressez votre dossier de candidature à  
**LUCHAIRE S.A.** - Direction des Relations Humaines  
180, bd Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.

**GROUPE LUCHAIRE**

## info'rop

DÉPARTEMENT GESTION INDUSTRIELLE

Professionnel de l'ordonnancement (PERT, GANTT, Contrôle des coûts) en environnement électronique professionnelle, devenez un de nos

## CONTRÔLEURS DE PROJETS

et participez à de grands projets aéronautiques, transports, télécom.

Tél. à J.P. CHILTZ (1) 43 77 42 45

## Rejoignez-nous, pour relever notre défi qualité !

### INGENIEURS ASSURANCE QUALITE CONFIRMES

**BULL à Angers - Jours-les-Tours**, un des plus grands Ensembles Industriels fabrique d'ordinateurs en Europe. Depuis deux ans un effort considérable de formation des Hommes (10 % de la masse salariale), des investissements nous permettent, pour engager un processus d'amélioration de la qualité dans notre domaine : l'électronique de pointe.

Vous êtes Ingénieur Généraliste : MINES, CENTRALE, ENSAM, UT Compiegne... ou Electronicien et Qualiticien. Vous possédez impérativement une expérience de trois à cinq ans sur le terrain, dans des postes d'Assurance Qualité. Vous voulez affirmer vos capacités de communication et d'animation.

Nous recherchons :

**UN RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE** d'une grande expérience, dirigeant une équipe d'Ingénieurs Qualiticiens.

**UN RESPONSABLE METHODES ASSURANCE QUALITE** chargé de renforcer et de développer notre méthodologie pratique de prévention qualité.

**UN INGENIEUR FIABILITE COMPOSANTS ELECTRONIQUES**

**UN INGENIEUR QUALITE NOUVEAUX PRODUITS**

A terme, de larges perspectives d'évolution vous sont offertes au sein du Groupe Bull.

Merci d'adresser à BULL - Service Recrutement  
331, avenue Patton 49005 ANGERS CEDEX

**Bull**

POUR NOUS LA MISE EN BOITE EST UNE CHOSE SÉRIEUSE

## INGENIEURS AM OU EQUIVALENT

Groupe industriel de premier plan, nous produisons en très grandes séries (plusieurs millions d'unités) des articles conditionnés individuellement. De préférence délicate, ils font appel à des moyens de manutention, tout à fait originaux.

Avec votre équipe, vous développez nos nouvelles lignes automatisées de conditionnement intégrant mécanique, électronique, informatique, automates divers.

A partir du cahier des charges (vous participez à son élaboration), vous déterminez les choix technologiques, menez les études nécessaires, coordonnez et supervisez l'action des intervenants (équipes internes, sous-traitants...), jusqu'à la mise en production, en vous appuyant sur votre connaissance du marché, des fabricants, des évolutions technologiques.

Si vous êtes un ingénieur d'au moins 28 ans et avez développé et réalisé des équipements de manutention et de conditionnement automatisés travaillant à haute cadence sur de très grandes séries et êtes sensible aux défis de la Bourgogne.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 433 à notre Conseil :

**SODERHU**  
22 rue Saint Augustin  
75002 PARIS

**Soderhu**  
MEMBRE DE SYMEC

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

## ARABIC MONITORS

BBC MONITORING SERVICE

Caversham Park, Reading

To listen to news and other radio broadcasts and translate selectively into accurate idiomatic English. Also, to view similar television broadcasts translating the audio content and reporting on the pictorial elements contained.

Essentially, you will need a degree or equivalent standard (e.g. mother tongue, prolonged period of residence) in ARABIC combined with a sound standard of written English, wide interests, good knowledge of international affairs, perfect hearing, normal colour vision and the ability to type.

In addition, it will be desirable if you have a command of a Maghribi colloquial dialect, preferably Moroccan, or another major language. Experience as a translator or journalist or specialist knowledge of a relevant field (politics, economics, law, etc.) would also be desirable. If your mother tongue is not English, please state your qualification in this language.

Salary £ 10,124 - £ 13,140 p.a. plus an allowance of £ 569 p.a. Relocation expenses considered. Weekend work involved.

Write or telephone for further details and an application form (quote ref. 9470/LM and enclose a.s.c. to Senior Personnel Officer, BBC Monitoring Service, Caversham Park, Reading, RG4 9TJ, England. Tel. 0734 472742. We are an equal opportunities employer.

Recherche ouverte pour l'enregistrement d'étudiants allant étudier en Grande-Bretagne. Bonne connaissance de l'anglais. Ecrire à The Registrar, St. George College, 182 Seven Sisters Road, LONDON N7 7PL.

## FREELANCES

20 h/semaine minimum pour traduction anglaise/française de son dictionnaire général. Lettre de motivation. C.V. à : C. RABY - MAC MILLAN 12 A Golden Square London W1R 3AP (G.-B.).

## LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

## DROITS DE L'HOMME EN ASIE

Amnesty International

recherche pour son secrétariat international à Londres

## DEUX ASSISTANT(E) S

qui travailleront dans le Département de la recherche sur les pays suivants :

1) Inde, Sri Lanka et Bangladesh

2) Corée du Sud, Taiwan et Japon

Les assistantes(e) s'occuperont des équipes de recherche. Ils (elles) sont chargés(e) de rassembler des informations sur les droits de l'homme et les présenter et de tenir à jour un programme d'actions sur les pays précités. Ils (elles) communiqueront avec les groupes d'Amnesty International dans le monde entier.

Les candidats(e)s doivent avoir une bonne connaissance de ces pays et pratiquer couramment l'anglais. La connaissance d'une langue locale serait un avantage. Ils (elles) doivent avoir l'esprit d'organisation, être capables de travailler en équipe et sous pression, et dactylographier leurs propres textes.

Traitement annuel : 9.979,72 livres sterling (indexé, échelons annuels)

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 6 mai 1986

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à : Amnesty International, Service du Personnel International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-Bretagne. Tél. 071 3805 (24 h/24).

**amnesty international**

**GERER ET NEGOCIER NOS 300 MF D'ACHATS**

Division d'un groupe international de l'électronique, nous avons décidé de renforcer la direction de nos achats et recherchons

## INGÉNIEUR

pour négocier nos achats importants. Expérience contrats et anglais indispensables.

## INGÉNIEUR

fonction technique et commerciale pour l'encadrement des acheteurs (10 personnes) - expérience achats et animation exigée. Anglais souhaité.

Ces deux postes impliquent une bonne capacité d'initiatives. Merci d'adresser votre candidature (C.V. et photo) sous référence 843 à CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.



REPRODUCTION INTERDITE



**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)



## Banque Islamique de Développement

La Banque Islamique de Développement, institution financière internationale offre à des professionnels hautement qualifiés la possibilité de faire carrière à la Banque, en son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite. La Banque utilise les trois langues à savoir l'arabe, l'anglais et le français et les candidats doivent maîtriser deux de ces langues.

A. Les postes vacants, objet de la présente annonce et pour lesquels les salaires varient de 30.000 à 45.000 SEU, sont les suivants:

### Ingénieur Génie-Civil

Le candidat doit justifier d'un diplôme supérieur en Génie Civil, ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque à savoir l'arabe, l'anglais et le français et avoir une grande expérience en matière d'évaluation des projets d'ingénierie, de préparation d'études de faisabilité, de contrôle, et exécution de tels projets et autres activités similaires. Il serait préférable que le candidat soit diplômé d'une école de Génie Civil ou ait un grade professionnel équivalent.

### Ingénieur Chimiste

Le candidat doit justifier du diplôme supérieur d'ingénieur-chimiste délivré par une Université reconnue ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque et avoir une grande expérience en matière de planification, préparation, évaluation, supervision et contrôle des projets. Il serait préférable que le candidat soit diplômé d'une école d'ingénieurs-chimistes ou justifie d'un grade professionnel équivalent.

### Analyste Financier

Le candidat doit justifier d'un titre universitaire reconnu en économie et un diplôme du niveau de la maîtrise en gestion ou équivalent ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque avec une grande expérience en matière de développement, d'analyse des données financières et d'utilisation des méthodes de programmation et d'analyse de sensibilité.

### Économiste de projets

Le candidat doit avoir une maîtrise en économie ou dans une matière en rapport étroit avec l'économie ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque et une grande expérience en matière de préparation des études de faisabilité, d'analyse des coûts et revenus et d'évaluation des projets.

### Cadre responsable des projets de participation au capital

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme universitaire du niveau maîtrise en gestion, en économie ou en finance ou d'un diplôme équivalent ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque et justifier d'une grande expérience pratique en matière d'identification, d'évaluation et de suivi des projets de participation au capital. La préférence sera donnée à ceux ayant une expérience dans ce domaine acquise auprès de banques nationales, d'institutions de développement ou d'autres organismes d'investissement spécialisés.

### Cadre aux opérations

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme universitaire du niveau maîtrise ou équivalent en économie ou en gestion ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque et avoir une expérience pratique en matière d'économie, d'analyse financière et de supervision de projets.

B. Pour les postes ci-après, les salaires varient entre 25.000 et 40.000 \$ des États-Unis, en fonction de l'expérience et du diplôme.

### Spécialiste en étude de temps

Le candidat doit être titulaire de la maîtrise en gestion ou d'un diplôme équivalent délivré par une université reconnue ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque à savoir l'arabe, l'anglais et le français et avoir une expérience pratique en matière d'application de certains systèmes de contrôle et connaître les méthodes d'analyse des données et de déduction des résultats.

### Cadres aux systèmes et procédures

Le candidat doit être titulaire de la maîtrise en gestion ou d'un diplôme équivalent délivré par une université reconnue ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque avec une expérience pratique en matière d'analyse et de conception des systèmes et

d'élaboration de guides de procédures.

### Spécialiste en bibliographie

Le candidat doit avoir une licence ou maîtrise en sciences économiques ou financières avec un diplôme ou une maîtrise en bibliothéconomie, en sciences de l'information ou en documentation. De plus, il doit justifier d'une expérience pratique dans ce domaine ainsi qu'une bonne connaissance de deux des trois langues utilisées à la Banque.

### Responsable adjoint des bourses d'études

Le candidat doit avoir la maîtrise en lettres ou en sciences de l'Éducation ou en sciences, maîtriser deux des trois langues utilisées à la Banque et justifier d'une expérience pratique en matière de correspondance et de rédaction des rapports et documents. Il serait préférable qu'il ait également une expérience en matière d'éducation, d'affaires étudiantes dans les organisations islamiques et de promotion des activités sociales.

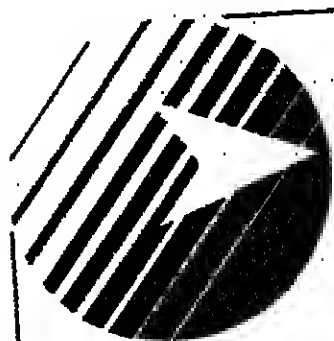
Tous les candidats concernés doivent justifier, dans la spécialité requise, d'une expérience pratique d'au moins 8 ans après la licence. La préférence sera accordée à ceux ayant une expérience dans des institutions spécialisées dans les domaines du financement, de la banque et de l'investissement ou dans des établissements de recherche. La préférence sera donnée également aux ressortissants des pays membres de la Banque qui maîtrisent l'arabe et les autres langues utilisées à la Banque.

Outre le salaire, l'employé perçoit diverses indemnités: Indemnités d'installation, de transport et de logement, billets gratuits pour se rendre en congé annuel dans son pays, indemnités familiales, frais de scolarité pour les enfants, soins médicaux gratuits, assurance-groupe, assurance contre les accidents, retraite et autres avantages.

Le délai limite d'acceptation des demandes est le 12 Avril 1986. Les candidats à ces postes doivent envoyer leur curriculum vitae, avec photocopie de leurs diplômes et attestations de travail à l'adresse suivante:

Monsieur le Directeur de l'Administration Générale  
Banque Islamique de Développement  
B. P. 5925 - Jeddah 21432  
Royaume d'Arabie Saoudite

## SECTEURS DE POINTE



### Développer notre Gestion de Production dans une Filiale du GROUPE MATRA

C'est ce que vous propose notre société de 2300 personnes qui recherche, pour l'un de ses sites industriels, un (H/F)

### Futur Chef de Projet Informatique

En relation directe avec notre Chef de Service Informatique et les utilisateurs, nous vous confierons le développement d'applications orientées gestion de production et l'encadrement d'Analystes-Programmeurs. C'est dire que vous savez dialoguer, convaincre et apporter une méthodologie, des outils... tant à l'équipe qu'aux utilisateurs de la PRODUCTION. Ingénieur de formation, vous possédez une première expérience réussie en milieu industriel dans un environnement IBM 43XX, CICS/DLI, et souhaitez rapidement évoluer en fonction de votre mérite dans un contexte performant à forte technicité. Le poste est situé dans une ville agréable de province au sein d'une filiale d'un Groupe puissant où les responsabilités évoluent.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + prétentions + photo) sous référence L/MCP/M à notre Conseil Thierry de CARNE, qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



## INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

situé à RUEIL-MALMAISON (92), recrute pour sa Direction de Recherche TECHNIQUES D'APPLICATIONS ÉNERGETIQUES

### DEUX INGENIEURS DE RECHERCHE

Diplômés Grandes Ecoles (Centrale, ENSTA, etc...) option mécanique - ENSPM Moteurs apprécié. Débutant ou 2 à 5 années d'expérience dans le domaine des moteurs. Motivation pour la recherche indispensable. POSTE 1 : pour développement et mise en œuvre de procédés nouveaux en alimentation et combustion des moteurs. POSTE 2 : pour recherches sur les moteurs d'automobile (VP et VI) (nouveaux concepts d'organes, fonctions, matériaux, etc...). Adresser CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi sous réf. 4682 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### INGENIEUR DE RECHERCHE

Diplômé Grandes Ecoles (Centrale, ENSTA, Chimie Paris, Nancy, ...) ENSPM Moteurs apprécié. Débutant ou 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine Moteur-Carburant. Il aura pour mission principale, au sein d'une équipe de recherche, la conception des carburants futurs et leur optimisation sur moteur. Connaissances indispensables : combustion, physico-chimie des produits pétroliers, calcul scientifique et anglais.

## MEDECIN

### Adjoint au Directeur Scientifique

Laboratoire pharmaceutique français, à vocation internationale, nous connaissons actuellement une forte progression. L'excellente notoriété dont nous bénéficions est due à notre sérieux et à la qualité de nos produits, issus de notre Centre de Recherche et Développement. C'est dans ce contexte motivant que nous créons le poste d'Adjoint au Directeur Scientifique. Plus de 5 années d'expérience dans l'industrie pharmaceutique vous ont permis d'acquies une solide culture médicale et scientifique. Vos compétences techniques et vos qualités relationnelles feront de vous le conseiller de haut niveau que nous recherchons. Directement rattaché au Directeur Scientifique, vous serez également en étroite relation avec tous les autres services de notre laboratoire. Notre ouverture internationale exige une bonne maîtrise de l'anglais. Nous vous remercions d'adresser confidentiellement votre dossier complet à notre Conseil Gérard Pont, 15, rue du Louvre 75001 PARIS sous référence 173 G2.

**nervet pont conseil**

## CONSULTANT HF

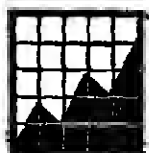
Le Département FORMATION du groupe EGOR a pour vocation de former l'encadrement des Entreprises aux méthodes les plus modernes de Recrutement, d'Appréciation et d'Évaluation des potentiels. Aujourd'hui, la confiance répétée de nos clients et l'intérêt de plus en plus grand que suscitent nos techniques nous conduisent à enrichir notre équipe d'un nouveau Consultant. Vous êtes Psychologue et avez acquis une expérience courte mais significative de l'animation des groupes. Comme nous, vous pensez que la Formation aux Relations Humaines est un souci constant des Dirigeants d'Entreprise et qu'il faut répondre en Spécialistes à leur demande. Si en plus vous savez réfléchir et concevoir tout en privilégiant l'action, nous vous proposons : - la notoriété de notre Groupe - la qualité de nos produits - nos perspectives de développement - la richesse de la mission proposée au sein d'une équipe créative et dynamique. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence MEG 86 F à Michel GUILLANNEUF

### EGOR FORMATION

63, rue de Pontreue - 75008 PARIS  
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

هكذا من الأصل





## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



## emplois régionaux

### Les Nouveaux Constructeurs

pour mieux vivre

#### UN DIRECTEUR

Ressources Humaines, Contrôle Financier, Administration  
Notre ambition : devenir, avec vous, un grand groupe industriel et de services.

Notre point de départ : CA 85 HT de 1,2 milliards de francs. 25 % de progression annuelle, bénéfices nets de 25 MF.  
Une activité immobilière : 10 000 logements construits depuis 1972, maisons, immeubles, bureaux, rénovations, hôtels, lotissements, loisirs.  
Une activité industrielle : matériaux de construction, porcelaine, faïence.  
Nous recherchons pour réaliser cette ambition un **DIRECTEUR** (ressources humaines, contrôle financier, administration) pour notre siège national.  
Membre du Comité de Direction, en relation directe avec la direction générale, vous serez en charge de différents services fonctionnels : ressources humaines, contrôle financier, administration et êtes un des interlocuteurs réguliers des directeurs de nos filiales.  
Votre priorité sera d'assurer le fonctionnement quotidien du siège avec les responsables des autres services fonctionnels : juridique, qualité, diversification, communication, plan.  
A terme, vous prendrez en charge l'ensemble des services fonctionnels et élargirez vos responsabilités à la diversification industrielle, pour mettre en place les moyens nécessaires au développement continu du groupe.  
Votre profil : fort potentiel, diplômé d'une Grande Ecole (X, ENA, HEC).  
Votre âge : une quarantaine d'années avec une expérience réussie dans une fonction de même type. La connaissance de l'immobilier n'est pas indispensable : de bonnes qualités de communication et de négociation sont garantes d'une insertion aisée dans notre groupe.

La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel et des qualités personnelles.

La base d'activité sera à Paris, avec de courts déplacements en province.

Si cette ambition vous motive, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à :  
Les Nouveaux Constructeurs - Olivier Mitterrand - Tour Montparnasse - BP 18 - 75755 Paris Cedex 15.

### Secrétaire général

HF



N° 2 mondial du bagage rigide, nous poursuivons notre développement en particulier en diversifiant nos lignes de produits.

Nous créons le poste de **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**, et recherchons un collaborateur capable de superviser les services comptables (6 personnes), mettre en œuvre un contrôle de gestion et une comptabilité industrielle (2 usines) performante, de prendre en charge la gestion du personnel (80 personnes) ainsi que les problèmes juridiques et d'assurance. Ce collaborateur est rattaché au Directeur Général. Il fait partie de l'équipe de direction et son action concerne aussi bien le siège que les deux usines et les cinq filiales européennes.

Ce poste convient à un candidat d'expérience ayant occupé des fonctions similaires dans une P.M.E. (l'apprentissage des procédures reporting dans une entreprise anglo-saxonne serait apprécié) et qui allie le sens de l'efficacité à celui de la rigueur. Le poste est basé à Bobigny (93) et nécessite quelques déplacements dans nos filiales.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 587.86 M à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

### Directeur de Production

HF

Charge de coordonner l'ensemble des services "administratifs-retraites" et d'un important rôle de relations avec les Entreprises adhérentes et de liaisons avec le Service Informatique.  
Le poste suppose des qualités accentuées d'organisateur, acquises dans un poste lié à la gestion de documents administratifs nombreux et complexes. Une expérience acquise dans un organisme équivalent serait un atout apprécié, mais non indispensable pour ce poste très autonome et qui offre des responsabilités importantes.  
Ecrire avec C.V. et prétentions à : Mme D'ORMANT  
18 Bis rue de Villiers  
92303 Levallois-Perret

INDAL PARIS



Barclays Bank S.A.

recherche pour son Agence de Marseille

### Exploitant

H/F

Diplômé Ecole de Commerce ou équivalent, 4-5 ans d'expérience bancaire, pour la prospection des entreprises sur Marseille, les Bouches du Rhône et les départements limitrophes.

Le candidat devra avoir une bonne connaissance de l'anglais et des opérations de commerce international.

Il sera par ailleurs disposé à poursuivre sa carrière au sein du réseau Barclays à l'issue de quelques années passées à Marseille.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. G. Choulet, Directeur Agence Barclays, 34, La Canebière, B.P. 2209 - 13207 Marseille Cedex 01.

Recherches pour TOURS  
Ecoles de Commerce  
même débutants pour postes à responsabilité.  
Adm. C.V. + photo + prét.  
s/réf. V 37 à C.F.P.C.,  
B.P. 1808, 37018 TOURS Cedex.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Grille de la Cour Européenne des Droits de l'Homme

### JURISTES

possédant un diplôme universitaire en droit ou moins du niveau de la maîtrise décerné par une université de langue française. Une excellente connaissance de l'anglais et une très bonne connaissance de l'anglais sont exigées des candidats qui devront posséder la nationalité d'un Etat membre du Conseil de l'Europe et être âgés de moins de 35 ans (dérogations possibles sous 5 ans).

Traitement mensuel brut de début approx. 11.500 à 14.500 Francs français (selon âge et expérience). Exonération d'impôt. Le cas échéant, indemnités de résidence et allocations à caractère familial.

Des renseignements détaillés et le formulaire de candidature (à retourner avant le 7 mai 1986) peuvent être obtenus à l'adresse suivante :  
Division du Personnel - CONSEIL DE L'EUROPE -  
B.P. 431 R6, 67006 STRASBOURG Cedex.

Importante collectivité territoriale  
région Ouest (budget : 600 MF)

RECRUTE D'URGENCE

### CONSEILLER DE GESTION

En collaboration avec la Direction Générale et en liaison avec les unités opérationnelles, il se verra confier :

- 1) La mission de coordonner des synthèses de contrôle et d'en définir les structures et les modalités de fonctionnement ;
- 2) La fonction d'assistance aux services gestionnaires (établissement des budgets et plans, analyse des écarts, réalisation de tableaux de bord, mise en place d'une comptabilité analytique...) ;
- 3) Le rôle de conseil pour la prise de décision stratégique (choix des projets, faire ou sous-traiter, études, coordination des grandes actions...).

Adresser candidature et C.V. sous n° 7 128 M  
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montmarty, Paris-7.

### AVIS DE CONCOURS

Le département  
de Tarn-et-Garonne

recrute par concours sur titres

### UN CHEF DE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ

LA CLOTURE DES INSCRIPTIONS EST FIXÉE  
AU 31 MARS 1986

Le déroulement de carrière et le régime indemnitaire sont identiques à ceux des fonctionnaires de l'Etat exerçant les fonctions de Directeur Départemental des affaires sanitaires et sociales dans le Tarn-et-Garonne :  
- échelonnement indiciaire L.B. 741-966 en 5 échelons  
- Salaire net annuel de début : 140.636,16 F.  
- Salaire net annuel plafond : 190.518,04 F.  
- Indemnité de fonction au taux moyen de 12,50 % et au taux maximum de 25 % de l'indice brut.

Tous renseignements concernant les conditions d'admission à concourir et les places à fournir peuvent être demandés à :

L'Hôtel du Département de Tarn-et-Garonne  
Côte de l'Héritage - B.P. 783 - 82013 Montauban Cedex  
Téléphone : 63-03-70-00, poste 3030 - 3034.

Important Laboratoire Pharmaceutique  
Région Lyonnaise  
recherche  
pour son service d'Essais Cliniques

### Médecin

de préférence ancien interne des Hôpitaux  
expérimenté en cardiologie.

Ecrire avec C.V. + photo sous référence M/M194 à :  
LEVI TOURNAY 104, rue Garibaldi, 69006 LYON

## SECTEURS DE POINTE

Spic Batignolles

### Notre chantier : le monde

La Division Electronique et Nucléaire  
réalise un chiffre d'affaires de 7,3 Milliards de Francs.  
Elle s'appuie sur un effectif de 15000 personnes.

#### Jeunes ingénieurs

#### Informatique industrielle - Automatismes

Ingénieurs Grandes Ecoles, débutants à 5 ans d'expérience, vous voulez évoluer vers la conduite de projets sous tous les aspects : conception, développement et réalisation, et aussi gestion financière, contacts clients et fournisseurs, etc... Nous vous proposons d'être les acteurs de notre expansion dans les domaines de l'informatique industrielle et des automatismes. Vous aurez la charge de projets informatiques liés aux affaires du Groupe en France et à l'étranger.

Votre potentiel et votre goût pour la mobilité technique... et géographique seront les meilleurs garants de votre évolution dans le cadre d'un groupe pluridisciplinaire et international (80 % du C.A. à l'étranger).  
Pour un premier contact, écrivez sous réf. 58.88/35M, à :  
J.M. LAMBERT, DRYGHA, SPIE BATIGNOLLES, 202 rue de Clichy, 92111 Clichy.

### INGENIEURS CONFIRMES

### ACCELEREZ VOTRE AVANCE DANS L'INFORMATIQUE BANCAIRE

Chez GFI, nous avons une certaine éthique de l'informatique. Nous croyons à l'exigence pour aller plus loin dans notre métier.  
Depuis plusieurs années, vous développez vos compétences dans l'univers bancaire, aujourd'hui vous souhaitez accélérer votre allure. Valorisez-vous en évoluant vers des responsabilités plus larges au sein de GFI Banque, département spécialisé d'une des premières SSI françaises de dimension internationale, GFI.  
En qualité de chefs de projets, de concepteurs ou de consultants, vous bénéficierez d'atouts majeurs pour participer et mener des missions de haut niveau dans un environnement professionnel performant.  
Diplômés d'études supérieures (Ecoles d'Ingénieurs ou M.I.), vous êtes enthousiastes et savez aller créativité, rigueur et autonomie, des qualités déterminantes auxquelles nous sommes très attachés.  
Embarquez le pas de notre réussite en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous référence LM 253 à Jacques GARIAZZO, GFI Banque, 49 avenue de l'Opéra - 75002 Paris.



"GFI, toujours un pas plus loin"

Faites équipe avec nous!

SOREP MICRO-ELECTRONIQUE  
Entreprise de technologies  
en forte croissance

recherche

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ

pour des missions de  
conseil en intégration

Vous êtes ingénieur :  
- grande école d'électronique  
- expérimenté dans la conception de hardware  
Vous conseillerez nos clients dans l'utilisation des technologies de Micro Packaging mettant en œuvre circuits hybrides, monolithiques semi custom et custom.

Vos qualités de communication et votre sens de la négociation sont des atouts indispensables pour cette fonction.

Poste basé à Paris

Déplacement assuré

Merci d'adresser votre candidature à :  
SOREP S.A. Service Personnel  
21, Bellevue 95220 CHATEAUBOURG

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 45-55-91-82



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Société fabricant du matériel d'éclairage, recherche pour son Service Marketing, candidats de formation marketing-commerciale :

### CHEF DE PRODUIT

Il (elle) devra :

- développer une ligne d'appareils d'éclairage intérieur architectural,
- analyser le marché, la concurrence, les ventes,
- participer à l'élaboration des stratégies - produits et coordonner le développement des nouvelles gammes,
- définir le plan marketing de sa ligne de produits et lancer les produits nouveaux.

### ASSISTANT MARKETING

Il (elle) devra :

- travailler sur toutes les lignes de produits,
- analyser les statistiques de vente,
- participer à la rédaction du bulletin de liaison sur les produits,
- être l'interface marketing-réseaux commerciaux.

Ces postes évolutifs sont basés à PARIS avec des déplacements de courte durée en FRANCE. Une première expérience de deux à trois ans acquise en milieu industriel serait appréciée.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo, préférences, réf M026 EUROPHONE, Madame Nicole RABIER, 156 Boulevard Houssmann - 75008 PARIS.

## JEUNE ADJOINT MARKETING

«AGRO», «VETO»... INSEAD, ISA

Notre groupe, présent dans plus de 100 pays, consacre près de 16% de son CA «Pharmacie» à la recherche. En France, le développement du Département vétérinaire (CA 23 MF) implique la création d'un poste d'Adjoint Marketing. Rattaché au docteur vétérinaire, Directeur de Département, vous participerez à l'élaboration de la stratégie commerciale et identifier les besoins du marché pour concevoir les actions marketing adéquates. Vous intervenerez également dans la formation de la force de vente. Vous collaborerez avec le Responsable du Développement Scientifique des meilleures actions techniques à mener pour soutenir les commerciaux. Enfin, vous contrôlerez et évaluer les résultats de la mise en œuvre de la stratégie et des tactiques commerciales. Docteur vétérinaire ou ingénieur agronome, vous avez soit une formation complémentaire en Gestion (INSEAD, ISA...), soit une première expérience Marketing (1 à 3 ans). La pratique de l'anglais est indispensable. Nous vous accueillons à Reims et vous offrons de belles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 171 A à H.B., 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS



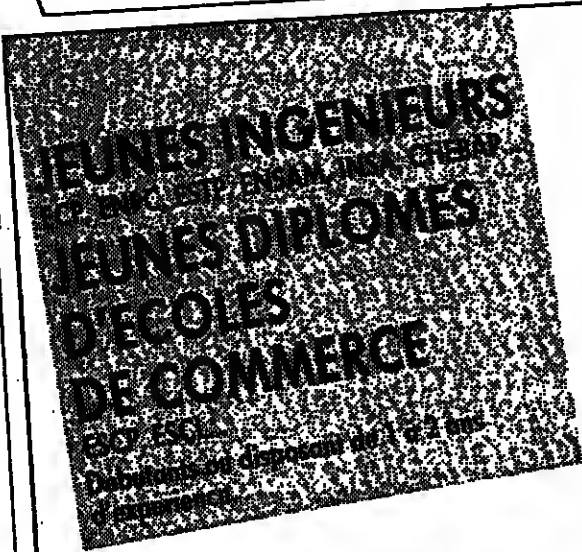
Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation - Conseils aux Collectivités et Entreprises recherche HF

## COMMERCIAUX EXPERIMENTES

TRES BON NIVEAU

Ils seront chargés : - de la prospection d'une clientèle d'entreprise dans les domaines d'assurance vie, des plans d'épargne d'entreprises, de l'intéressement, - du suivi et de l'élargissement d'un important portefeuille de clientèle collective. De formation supérieure les candidats auront acquis une première expérience de la négociation commerciale à un très bon niveau.

Les postes sont à pourvoir à : LYON - NANTES - PARIS - BORDEAUX - ROUEN. Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, sous la référence 351/M GROUPE CRI Roselyne GUILLEMIN - 5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX



La Division Génie Civil et Bâtiment de SPIE BATIGNOLLES vous propose de rejoindre ses équipes ou sein des directions opérationnelles ou techniques. En fonction de votre formation et de vos affinités vous participerez :

- à la gestion des projets (aux plans techniques ou contractuels),
- aux études techniques (ouvrages d'art, constructions industrielles, travaux maritimes et souterrains),
- au contrôle de gestion,
- à l'analyse économique et financière,
- aux achats internationaux.

La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Espagnol est requise. Pour les ingénieurs, une formation complémentaire en économie, gestion ou commerce serait un atout appréciable. Basés à Vélizy, ces postes débouchent à moyen terme sur des opportunités d'affectation à l'étranger, sur chantier ou en agence. La nature internationale et pluridisciplinaire de notre groupe ouvre de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser s/réf. AL 10, lettre de motivation, CV et photo à : Arnaud LAROCHE, Service du Personnel de Vélizy, SPIE BATIGNOLLES, BP. 75 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

Spie Batignolles

CABINET CRÉE A L'INITIATIVE DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT REGIONAL et s'occupe de transmission d'entreprises, cessions d'actifs, recherches de participation, souhaitez recruter

### JEUNE CADRE

Environ 30 ans, expérience analyse financière dans entreprise industrielle. Poste nécessitant bons contacts avec chefs d'entreprises, organismes financiers, experts-comptables. Ecr. MAILLARD, 2, av. de la Tranquillité, 78000 VERSAILLES.

## Responsable des Formations

Visée : direction de l'organisme

Notre vocation est de promouvoir par des actions de conseil et de formation les progrès techniques, la productivité, la gestion, le management au sein des petites et moyennes entreprises performantes de notre profession. Nos résultats, nos objectifs nous amènent à créer à Paris le poste de Directeur d'Exploitation. Rattaché au Directeur Général vous aurez à concevoir, promouvoir, animer des actions de formation de haut niveau, assister les entreprises dans leur capacité d'anticiper l'évolution technologique, économique, sociale, appuyer la dynamique de nos centres régionaux, compléter nos moyens d'intervention par la sélection d'un réseau de compétences. A environ 35 ans, de formation ingénieur complétée par un cycle de gestion, vous avez dirigé une unité de production automatisée, exercé si possible une responsabilité d'ingénieur d'affaires, ou de conseil en entreprises. La rémunération, les perspectives d'évolution sont motivantes. Merci d'adresser votre candidature motivée avec CV, photo et prétentions sous référence 4980 à l'Agence DESSEIN 15, rue du Louvre, 75001 PARIS - qui transmettra.

## ATTACHE[E]

PRES DE NOTRE DIRECTEUR GENERAL PARIS

Nous sommes un groupe privé important et nous intervenons spécifiquement dans le financement des investissements industriels. Prés de notre Directeur Général, votre mission consistera à favoriser son efficacité maximum, à l'extérieur du groupe, comme à l'intérieur. Vous assisterez donc dans ses multiples tâches et vivrez à son rythme. Vous jouerez un rôle essentiel dans l'organisation de son action, mais aussi dans la préparation et le suivi des décisions touchant tous les domaines de l'entreprise. Comment nous voyons-vous ? D'âge mûr et doté (e) nécessairement d'une solide formation type Eco-Fl, HEC, ESSEC... Votre connaissance du monde de l'entreprise et si possible une expérience acquise dans une société financière ou dans une banque, vous rendent capable d'aborder des problèmes variés, financiers, administratifs, humains, commerciaux... Vous avez la plume facile, un bon esprit de synthèse et le goût de la réalisation. Enfin, vous aimez travailler avec d'autres, cadres de l'entreprise, personnalités extérieures, représentants institutionnels, etc... Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature motivée avec CV, photo et prétentions sous référence 4980 à l'Agence DESSEIN 15, rue du Louvre, 75001 PARIS.

Nous sommes filiale informatique d'un important établissement financier parisien. Dans le cadre de notre développement et en réponse à des besoins spécifiques du marché, nous recherchons un

### Formateur

### Informatique - Finances

Rattaché au directeur de la société, il a pour objectif de créer une cellule formation tout en assurant rapidement les missions suivantes :

- organiser et dispenser les sessions de formation, éventuellement appuyé par des intervenants extérieurs,
- développer des cours déjà identifiés et apprécier les opportunités d'en développer de nouveaux.

La demande immédiate concerne pour l'essentiel le domaine informatique - méthodes, langages, systèmes... - Il a pour vocation d'initier en outre des actions dans d'autres domaines spécifiques du secteur financier.

Nous recherchons un candidat jeune, de formation supérieure. Son expérience, de 3 à 6 années, l'a conduit à exercer des postes opérationnels ou sein d'équipes informatiques du secteur tertiaire en environnement IBM de préférence.

D'un tempérament créatif et volontaire, il saura se rendre rapidement autonome. Son développement de carrière sera à la mesure de ses capacités.

Michel DHEUR, notre Conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité, les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8603.11 ou Cabinet M.D.A. - 104, rue du Foubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.



## emploi régionaux

### ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PAU

recrute

### un Professeur permanent de marketing

- Profil exigé :
- Anglais courant (Indispensable)
  - Niveau Doctorat 3e cycle
  - Compétence pédagogique confirmée
  - Expérience en entreprise appréciée
  - Excellente connaissance de la vente
- Prise de fonction : 1er Octobre 1986

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo récente sous référence 5743 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

### Important Laboratoire Pharmaceutique

Région Lyonnaise recherche

### Ingénieur Chimiste

(ou formation équivalente) Spécialiste de Chimie Analytique ayant une expérience de 3 ans ou plus, acquise si possible dans l'industrie Pharmaceutique. Ecrire avec C.V. + photo sous référence M/M 193 à : LEVI TOURNAY 104, rue Garibaldi 69006 LYON

### RECHERCHE BIOLOGISTE

3 ans d'expérience ou débutant - FONCEUR - POUR LANCER LA LIGNE DE PRODUITS D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DANS LES REACTIFS D'ANALYSE

Région NORMANDIE Anglais exigé - Grande disponibilité pour déplacements

Candidature, photo et prétentions sous réf. 7.097 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

Importante société de transports maritimes internationaux basée à Marseille recherche un

### RESPONSABLE HF DU DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

En liaison étroite avec la direction générale et avec l'aide d'une équipe de 4 personnes il définira la politique de développement informatique du groupe.

Le candidat de formation supérieure justifie d'une expérience réussie (minimum 5 ans) dans la fonction. L'anglais est indispensable, la connaissance du shipping est un atout.

Ce poste exige de plus un réel talent de négociateur. Rémunération motivante (250 KF et plus).

Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions à M.T. DUNIAU sous réf. 116/86

ES CONSEIL 34, cours Gouffé 13286 MARSEILLE Cedex 6.

MARSEILLE - LYON - PARIS

### Cinq Jeunes HF Peut-être Diplômés, et Doués pour les Relations Humaines

La Région Centre, vous connaissez ? Quel dynamisme ! Organisme régional agréé, nous agissons auprès des entreprises (PME-PMI) de la région afin de les conseiller et de faciliter leur recours à la formation. Pour cela nous nous appuyons sur des partenaires locaux à Orléans, Chartres, Blois, Châteauneuf, Bourges et Tours. Nous vous proposons une mission d'information et de promotion de nos services. Vous rencontrerez les chefs d'entreprises et leur passerez le message de la formation. Beaucoup d'entre eux ne connaissent pas toutes leurs possibilités, leurs avantages et leurs droits en la matière. Que vous soyez diplômé de GESTION ou de l'Enseignement Technique, voici l'occasion de mettre en évidence votre acquis sur le terrain et de participer à l'essor économique de votre région. Adressez votre dossier, sous référence 8613/3 M, à notre Conseil Ph. GAUTIER, en indiquant la ville où vous souhaitez être basé.

Delalandre et Gautier Consultants 3, rue du Maréchal Foch - 37000 TOURS

هكذا من الأصل







# économie

## REPÈRES

### Dollar : encore plus ferme à 7,08 F

Poursuivant le redressement amorcé la veille, le dollar s'est encore raffermi à 2,31 DM contre 2 DM, 7,08 F contre 7,0280 F, après 7,10 F et 7,09 F. Aux rumeurs d'un accord officieux entre les banques japonaise et américaine sur la nécessité de stopper la chute du dollar, s'est ajouté l'affaiblissement de la 1<sup>re</sup> flotte des États-Unis et les Libyens dans le golfe de Syrte. Les deux facteurs ont poussé le dollar à la hausse. Faible lundi, le franc s'est raffermi mardi, notamment vis-à-vis du deutschemark, dont le cours est retombé à 3,0675 F à Paris.

### Croissance : hausse de 5,1 % du PNB sud-coréen en 1985

En termes réels, la croissance du produit national brut sud-coréen a atteint 5,1 % en 1985, selon la Banque de Corée. Un résultat moins brillant que celui de l'année précédente (8,4 %), mais qui pourrait marquer une simple pause dans l'expansion soutenue qui a conduit ce pays à la 1<sup>re</sup> place des États-Unis et des Libyens dans le golfe de Syrte. Les deux facteurs ont poussé le dollar à la hausse. Faible lundi, le franc s'est raffermi mardi, notamment vis-à-vis du deutschemark, dont le cours est retombé à 3,0675 F à Paris.

### Investissements : forte poussée allemande à l'étranger

Les investissements ouest-allemands à l'étranger ont enregistré en 1985 une forte poussée de 47 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 13,8 milliards de deutschemarks, alors que les investissements étrangers en RFA progressaient de 18 % pour représenter 3,6 milliards, annonce le ministère de l'économie à Bonn. Les investissements allemands se sont surtout portés sur le marché américain, où les investissements nets ont augmenté de 135 % à 7,7 milliards de deutschemarks. Leurs opérations ont également pu se doubler en développement, en revanche, n'ont pas dépassé les 358 millions de deutschemarks en 1985. Le chiffre de 1984, un record de 2,3 milliards, n'est pas comparable à celui de 1985. L'industrie ouest-allemande est le secteur qui a le plus dynamisé l'investissement à l'étranger, en quadruplant ses dépenses d'investissement en un an, suivie par les établissements de crédit et les assurances.

### Transports : moins de pétroliers désarmés

Le tonnage des pétroliers désarmés en raison de l'excédent de capacité de transport était, fin janvier, le plus faible depuis quatre ans. Il a diminué de 4,81 millions de tonnes pendant ce mois-là pour retomber à 33,4 millions, selon les statistiques du General Council of British Shipping (Fédération des armateurs britanniques). Cet excédent (12 % de la flotte pétrolière mondiale) est beaucoup moins important qu'en janvier 1985 (50 millions) et qu'en février 1984 (60,3 millions). Selon les spécialistes, cette amélioration résulte principalement d'un ralentissement des commandes de nouveaux navires et d'une accélération des ventes à la ferraille. Au cours des dernières semaines, en outre, un certain nombre de bâtiments ont été réarmés en raison du renforcement du marché d'affrètement qui provoque l'accroissement du transport de pétroliers consécutif à la chute des prix du brut. (AFP.)

## ÉNERGIE

### APRÈS L'ÉCHEC DE LA RÉUNION DE L'OPEP

## Les prix du pétrole ont de nouveau chuté

Sans surprise, les marchés ont réagi défavorablement à l'absence de pays de l'OPEP pour l'émission d'un accord sur la limitation de leur production. Annoncée comme le report de la conférence de Genève au 15 avril, les prix ont chuté aussi bien à New-York qu'à Londres. Le

cours du baril de West Texas Intermediate pour livraison en mai est tombé à 11,5 dollars avant de clore à 12,13 dollars, tandis que le brut de mer du Nord était coté 11,40 dollars le baril pour livraison en juillet et 12,25 dollars

pour livraison en mai, soit une baisse de quelque 2 dollars par rapport à la fin de la semaine dernière. Chahid Yamani, ministre saoudien du pétrole, a d'ailleurs prédit à Genève « deux très mauvaises semaines » pour les pays producteurs de pétrole.

involontairement fait le jeu de leurs adversaires. Le nouveau plafond proposé suppose, au cours des trois prochains mois, une baisse moyenne de 20 % par rapport à la production actuelle de l'OPEP et de 12,5 % par rapport à l'ancien plafond.

### Maigres satisfactions

Cela représente des coupes très importantes qui doivent être également partagées entre tous les pays puisque l'Arabie saoudite a clairement renoncé à son rôle de producteur tampon. Or l'Irak, ainsi que les Émirats arabes unis et l'Équateur ont néanmoins continué à demander un relèvement de leur quota. « Nous voulons 13 % de la production de l'OPEP, quelle qu'elle soit (2) », assurait lundi M. Ramsi Salman, chef de la délégation irakienne. Le Venezuela, quant à lui, n'a refusé qu'un seul baril. Dans ces conditions, un accord sur le nouveau plafond, même inférieure pour quelques mois, comme l'ont proposé les Algériens en dernier recours, ne pouvait être crédible.

L'OPEP est-elle donc revenue à la case départ ? Pas tout à fait. « La conférence continue. On approche d'une décision finale. On ne refait pas le monde en sept jours », assurait M. Ramsi Salman. Compte tenu des circonstances, c'était le meilleur résultat à attendre.

La conférence n'est que suspendue, ce qui peut être qualifié de positif, bien qu'on voie mal ce qui, sauf changement majeur de la situation politique dans le Golfe, pourrait modifier les choses d'ici trois semaines. Seule, en effet, la peur des hostilités iraniennes, déjà responsable du changement de ton et de tactique des pays du Golfe, pourrait amener le royaume saoudien à modifier d'ici là une stratégie qui sort, d'une certaine façon, légitime de l'épreuve. Mais les points ne sont pas rompus.

Positif également l'accord de principe conclu au cours de la semaine avec les cinq pays exportateurs non membres de l'Organisation (le Mexique, l'Égypte, l'Angola, la Malaisie et le sultanat d'Oman) ont en effet accepté, sans l'annoncer officiellement, « de réduire leurs exportations dans les mêmes proportions que l'OPEP ». C'est-à-dire de 15 % (0,5 million de barils par jour) si l'organisation parvenait à s'entendre sur un nouveau plafond. Cet accord est certes considérable et restera lettre morte aussi longtemps que l'OPEP n'aura pas réussi à remettre de l'ordre dans sa propre maison. Mais c'est un pas en avant positif qui, assurait, lundi, un membre de la délégation algérienne, « montre la volonté réelle des pays non OPEP de coopérer ».

De bien maigres satisfactions au regard des espoirs et des enjeux de cette conférence. « On a perdu beaucoup de temps », reconnaissait un délégué algérien. A y bien réfléchi, on peut se demander si l'objectif des pays du Golfe, voulus pour des raisons politiques, n'était pas précisément de gagner du temps. Si tel était le cas, ils ont une fois de plus parfaitement réussi. Reste à savoir s'ils pourront réitérer cet exploit le 15 avril prochain. Les chances de réussite de cette nouvelle réunion ? « Pas plus de 10 % », affirmait, lundi, un expert.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) L'OPEP produit actuellement environ 17,5 millions de barils par jour, soit 875 millions de tonnes par an (1 million de barils par jour équivaut à 30 millions de tonnes par an). Son ancien plafond s'élevait à 16 millions de barils par jour.

(2) Ceci correspond à une production de 2 millions de barils par jour pour l'Irak, si l'OPEP en produit 16 millions, et 1,8 million de barils par jour si l'OPEP produit 14 millions, à comparer avec l'ancien quota irakien de 1,2 million de barils par jour.

● L'URSS a proposé à la Chine sa technologie nucléaire civile pendant la visite du premier vice-premier ministre soviétique Ivan Arkhipov à Pékin, et une délégation chinoise visitera prochainement des centrales nucléaires soviétiques.

Les propositions soviétiques dans le domaine du nucléaire portent tant sur les réacteurs que sur les équipements conventionnels.

L'OPEP suivait une politique de producteur résiduel du marché. Après la conférence de décembre, elle a clairement dit qu'elle voulait défendre assez et qu'elle voulait défendre désormais sa part du marché pétrolier contre les producteurs concurrents. Aujourd'hui, on ne sait plus, en fait, si c'est une politique du tout », explique M. Nourredine Alt Laoussine, expert international, président de la société Natco.

De fait, si l'OPEP a réussi à éviter le pire, c'est-à-dire la rupture, il n'est pas certain que l'entente de lundi soit la dernière. Les différentes délégations tirer les leçons de la conférence pour se persuader que, sur le fond, rien n'a changé et que les « clans » de l'organisation restent toujours, en dépit des apparences, aussi divisés.

D'un côté, les pays du Golfe, derrière l'Arabie saoudite, demeurent convaincus que la défense des parts de marché reste la seule stratégie viable. L'OPEP seule ne peut plus défendre les prix du pétrole. Elle ne parviendra à forcer à terme les autres exportateurs de brut à réduire leur production qu'en maintenant durablement des prix très bas, estiment-ils.

« M. Yamani est persuadé qu'en maintenant pendant six mois au plus les prix entre 12 et 15 dollars par baril la production aux États-Unis, en mer du Nord ou ailleurs, baissera de un à deux millions de barils par jour », assure un expert. De fait, le même M. Yamani répète quelques heures après la fin de la réunion que la coopération des producteurs non membres de l'organisation, et notamment la Grande-Bretagne, restait pour lui « essentielle ».

### De notre envoyée spéciale

Genève. — Que les gouvernements occidentaux se rassurent : ce n'est pas demain que les prix du pétrole retrouveront leur niveau précédent. Après neuf jours d'après négociations, où le génie tactique des uns le disputait à la détermination des autres, la soixante-dixième conférence de l'OPEP s'est terminée lundi 24 mars en queue de poisson.

Les discussions en vain. Les treize pays exportateurs de pétrole qui contrôlent plus de la moitié du commerce mondial du brut sont simplement convenus de suspendre leurs travaux jusqu'au 15 avril, afin de se donner le temps de « consulter leurs gouvernements respectifs, ainsi que d'autres pays exportateurs ». Aucun accord officiel, donc, sur l'objectif vague de « défendre le prix officiel de 28 dollars par baril » — double du prix actuel du marché — avec la participation de « tous les exportateurs mondiaux », sans que l'échéance ni, surtout, les moyens d'atteindre ce but soient d'aucune façon précisés.

On voit mal, dans ces conditions, comment le marché, qui, depuis une semaine, tanguait dans l'attente de réajustements, pourrait se raffermir à court terme. M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, a d'ailleurs prédit, à l'issue de la conférence, « deux très mauvaises semaines » pour les prix d'ici la prochaine réunion de l'organisation.

La seule conclusion claire à tirer de ce marathon est en effet l'absence totale, jusqu'à nouvel ordre, de stratégie commune à l'organisation. « Jusqu'en décembre,

sommet des nations industrielles prévu à Tokyo le 4 mai, pour avoir une idée plus précise de la volonté de concertation internationale. Mais de ce point de vue, pour lequel il est un point noir sur lequel, pour le moment tout au moins, les déclarations se font rares, le choc. Soutenue par les pays du Golfe, la manœuvre supplémentaire, les gouvernements n'ont pas eu le temps de réfléchir à une relance débridée. Il s'agit, pour mesurer le chemin à parcourir, de rappeler que la Communauté européenne estime qu'il faudrait maintenir une croissance supérieure à 3 % pour ramener le taux de chômage de 11 % à 7 % à la fin de la décennie. Cela renforce l'analyse des experts qui ne voient guère d'amélioration notable sur le marché de l'emploi dans un proche avenir.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Organisation de coopération et de développement économiques.

## CONJONCTURE

### SELON LES DERNIÈRES HYPOTHÈSES DE L'OCDE

## L'horizon économique se dégage pour les pays industrialisés

Alors que le rideau tombait à Genève sur le rendez-vous manqué de l'OPEP, les représentants des pays industrialisés, réunis au sein du comité de développement économique de l'OCDE (1), les 24 et 25 mars, ont tenu leur table des estimations nettement plus optimistes que celle de l'année précédente. Selon les spécialistes du chèque de la Muette font preuve de la plus extrême prudence et parlent d'hypothèses de travail. Mais sur la base d'un prix moyen du baril de pétrole à 20 dollars durant dix mois à venir et de 15 dollars durant les six mois suivants, la croissance des pays de l'OCDE devrait atteindre 3,25 % en 1986. Ce ne sont pas les 4,9 % enregistrés en 1985, la forte poussée de l'expansion américaine en 1984, mais c'est nettement plus confortable que les modestes 2,75 % prévus dans les dernières perspectives publiées par le secrétariat de l'organisation en décembre dernier.

Les délégués à la réunion de Paris pouvaient à juste titre se féliciter d'une conjonction de facteurs particulièrement favorables. Outre la baisse des cours du pétrole dont l'ampleur restait à confirmer d'ultimes amendements dans les prévisions devaient être faits à la veille de la conférence ministérielle de l'OCDE des 17 et 18 avril, — les pays industriels devaient tirer partie de la baisse du dollar, de la détente sur le taux d'intérêt et d'une tendance persistante et désormais généralisée à la désinflation.

Ce devrait être le cas, en outre, pour les États-Unis dont la progression du produit national brut (PNB) a été révisée provisoirement en hausse de trois quarts de point par rapport aux 2,75 % envisagés en décembre, grâce notamment à une poussée plus forte à 3,25 % de la demande intérieure.

En Europe, la vedette revient à la RFA avec une hausse de la demande intérieure de 4,5 % et une expansion de 3,5 %, et une 3,25 % comme les experts l'envisageaient précédemment. Le Japon voit en revanche limitée à 3,25 % une hausse du PNB envisagée à 3,5 % il y a trois mois. Un tableau qui conforte un peu plus l'un des éléments positifs soulignés par le secrétariat de l'OCDE en décembre dernier, à savoir, la plus

grande convergence des économies industrielles.

### Le déséquilibre des balances des paiements

A un détail près, de taille toutefois : le déficit de la balance des paiements courants risque d'être sensiblement plus lourd aux États-Unis, le chiffre de 145 milliards de dollars est avancé à l'OCDE, ce que contestent l'Allemagne, les Japonais, les Allemands et les Américains, alors que les excédents japonais et allemands sont appelés à prendre une ampleur inhabituelle. Les prévisions portent désormais sur quelque 80 milliards de dollars pour le Japon (contre 57 milliards il y a trois mois) et sur quelque 30 milliards pour la RFA (contre 20 milliards). Ces déséquilibres sont préoccupants, même si le commerce international est appelé à se renforcer en dépit de la chute attendue des importations des pays producteurs de pétrole.

## SOCIAL

### SELON M. BERGERON

## M. Gattaz entend « remettre d'aplomb la négociation collective »

« M. Gattaz a été catégorique pour préserver les méthodes de négociations classiques, ce qui est très important dans le contexte politico-syndical actuel », a déclaré M. André Bergeron, le lundi 24 mars, à l'issue d'un entretien de quarante-cinq minutes avec le président du CNPF. « Je craignais, a-t-il ajouté, le secrétaire général de FO, que le patronat veuille imposer le rôle des négociations interprofessionnelles ou de branche. Selon M. Bergeron, M. Gattaz entend « remettre d'aplomb la négociation collective, notamment sur la durée du travail et l'emploi ».

M. Gattaz, qui continue à assurer l'intérim de M. Chotard après la démission de la présidence de la commission sociale du CNPF, a affirmé qu'il est un homme d'action mais aussi un homme d'écoute, car il se dait de « avoir d'excellents rapports avec les partenaires sociaux ». Le président du CNPF n'indiqua qu'il vou-

lait « ne rien faire ou ne rien dire qui puisse gêner le nouveau gouvernement », qui « sait très bien ce qu'il doit faire et le fait avec efficacité ».

Interrogé le 24 mars à Antenne 2, M. Edmond Maire a souligné que la CFDT ne transigerait pas sur l'autorisation administrative en cas de licenciement, « car une telle suppression serait « dangereuse pour les salariés, qui risqueraient d'être licenciés sans garanties suffisantes ». Refusant « un blanc-seing aux employeurs pour licencier comme ils le veulent et dans n'importe quelles conditions », le secrétaire général de la CFDT a ajouté qu'il « n'était pas fermé sur un amendement des procédures de licenciement ». La CFDT, a-t-il ajouté, « jouera le jeu » si le gouvernement prend des « mesures positives ».

A propos des déclarations récentes, il s'est prononcé pour un « appel de capital au public » à

50 %, l'État conservant les autres 50 % des entreprises nationalisées après 1981.

Selon un sondage réalisé par IPSOS pour Gestion sociale (supra) d'un échantillon national représentatif de la population salariée de 450 personnes interrogées les 17 et 18 mars), 57 % des salariés français (18 mars), 57 % des salariés français pensent que, si les chefs d'entreprise peuvent licencier sans autorisation préalable de l'administration, il y aura une augmentation du chômage ; 10 % croient à une diminution ; 74 % des salariés (8 % étant contre et 18 % ne se prononçant pas) sont favorables à l'obligation annuelle de négocier les salaires et le temps de travail ; 72 % se prononcent pour le maintien de la loi sur l'expression des salariés (11 % étant contre et 17 % ne se prononçant pas).

### M. GUILLEN NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'UNEDIC

Le conseil d'administration de l'UNEDIC (organisme gestionnaire de l'assurance-chômage) devait élire dans l'après-midi du 25 mars M. Pierre Guillen à la présidence. Vice-président délégué de l'Union des industries métallurgiques et chimiques (UIMM), M. Guillen, ministre en 1981, qui était jusqu'à présent vice-président de l'UNEDIC, entrera en fonction, le 1<sup>er</sup> avril jusqu'à la fin de l'année 1987.

Représentant du patronat et des syndicats alternent à la présidence de l'UNEDIC. M. Guillen succède à M. Bergeron, qui n'aura assuré la présidence à chaque fois que c'était le tour des salariés depuis 1959. Le secrétaire général de FO, qui avait alterné ces dernières années avec M. René Bernasconi, président de la CGPME, reste membre du bureau, où il redeviendra vice-président. A partir du 1<sup>er</sup> avril également, M. Gabriel Mignot, ancien délégué à l'emploi, deviendra directeur de l'UNEDIC en remplacement de M. Charles Nouailhac.

هكذا من الأصل



# AGRICULTURE

FRANÇOIS GUILLAUME A BRUXELLES

## Le ton change, la ligne reste

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Par allusion successive, chacun en a pris pour son grade ou presque. Les Anglais et les Hollandais qui, au nom de la discipline budgétaire comptent chèrement les crédits nécessaires « pour assurer les marchés et assurer la vocation exportatrice de l'Europe » ; la Commission de Bruxelles dont les propositions n'ont pas fait à ce stade l'objet d'une analyse d'ensemble, mais qui est critiquée pour avoir recommandé la quasi-élimination, d'ici deux ans, des achats d'intervention de viande bovine ; les Espagnols et les Portugais dont on annonce qu'on observera avec vigilance le comportement dans la Communauté, quitte à « paraître » les règles qui les concernent ; les Allemands, qui continuent à appliquer des montants compensatoires monétaires (MCM) et à fausser ainsi le jeu de la concurrence ; les étrangers à la Communauté qui profitent des trop nombreuses ententes tolérées à la préférence communautaire.

Ainsi fut la première intervention de M. François Guillaume, lundi, devant le conseil des ministres de l'agriculture des Douze, avec à la clé un message clair : « La France œuvre avec la fermeté dont elle fit preuve aux premiers temps de la construction européenne pour défendre et renforcer notre marché agricole ». Est-ce une impression ? La RFA à l'engagement européen si incertain, est apparue particulièrement moine. C'est elle, avec dans une moindre mesure les Pays-Bas, qui applique encore, bête noire des dirigeants professionnels, ces MCM qui rompent l'unité de prix et de marché. Mais n'est-ce pas

elle, aussi, qui caresse l'idée d'un aménagement de la politique agricole commune (PAC) où, par le biais de quotas, chaque Etat membre serait autorisé à produire à la hauteur de ses besoins, et les situations acquies, ainsi pour longtemps figées ?

M. Guillaume n'a pas perdu de temps pour indiquer qu'il entendait « éviter toutes mesures qui pourraient contrarier une meilleure spécialisation des régions agricoles en fonction de leur vocation naturelle », en ajoutant que la France « ne saurait accepter une quelconque extension des quotas... tout particulièrement au secteur des céréales ».

### A la cantonade

La référence à la fermeté des premiers temps de la construction européenne conduit à se rappeler qu'au sein de l'Europe des Six, c'était l'Allemagne qui était visée en 1962, 1964 et 1965, lorsque le général de Gaulle menaçait de bloquer la mise en place de l'union douanière si ses partenaires ne consentaient pas les efforts nécessaires pour instaurer, puis bien asséoir la PAC. M. Guillaume, ministre de M. Chirac, vient de réaffirmer que l'adage qui symbolisait cette politique conserve sa pleine valeur. Pour la France, le marché commun agricole est la contrepartie indispensable de l'union douanière industrielle. Le proclamer ne signifie pas qu'on fasse fi des contraintes du jour. Est-ce par hasard si M. Guillaume s'est montré discret dans ses commentaires sur les propositions de la Commission ? Il a noté, parlant à la cantonade, qu'elle devrait refaire sa copie afin de davantage tenir compte du revenu des paysans ; mais voilà

une demande peu embarrassante, car il n'est pas d'exemple dans ces marathons de printemps où la Commission, à la lumière du débat en conseil des ministres, ne remanie pas son texte initial.

M. Guillaume, comme hier M. Henri Nallet, s'est opposé avec netteté aux suggestions qui sont faites pour aménager la réglementation applicable à la viande bovine. C'est là un aspect important mais néanmoins partiel des propositions bruxelloises. En vérité, on découvre que sur l'essentiel, c'est-à-dire les orientations à donner à la réforme de la PAC, les positions de M. Guillaume ne sont guère éloignées de celles de M. Franz Driessens, le commissaire chargé de l'Europe verte.

L'un comme l'autre appellent de leurs vœux une PAC orientée vers la compétitivité et la qualité, débarrassée des aides accordées à tort et à travers dans le passé et qui faussent la concurrence. L'un comme l'autre entendent que joue davantage la spécialisation. Maître mot ! La France, bien placée pour les principales productions, espère ainsi tirer son épingle du jeu. Ce que demande M. Guillaume, bien sûr avec des corrections et à un degré en dessous, c'est, en moins sévère, le schéma proposé par Bruxelles. C'est là une position qui ne déroge guère, le style mis à part, de celle prise par les prédécesseurs socialistes de M. Guillaume et qui ne devrait donc pas poser de problèmes majeurs à M. François Mitterrand dans l'hypothèse où le débat bruxellois dégénérerait au point de devoir être porté à l'arbitrage du conseil européen, fin juin, à La Haye.

Au reste, à ce premier conseil des ministres de la communauté, depuis le changement de pouvoir

en France, la cohabitation a pris un visage aussi souriant qu'avisé. M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, proche collaboratrice du président de la République, qui fut nommée, voici quelques mois, à la tête du SGCI (Secrétariat général du comité interministériel), l'organe chargé de coordonner la politique européenne de la France, était présente à Bruxelles. « Je la consulte chaque fois que nécessaire », a admis de bonne grâce M. Guillaume, qui a cependant ajouté que ses demandes d'information étaient de nature technique. On devine qu'il ne lui fallait pas consentir d'efforts particuliers pour trouver un terrain d'entente avec les deux hauts fonctionnaires « politiques » qui flanquaient le nouveau ministre : M. Denis Gauthier-Sauvagnac, nouveau directeur de cabinet et ancien directeur de la FDSA, et M. Heilbrunner, le directeur adjoint de cabinet de M. Chirac, présent pour que nul ne doute de l'importance que le premier ministre attache à l'avenir de l'Europe.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

● **Manifestation agricole dans le Morbihan.** — Environ deux cents producteurs de porcs de la FDSA et du CDJA du Morbihan ont retardé de quelques minutes le train Quimper-Paris en gare de Vannes dans la nuit du 24 au 25 mars. Ils protestent contre la chute des cours du porc. Les vengants ont été bagoués d'inscriptions telles que « Guillaume ou boulot ». Le président de la FDSA a déclaré qu'il attendait « de voir le nouveau ministre à l'œuvre ». Les cours du porc, qui ont amorcé une nouvelle baisse, sont effectivement l'un des dossiers urgents que doit traiter le nouveau ministre de l'agriculture.

## 4 000 hectolitres de vin italien frelaté ont été saisis à Sète

Le vin trafiqué à l'alcool méthylique a fait une septième victime en Italie, et l'enquête s'étend en France. La cargaison d'un navire-citerne italien, le *Kallist*, en provenance de Bari, arrivé le lundi 24 mars à Sète, a été mise sous séquestre.

Le vin, qui provient d'une société installée dans la région des Pouilles, la firme Antonio Fusco de Manduria, pourrait contenir du méthanol. Un autre navire-citerne italien en provenance de Bari a pu reprendre la mer, à Marseille, après que sa cargaison ait été stockée. Mais 4 000 hectolitres de vin italien contenant de l'alcool méthylique ont été saisis ces derniers jours à Sète, chez plusieurs négociants importateurs.

Le lot provenait également de chez Fusco et les enquêteurs de Milan tentent d'identifier les lieux qui auraient servi à la fabrication de ce vin. Les responsables, Giovanni et Daniela Cirovaga, ont été arrêtés.

A Sète, la découverte de la fraude revient à un oenologue, M. Jean Hubert, travaillant pour un négociant. Après avoir constaté une anomalie dans l'analyse d'un échantillon, le jeudi 20 mars, il a demandé au laboratoire de pharmacie de Montpellier de confirmer la fraude.

Les négociants de Sète ont alerté le service de la répression des fraudes. L'affaire a été révisée lundi par les négociants eux-mêmes pour protéger l'image de port et démontrer, selon eux, le manque d'efficacité des contrôles obligatoires.

## FAITS ET CHIFFRES

### Conjoncture

● **La hausse des prix en février selon l'indice CCI.** — Les prix ont augmenté de 0,3 % en février, a annoncé lundi 24 mars le CCI, en se basant sur son indice des prix.

Celui-ci s'élève en effet à 197 par rapport à une base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1980.

Par rapport au début de l'année, les prix ont augmenté, selon le syndicat, de 0,6 % et de 4,6 % par rapport à février 1985.

deux thèmes différents (industrie, budget, prix et concurrence, fiscalité, agriculture, épargne).

● **Le séminaire d'études.** — Le séminaire est surtout destiné aux cadres de direction des entreprises. Renseignements et inscriptions : service de formation continue, Institut d'études politiques de Paris, 215, bd Saint-Germain, 75007 Paris, tél. : (1) 42-60-39-60.

### Social

● **La RATP va intégrer 260 TUC.** — La RATP va intégrer dans les mois qui viennent 260 incistes à son effectif permanent, soit 16 % des jeunes qui bénéficient actuellement des travaux d'insertion collectifs au sein des transports parisiens. Depuis mars 1985, la RATP a recruté 1 590 jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans pour des travaux d'utilité collective et en compte actuellement 1 033, chargés notamment des tâches de surveillance, de maintenance et d'information des usagers.

## AFFAIRES

### ENTREPRISES

#### Association British Telecom-Du Pont dans l'opto-électronique

British Telecom, la société privée qui gère la téléphonie britannique, et Du Pont, géant américain de la chimie, vont créer une entreprise commune (50/50) de composants opto-électroniques utilisés dans les transmissions par fibre optique. Dénommée BT and D Technologies, cette entreprise vise 10 % du marché mondial à l'horizon 1990. Pour British Telecom, il s'agit de la seconde diversification « amont » vers la production de matériels après le rachat de 51 % de la compagnie canadienne Mtel, spécialisée dans les centraux téléphoniques d'entreprise.

#### Lufthansa horizon 2000

La compagnie aérienne nationale ouest-allemande Lufthansa et ses filiales Condor et DLT auront en l'an 2000 une flotte de deux cent cinquante avions, soit cent de plus qu'à l'heure actuelle, a annoncé, le lundi 24 mars, le président de Lufthansa, M. Heinz Rühnu. Dans les quinze années à venir, Lufthansa portera ses effectifs de quarante mille à cinquante mille salariés. En 1986 et 1987, la compagnie réalisera 4,4 milliards de deutschmarks d'investissements, dont 3,2 milliards seront consacrés à l'achat de nouveaux avions. M. Rühnu a annoncé une poursuite de la politique d'expansion des lignes d'Extrême-Orient. Les lignes de l'Atlantique nord, qui représentaient 47 % des revenus de la compagnie en 1980, sont passées à 26 % en 1984. Dans le même temps, les revenus provenant de l'exploitation des lignes d'Extrême-Orient sont passés de 4 % à 19,1 % (AFP).

#### Kronenbourg lance une nouvelle boisson

La société Kronenbourg (groupe BSN) lance un nouveau produit destiné aux femmes. Cette nouvelle boisson est composée d'un tiers de bière, d'un tiers d'eau gazéifiée et d'un tiers de sucre et d'extraits de fruits. Il s'agit pour la société, qui réalise 30 % des ventes sur le marché français, avec 3,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985, de compenser la baisse de la consommation des bières courantes que ne compense pas le développement des bières de luxe. Sur une consommation totale en France de 23 millions d'hectolitres de bière, on estime à 5 millions la part consommée par les femmes. Kronenbourg espère aussi qu'en achetant ce nouveau produit baptisé Krony, la femme-ménagère achètera une bière de la même marque

pour les autres consommateurs familiaux.

#### 656 millions de francs de bénéfice pour Framatome

Le constructeur de chaudrons nucléaires Framatome a dégagé un bénéfice de 656 millions de francs en 1985 contre 13,4 millions en 1984, année où le groupe avait souffert de la faillite de sa filiale à 50 % Creusot-Loire. La chiffre d'affaires de Framatome, désormais propriété de la CGE (40 %), du CEA (35 %), de Dumez (12 %), et EDF (10 %), a atteint 9,85 milliards de francs contre 7,7 milliards en 1984.

#### Electroménager : fusion aux Etats-Unis

Maytag et Magic Chef, sociétés américaines d'électroménager, ont décidé de fusionner par échange de titres. Si les actionnaires donnent leur accord, la fusion créera le quatrième producteur américain de ce secteur après General Electric, Whirlpool et White Consolidated ; ce dernier groupe étant sur le point d'être racheté par le suédois Electrolux.

#### Les pouvoirs publics bloquent le dossier Allinquant

Le ministère de l'Industrie a fait appel de la décision du tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) de renvoyer la candidature du groupe allemand Fichtel und Sachs au rachat d'Allinquant, premier fabricant français d'amortisseurs pour automobiles (le Monde du 20 mars). Cette procédure, assez courante, vise à donner des chances au moins aussi égales à Luchaire, autre prétendant à la reprise de cette entreprise. L'instruction du dossier pourrait durer un mois. On indique cependant que les chances de la firme allemande restent intactes.

## EN BOURSE

### BSN veut « protéger la Générale Biscuit contre toute intrusion étrangère »

Le groupe BSN, numéro 1 français de l'industrie alimentaire, dont le président est M. Antoine Riboud, informé que certains actionnaires de la Générale Biscuit désiraient aliéner leur participation, « a estimé de son intérêt et de son devoir d'acquiescer ces participations afin d'éviter toute intrusion étrangère dans le capital de cette société, premier groupe biscuitier français ».

Cela communiqué du lundi 24 mars confirme l'acquisition de 15 % des actions de la Générale Biscuit par BSN, la semaine dernière (le Monde du 23-24 mars 1986), opération qui a causé une certaine émotion dans l'état-major de la Générale. Son président, M. Claude-Noël Martin, a été « surpris » tant par le « schéma » brutal de l'un de ses principaux actionnaires (le groupe Populaire d'assurances) que par la démarche de BSN, avec lequel il étudie des acquisitions à l'étranger, et dont il connaît bien le vice-président, M. Francis Gautier. Dans un entretien accordé au *Figaro*, le 24 mars, M. Martin a déploré la « caricature » que confèrent à cet achat « la marque de concentration préalable évidente et la précipitation dans l'exécution de la décision ».

Au-delà des mots se pose tout le problème de la lutte pour les marchés mondiaux de l'industrie alimentaire, dominée par deux géants « anciens », Nestlé (suisse) et Unilever (néerlandais) et deux géants « nouveaux » aux Etats-Unis, Reynolds, qui vient d'absorber Nabisco, et Philip Morris, qui a acquis General Food. Ces quatre géants ont une capitalisation boursière de 65 à

90 milliards de francs chacun, contre 48 milliards de francs pour les onze grands français de l'agro-alimentaire, dont 12 milliards de francs pour Moët-Hennessy, 11 milliards pour BSN, 8 milliards pour Pernod-Ricard, et 2,8 milliards pour la Générale Biscuit. Evoquant le 5 mars dernier, les appels de ces géants et les risques d'OPA « sauvages », M. Martin, qui, en vingt ans, a fait de trente-deux sociétés éparses le premier groupe biscuitier européen, avec 7 milliards de francs de chiffre d'affaires (LJ, Assolonne, Brun, assurés, prêts, prêts formés, « d'accords négociés », imaginant des formules d'association souples avec le maintien des autonomie. « Il faut faire en quatre ou cinq ans ce que Nestlé a fait en cent ans ». Peut-être ces projets d'accord, avec des japonais et des américains, ont-ils inquiété BSN. Ce groupe, l'un des plus de position significative dans l'industrie du biscuit et de la pâtisserie (600 millions de chiffre d'affaires avec Vandamme), recherchera toutes les solutions économiques qui permettront de poursuivre et de développer la stratégie de Général Biscuit ». En réponse, M. Martin assure que son capital est bien « verrouillé » (jusqu'à quand ?) et insiste que celui de BSN ne le serait pratiquement pas. Effectivement, aucun des groupes familiaux qui créent ce groupe ne détient plus de 5 % de son capital, au côté de nombreuses institutions, et des rumeurs d'OPA ont couru en Bourse à son sujet.

FRANÇOIS RENARD.

## SCIENCES PO

Cycle de conférences sur l'environnement international

Le Service de Formation continue de l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS organise à partir du lundi 7 avril prochain un cycle nouveau de 12 conférences sur le thème :

### "L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL"

Etat actuel et perspectives d'évolution

S'adressant à un large public, le programme portera notamment sur les relations Est-Ouest, la France en Europe, les problèmes allemands, la situation en Europe du Centre-Est, l'Europe à 12, les liens mondiaux dans la crise internationale, le mouvement communiste international, les nouveaux rapports de force en Asie du Sud et du Sud-Est, les conflits du monde arabe, la Chine et le Japon sur la scène internationale.

Assurées par les spécialistes du Centre d'Etudes et de recherches internationales de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, ces conférences auront lieu de 18h30 à 20h30 le lundi.

Renseignements et inscriptions gratuites : Service de Formation continue de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris - 215, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS - Tél. : (1) 42-60-39-60

## Une enquête anticartel fait chuter les cours en Bourse des groupes chimistes

Les actions des Imperial Chemical Industries (ICI), premier groupe privé industriel de Grande-Bretagne et numéro cinq mondial de l'industrie chimique (112 milliards de francs de chiffre d'affaires), ont brusquement baissé (- 3 % environ) lundi 24 mars à la Bourse de Londres. Une rumeur : circule, selon laquelle la Commission européenne serait sur le point d'envoyer les résultats de son enquête menée depuis 1977 pour dénoncer plusieurs groupes chimiques européens, qui se seraient rendus coupables d'ententes illicites sur le marché du polypropylène, une matière plastique de grande diffusion employée notamment dans l'emballage.

ICI, mais aussi l'ouest-allemand Hoechst, l'anglo-néerlandais Shell et l'italien Montedison seraient impliqués dans cette affaire et seraient accusés, chacun à une amende de 75 millions de dollars (530 millions de francs).

De source proche des autorités communautaires, on se borne à indiquer que l'enquête suit son cours.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SFI** société française d'investissement en France et à l'étranger

Société d'investissement à Capital Variable

Lors de sa réunion du 11 mars 1986, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Française d'Investissement en France et à l'étranger a approuvé les comptes de l'exercice 1985 et décidé la mise en distribution d'une somme de 18.141.200 F, soit un dividende par action de 20,92 F.

coupon n° 16	net à payer	avant fiscal	brut
	20,92	2,18	23,10

(appel de la valeur liquidative au 31/12/85 : 475,85 F)

Ce dividende est mis en paiement le 18 mars 1986 aux guichets des établissements suivants : Caisse des dépôts et consignations, MM. Alain FERRI, Bernard FERRI, Christian GERME S.A., agents de change.

Réinvestissez sans frais en actions nouvelles jusqu'au 30 juin 1986

### L'ARGENT VIT

**SICAV OPTIMAVALOR**  
Assemblée Générale du 18 mars 1986

L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société d'investissement à Capital Variable OPTIMAVALOR réunie le 18 mars 1986 sous la présidence de Monsieur Robert A. Caille, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985. A cette date, l'actif net atteint F. 225600576,28 contre F. 1818272950,02 pour l'exercice précédent. Le nombre d'actions en circulation est passé de 26 décembre 1984 au 31 décembre 1985 de 4349 901 à 4948000.

Les produits distribuables permettront de répartir F. 4349 901 à 4948000, chaque action, un dividende net de F. 18,77 et F. 2,89 pour l'exercice précédent. Nous vous remercions qu'en raison de la dématérialisation des titres, survenue le 4 novembre 1984, les actionnaires propriétaires de titres :  
- nominatifs purs, doivent adresser leurs instructions à la Société émettrice, leurs instructions à l'établissement dépositaire.  
Enfin, nous recommandons aux actionnaires détenant par chèque ou des actions de notre Société, de les déposer chez leurs banques.

**Crédit du Nord**



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

Le conseil d'administration, réuni le 1 mars 1986, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1985.

Le résultat net d'exploitation s'élève, après 57 981 301 francs d'impôt sur les sociétés, à 39 048 851 francs; il est en hausse de 25 millions de francs, contre 18 millions de francs, il est en progression de 20 % sur celui de l'année précédente.

Il s'y ajoute 63 268 francs de plus-values nettes à long terme, (contre 29 507 francs).

Les résultats consolidés du groupe ne sont pas encore définitivement établis; il se confirme cependant qu'ils devraient être supérieurs de 35 % - voire davantage - à ceux de l'an dernier.

Le conseil a fixé à 16 francs le montant du dividende net attribué aux actions, y compris les actions nouvelles distribuées l'an dernier, leur assurant un revenu global de 24 francs; ce dividende sera payable, au gré de l'actionnaire, en numéraire ou en actions. La distribution totale s'établira ainsi à 20 825 440 francs, en augmentation de 37 % sur celle de l'an passé.

## IMMINDO S.A.

Le conseil d'administration d'Immino S.A., Société immobilière d'investissement, s'est réuni, le 20 mars 1986, sous la présidence de M. Gérard Dangelier afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985. Il a fixé au 12 juin prochain la date de l'assemblée générale annuelle.

L'année écoulée a été marquée par la fusion-absorption de la Foncière corporative de bâtiment et des travaux publics FOCOBAT. Cette opération, ayant pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 1985, s'est traduite par une augmentation du capital de la société qui a été portée de 125 000 000 F à 132 250 000 F et par son accroissement de son patrimoine d'habitation (trois programmes situés respectivement à Englebert-les-Bains 95, Sèvres Chaville 92 et Poissy 78).

En 31 décembre 1985, le patrimoine d'Immino S.A. se composait de 18 immeubles situés à Paris ou en région parisienne représentant 784 appartements et 12 952 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales. Dans le cadre de sa politique d'arbitrage du patrimoine, la société a mis en vente, dans le courant du premier trimestre 1986, le programme de Bagneux composé de 60 appartements.

Les recettes locatives de l'exercice 1985, hors garantie de l'Etat, se sont élevées à 34 155 600 F contre 30 472 300 F en 1984, soit une augmentation de 12,09 % résultant de la prise en compte des immeubles FOCOBAT et du jeu des indices.

Le bilan de l'exercice qui intègre les comptes de la société absorbée fait apparaître un résultat bénéficiaire de 26 445 233,85 F contre 24 046 648,25 F l'année précédente, après une dotation de 3 590 104,56 F aux comptes d'amortissements et de provisions.

Ces résultats permettront au conseil d'administration de proposer à l'assemblée générale annuelle la distribution d'un dividende de 19,50 F contre 18,40 F au titre de 1984.

## British TELECOM

### L'AUGMENTATION DES BÉNÉFICES SE POURSUIT

RESULTATS DES NEUF MOIS

	Neuf mois au 31 décembre 1985	Neuf mois au 31 décembre 1984	Neuf mois au 31 décembre 1983	Neuf mois au 31 décembre 1982
Chiffre d'affaires	2.111	1.941	6.160	5.620
Bénéfice opérationnel	516	471	1.536	1.392
Bénéfice avant impôts	448	386	1.333	1.070
Bénéfice revenant aux porteurs d'actions ordinaires	248	232	739	660
Bénéfice par action ordinaire	4,1p	3,9p	12,3p	11,0p

Neuf mois au 31 décembre 1985:

- Chiffre d'affaires +10%
- Bénéfice avant impôts +20% (\*)
- Bénéfice par action ordinaire +11% (\*)

(\*) Après ajustement en raison des changements de structure du capital intervenus en 1984

### L'investissement pour l'expansion

Les chiffres ci-dessus, qui ne sont pas révisés, sont extraits du rapport intermédiaire dont un exemplaire peut être obtenu en téléphorant au +44 1 356 6863 ou en écrivant à Investor Relations Office, British Telecom Centre, 81 Newgate Street, London EC1A 7AL, England. Pour avoir des informations journalières sur le prix de l'action British Telecom appeler +44 1 246 8022

## Banque de Neuf-Schulmberger, Mallet

Le conseil de surveillance de la Banque de Neuf-Schulmberger, Mallet s'est réuni le 20 mars 1986 sous la présidence de M. Jean-Pierre Mallet pour examiner, avant approbation par l'assemblée générale, les comptes de l'exercice 1985 arrêtés par le directeur général par M. Antoine Dupont-Faville.

Le résultat net s'est établi à 52,2 millions de francs (dont 0,3 million net de plus-values à long terme) après 7,8 millions de francs de provisions ayant payé l'impôt et 96 millions de francs de provisions d'exploitation, dont la majeure partie a été affectée à la couverture de risques souverains étrangers. En 1984, les chiffres correspondants étaient de 51,1 millions pour le bénéfice net (dont 1,9 million de plus-value nette à long terme), de 25 à 98 millions pour les provisions.

Le conseil de surveillance a nommé membre du directeur M. Alain Cellier, qui prendra prochainement ses fonctions.

Le conseil de surveillance, soucieux de tenir compte de l'évolution de l'activité bancaire et financière, a également approuvé une nouvelle organisation de la banque. Quatre directions regrouperont les activités relatives aux entreprises et à la gestion, aux particuliers et à la gestion, aux activités de marchés, aux services techniques et administratifs. Elles seront respectivement placées sous la direction plus directe de M. R. Fleury, W. Van de Wardt, A. Cellier et F. Dentz.

NSM

## pc BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT

Le conseil d'administration de la Banque parisienne de crédit s'est réuni le 0 mars, sous la présidence de M. Daniel Houiri. Il a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

En 1985, le résultat net après impôts s'est établi à 43 millions de francs. Il est en augmentation de 10,25 % par rapport à celui de 1984 qui, hors plus-values, s'élevait à 39 millions de francs. Il convient cependant de noter que l'absorption de la branche PME de la Banque Indosuez a eu une incidence favorable sur les comptes de l'exercice.

Cette évolution est satisfaisante si l'on se souvient que la BPC, établie sur structurellement petite, est très sensible à la hausse des taux d'intérêt intervenus en 1985.

Conséquence de la politique de stabilité des effectifs engagée depuis deux ans, les charges de personnel, à périmètre identique, n'ont augmenté que de 1,80 %.

Les amortissements sont en hausse sensible, 24,8 MF en 1985 contre 20,1 MF en 1984, et cela reflète l'important effort de modernisation développé par la banque.

Les frais d'émission des titres particuliers destinés à accroître notre capacité de financement ont été amortis à concurrence de 4,1 MF en totalité dès la première année.

Le solde des provisions contentieuses passe de 30 à 25 millions de francs, soit de 1,51 % à 1,07 % du total des encours, et indique l'amélioration de la conjoncture et le regain d'activité de notre clientèle.

C'est au niveau de l'activité que la BPC enregistre les performances les plus nettes.

Non tenu compte de l'apport du département PME d'Indosuez, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 12,8 % et les ressources investies dans les fonds communs de placement, marquées par la progression de 79,2 %. De même, les financements accordés à la clientèle de petites et moyennes entreprises ont augmenté de 15 % et démontrent, sans nul doute, en période de stabilité de la demande de crédit, que la BPC a conquis de nouvelles parts de marché.

Avec un coefficient de couverture des risques supérieur à 10 % et une rentabilité des capitaux propres de l'ordre de 14 %, la BPC continue de se situer au premier rang des banques françaises en matière de rentabilité.

Enfin, le rapprochement entre la Compagnie financière de Suez et la BPC, destiné à faire de cette dernière le pôle PME du groupe Suez, s'effectue dans d'excellentes conditions.

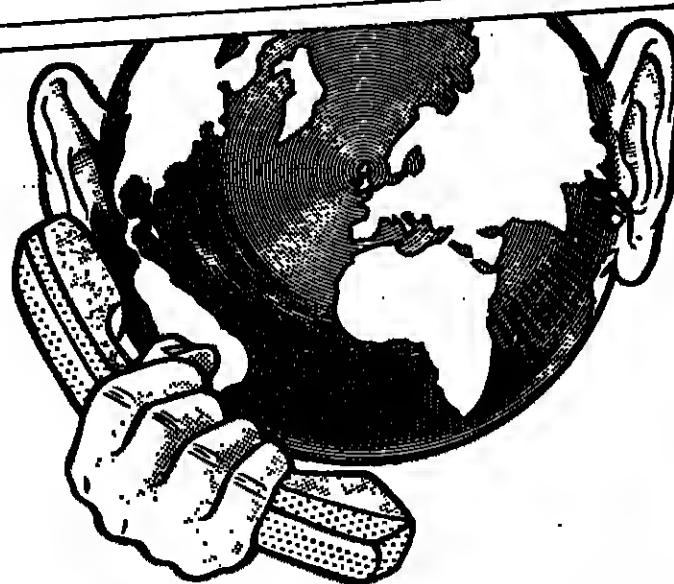
Disposant déjà de sa filiale, la Banque de l'Aquitaine, la BPC a acquis, en novembre 1985, 96 % du capital de la Banque française commerciale, elle-même maison mère de la Société de banque de l'Orléanais, et vient de prendre le contrôle à 54 % de la Banque Dupuy de Parneval.

La Banque parisienne de crédit constitue désormais un ensemble bancaire dont la finalité reste, plus que jamais, de mettre ses compétences au service des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

Le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire pour le 27 mai 1986.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



## Donnez des oreilles à la terre.

### EMPRUNT A TAUX FIXE

Taux nominal : 9%.  
Durée : 11 ans.  
Prix d'émission : 98 % soit 4.900 F par titre.  
Date de jouissance et de règlement : 7 avril 1986.  
Taux actuariel brut : 9,30%.  
Amortissement en totalité à la fin de la 11<sup>e</sup> année.  
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 7<sup>e</sup> anniversaire.

### EMPRUNT A TAUX VARIABLE (T.M.O.)

Prix d'émission : 98,36% soit 4.918 F par titre.  
Durée : 10 ans.  
Date de jouissance et de règlement : 7 avril 1986.  
Intérêt : 90% du TMO.  
Taux minimum : 6,5%.  
Amortissement en totalité à la fin de la 10<sup>e</sup> année.  
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 7<sup>e</sup> anniversaire.

### EMPRUNT A TAUX VARIABLE (T.A.M.)

Prix d'émission : 98% soit 4.900 F par titre.  
Durée : 7 ans.  
Date de jouissance et de règlement : 7 avril 1986.  
Intérêt : (TAM x 2) - 8,80%.  
Amortissement en totalité à la fin de la 7<sup>e</sup> année.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne.

# CNT

Caisse Nationale des Télécommunications.

## Prêtez l'oreille à nos emprunts.

BALO du 24 mars 1986.  
Visa COB n° 86.103 du 19 mars 1986. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 14,60 % - 1980

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> avril 1985 au 31 mars 1986 seront payables à partir du 1<sup>er</sup> avril 1986 à raison de 262,80 francs par titre de 2 000 francs nominal contre détachement du coupon n° 6 après une retenue à la source d'impôt de 1 % sur l'impôt fiscal de 29,20 francs.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 43,78 francs augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 216,10 francs.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 855 590 à 954 745 seront au sort du 30 janvier 1986 et seront de 2 000 francs, coupon n° 7 au 1<sup>er</sup> avril 1987 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, Recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris-7, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT des caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, Recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris-7, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

## eparcourt SICAV

SICAV court terme gérée par la Caisse des dépôts

Dividende de l'exercice 1985

Par action: net à payer 150,00 F  
coupon n° 3 crédit d'impôt 14,87 F  
brut 164,87 F

Mis en paiement le 21 mars 1986

chez l'écurie et à la Poste

société d'investissement à capital variable

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.  
64, rue La Boétie - 853-12-68

VILLE DE PARIS - Adj. Chambre des  
notaires, mardi 29 avril 1986, à 14 h 30  
**APPARTEMENT 3 P. - 60 m<sup>2</sup>**  
au 1<sup>er</sup> étage - CAVE - PARIS (13<sup>e</sup>)  
**1, RUE SAINT-ELEUTHÈRE**  
LIBRE - M. à P. : 360 000 F  
M<sup>re</sup> BELLARGENT, notaire à  
PARIS (13<sup>e</sup>), 14, rue des Pyrénées -  
Tél. : 42-60-31-12  
VISITES : (1) 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> 7, 17, 23 et  
25 AVRIL 1986, de 14 à 16 heures

**SERVICE DES DOMAINES**  
Adjudication le jeudi 10 avril  
1986, à 14 h 30, Préfecture  
de BOBIGNY, salle 214, rue  
Carnot, 124

**TERRAINS CONSTRUCTIBLES  
et INCONSTRUCTIBLES**  
à VALLOUERS, AULNAY-SOUS-BOIS,  
NOISY-LE-SEC, MONTREUIL-  
SOUS-BOIS, NEUILLY-SUR-MARNE  
Mise à prix : de 4 000 à 300 000 F  
**TERRAIN INDUSTRIEL**  
3268 m<sup>2</sup>, à NEUILLY-SUR-MARNE  
Mise à prix : 900 000 F  
RENSEIGNEMENTS et ventes :  
Tél. : 42-03-00-12, poste 217 ou 216  
(Extrait du BOAD)

## L'ÉCHÉANCE EST PROCHE MAIS IL N'EST PAS TROP TARD :

Notre progiciel "LOI DU 1<sup>er</sup> MARS 84",  
répondant à vos nouvelles obligations, est  
**IMMÉDIATEMENT OPERATIONNEL  
SUR VOTRE MICRO.**

- Documents rétrospectifs : tableau de financement  
et situation de trésorerie
- Documents prévisionnels : compte de résultat  
et plan de financement.

**CONCEPT-AUDIVAL, LE N°1**  
VOTRE PARTENAIRE EN INFORMATIQUE FINANCIÈRE  
(1) 46.09.95.15  
Marc GALLAIS-HAMONNO ou Michel ROLLAND

## AFFAIRES

UNE ÉTUDE DU CABINET ARTHUR ANDERSEN

# Les dix prochaines années de la banque en Europe

- Concentration sans les Américains
- « Financiarisation » des profits
- Nécessaire maîtrise des techniques

Trop de banques font le même  
métier ; or celui-ci a considérable-  
ment évolué ces dernières années  
avec la montée en puissance des opé-  
rations à caractère financier et le  
recours accru à des techniques nou-  
velles sous forme de systèmes  
d'information de plus en plus évo-  
lués. La clientèle, elle aussi, a pro-  
fondément modifié ses comporte-  
ments. L'importance croissante  
prise par la mercatique (le « market-  
ing » à la française), voire par la  
communication interne et externe,  
témoigne de l'intérêt porté à la  
perennité du fonds de commerce.

Mais la banque, devenue une  
industrie de services, doit déjà se  
projeter beaucoup plus loin. Dans  
l'industrie automobile, il faut de  
trois à cinq ans d'études avant de  
sortir un nouveau modèle ; dans la  
banque, il faut raisonner à dix ans  
pour déterminer le profil à adopter  
face à une concurrence chaque jour  
plus aguerrie. Sans prétendre répondre  
à toutes les questions, les spécialistes  
français du cabinet Arthur Ande-  
rson ont entrepris, à travers une  
enquête approfondie menée dans  
dix-sept pays européens, de tracer le  
portrait-robot du banquier de  
demain dans un secteur qui est en

passé de subir la plus importante  
transformation de son histoire.

Cette étude européenne, proba-  
blement la première du genre, a été  
faite à partir d'un modèle Delphi  
(1) et d'un échantillon de plus  
d'un millier de responsables de haut  
niveau. Le résultat de ce sondage,  
réalisé en deux vagues successives  
(mars et juillet 1985), a été  
déposé et commenté lors de la  
huitième convention de l'EFMA  
(European Finance Marketing and  
Management Association), qui s'est  
tenue du 18 au 21 mars à Montreux,  
en Suisse. La principale préoccu-  
pation des « sondés » visait natu-  
rellement la concentration bancaire, déjà  
amorcée dans de nombreux pays et  
qui, de l'avis général, devrait  
s'accroître au cours des dix pro-  
chaines années.

### « Gare à la casse ! »

Mais, et c'est là un point capital,  
ces fusions-absorptions devraient  
rester européennes, sans implication  
d'établissements américains, voire  
japonais, en dépit du fait que ces  
derniers ont récemment gagné plu-  
sieurs places au hit-parade des ban-  
ques mondiales.

Trop de banques font le même  
métier, la cause est entendue, et les  
plus menacées sont naturellement  
les petites banques appelées à se dis-  
tinguer sous peine de disparaître.  
« Quant aux plus grosses, elles  
devraient continuer à grossir, mais  
à la condition de créer des centres  
de profits séparés », précise  
M. Claude Rémy, associé d'Arthur  
Anderson. Dans la mesure où le  
marché des produits traditionnels  
est saturé, ces « centres de profit  
séparés » (ou de pertes...) englobent  
les opérations sur marchés à  
terme, d'arbitrage ou de trésorerie...

Cette diversification des grands  
établissements qui doit permettre à  
quelques petites banques d'affaires  
de venir jouer les trouble-fête abou-  
tira à une « financiarisation » impor-

tante des profits, c'est-à-dire à une  
place accrue aux activités de ser-  
vices que les professionnels classent  
dans la catégorie du « hors bilan ». Plus  
de 90 % des responsables bancaires  
interrogés placent en tête de  
ces activités, qu'ils espèrent lucra-  
tives, l'intervention sur les marchés  
financiers, suivie de celle sur les  
marchés à terme et de matières pro-  
mues, enfin le courtage en assu-  
rance. « Mais gare à la casse ! »,  
préviennent les auteurs de l'étude.  
Autant les banquiers européens pré-  
voient une nécessaire déreglementa-  
tion des activités bancaires et finan-  
cières, autant ils se refusent à  
exclure d'avance une intervention  
renforcée des autorités de tutelle. A  
l'image de ce qui est en train de  
s'instaurer dans la City, en prévision  
du « Big Bang » de l'automne pro-  
chain.

« Si l'on veut éviter quelques  
dérapages incontrôlés, il faudra  
prévoir des garde-fous tels que  
l'obligation d'intégrer dans les  
divers postes du bilan qui servent de  
calcul au système des réserves obli-  
gatoires une proportion à détermi-  
ner de ces activités jusqu'ici « hors  
bilan ». Voilà qui conduira le ban-  
quier à cent fois sur le métier reme-  
tre son ouvrage, fait valoir M. Salo-  
mon Mizrahi, du même cabinet.  
« Généraliste gestionnaire », le ban-  
quier des années 90 devra savoir  
parfaitement allouer les ressources  
(financières, humaines, techniques)  
et... savoir diriger les hommes.

L'informatique, le marketing, ne  
pourront plus lui être étrangers,  
comme c'est encore parfois le cas, et  
il devra surtout choisir à bon escient  
les futurs axes de développement, en  
fonction d'une clientèle de moins en  
moins captive. Les grandes entre-  
prises, qui possèdent souvent leur  
propre « petite banque » dans leur  
structure interne, disposent d'un  
accès direct au marché monétaire,  
de la possibilité d'émettre du papier  
commercial (des billets de trésorerie  
en France). Le banquier du futur  
devra souvent se contenter de lui  
offrir la contrepartie sur ces nou-

veaux instruments de trésorerie en  
jouant sur les dates d'échéance, les  
taux et les montants dans la mesure  
où les besoins de ces mêmes entre-  
prises sont souvent estimés sur des  
bases standards (tel montant pour  
telle durée, point final).

Restent les PME et PMI aux-  
quelles on pourra accorder « un peu  
de crédit et beaucoup de conseils »,  
et, surtout, les particuliers, délaissés  
pendant de longues années. A cet  
égard, certains spécialistes inter-  
rogés entendent la mise en place,  
pour ces personnes physiques, d'un  
« crédit global », à l'image de ce  
qu'on propose à l'entreprise et uti-  
lisable au fur et à mesure de leurs  
besoins.

Sur la question cruciale des effec-  
tifs bancaires, celle d'une dure  
bataille engagée entre pétroliers et

syndicats dans de nombreux pays  
européens, la réponse est unanime :  
il ne faut pas s'attendre à un statu-  
quo. On en a connu dans certains  
secteurs industriels, tel celui de la  
sidérurgie, souvent cité à tort. Glo-  
balement, les chiffres de personnel,  
employés ne varieront pas beaucoup  
mais une redistribution s'effectuera  
avec la montée de nouveaux métiers  
(trésoriers, cambistes...) et la posi-  
tion en retrait observée par d'autres  
spécialistes (personnel comptable,  
services courants...). Mais, avoue  
l'un des experts interrogés, « si les  
pétroliers publics sont plus loin dans  
leur souci de déreglementation,  
c'est-à-dire si on nous laisse la  
liberté de dégraisser les effectifs,  
alors nous serons prêts à tailler... ».

SERGE MARTI

(1) Une étude Delphi est un recueil  
et une analyse d'opinions d'experts. Le  
présent échantillon comprend 76 % de  
banquiers, 14 % d'assureurs/commer-  
ciaux, 5 % d'universitaires/journalistes  
et un pourcentage identique d'autorités  
de tutelle et d'associations bancaires.

## France : une légère amélioration de la rentabilité

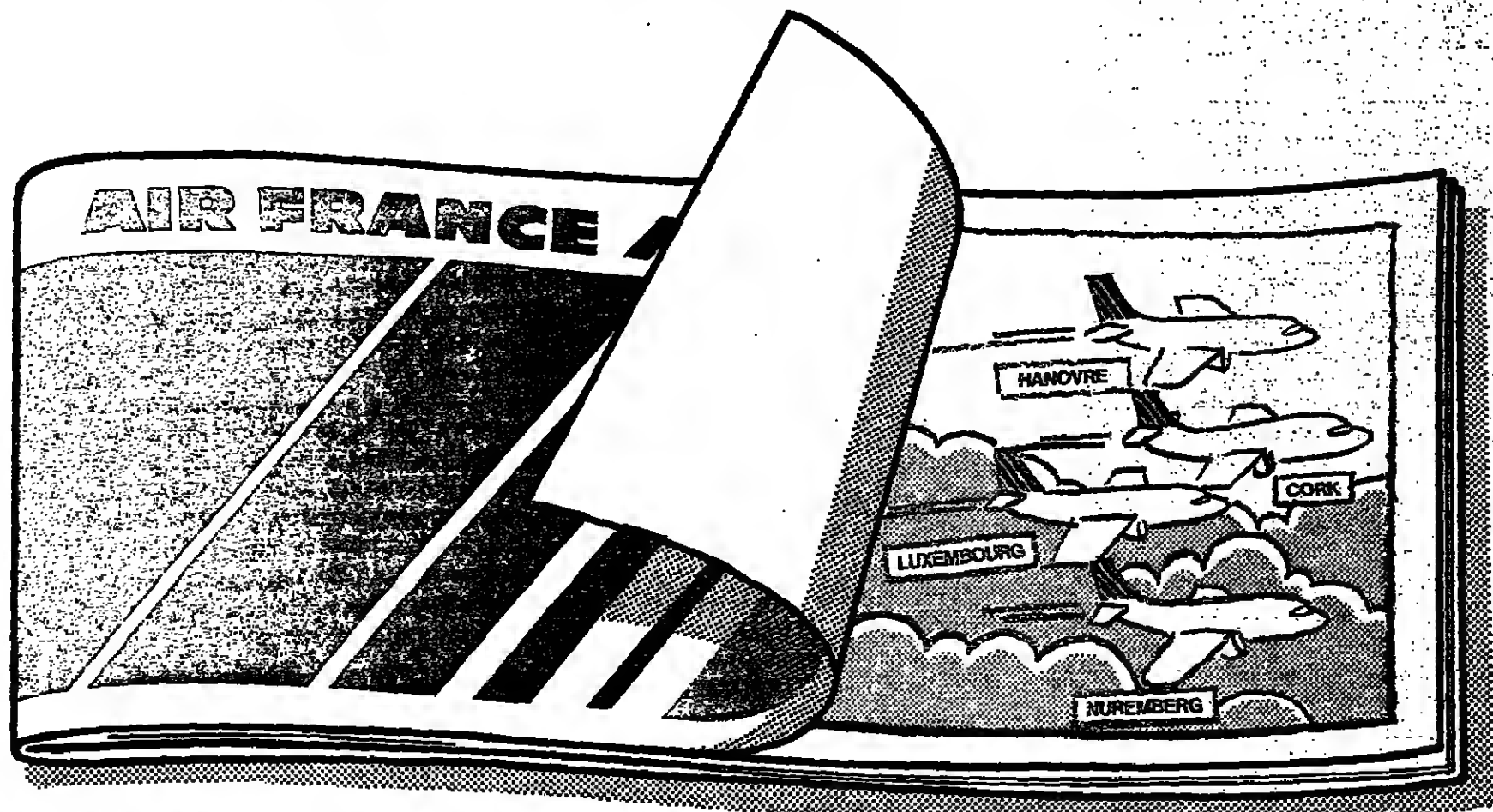
De l'étude sur la banque euro-  
péenne dans dix ans menée par  
le cabinet Arthur Anderson, on  
peut extraire le cas particulier de  
la France, abondamment déve-  
loppé dans un récent numéro de  
la revue Banque (1) et qui ne fait  
que confirmer les tendances  
généralistes. Le nombre de ban-  
ques devrait rester stable dans  
l'Hexagone, mais un réequili-  
bre s'opérerait au détriment des  
petites banques (dont l'actif est  
compris entre 3 et 10 milliards  
de francs), essentiellement en  
raison des structures dont les  
coûts sont devenus excessifs pour  
elles. Les nouveaux  
« entrants » sur le scène bancaire  
(compagnies d'assurances, inter-  
médiaires financiers, spécialistes  
de la grande distribution), égale-  
ment de nationalité française,  
seront perçus comme des part-  
naires plutôt que comme des vé-  
ritables concurrents.

Ces banques, qui pourraient  
faire l'objet d'importantes modi-  
fications réglementaires (con-  
traintes nouvelles en matière de  
fonds propres, tarification des  
services, contrôle de la masse  
monétaire), s'orienteront de plus  
en plus vers de nouveaux ser-  
vices : assurance (courtage et  
méta-assurance), loyers, cou-  
rage, financement, conseils divers.  
Celle diversification aurait pour  
effet d'améliorer légèrement la  
rentabilité des banques fran-  
çaises et donc leur rapport béné-  
fices/fonds propres. Ce ratio  
traditionnel « points noirs » de  
notre système bancaire. Ce ratio  
établi entre les résultats et  
l'assise financière des banques  
pourrait progresser de 3 %, le  
moyenne actuelle de la profes-  
sion à 9 % (ici) à 1986.

S. M.

(1) N° 457, janvier 1986.

# Quelles sont les 4 nouvelles escales desservies par Air France en Europe?



Le billet Air France en Europe, c'est  
4 nouvelles destinations au départ de  
Paris : Hanovre, Nuremberg, Luxem-  
bourg et Cork à compter du 1<sup>er</sup> avril.  
Air France, c'est depuis un an, 8 nou-  
velles destinations au départ de Paris  
et 7 nouvelles liaisons au départ de Nice

et Marseille. Air France, c'est le choix  
entre 57 destinations au départ de Paris  
et des principales villes de Province.  
Bien sûr, le billet Air France en Europe,  
c'est aussi la possibilité de choisir entre  
la Classe Économique et la Classe  
Affaires, avec la certitude de voyager

tous les jours sur les meilleurs appareils  
moyens-courriers : Airbus, Boeing 727  
et 737. Le billet Air France en Europe,  
c'est le choix des destinations, des ho-  
raires et des classes les mieux adaptés à  
vos besoins.

**Le billet  
tous services**







# Le Monde

## LES « RÉNOVATEURS » FACE AU COMITÉ CENTRAL DU PCF

### Le débat s'achève avant d'avoir pu commencer

Lundi 24 mars, place du Colonel-Fabien, 21 heures passées. La salle du comité central, surmontée d'une coupole blanche qui émerge de la pelouse au niveau de la rue, se vide. Les voitures des membres du « parlement communiste » quittent le parking souterrain de l'immeuble conçu par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer. « Fabien », comme les communistes appellent entre eux le siège du PCF, vient de vivre son premier comité central après les législatives catastrophiques du 16 mars.

Un tour de cadran, une suspension pour le déjeuner, une courte pause dans l'après-midi et vingt-deux intervenants après le rapport intitulé « Dans la voie du 25<sup>e</sup> congrès, rassembler, agir », présenté par M. Paul Laurent, membre du bureau politique. Une première journée « triste et morose » pour un membre du comité central, « un rapport vertueux qui ne laisse aucun espoir » pour un autre : des « attaques individuelles très dures » pour un troisième.

La seconde journée de ce comité central, mardi 25 mars, devrait se poursuivre sur le même mode. Et certains journalistes de l'Humanité, qui avaient cru comprendre que l'organe du PCF publierait, mercredi 26 mars, le rapport de M. Laurent et les interventions des « camarades du CC », n'en sont même plus sûrs. De fait, l'Humanité du 25 mars se contente d'indiquer que le journal communiste « publiera », sans précision de date, le seul rapport introductif. Tout semble désormais bouclé par la direction du PCF.

« Il n'y aura pas de compromis et pas de débat. Ce jugement donné sur le ton de l'abandon, résume à la fois l'ambivalence de la première journée, l'impasse dans laquelle se retrouvent les « rénovateurs » et la volonté de la direction de faire taire la contestation sans pour autant — pour le moment — imposer silence aux contestataires. Si M. Pierre

Jaquin n'a pas encore pris la parole, cinq intervenants au moins ont fait connaître un point de vue critique.

Dans son rapport d'environ une heure, M. Paul Laurent a repris l'essentiel de l'argumentation développée dans le communiqué du bureau politique, lu par M. Marchais au soir du 16 mars. « Evidemment, il est plus simple de dire uniquement « c'est la faute au PS », plutôt que de se pencher sur nous-mêmes », confie un membre du comité central. Les socialistes ont donc trompé les Français, selon la direction du PCF qui, de son côté, a fait « une bonne campagne ». Pour preuve, les communistes ont recueilli près de cinq cent mille voix par rapport aux européennes (463 000 exactement) et, preuve supplémentaire pour M. Laurent, « c'est la première fois que le PCF gagne des voix depuis les élections de 1978 ». Cette autosatisfaction ira probablement droit au cœur de tous les pétitionnaires qui réclamaient un « congrès extraordinaire » pour stopper la marginalisation du PCF.

#### L'arrêt de mort de M. Claude Poperen

Ceux-là ont, du reste, été les grands absents des débats de cette journée. Paradoxalement, le seul qui a été vigoureusement attaqué nommément — il n'a signé aucun appel mais il est tenu pour le grand organisateur de la contestation, — est M. Pierre Jaquin. Son nom est revenu à plusieurs reprises. Très curieusement, il s'est fait accompagner par M. Jacques Rimbault, maire de Bourges, qui n'est pas connu pour ses positions dures, et qui a été le mieux élu du PCF, le 16 mars, avec 24,75 % des suffrages dans le Cher. M. Rimbault a souligné que le vingt-deuxième congrès « n'est venu que d'un an » et qu'il « faut continuer ».

Présidé le matin par M. Le Guen et l'après-midi par M. Françoise Lazard, ce comité central a vu monter les interventions de chacun d'eux, MM. Lucien Sève (philosophe), Marcel Rigout (ancien ministre), Claude Labrousse (adjoint démissionnaire de M. Guy Herminier au secteur des intellectuels), Félix Danette (responsable du secteur université) et Claude Poperen (membre du bureau politique). Pour un membre du comité central, il ne fait prati-

quement aucun doute que M. Poperen a signé « son arrêt de mort ». Ce dernier a en effet souligné que le PCF avait mis son projet de société « au placard » pendant la campagne électorale : il a mis en évidence l'absence de « phase » entre la société et la réflexion du parti et, crime de lèse-direction, il s'est prononcé pour des « modifications de la composition du bureau politique » et pas seulement du secrétariat général. Le membre du comité central qui donne ces précisions affirme qu'à ce moment-là, les visages à la tribune étaient « très fermés ». Après avoir passé plus de quinze ans dans cette instance, M. Poperen pourrait faire les frais de cette restructuration dont, selon ce membre du comité central, « il n'avait pas l'air de s'occuper ».

Un autre membre de l'encadrement communiste, M. Guy Herminier, pourrait, lui aussi, sentir passer le vent du boulet. Le secteur dont il a la charge — les intellectuels — a été mis en accusation par M. Michel Laurent, le fils de Paul, ainsi que, l'hebdomadaire Révolution et l'Institut de recherche marxiste (IRM). En revanche, le secteur « cadres et ingénieurs », dirigé par M. Le Guen, a eu droit à un satisfecit attribué par M. Michel Laurent (ce dernier est un des adjoints de M. Le Guen). De

là à penser qu'on prépare, ainsi que la rumeur l'indique depuis plusieurs mois, le remplacement de M. Herminier par M. Le Guen, il n'y a qu'un pas. Suivrait une normalisation de la rédaction de Révolution, dont certains journalistes ont signé l'appel « pour le vingt-sixième congrès ».

Cette volonté d'enterrer le débat est malgré tout contrecarée par ce que certains communistes appellent « le syndrome espagnol », la crainte d'une scission. Un membre du comité central, qui représente un département de la couronne parisienne, estime qu'« il faut éviter un éclatement du parti ».

Le fossé risque, de toute façon, de s'élargir entre l'appareil central du parti et la base. Ce « congrès extraordinaire » que les sections de Renault-Douai (11 voix contre 4) et de Peugeot-Sociaux (une très large majorité) appellent de leurs vœux, a peu de chance d'être réuni. Pas plus que n'a de chance d'avoir lieu la réunion d'un conseil national (membres du comité central, secrétaires de fédérations, maires de grandes villes et secrétaires de sections des grandes entreprises), proposée par M. Sève.

Le débat est ainsi terminé avant même d'avoir pu commencer.

OLIVIER BIFFAUD.

## Le Honduras dément une incursion nicaraguayenne sur son territoire

Le gouvernement hondurien a démenti, lundi 24 mars, des informations en provenance de Washington faisant état d'une « incursion » de l'armée nicaraguayenne au Honduras. Indiquant qu'elles « n'avaient pas connaissance » d'une intervention des troupes sandinistes sur leur territoire, les autorités de Tegucigalpa ont affirmé que les nouvelles « ne faisaient partie de la campagne » du président Reagan pour faire approuver par le Sénat une aide aux « contras ».

En dépit de ce démenti, des responsables américains ayant demandé à conserver l'anonymat ont réaffirmé dans la soirée de lundi que l'armée nicaraguayenne avait en effet pris une « très importante incursion » au Honduras. Selon Washington, quinze cents soldats sandinistes

auraient pénétré de 15 à 25 kilomètres à l'intérieur du territoire hondurien pour éradiquer des bandes armées hostiles.

La version des événements donnée à Managua est très différente. Selon le chef d'état-major de la région septentrionale de Las Segovias, les « contras » ont lancé ces deux dernières semaines une offensive dans le nord du pays. En engageant d'importants moyens en hommes et en blindés, les forces armées nicaraguayennes auraient réussi à « freiner » cette offensive. Si elle était confirmée, cette opération des sandinistes serait la plus spectaculaire depuis celle qu'elle avait lancée en août 1985 pour tenter, en vain, d'occuper la ville d'Estelí. (AFP.)

## A LA COUR D'APPEL DE RIOM

### Le ministère public réclame la réintégration d'Alain Clavaud chez Dunlop

De notre correspondant

Riom. — La cour d'appel de Riom s'est donnée jusqu'au 15 avril pour rendre son arrêt au sujet d'Alain Clavaud, cet ouvrier de l'usine Dunlop de Montluçon licencié pour avoir accordé au journal l'Humanité un long entretien sur ses conditions de travail (le Monde du 8 février 1986). Un millier de personnes s'étaient rassemblées lundi après-midi 24 mars devant le siège de la cour d'appel. Le conseil des prud'hommes de Montluçon s'était, rappelons-le, déclaré incompétent, le 24 février (le Monde du 26 février).

Le ministère public était représenté par le substitut général Paul Chirol. Les conclusions de ce dernier ont été particulièrement remarquées : « J'avoue que je suis étonné que cet article ait pu provoquer ces réactions. C'est le récit banal de la vie d'un ouvrier travaillant la nuit. N'y a-t-il pas une distorsion évi-

dente entre les termes de l'article et la sanction ? Empêcher quelqu'un de subvenir à ses besoins et à ceux de ses siens est une atteinte à la liberté fondamentale ». Il a aussi souligné que « l'ouvrier est un citoyen non seulement en dehors mais sur les lieux de son travail » et que le licenciement d'Alain Clavaud était « une violation d'une législation fondamentale ». Il a ensuite réclame « un ordre de réintégration ». Précédemment, il avait rejeté l'argument d'un délégué commercial évoqué par l'avocat de la direction de Dunlop, ce dernier ayant voulu mettre en évidence que l'article incriminé nuisait à l'image de marque de l'entreprise.

LIBERT TARRAGO.

Le numéro du « Monde » daté 25 mars 1986 a été tiré à 525 555 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77-151M

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 25 MARS

Indicateur de séance (%) : + 1,21

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	420	420	427
Agencia Reus	1980	1982	1716
Air Lydon E.T.	570	573	673
Alcatel	475	478	480
Banque Paribas	1200	1220	1236
Banque	1880	1880	1880
Banque	1040	1045	1050
B.S.N.	3820	3870	3940
Carrefour	3460	3460	3480
Chaparral S.A.	1250	1300	1277
Cab Méditerranée	541	533	542
Danost	1125	1150	1156
E.F. Aquitaine	239 50	237 50	234
Enceinte	2450	2450	2490
Lafarge-Capelle	1210	1221	1235
L. Vignon S.A.	1020	1030	1044
Michelin	2850	2855	2820
Midi Ciel	5800	5800	5840
Motex-Hennessy	2185	2185	2175
Navy Météo	870	888	880
Oréal	5370	5345	5450
Paradis-Picard	1120	1119	1120
Peugeot S.A.	1070	1083	1075
Sancor	712	723	716
Soucia Perier	600	611	616
Télédiffusion	3240	3213	3240
Thomson-C.S.F.	1071	1071	1080
Tout Terrain	365 80	340	338 90
T.S.T.	2850	2850	2878
Valis	550	...	...

## une expansion galopante La correspondance « confidentielle » par micro-ordinateur...

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expédier, recevoir des lettres, des cartes, des télégrammes, des fax, des couriers, tout cela est possible grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.

\* ou MINTEL

Renseignements et documentation à : F.C.R. - 124, rue Réaumur 75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77

MISSIVE MESSAGERIE ELECTRONIQUE

هكذا من الأصل

## Sur le vif

### Le sexe de la bouffe

Il sont gentils, les mecs, ils sont prévenants. Ils ne savent pas quoi inventer pour nous faire plaisir. Vous avez vu ce qu'ils viennent de nous offrir ? Une bière de fruits de la Passion, une bière Kiwi, pamplemousse ou fraise-muscade. Une bière rien que pour nous, les femmes. Une bière qui ne sera pas une Kronenbourg. C'est trop gentil, trop gentil, trop gentil. Ça s'appellera une Krony. C'est évidemment plus joli, non ? Evidemment, ça coûte beaucoup plus cher qu'un demi pression, mais, bon, moi, ça me fait craquer, ces petites attentions.

Pas tellement petites d'ailleurs. C'est une grande première. Avant, ça n'existait pas, l'alimentation rayon dames. Les produits de régime : Svevess, Taillefine, Jokey, tout ça, c'était destiné d'abord aux rondouillards. Au début, cible privilégiée, d'accord, la seule femme, avec sa manie de se trouver toujours trop forte. Elle s'est vite élargie, la cible. A la mesure du tour de hanche, bien entendu du Français moyen.

La, c'est différent. C'est un produit qui génère. Ça va donner des tas d'idées aux fabricants. On va nous offrir des membres roses layette, des tanches de jachon, en forme de cœur, de l'ascoluite parfumée à la citronnelle. Et dans les vitrines des charcutiers on va remplacer le parli piqué dans les massaux de la tête de veau par des boîtes de violettes.

Tiens, à propos de tête de veau, vous voyez qu'il a eu bien raison, mon Jéjot, de supprimer ce ministère complètement grotesque et dénué des droits de la femme. Enfin, quel, on est majoritaire dans ce pays. Alors, avec la victoire de l'économie de marché, on va être les reines. Ils vont nous chouchouter, nous cajoler à mort.

Un ministère des droits de l'homme, en revanche, c'est pas du tout. Comme ils n'arrivent pas de s'arrêter, de se débarrasser, de se débarrasser, de se débarrasser de leur monde, ils y va du pain sur la planche. De la soupe dans le giron des tantes.

CLAUDE SARRAUTE.

## A Haiti

### Le remaniement du gouvernement ne met pas fin à l'agitation

Après une accalmie pendant le week-end, les troubles ont repris en Haiti, où l'annonce par le chef de l'Etat, le général Namphy, de la formation d'un nouveau gouvernement n'a pas eu l'effet souhaité. Dans la soirée de lundi, un millier de jeunes gens environ ont mis le feu à plusieurs carrefours de Port-au-Prince et tenté d'ériger des barrières. Dans l'un des quartiers de la capitale, la police a tiré des coups de feu en l'air pour disperser les agitateurs.

Dans la journée, plusieurs milliers de manifestants avaient défilé dans les rues de Port-au-Prince pour réclamer la formation d'un gouvernement civil. Des slogans hostiles à l'armée et au général Namphy ont été entendus dans la foule, signe d'une dégradation de la popularité du militaire. Les manifestants repoussant à l'appel d'un Comité pour la démocratie (C.D.), en créole, une organisation nouvelle animée par un groupe de neuf personnes (journalistes, étudiants et ecclésiastiques).

Outre le départ des militaires du gouvernement, ce comité demande la « démocratisation » de l'armée — c'est-à-dire l'expulsion de ses rangs des « tontons macoutes », — la nomination des diplomates liés au duverlisme, la fin du couvre-feu et le jugement des criminels compromis sous l'ancien régime. Une manifestation similaire à celle de Port-au-Prince s'est déroulée lundi à Jérémie, dans le sud-ouest du pays. En revanche, l'appel à une grève générale a été peu suivi. Le Syndicat des conducteurs de transport ayant refusé de se joindre au mouvement.

Cet échec a été accueilli avec soulagement par les autorités, soumises à dure épreuve par la pression de la rue. « Pour nous, c'est bon signe. Peut-être les gens se rendent-ils compte qu'ils ne peuvent pas tout faire en six semaines », a estimé une personnalité proche du Conseil national de gouvernement (CNG).

Après les démissions intervenues vendredi au sein de cet organisme et sa réduction à un triumvirat, le général Namphy a annoncé lundi un remaniement du gouvernement.

Cinq ministères sont concernés. Plusieurs postes sont confiés à des militaires : ainsi, le général à la retraite Jean-Baptiste Hilaire a été nommé aux affaires étrangères, où il remplace M. Jacques François, désormais membre du CNG, tandis que le colonel Gérard Abraham, ancien commandant de l'Académie militaire, devient ministre de l'Information. Ces deux personnalités passent pour des modérés.

Au ministère du commerce et de l'industrie, M. Mario Celestin remplace M. Léonce Thiéssima, critiqué pour ses liens avec l'ancien régime, à la justice, M. François Latorne succède à M. Gérard Gourgue, le président de la Ligue des droits humains, démissionnaire. Le ministère des affaires sociales est attribué à M. Gérard Ngé. Deux officiers d'active deviennent secrétaires d'Etat : le colonel Phébe Dédé à l'Intérieur et le colonel Fritz Antoine à la justice. Enfin, le journaliste Aubelin Joliveau prend la tête d'un secrétariat d'Etat à l'Information et aux relations publiques.

A l'occasion de ce remaniement, le général Namphy a réaffirmé que les forces armées haïtiennes n'avaient « pas d'ambition politique » et que leur but était la constitution de structures démocratiques solides, l'assainissement de l'administration et l'organisation d'élections « dans les plus brefs délais ».

M. L.

VENDEZ  
TOUTE L'ANNÉE  
LIVRES - DISQUES  
A LA  
SACELP

2, rue de l'École-Médecine  
75006 PARIS - Tél. : 46 00 15  
M. Odeon - RER Invalides

DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur

PANTALONS  
MESURE 650 F

A partir de  
COSTUMES  
MESURE 1 950 F

A partir de  
NOUVELLE COLLECTION  
3000 titres

Livres, draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
sur mesure

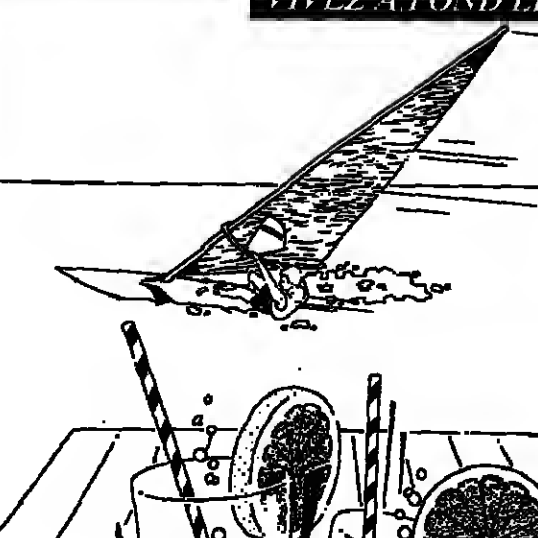
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

VIVEZ A FOND LE PLEIN ETE EN BULGARIE



Bronzer sur les plages de sable doré de la Mer Noire, ou s'initier aux richesses de la civilisation bulgare ? Filmer dans un monastère du XII<sup>e</sup> siècle ou faire de la planche à voile ? Et pourquoi pas les deux... une semaine de circuits et une semaine de l'arrière au bord de l'eau ? En Bulgarie, il y a tout pour vivre à fond le plein été !

1 SEMAINE  
A partir de  
2.370 F  
Prestations complètes - Avion compris

TEL. : 42.61.69.58

Renseignements après votre signature de voyage et de l'Office de Tourisme Bulgare 45, avenue de l'Opéra - 75002 Paris.

NOM  
ADRESSE

LA BULGARIE, LE PAYS OU RENCONTRER L'ETE.